

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

III

JX
3
A6

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1876 — 1877

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

16^e ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1876-1877

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1878-1877

RECEIVED

OF DIPLOMATIC ET HISTORIC

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

JOHN JACOB

IN 1877

JULIET ADOT SEPTEMBRE

1878-1877

1878

1878-1877

1878-1877

1878-1877

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1876-1877

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

RUSSIE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION POSTALE CONCLUE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 9/21 MAI 1873.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, animés d'un commun désir d'améliorer le service des correspondances entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure une convention postale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'empereur de toutes les Russies, son ministre de l'intérieur, membre du conseil de l'Empire, Alexandre *Timaschew* et son conseiller privé, directeur du département des postes, baron Jean *Velho* ;

Et S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour impériale de Russie, le baron Ferdinand de *Langenau* ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'administration des postes de Russie et les administrations des postes d'Autriche-Hongrie un échange péri-

dique et régulier d'objets de la poste aux lettres et de messageries originaires des États respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des postes des parties contractantes peuvent servir d'intermédiaire.

Art. 2. Cet échange pourra être effectué par terre ou par mer. Il sera fait de préférence directement par les frontières des États contractants, et éventuellement en transit, soit à découvert, soit en dépêches closes, par l'intermédiaire d'autres États, ou à bord des bateaux à vapeur.

Toute correspondance devra être expédiée à destination par la voie présumée la plus prompte. Dans le cas où l'expéditeur indiquerait la voie par laquelle il désire que sa correspondance soit acheminée, celle-ci doit être expédiée de la manière indiquée, en tant que faire se peut.

Art. 3. Les stipulations de la présente convention s'appliqueront à toutes les parties intégrantes de l'empire de Russie (y compris le grand-duché de Finlande) et de la monarchie austro-hongroise, et à la principauté de Liechtenstein.

Art. 4. Le service de la poste aux lettres comprend : les lettres, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises. Aucun des objets ci-dessus mentionnés ne peut être d'un poids supérieur à 250 grammes, ni porter une déclaration de valeur.

Le service des messageries comprend les colis de toute espèce, les finances et les valeurs.

Art. 5. La taxe des objets de la poste aux lettres sera calculée par ports simples, un port simple équivalant :

Pour les lettres, — à 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

Pour les imprimés et les échantillons de marchandises, — à 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

Toutefois les administrations postales respectives sont autorisées à appliquer, d'un commun accord, une échelle de poids autre que celle fixée par le présent article.

Art. 6. La taxe d'une lettre ordinaire expédiée de Russie en Autriche-Hongrie, et réciproquement d'Autriche-Hongrie en Russie, est fixée :

A 10 c. ou 15 kr. par port simple, si elle est affranchie ;

A 16 c. ou 25 kr. par port simple, si elle n'est pas affranchie.

Les lettres insuffisamment affranchies seront traitées comme celles non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction de la valeur des timbres-poste et enveloppes timbrées employées.

Art. 7. Le prix des lettres ordinaires échangées entre les bureaux de poste frontière, opposés l'un à l'autre, est fixé :

A 3 c. ou 5 kr. par port simple, si elles sont affranchies ;

A 7 c. ou 10 kr. par port simple, si elles ne sont pas affranchies.

Art. 8. Les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises expédiés d'un pays dans l'autre seront obligatoirement affranchis au prix de 3 kop. ou 3 kr. par port simple.

Sous la dénomination « imprimés » seront comprises toutes reproductions obtenues par la typographie, la lithographie, la métallographie, ou autres procédés mécaniques. Sont toutefois exceptées les reproductions obtenues au moyen de machines à copier ou de décalque.

Les imprimés ou les échantillons de marchandises doivent être expédiés de manière à ce que la vérification du contenu de l'envoi soit parfaitement facile.

Il n'est admis sur les imprimés d'autres indications manuscrites que l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur, la désignation du lieu et la date de l'expédition, et les corrections relatives à la composition, faites aux épreuves d'imprimerie.

Les échantillons de marchandises ne doivent avoir aucune valeur marchande et ne porter d'autres indications manuscrites que l'adresse du destinataire, la marque de fabrique ou la raison sociale de l'expéditeur, les numéros d'ordre et les prix. Le maximum de leur poids ainsi que leurs dimensions doivent être conformes aux prescriptions douanières.

Les imprimés et les échantillons de marchandises portant des indications manuscrites non autorisées, ceux non affranchis ou insuffisamment affranchis, soit, en général, ceux qui ne remplissent pas les conditions voulues, seront traités et taxés comme lettres ordinaires.

Art. 9. Toute lettre expédiée de Russie en Autriche-Hongrie, et réciproquement d'Autriche-Hongrie en Russie, est admise à la recommandation, et l'expéditeur peut en outre demander qu'il lui soit fourni un avis de réception du destinataire.

La recommandation implique, par l'expéditeur, l'obligation de payer, outre la taxe d'une lettre ordinaire affranchie du poids équivalent, un droit fixe de 7 kopecks ou 10 kreuzers.

Si la lettre recommandée est accompagnée d'un avis de réception à renvoyer, il sera, indépendamment de la taxe et du droit susmentionné perçu de l'expéditeur un droit fixe de 7 kopecks ou 10 kreuzers. Le récépissé de retour sera renvoyé, franc de port, le plus tôt possible.

La recommandation sera admise, autant que faire se pourra, pour les lettres à destination des pays auxquels les administrations des postes des États contractants pourront servir d'intermédiaires.

Art. 10. Toute lettre à destination d'un lieu où se trouve un bureau de poste, portant sur l'enveloppe l'inscription de l'envoyeur : « A remettre par exprès, » doit être, immédiatement après son arrivée au bureau de destination, transmise par un exprès au domicile du destinataire.

L'envoyeur payera, en sus de la taxe d'une lettre ordinaire affranchie ou d'une lettre recommandée, suivant le cas, un droit fixe de 14 kopecks ou 20 kreuzers pour la remise par exprès.

Art. 11. Les objets de la poste aux lettres mal adressés ou mal dirigés, ou adressés à des destinataires ayant changé de résidence, doivent sans aucun délai être réexpédiés à destination par la voie la plus rapide, et ne seront passibles du chef de cette réexpédition, d'aucune surtaxe pour compte de l'un ou de l'autre des États contractants.

Les objets de la poste aux lettres tombés en rebut seront réciproquement renvoyés.

Art. 12. Le produit des taxes perçues pour les objets de la poste aux lettres sera partagé par moitié entre l'administration des postes de Russie et les administrations des postes d'Autriche-Hongrie. Les droits d'exprès appartiendront en totalité à l'administration dont relève le bureau distributeur. Les autres droits fixes seront acquis à l'administration qui en aura fait la perception.

Art. 13. Les objets de messageries seront passibles des taxes internes des États contractants, calculées depuis le point frontière d'entrée et de sortie et perçues au profit respectif de ces États, à l'exception des taxes pour les objets échangés entre les bureaux de poste frontière, opposés l'un à l'autre, lesquelles seront partagées par moitié entre les États contractants et calculées par le bureau qui les perçoit d'après la taxe minima de son pays.

Les objets de messageries pourront être expédiés non affranchis ou affranchis jusqu'à la frontière, ou, si faire se peut, jusqu'à destination.

Les envois réexpédiés ou renvoyés seront soumis aux taxes légales pour les nouveaux parcours à effectuer.

Art. 14. Les Parties contractantes s'accordent réciproquement le transit, soit en dépêches closes, soit à découvert, sur leur territoire, des correspondances de toute provenance, auxquelles la Russie et l'Autriche-Hongrie respectivement peuvent servir d'intermédiaire.

Le prix total du transport à découvert sur les territoires des États contractants ne doit pas excéder les taxes fixées aux articles 6, 8 et 13 de la présente convention.

Le prix du transit en dépêches closes est fixé à 10 kreuzers par 30

grammes de lettres et à 1 1/2 kreuzer par 50 grammes d'imprimés et d'échantillons de marchandises. Ces prix seront également appliqués, du consentement de l'administration des postes allemandes, aux dépêches closes échangées entre la Russie et les pays étrangers en transit par la monarchie austro-hongroise et l'Allemagne.

Les prix ci-dessus seront calculés d'après le poids net des objets de la poste aux lettres, à l'exclusion de la correspondance de service, des pièces de comptabilité, des objets mal dirigés et des rebuts.

Les correspondances transitant par les États contractants, tant à découvert qu'en dépêches closes, doivent remplir toutes les conditions spécifiées pour les correspondances russes austro-hongroises.

Art. 15. Les objets de messageries passibles des droits de douane doivent être conformes aux prescriptions douanières. Toutes les conséquences de l'inobservation des formalités du règlement douanier retombent exclusivement sur l'expéditeur.

Art. 16. Les lettres de voitures, c'est-à-dire celles servant d'adresse indépendante aux colis qu'elles accompagnent, ne seront frappées d'aucune taxe si elles ne sont pas cachetées et si leur poids n'est pas supérieur à 15 grammes.

Art. 17. La perte d'une lettre recommandée ou d'un objet de messagerie impose à l'administration des postes du pays où l'envoi a été consigné l'obligation de payer à l'expéditeur une indemnité, sous réserve de recours, s'il y a lieu, contre l'administration au service de laquelle l'envoi se trouvait confié au moment où la perte a eu lieu.

Cette indemnité est fixée :

A 12 roubles et 50 kopecks, ou 20 florins, pour toute lettre recommandée ;

A la totalité de la valeur déclarée par l'expéditeur lors de la consignation d'un objet de messageries.

Dans le cas où un envoi ne serait qu'avarié, l'indemnité sera payée à l'expéditeur, conformément aux règles existantes à ce sujet pour les envois intérieurs de chaque pays.

L'indemnité doit être payée à l'expéditeur ou, en son absence, au destinataire, dès que la perte ou l'avarie aura été dûment constatée. L'expéditeur pourra, par une simple procuration par écrit, transférer au destinataire son droit à l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité cesse :

Lorsque la déclaration de la perte ou de l'avarie n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir du jour où la consignation a été faite ;

Lorsque la perte ou l'avarie est causée par la nature même de l'objet expédié ou par l'incurie de l'expéditeur ;

Lorsque la perte ou l'avarie ont eu lieu en dehors du territoire des Parties contractantes et de celui des États intermédiaires; toutefois les administrations des postes des États contractants se chargent dans ce cas de faire gratuitement toutes les démarches utiles dans l'intérêt du réclamant;

Lorsque le destinataire a pris sans observation ni réserve livraison d'un envoi qui lui était régulièrement délivré;

Lorsqu'un objet de messageries a été consigné sans déclaration de valeur.

Art. 18. Les frais du transit en dépêches closes, échangées entre la Russie et l'Autriche-Hongrie par l'intermédiaire d'autres pays, seront supportés par moitié. Les frais de transport par mer seront supportés par l'administration sur les bateaux de laquelle il s'effectuerait.

Le service des courriers entre les points frontière d'échange sera respectivement organisé et effectué par les soins de l'office expéditeur et à ses frais.

Ces courriers et les malles-postes, ainsi que les chevaux et équipages de poste revenant à vide, seront exempts de tous droits.

Le transport sur les chemins de fer jusqu'à la frontière sera organisé respectivement par les soins de chacune des administrations conformément à l'ordre établi.

Art. 19. Les administrations des postes des États contractants se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai, pour leur gouverne respective, les règlements en vigueur ainsi que tous les renseignements concernant le service postal interne, tels que lois, arrêtés et décrets qui régissent l'entrée et la circulation des imprimés de toute nature, la désignation des localités autorisées à délivrer les lettres par exprès, les taxes et les formalités de la consignation et de la livraison des objets de messageries, etc.

Art. 20. — Les points d'échange, la direction des correspondances, ainsi que tous les détails du service, de la comptabilité et de la transmission des correspondances officielles, le délai après lequel doivent être renvoyées les correspondances tombées au rebut, les conditions spéciales du transit, etc., seront indiqués et déterminés par un règlement d'exécution élaboré d'un commun accord par les soins des administrations des postes des États contractants, lesquelles pourront en tout temps, lorsqu'elles en reconnaîtront l'opportunité, augmenter les moyens d'échange et modifier les formalités du service.

Art. 21. Les administrations des postes des États contractants sont autorisées à introduire, lorsqu'elles le jugeront opportun, le service des estafettes, des abonnements aux journaux et revues, des

mandats de poste et des remboursements, un échange de cartes-correspondance et autres objets de la poste aux lettres, etc., et d'en déterminer les conditions (taxes, etc.) par des règlements spéciaux.

Art. 22. L'administration des postes de Russie et les administrations des postes d'Autriche-Hongrie dresseront chaque trimestre les comptes résultant de la transmission des correspondances en vertu des dispositions de la présente convention. Ces comptes seront dressés en florins et kreuzers autrichiens et arrêtés contradictoirement. La liquidation de leur solde se fera sans retard.

Art. 23. La langue française sera obligatoirement employée dans tous les rapports et toutes les relations auxquels la présente convention donnera lieu.

Toutes les adresses et suscriptions des correspondances, ou du moins la partie essentielle de leur texte, ainsi que les dépêches, sacs et valises, devront être faites en langue française.

Exceptionnellement, l'emploi exclusif de la langue nationale des pays respectifs est admis pour les timbres-postes, les enveloppes timbrées, les timbres, les cachets et les signes sur les objets de matériel servant au transport des correspondances.

Art. 24. La présente convention, qui annule et remplace celle conclue entre la Russie et l'Autriche le 28 janvier (9 février) 1866, entrera en vigueur à partir du jour dont les administrations postales respectives conviendront, et demeurera obligatoire aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'en aura pas dénoncé la résiliation une année d'avance.

Art. 25. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original à Saint-Petersbourg le 9 (21) mai de l'an de grâce mil huit cent soixante-treize.

(L. S.) *Signé*: ALEXANDRE TIMASCHEW.

(L. S.) *Signé*: BARON DE LANGENAU.

(L. S.) *Signé*: BARON VELHO.

PORTUGAL — SUISSE

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A BERNE, LE 30 OCTOBRE 1873

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves et le Conseil fédéral suisse, animés du désir de conclure d'un commun accord une convention afin de régler l'extradition réciproque des criminels, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, M. le vicomte de *Santa Isabel*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse ;

Le Conseil fédéral suisse, M. le conseiller fédéral *I. M. Knüsel*, chef du département de justice et police de la Confédération suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement portugais et le Gouvernement de la Confédération suisse s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement (à l'exception de leurs nationaux) tous les individus réfugiés de la Suisse en Portugal, dans les îles de Madère et des Açores et provinces d'outre-mer, ou bien du Portugal, des îles de Madère et des Açores et des provinces d'outre-mer dans la Confédération suisse, accusés ou condamnés par les tribunaux de celui des deux États où ils doivent être punis comme auteurs ou complices de l'un des crimes énumérés à l'art. 3 de la présente convention.

Les individus naturalisés dans les deux pays avant la perpétration du crime sont compris dans l'exception de cet article.

Art. 2. L'extradition aura lieu sur la demande des gouvernements, faite par la voie diplomatique.

Pour que l'extradition puisse être accordée, il est indispensable de produire en original, ou par copie authentique, l'arrêt de mise en accusation, l'arrêt de condamnation ou le mandat d'arrêt, expédié par l'autorité compétente dans les formes prescrites par la législation du pays dont le gouvernement réclame l'extradition ; le susdit document devra indiquer la nature du crime et la loi qui le punit. Les signalements personnels de l'accusé ou du condamné, ainsi que tous les renseignements tendant à constater son identité, seront également produits, s'il est possible.

Art. 3. L'extradition aura lieu à l'égard des individus accusés ou condamnés comme auteurs ou complices des crimes suivants :

- 1° Homicide volontaire, parricide, infanticide, empoisonnement ;
 - 2° Coups ou blessures portés volontairement, produisant la mort sans l'intention de la donner ; destruction ou privation de quelque membre ; mutilation ou inhabilité d'un organe pour ses fonctions ; difformité, privation de la raison, ou impossibilité de travailler pour le reste de la vie, ou pendant plus de vingt jours ;
 - 3° Viol, enlèvement par force, et tout autre attentat à la pudeur commis avec violence ou sans violence, si la personne offensée est mineure de treize ans ;
 - 4° Avortement ;
 - 5° Bigamie ;
 - 6° Accouchement simulé, recèlement, suppression, substitution ou enlèvement de mineurs ;
 - 7° Vol excédant la somme de 20/\$/000 réis (100 francs) ; abus de confiance, péculat, concussion, soustraction de titres ou documents confiés à la garde d'autrui, ou commise par un employé de l'établissement ou du bureau où ils se trouveront ;
 - 8° Association de malfaiteurs pour commettre des infractions prévues par la présente convention ;
 - 9° Menaces d'un attentat constituant un crime punissable de peines majeures ;
 - 10° Incendie volontaire ;
 - 11° Fabrication, importation émission, vente, contrefaçon, usage de fausse monnaie, comprenant obligations, inscriptions ou quelque autre titre de la dette publique, billets de banque ou tout autre papier ayant cours comme monnaie, contrefaçon de diplômes ou documents officiels, sceaux, timbres-poste, poinçons et timbres de l'État ou de quelque administration publique, de lettres de change et de tout autre fiduciaire, faux en écriture publique, titres ou documents publics ou particuliers ;
 - 12° Banqueroute frauduleuse ;
 - 13° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts en matière criminelle, subornation de témoins ;
 - 14° Destruction ou dommages de propriétés, meubles ou immeubles, volontairement commis, violence envers les personnes en employant des substances corrosives ou vénéneuses ou avec d'autres circonstances aggravantes, destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques, s'il en est résulté un malheur ou un dommage grave.
- Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives de tous les faits punis comme crimes d'après la législation des deux pays.

§ 1^{er}. L'extradition ne sera pas accordée quand le délit ne sera passible que d'une peine correctionnelle, selon la législation pénale en vigueur dans l'un des deux pays.

§ 2^e. Les individus accusés ou condamnés pour des crimes auxquels, d'après la législation de l'État réclamant, la peine de mort est applicable, ne pourront être remis qu'à la condition de la commutation de cette peine.

Art. 4. En aucun cas l'extradition ne pourra être accordée pour des crimes ou délits politiques ou pour tout autre motif y ayant trait.

Art. 5. Les individus dont l'extradition aura été accordée ne pourront, dans aucun cas, être jugés ou punis pour des crimes ou délits politiques commis antérieurement à l'extradition, ni pour des actions y ayant trait, ni pour tout autre crime ou délit antérieur qui ne soit pas le même qui aura motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 6. L'extradition ne sera également pas accordée si, d'après la législation du pays dans lequel le coupable s'est réfugié, la prescription de la peine ou de l'action criminelle est acquise au fait qui lui est imputé.

Art. 7. Les engagements des coupables envers des particuliers ne pourront pas arrêter l'extradition, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 8. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger aux deux États contractants, le gouvernement qui doit accorder l'extradition peut entendre les objections que le gouvernement du pays de l'individu dont il s'agit pourrait avoir à faire contre l'extradition. L'État à qui l'extradition est demandée est libre de remettre l'inculpé au gouvernement du pays d'origine, pourvu que ce dernier s'engage à déférer le prévenu aux tribunaux.

Art. 9. Quand l'accusé ou le condamné dont l'extradition est demandée par l'une des parties contractantes en conformité de la présente convention sera également réclamé par un autre ou par d'autres gouvernements avec lesquels ont été conclues des conventions de cette nature, à cause des crimes commis dans les territoires respectifs, il sera remis au gouvernement sur le territoire duquel il aura commis le crime le plus grave, et dans le cas où les crimes auront une gravité pareille, il sera remis au gouvernement qui aura le premier fait la demande d'extradition.

Art. 10. Dans les cas urgents, chacun des gouvernements des pays contractants, s'appuyant sur un arrêt de mise en accusation, sur

un mandat d'arrêt, ou sur un arrêt de condamnation émis contre le coupable, pourra demander, par le télégraphe ou par tout autre moyen de communication et par voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'accusé ou du condamné, à condition de présenter, dans le délai de vingt jours, les documents qui, aux termes de la présente convention pourront donner lieu à la demande d'extradition.

Art. 11. Si dans le délai de trois mois, à partir du jour où l'accusé ou le condamné aura été mis à la disposition de l'autorité de l'État requérant, l'extradition n'est pas exécutée, le susdit accusé ou le condamné sera mis en liberté et ne pourra pas être de nouveau arrêté pour le même motif.

Dans ces cas, les frais resteront à la charge du gouvernement qui aura fait la demande.

Art. 12. Les individus dont l'extradition sera demandée et qui, dans les pays où ils se sont réfugiés, sont l'objet de poursuites ou de condamnations pour des crimes commis dans ce même pays, ne seront livrés qu'après avoir été acquittés ou avoir subi la peine qui leur aura été infligée.

Art. 13. Les objets volés trouvés en possession du criminel, les instruments et les outils dont il s'est servi pour commettre le crime, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés dans tous les cas, soit que l'extradition vienne à se réaliser, soit qu'elle ne puisse pas s'effectuer par suite de la mort ou de la fuite de l'inculpé. Les droits des tiers à ces mêmes objets seront réservés, et le procès fini, les objets seront restitués sans frais.

Art. 14. Les frais causés par l'arrestation, la détention, l'entretien et le transport des individus dont l'extradition aura été accordée, ainsi que les frais de la remise des objets dont il est fait mention dans l'article précédent, resteront à la charge de l'État sur le territoire duquel le coupable se sera réfugié. Les frais de transport et autres sur le territoire des États intermédiaires resteront à la charge de l'État réclamant.

Art. 15. Si, dans la poursuite d'une action pénale instruite dans l'un des deux États, la déposition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre État était jugée nécessaire, les lettres rogatoires adressées par voie diplomatique seront à cet effet expédiées, et il sera donné suite à ces demandes en conformité des lois en vigueur dans le pays où les témoins devront être interrogés.

Les deux gouvernements renoncent à toute réclamation à l'égard du remboursement des frais occasionnés par l'exécution desdites réquisitions, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Art. 16. Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer mutuellement les arrêts prononcés à l'égard des crimes et des délits par les tribunaux de l'un des deux États contractants contre les individus de l'autre.

La communication au gouvernement du pays auquel le coupable appartient aura lieu au moyen de la remise, par voie diplomatique, d'une copie authentique de l'arrêt définitif.

Art. 17. La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à dater du jour de l'échange des ratifications, et continuera à être obligatoire jusqu'à ce qu'un des deux gouvernements ait déclaré à l'autre, six mois d'avance, son intention d'y renoncer. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double original, le trente octobre mil huit cent soixante et treize.

(L. S.) *Signé*: VISCONDE DE SANTA IZABEL.

(L. S.) *Signé*: I. M. KNÜSEL.

ITALIE — SUISSE

CONVENTION RELATIVE A LA RECTIFICATION DE LA FRONTIÈRE ITALO-SUISSE, ENTRE BRUSIO ET TIRANO, SIGNÉE A BERNE

LE 31 DÉCEMBRE 1873.

S. M. le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant rectifier une erreur commise dans la délimitation de la frontière italo-suisse, entre Brusio et Tirano, à l'entrée de la vallée de Poschiavo telle qu'elle fut arrêtée le 9 août 1867 à Andeer, entre les commissaires des deux Gouvernements, en exécution de la convention signée à Tirano (Piatta-Mala), le 27 août 1863, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie : M. le chevalier Louis Amédée *Melegari*, sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse ; et le Conseil fédéral suisse M. Paul *Cérésole*, président de la Confédération suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le paragraphe 4 du procès-verbal de bornage, rédigé le 9 août 1867, à Andeer, par les commissaires du Gouvernement de S. M. le roi d'Italie et de la Confédération suisse, en exécution de la convention de Tirano (Piatta-Mala), du 27 août 1863, et dont suit mot à mot la teneur :

§ 4. — TIRANO-BRUSIO

« Royaume d'Italie.

« Province de Sondrio.

« Commune de Tirano.

« Confédération suisse.

« Canton des Grisons.

« Commune de Brusio.

« *Borne n° 1.* — Sur la route de Poschiavo à Tirano et du côté occidental, on a planté une grande borne carrée, portant le n° 1, en granit, de 0^m,50 de côté et 1^m,50 d'élévation.

« La face du côté du chemin porte l'inscription *Confine*, et au-dessous le millésime 1864.

« Le côté méridional porte les mots *Confine italiano*, et le côté septentrional *Confine svizzero*.

« Elle est à 9^m,60 de l'angle sud-ouest du bâtiment de la nouvelle douane suisse.

« *Borne n° 2.* — A partir de ce point et en se dirigeant à occident, on a planté une seconde borne, n° 2, à 165 mètres de la première et à l'ouest du sentier qui, de la Madone de Tirano, conduit à Scala et à Cavajonne (Petites-Alpes), à 51 mètres au nord de l'abri servant d'observatoire aux douaniers italiens.

« Cette borne, avec la première et le rocher dit de la Guna, fixent une ligne droite et déterminent la ligne limite à occident de la route. L'angle que cette droite fait avec le méridien magnétique est de — 105°.

« A partir dudit rocher de la Guna, bien déterminé et bien indiqué par les cartes et les plans du cadastre, et qui est éloigné de la borne n° 2 de 180 mètres (mesure graphique), la limite suit les crêtes, conformément au texte de la convention.

« *Borne n° 3.* — Pareillement, de la première borne, mais en allant du côté d'orient, dans la direction d'un rocher d'une forme toute particulière, qu'on appelle le Sasso del Gallo, on a planté, sur un petit pré, lieu dit Ronco, au-dessus du premier ravin, une borne n° 3.

« *Borne n° 4.* — En continuant dans la même direction, on a placé
 « une autre borne, en granit comme les précédentes, portant le
 « n° 4, au bord oriental d'un sentier dit de la Remigio, qui de Ti-
 « rano conduit à Pradascio et à Saint-Remigio.

« *Sasso del Gallo.* — En continuant encore on trouve le Sasso del
 « Gallo, qui, avec les bornes n°s 1, 3 et 4, détermine une ligne droite,
 « faisant avec le méridien magnétique un angle de 54° et trace la li-
 « mite suivant le texte de la convention.

« La distance qui sépare la grande borne n° 1 du Sasso del Gallo,
 « point fixe de la nouvelle limite, à orient du chemin de Poschiavo à
 « Tirano, est de 1,095 mètres (mesure graphique).

« Du Sasso del Gallo, sur lequel on a gravé d'un côté une croix
 « avec l'initiale *J* et de l'autre côté aussi une croix avec l'initiale *S*,
 « et qui d'ailleurs est bien déterminé et bien indiqué sur les cartes et
 « les plans, la ligne limite se prolonge jusqu'aux crêtes servant de
 « limites actuelles. »

Sera considéré à l'avenir par les Hautes Parties contractantes
 comme nul et non venu.

Art. 2. Ledit paragraphe 4 sera remplacé par le procès-verbal
 signé le 3 octobre 1872 à Lugano, par les Commissaires du gouver-
 nement de S. M. le roi d'Italie et de la Confédération suisse, et dont
 suit la teneur :

« § 1^{er} — Il sera placé une borne frontière sur la rive gauche du
 « Poschiavino et sur le prolongement de la ligne limite déterminée :
 « 1° par la borne de la Lughina ; 2° par la borne placée près de l'abri
 « des douaniers italiens sur le bord occidental du sentier de Cava-
 « jonne, et 3° par la borne plantée sur le côté occidental de la route
 « de Tirano à Poschiavo.

« § 2. — A partir de cette borne frontière nouvelle, la limite
 « d'État se dirigera en ligne droite sur le rocher situé près du sentier
 « de Saint-Remigio, près de la petite chapelle dite Sentella de
 « Sasso del Gallo.

« Il sera placé entre ces deux bornes frontières un nombre suffi-
 « sant de bornes intermédiaires pour qu'elles soient visibles de l'une
 « à l'autre.

« § 3. — Du rocher mentionné à l'article 2, la limite d'État se diri-
 « gera en ligne droite jusqu'au sommet du Masuccio en passant par
 « la borne dite de Cavaline, qui est reconnue borne d'État.

« Il sera pareillement placé entre ledit rocher et le sommet du Ma-
 « succio un nombre suffisant de bornes intermédiaires pour qu'elles
 « soient visibles de l'une à l'autre. »

Art. 3. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au même lieu et le même jour que les ratifications du compromis arbitral conclu à Berne le 31 décembre 1873, concernant la fixation définitive de la frontière italo-suisse, au lieu dit Alpe de Cravaïrola.

Art. 4. La présente convention sera exécutée par des délégués des deux États contractants, et le Gouvernement du canton des Grisons sera invité à se faire représenter à l'opération du bornage.

Cette opération aura lieu aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berne, en double expédition, le 31 décembre 1873.

(L. S.) *Signé*: MÈLÉGARI.

(L. S.) *Signé*: CÉRÉSOLE.

ITALIE — SUISSE

COMPROMIS ARBITRAL ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE POUR LA FIXATION DÉFINITIVE DE LA FRONTIÈRE AU LIEU DIT ALPE DI CRAVAÏROLA, SIGNÉ A BERNE LE 31 DÉCEMBRE 1873.

S. M. le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, animés du désir de fixer définitivement la ligne frontière entre le Royaume d'Italie et le Canton du Tessin, au lieu dit Alpe de Cravaïrola, et de mettre un terme à un débat plusieurs fois séculaire, et d'ailleurs suffisamment instruit par les négociations diplomatiques et expertises successives dont il a été l'objet, ont reconnu la convenance de le résoudre par la voie d'un compromis arbitral, et dans le but de régler les conditions de ce compromis, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi d'Italie: M. le chevalier Louis-Amédée *Melegari*, sénateur du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse; et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. Paul *Cérésole*, président de la Confédération suisse; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants:

Art. 1^{er}. La fixation définitive de la ligne frontière qui sépare le

territoire italien du territoire de la Confédération suisse (canton du Tessin), au lieu dit Alpe de Cravairola, dès le sommet désigné Sonnenhorn 2,788 mètres sur la carte topographique suisse, jusqu'au sommet du Pizzo del Lago Gelato 2,578 mètres, sera soumise au prononcé d'un tribunal arbitral, sous forme de la question suivante :

La ligne frontière sus mentionnée doit-elle, comme l'estime la Suisse, suivre le faite de la chaîne principale, en passant par la Corona di Groppo, Pizzo dei Croselli, Pizzo Pioda, Pizzo del Forno et Pizzo del Monastero, ou bien doit-elle, comme l'estime l'Italie, quitter la chaîne principale au sommet désigné Sonnenhorn, 2,788 mètres, pour descendre vers le ruisseau de la vallée di Campo et en suivant l'arête secondaire nommée Creta Tremelina (ou Mosso del Ledano 2,356 mètres sur la carte suisse), rejoindre la chaîne principale au Pizzo del Lago Gelato ?

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes admettront la sentence arbitrale qui interviendra, et reconnaîtront comme définitive la ligne frontière qu'elle aura déterminée.

Il est bien entendu que l'arbitrage ne portera que sur la question de la frontière d'État, sans préjudice aux droits privés des tiers sur le territoire en question.

Les contestations qui pourraient naître de la revendication ou de l'exercice de ces droits ressortiront aux tribunaux civils de l'État dont ledit territoire sera reconnu faire partie.

Art. 3. Les arbitres seront au nombre de deux. Chacune des Hautes Parties contractantes en désignera un, qui devra être agréé par l'autre partie.

La nomination des arbitres suivra immédiatement l'échange des ratifications du présent compromis.

Les arbitres se réuniront dans la ville de Milan, aussitôt que possible après leur nomination et au jour qui leur paraîtra le plus convenable; ils informeront les deux Gouvernements intéressés de la date choisie par eux pour leur réunion.

Art. 4. Avant toute autre opération les arbitres éliront un sur-arbitre, qui sera appelé à prononcer sur la question qui leur est soumise, dans le cas où eux-mêmes ne pourraient pas tomber d'accord sur la solution à lui donner.

Le sur-arbitre ne pourra être ni citoyen italien ni citoyen suisse.

Il ne prendra part aux opérations des arbitres que lorsque ceux-ci auront constaté expressément l'impossibilité de résoudre eux-mêmes la question qui leur est soumise et la nécessité de recourir au sur-arbitre.

Les arbitres communiqueront le choix qu'ils auront fait d'un sur-arbitre aux deux Gouvernements intéressés.

Art. 5. Les arbitres tiendront un procès-verbal régulier de leurs opérations. Ce procès-verbal sera fait en deux expéditions signées par les arbitres.

Le jugement devra également être rédigé par écrit et signé en double expédition, pour être communiqué, avec le procès-verbal ci-dessus, aux deux Gouvernements intéressés.

Les arbitres choisiront dans ce but un secrétaire, dont ils fixeront eux-mêmes la rémunération. Ils joindront au procès-verbal de leurs opérations le compte des frais généraux occasionnés par l'arbitrage.

Art. 6. Chacune des parties hautes aura la faculté de se faire représenter, à ses frais, devant les arbitres par un ou deux agents et, par l'intermédiaire de ceux-ci, de présenter les documents, mémoires, contre-mémoires et actes quelconques qu'elle croira de nature à éclairer la cause.

Les agents pourront assister à toutes les opérations des arbitres, sauf aux délibérations sur le jugement.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, par l'intermédiaire de leurs agents respectifs, les mémoires, documents et actes quelconques qu'elles soumettront aux arbitres.

En général, les communications réciproques entre les arbitres et les gouvernements intéressés se feront par l'intermédiaire des agents respectifs desdits gouvernements.

Art. 7. Les frais de l'arbitrage seront répartis par portions égales entre les deux États intéressés.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à procéder, aussitôt que faire se pourra, à l'exécution du jugement arbitral.

Art. 9. Le présent compromis sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berne en même temps que celles de la convention, signée aujourd'hui 31 décembre 1873, concernant la rectification de la frontière entre Brusio et Tirano.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce compromis arbitral et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berne en double expédition, le 31 décembre 1873.

(L. S.) *Signé: MÉLÉGARI.*

(L. S.) *Signé: CÉRÉSOLE.*

ALLEMAGNE — GRÈCE

CONVENTION RELATIVE AUX FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES A ENTREPRENDRE
SUR LE TERRITOIRE DE L'ANCIENNE OLYMPIE, CONCLUE A ATHÈNES,
13/25 AVRIL 1874.

Les Gouvernements de l'Empire d'Allemagne et du Royaume hellénique, désirant entreprendre d'un commun accord des fouilles archéologiques sur le territoire de l'ancienne Olympie, en Grèce, et ayant résolu de conclure une convention à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. Les deux Gouvernements nommeront chacun un commissaire chargé de surveiller les opérations relatives à ces fouilles dans les conditions ci-après indiquées.

Art. 2. C'est l'emplacement de l'ancien temple de Jupiter Olympien qu'on prendra pour point de départ des fouilles, qui seront pratiquées sur le territoire de l'ancienne Olympie.

Les deux Gouvernements pourront s'entendre ultérieurement pour étendre les fouilles à d'autres endroits du royaume de Grèce.

Art. 3. Le Gouvernement hellénique, en autorisant ces fouilles sur le territoire olympien ci-dessus mentionné, s'engage à prêter tout son concours aux commissaires pour trouver des ouvriers et stipuler leurs salaires, ainsi que pour faire la police sur le lieu des travaux. Il assurera l'exécution des ordres de ces commissaires en y employant, s'il en est besoin, même la force armée, mais sans qu'on puisse en aucun cas déroger aux lois de l'État. Il se charge aussi d'indemniser à ses frais les propriétaires ou possesseurs à un titre quelconque des terres dégarnies, qu'elles soient en friche ou cultivées.

Art. 4. L'Allemagne se charge de tous les frais de l'entreprise, à savoir :

Appointements d'employés, salaires des travailleurs, construction de hangars et baraques, en cas de besoin, etc. L'Allemagne se charge en outre de payer, selon les lois du pays ou les arrangements existants entre le gouvernement hellénique et les cultivateurs, toutes les indemnités pour plantations et édifices de toute sorte qui se trouvent sur des terrains nationaux, et auxquelles donneraient lieu des réclamations fondées sur des droits réels ou personnels des particuliers. En tout cas, ces indemnités éventuelles ne pourront dépasser

la somme de trois cents (300) drachmes par stremme, quand même le gouvernement hellénique aurait fait don d'une partie quelconque de ces terrains à des particuliers.

La Grèce s'engage de son côté à faciliter par tous les moyens à sa disposition l'éviction ou l'expropriation des cultivateurs qui se trouvent actuellement en possession des terrains où il serait nécessaire de pratiquer ces fouilles.

Il est entendu que les travaux d'excavation ne pourront en aucun cas être suspendus ou arrêtés à cause d'objections ou de réclamations éventuelles de la part des particuliers ou cultivateurs actuels.

Art. 5. L'Allemagne se réserve le droit de désigner, dans la plaine d'Olympie, les terrains où il conviendrait d'opérer des fouilles, ainsi que celui d'engager et de congédier des ouvriers et de diriger tous les travaux dans leur ensemble comme dans chacune de leurs parties,

Art. 6. La Grèce aura la propriété de tous les produits de l'art antique et de tout autre objet dont les fouilles amèneront la découverte. Il dépendra de sa propre volonté de céder à l'Allemagne, en souvenir des travaux poursuivis en commun et en considération des sacrifices que l'Allemagne s'imposera pour cette entreprise, les doubles ou les répétitions des objets d'art trouvés en faisant ces fouilles.

Art. 7. L'Allemagne aura le droit exclusif de prendre des copies et des moules de tous les objets dont les susdites fouilles amèneront la découverte.

La durée de ce droit exclusif est fixée à cinq ans à partir de la découverte de chaque objet. Le Gouvernement hellénique accorde de plus à l'Allemagne le droit — mais non le droit exclusif — de prendre des copies et des moules de tous les antiques dont le Gouvernement hellénique est déjà en possession, ou que celui-ci ferait découvrir dans l'avenir sur le sol de la Grèce, sous la coopération de l'Allemagne, sauf toutefois ceux que le ministère compétent déclarerait susceptibles d'être endommagés ou détériorés par l'opération du moulage.

La Grèce et l'Allemagne se réservent exclusivement le droit de publier les résultats scientifiques et artistiques des fouilles opérées aux frais de l'Allemagne. Toutes ces publications seront faites périodiquement à Athènes, en langue grecque et aux frais de la Grèce; elles le seront aussi en Allemagne et en langue allemande, avec figures, tableaux et images, lesquels ne peuvent être gravés et exécutés qu'en Allemagne. Cette seconde tâche, l'Allemagne la prend à sa charge, tout en s'engageant à donner à la Grèce 15 pour 100 sur les exemplaires de la première édition des figures, tableaux et images, et 35 pour 100, sur les exemplaires qu'on en tirera par la suite.

Art. 8. Si, contre toute attente, il arrive que le commissaire hellénique chargé de surveiller les travaux, élève des objections aux travaux ordonnés par les savants allemands, le ministère des Affaires étrangères de Grèce et la légation d'Allemagne à Athènes décideront d'un commun accord et en dernier ressort à cet égard.

Art. 9. La présente convention demeurera en vigueur pendant une période de dix ans, à partir du jour où elle aura été approuvée par le pouvoir législatif.

Art. 10. Chacun des deux gouvernements contractants s'engage à soumettre le plus tôt possible la présente convention à l'approbation des Corps législatifs de son pays; mais il est entendu que chacun d'eux ne sera tenu de la mettre en vigueur qu'après qu'elle aura obtenu cette approbation.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée en réservant l'approbation législative, et les ratifications en seront échangées à Athènes dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi M. de Wagner, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Allemagne à Athènes, ainsi que M. le professeur E. Curtius, délégué spécial, d'un côté, et M. Jean Delyanni, ministre des affaires étrangères de S. M. Hellénique, ainsi que M. P. Eustratiades, conservateur des antiquités, de l'autre côté, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Athènes, en double expédition, le treize (13/25) avril mil huit-cent-soixante-quatorze.

(L. S.) *Signé*: E. DE WAGNER.

(L. S.) *Signé*: ERNEST CURTIUS.

(L. S.) *Signé*: DELYANNI.

(L. S.) *Signé*: EUSTRATIADES.

RUSSIE — PÉROU

TRAITÉ D'AMITIÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ
A SAINT-PÉTERSBOURG LE 4/16 MAI 1874.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et la République du Pérou, animés du désir d'établir des liens d'amitié et de faciliter les relations de commerce et de navigation entre l'Empire de Russie et le Pérou, ont résolu de conclure dans ce but un traité d'amitié, de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies :

M. Wladimir *de Westman*, son conseiller privé actuel ;

Et S. Exc. le Président de la République du Pérou :

M. Joseph-Antoine *de Lavalle y Saavedra*, sénateur et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République près S. M. l'Empereur de toutes les Russies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié entre l'Empire de Russie et la République du Pérou et entre les citoyens des deux pays.

Art. 2. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les bâtiments et les nationaux des hautes parties contractantes dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux États et de leurs possessions, dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être, à l'avenir, aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Russes, au Pérou, et les Péruviens, en Russie, pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté, dans quelque partie que ce soit des territoires et possessions respectifs, pour y vaquer à leurs affaires, et jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques ou terrains qui leur seront nécessaires, sans être assujettis, soit pour leurs personnes ou leurs

biens, soit pour exercer leur commerce ou leur industrie, à des taxes générales ou locales ni à des impôts, obligations ou restrictions de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

Ils seront libres, dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douanes leurs propres déclarations ou se faire suppléer par des fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes choisis par eux-mêmes, mais à la condition que les personnes choisies soient, d'après les lois du pays, aptes à remplir ces fonctions.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de douanes et de police en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 3. La liberté de conscience est garantie aux Russes au Pérou, et aux Péruviens en Russie. Pour l'exercice extérieur de leur culte, les uns et les autres se conformeront aux lois du pays.

Art. 4. Les Russes, au Pérou, et les Péruviens, en Russie, auront réciproquement un libre accès auprès des tribunaux de justice, en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 5. Les Russes, au Pérou, et les Péruviens, en Russie, auront pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner, dans toute l'étendue des territoires et possessions respectifs, toute espèce de propriété que les lois du pays permettent ou permettront aux sujets de toute autre nation étrangère d'acquérir ou de posséder.

Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer par vente, donation, échange, mariage, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Ils pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis à payer, comme étrangers, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Art. 6. Les Russes, au Pérou, et les Péruviens, en Russie, seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel; de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Sont, toutefois, exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque.

Art. 7. Les navires russes et leur cargaison dans un port de la république du Pérou, et réciproquement les navires péruviens et leur cargaison en Russie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux États dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Art. 8. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen de titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Art. 9. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États, aucun

privilege ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance ; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments russes et les bâtiments péruviens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 10. Les navires russes entrant dans un port de la république du Pérou, et réciproquement les navires péruviens entrant dans un port de l'empire de Russie qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 11. Les capitaines et patrons des bâtiments russes et péruviens seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qu'ils désigneraient eux-mêmes, sauf à se conformer dans les cas prévus par les lois du pays aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. 12. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables à la navigation de côte, ou cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée dans chacun des deux pays au pavillon national.

Toutefois les navires russes et péruviens pourront passer d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement.

Art. 13. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux États :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État dans les conditions déterminées par le second paragraphe de l'article précédent, justifieront avoir acquitté déjà ces droits.

3. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des mar-

chandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 14. Tout navire de l'une des deux puissances qui sera forcé, par le mauvais temps ou par un accident de mer, de se réfugier dans un port de l'autre puissance, aura la liberté de s'y radoubier, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires, et de se remettre en mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés, en pareille circonstance, par un bâtiment sous pavillon national.

En cas de naufrage ou d'échouement, le navire ou ses débris, les papiers de bord et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de la vente, si elle a eu lieu, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents, sur leur réclamation, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agent sur les lieux, au consul respectif.

L'intervention des autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas les navires nationaux.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 15. Il est fait exception aux stipulations du présent traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 16. Les marchandises de toute nature : produits de l'industrie ou du sol de l'un des deux États, qui peuvent ou pourront être légalement importées dans l'autre ou en être exportées, soit par terre, soit par mer, ne seront assujetties à aucun droit d'entrée ou de sortie, autre que ceux qu'auront à payer les produits similaires de toute autre nation étrangère la plus favorisée.

Art. 17. En tout ce qui concerne les droits de douane, à l'entrée et à la sortie par les frontières de terre ou de mer, droits d'importation, d'exportation et autres, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun abaissement de taxe, privilège, faveur ou immunité quelconque aux sujets ou aux produits d'un autre État, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendus sans

condition aux nationaux et aux produits respectifs des deux pays; la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entrepôt, la ré-exportation, les droits locaux, le courtage, les tarifs et les formalités de douane, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, les Russes, au Pérou, et les Péruviens, en Russie, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 18. Aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation ne pourra être établie par l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, qui ne soit en même temps applicables à toutes les autres nations étrangères, excepté, toutefois, les prohibitions ou restrictions temporaires que l'un ou l'autre gouvernement jugerait nécessaire d'établir en ce qui concerne la contrebande de guerre ou pour des motifs sanitaires.

Art. 19. Il est entendu que les stipulations du présent traité seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande.

Art. 20. Il sera libre à chacune des Hautes Parties contractantes d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes et ports des États et possessions de l'autre.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes conservera le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre des consuls; bien entendu que sous ce rapport les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement à aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations, même les plus favorisées.

Lesdits agents seront réciproquement admis et reconnus en représentant leurs patentes selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs. Après avoir reçu l'exequatur de la part du gouvernement auprès duquel ces agents sont délégués, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des prérogatives qui y sont attachées.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires jouiront, dans les deux États et leurs possessions respectives, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui sont ou seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 21. Le présent traité restera en vigueur pendant six an-

nées à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur de toutes les Russies et par S. Exc. le Président de la République du Pérou, après l'approbation du plus prochain congrès de la République, et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Saint-Petersbourg le 4 (16) mai 1874.

(L. S.) *Signé*: WESTMANN.

(L. S.) *Signé*: J. A. DE LAVALLE.

BELGIQUE — PÉROU

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A BRUXELLES LE 14 AOUT 1874.

S. M. le Roi des Belges et Son Excellence le Président de la République du Pérou, étant convenus de régler par un traité l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs :

S. M. le Roi des Belges, le comte *d'Aspremont-Lynden*, son ministre des affaires étrangères ;

S. Exc. le Président de la République du Pérou, le docteur *Don Pedro Galvez*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris, Londres, Lisbonne, etc. ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le gouvernement belge et le gouvernement péruvien s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés, par les autorités compétentes de celui des deux pays où l'infraction a été commise,

comme auteurs ou complices des crimes et délits énumérés à l'article 2 ci-après, et qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'un ou de l'autre des deux États contractants. Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande, si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Les crimes et délits prévus par l'article précédent sont :

1. Assassinat ;
2. Empoisonnement ;
3. Parricide ;
4. Infanticide ;
5. Meurtre ;
6. Viol ;
7. Incendie volontaire ;
8. Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;
9. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;
10. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ;
11. Attentat à l'inviolabilité du domicile commis illégalement par des particuliers ;
12. Vol, escroquerie, concussion, détournements commis par les fonctionnaires publics.
13. Banqueroutes frauduleuses et fraudes commises dans les faillites ;
14. Association de malfaiteurs ;
15. Menaces d'attentat punissable de peines criminelles contre les personnes et les propriétés ;
16. Avortement ;
17. Bigamie ;
18. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;
19. Exposition ou délaissement d'enfant ;
20. Enlèvement de mineurs ;
21. Attentat à la pudeur commis avec violence ;

22. Attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne de l'enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de quatorze ans;

23. Attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

24. Coups et blessures volontaires avec préméditation ou ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité permanente de travail personnel, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage des membres, cécité, perte d'un organe ou autres infirmités permanentes;

25. Abus de confiance et tromperie;

26. Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

27. Faux serments;

28. Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, usage de sceaux, timbres, points et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

29. Corruption de fonctionnaires publics;

30. Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée, d'appareils ou de communications télégraphiques;

31. Baraterie et piraterie constituant la prise d'un navire par des personnes appartenant à son équipage par fraude ou violence envers le capitaine ou celui qui le remplace; abandon du navire par le capitaine hors les cas prévus par la loi;

32. Attaque ou résistance de l'équipage d'un navire avec violence et voies de fait envers le capitaine, par plus du tiers de l'équipage; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord, pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine;

33. Recel d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention. — Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives de tous les faits punis comme crimes ou délits d'après la législation des deux pays contractants. Dans tous les cas, les faits pour lesquels l'extradition est demandée doivent entraîner une peine d'un an au moins d'emprisonnement et l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

Art. 3. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 4. L'extradition sera accordée sur la production soit de l'original ou d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de

condamnation, soit du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant au moins la même force, pourvu qu'il renferme l'indication précise du fait à raison duquel il a été délivré. Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Art. 5. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné, par voie diplomatique, au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié. L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois mois à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 4 de la présente convention.

Art. 6. Si l'individu est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 7. Lorsqu'un même individu sera réclamé simultanément par plusieurs États, l'État requis restera libre de décider à quel pays il livrera l'inculpé.

Art. 8. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Art. 9. L'extradition pourra être refusée si la prescription de la peine ou de l'action est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Art. 10. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné

suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 11. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que le transport des objets mentionnés à l'article précédent resteront à la charge des deux gouvernements dans la limite de leurs territoires respectifs. Les frais de transport par mer seront supportés par le gouvernement réclamant.

Art. 12. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite par les officiers compétents en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales qui exigent plusieurs vacations.

Art. 13. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Belge ou à un Péruvien paraîtra nécessaire au gouvernement belge, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à *personne*, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins du fonctionnaire compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera renvoyé par la même voie, au gouvernement requérant.

Art. 14. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'invitera à se rendre à la citation qui lui sera faite. Si le témoin consent à se déplacer, on lui délivrera immédiatement le passe-port nécessaire, et des frais de voyage ainsi que de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre ne pourra être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels ou correctionnels

antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figure comme témoin.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 15. Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux d'un des deux États contre les sujets ou citoyens de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra. Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 16. Le présent traité est conclu pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications; il sera exécutoire trois mois après cet échange et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'un des deux gouvernements aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Il sera ratifié et les ratifications seront échangées dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, à Bruxelles, le 14 août 1874.

(L. S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: GALVEZ.

FRANCE — PÉROU

CONVENTION POSTALE SIGNÉE A PARIS LE 24 SEPTEMBRE 1874

Le Président de la République française et le Président de la République du Pérou, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent si heureusement les deux pays, en facilitant et en réglant de la manière la plus avantageuse l'échange des correspondances, ont voulu assurer ce résultat au moyen d'une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, député à l'Assemblée nationale, ministre des affaires étrangères, commandeur de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Et le Président de la République du Pérou, M. *Pedro Galvez*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du Pérou à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Pérou, un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, savoir :

1° Par la voie mixte des paquebots français naviguant entre Saint-Nazaire et Colon et des paquebots britanniques naviguant entre Panama et les ports du Pérou ;

2° Par la voie des paquebots britanniques naviguant entre Southampton et Colon et entre Panama et les ports du Pérou ;

3° Par la voie des paquebots à vapeur effectuant un service direct et régulier entre la France et le Pérou, par la voie du détroit de Magellan.

Les frais résultant du transport entre la frontière péruvienne des objets auxquels s'appliquent les dispositions du présent article seront supportés par l'administration des postes de France.

Art. 2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour le Pérou, soit du Pérou pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Le prix du port des lettres ordinaires qui seront échangées entre

les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du Pérou, d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION	PRIX	SOMME A PAYER	
	de port à payer par l'envoyeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie, par 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes,	
DES LETTRES		par l'administra- tion des postes de France à l'ad- ministration des postes du Pérou.	par l'administra- tion des postes du Pérou à l'ad- ministration des postes de France.
Lettres { de la France pour le Pérou	1 franc.	25 centimes.	»
affranchies. { du Pérou pour la France.....	20 centavos.	»	75 centimes
Lettres { de la France pour le Pérou.....	1 franc.	»	75 centimes.
non { du Pérou pour la France.....	20 centavos.	25 centimes.	»
affranchies.			

Art. 3. Indépendamment des taxes fixées par l'article 2 précédent, les lettres non affranchies, désignées audit article, seront passibles, à la charge des destinataires, d'un droit fixe de 30 centimes en France et de 6 centavos au Pérou.

Ce droit sera perçu au profit et pour le compte de l'administration des postes du pays de destination.

Art. 4. Les lettres expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A, annexé à la présente convention pour le Pérou, soit du Pérou pour ces mêmes pays, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Pérou aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu que, dans les cas où les conventions qui règlent les relations postales de la France avec les pays désignés dans le tableau A viendraient à être modifiées de manière à influencer sur les conditions d'échange fixées par la présente convention, pour les correspondances transmises par la voie de la France, ces modifications seraient appliquées de plein droit auxdites correspondances.

Art. 5. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes du Pérou des lettres recommandées à destination du Pérou.

De son côté, l'administration des postes du Pérou pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres recommandées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres recommandées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre recommandée adressée de l'un des deux pays dans l'autre supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de 50 centimes ou de 10 centavos en monnaie péruvienne.

Ce droit sera perçu au profit et pour le compte de l'administration des postes du pays d'origine.

Le port des lettres recommandées expédiées du Pérou à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire sera double de celui des lettres ordinaires pour la même destination.

Art. 6. L'envoyeur de toute lettre recommandée expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour le Pérou, soit du Pérou pour la France et l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre qu'il soit donné avis de sa réception par le destinataire. Dans ce cas il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de 20 centimes ou 3 centavos, dont trois quarts pour la France et un quart pour le Pérou.

Art. 7. Dans le cas où quelque lettre recommandée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, une indemnité de 50 fr. dans le délai de trois mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des lettres recommandées; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues l'une envers l'autre à aucune indemnité.

Art. 8. Tout paquet contenant des échantillons de marchandises ou des imprimés qui sera expédié soit de la France ou de l'Algérie, pour le Pérou, soit du Pérou pour la France et l'Algérie, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le paiement d'une taxe de 15 centimes ou 3 centavos par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

L'administration des postes de la France payera à l'administration des postes du Pérou, pour chaque paquet d'échantillons ou d'imprimés originaire de la France ou de l'Algérie, affranchi jusqu'à desti-

nation, en vertu du présent article, la somme de 3 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

De son côté, l'administration des postes du Pérou payera à l'administration des postes de France, pour chaque paquet d'échantillons ou d'imprimés, originaire du Pérou, affranchi jusqu'à destination, la somme de 12 centimes ou 6 centavos par 40 gr. ou fraction de 40 gr.

Art. 9. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de la taxe qui leur est allouée par l'article précédent, qu'autant qu'ils n'auront aucune valeur, qu'ils seront affranchis, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou du marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront taxés comme lettres.

Art. 10. Les imprimés de toute nature qui seront expédiés par la voie de la France, soit des pays désignés dans le tableau B, annexé à la présente convention pour le Pérou, soit du Pérou pour ces mêmes pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Pérou, aux conditions énoncées dans ledit tableau B.

Les conditions d'échange fixées par le tableau susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes du Pérou.

Art. 11. Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 7 et 9 précédents, les imprimés devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par lesdits articles, mis sous bandes, et ne porter aucune écriture, chiffres ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date. Ceux desdits objets qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirmen en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'au Pérou.

Art. 12. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés adressés de l'un des deux pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la présente

convention, ne pourront, sous aucun prétexte, et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 13. Les administrations des postes de France et du Pérou dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés à la fin de chaque trimestre, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France.

Les soldes de compte seront payés, savoir :

1° En traites sur Lima et en monnaie péruvienne, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes péruviennes ;

2° En traites sur Paris et en monnaie française lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Art. 14. Les lettres ordinaires ou recommandées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'office expéditeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement rendus, chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes du Pérou par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés du port exigible, au lieu de la précédente destination.

Art. 15. Les lettres ordinaires ou recommandées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature échangés entre les deux administrations des postes de France et du Pérou qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois et plus souvent, si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office expéditeur.

Quant à ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, ils seront envoyés sans taxe ni décompte.

Art. 16. Les administrations des postes de France et du Pérou n'admettront, à destination de l'un des deux pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droit de douane.

Art. 17. L'administration des postes de France et l'administration des postes du Pérou désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste. Elles régleront aussi la forme des comptes mentionnés dans l'article 13 précédent, la forme des traites et les conditions auxquelles ces traites seront tirées, la direction des correspondances transmises réciproquement, ainsi que toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures ci-dessus désignées pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 18. La présente convention aura force et valeur, à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite, d'après les lois particulières à chacun des deux États; et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays après l'expiration dudit terme.

Art. 19. La convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En fait de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original et signé à Paris, le 29 septembre 1874.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: P. GALVEZ.

RUSSIE — AUTRICHE-HONGRIE

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A SAINT-PÉTERSBOURG
LE 3/15 OCTOBRE 1874.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, ayant jugé utile de régler par une convention l'extradition des malfaiteurs entre leurs Etats respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, son conseiller privé actuel Wladimir *de Westmann*, adjoint du ministre, dirigeant le ministère des affaires étrangères, etc.

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, son général de cavalerie, conseiller privé actuel et chambellan, Ferdinand baron *de Langenau*, ambassadeur extraordinaire auprès de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs sujets, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Hautes Parties contractantes, pour un des actes punissables, mentionnés à l'article 2 ci-dessous, et qui se sont réfugiés sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation ou de poursuite pour une action volontaire, commise hors du territoire de l'État auquel l'extradition est demandée, et qui d'après la législation de l'État requérant et de l'État requis peut entraîner une peine plus grave que celle d'un an d'emprisonnement.

Avec cette restriction, l'extradition aura lieu pour les actions punissables suivantes, y compris le cas de tentative et de participation, savoir :

1. Toute sorte d'homicide volontaire, blessures et lésions volontaires ;

2. Bigamie, rapt, viol, avortement, attentat à la pudeur commis avec violence, attentat à la pudeur commis sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe,

âgé de moins de quatorze ans, prostitution ou corruption de mineurs par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance;

3. Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant.

4. Incendie;

5. Dommages apportés volontairement aux chemins de fer, télégraphes, mines, digues ou autres constructions hydrotechniques, navires, et tout acte volontaire qui en aura rendu dangereux l'usage ou l'exploitation;

6. Extorsion, association de malfaiteurs, rapine, vol;

7. Contrefaçon, introduction, émission de monnaie fausse ou altérée, ainsi que de papier-monnaie faux ou altéré, contrefaçon de rentes ou obligations sur l'État, de billets de Banque ou de tout autre effet public; introduction ou usage de ces mêmes titres.

Contrefaçons d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits.

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce ou de banque, et usage d'écritures falsifiées;

8. Faux témoignage, fausse expertise, provocations de témoins et d'experts à commettre de faux témoignages, calomnie;

9. Soustractions (*Veruntreuung*) commises par des officiers ou dépositaires publics, concussion ou corruption de fonctionnaires publics;

10. Banqueroute frauduleuse;

11. Abus de confiance;

12. Escroquerie et fraude;

13. Fait de baraterie;

14. Sédition parmi l'équipage, dans le cas où des individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment, se seraient emparés du bâtiment par fraude ou violence, ou l'auraient livré à des pirates;

15. Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes ne pourront en aucun cas être obligées à livrer leurs propres sujets.

Elles s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse dès que la demande en sera faite et dans le cas où ces crimes et délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'article 2 de la présente convention.

Lorsqu'un individu est poursuivi, d'après les lois du pays du prévenu, à raison d'une action punissable commise sur le territoire de

l'autre pays, le Gouvernement de ce pays est tenu à fournir les informations, les actes d'instruction judiciaire avec le corps du délit et tout autre éclaircissement nécessaire pour l'expédition du procès.

Art. 4. Les crimes et délits politiques, ainsi que les actions ou omissions connexes à ces crimes et délits, sont exceptés de la présente convention.

L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait relatif à ce crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition, si elle n'a pas été l'objet de la demande, à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime ou délit qui a motivé l'extradition, il ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou y soit retourné par la suite.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait, soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 5. L'extradition n'aura pas lieu :

1. Lorsqu'elle sera demandée à cause de la même infraction dont l'individu réclamé subit ou a déjà subi la peine dans le pays auquel l'extradition a été demandée, ou pour laquelle il y aurait été poursuivi et acquitté ou absous.

2. Si — à l'égard de l'infraction qui a motivé la demande d'extradition — la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 6. Si un sujet des Hautes Parties contractantes, ayant commis dans un tiers État un des crimes ou délits énumérés à l'article 2, s'est réfugié sur le territoire de l'autre partie, l'extradition en sera accordée, lorsque, d'après les lois en vigueur, il ne serait pas justiciable par les tribunaux de ce pays et à condition qu'il ne soit pas réclamé par le Gouvernement du pays où l'infraction a été commise, ou qu'il n'y ait pas été jugé, ou n'ait pas subi la peine à laquelle il aurait été condamné.

Les mêmes règles seront observées pour l'étranger qui aura commis, dans les circonstances ci-dessus indiquées, les infractions susdites contre un sujet de l'une des Parties contractantes.

Art. 7. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger dans les pays des Parties contractantes, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition pourra informer celui du pays auquel appartient l'individu

réclamé, de la demande qui lui a été adressée, et si ce Gouvernement réclame, à son tour, l'accusé ou le prévenu, pour le faire juger par ses tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été adressée, pourra, à son choix, le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis ou à celui auquel ledit individu appartient. Si le condamné ou le prévenu dont l'extradition est demandée en conformité de la présente convention, par l'une des deux parties contractantes, est réclamé aussi par un autre ou par d'autres Gouvernements, pour d'autres crimes ou délits commis par le même individu, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'État sur le territoire duquel aura été commise l'infraction la plus grave, et lorsque les diverses infractions auraient toutes la même gravité, il sera livré au Gouvernement de l'État dont la demande aura une date plus ancienne; et, enfin, il sera livré au Gouvernement de l'État auquel il appartient, si les circonstances requises par l'article 6 de la présente convention viennent à se réaliser.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit, en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine, et il en sera de même si l'individu réclamé est détenu pour dettes ou autres obligations civiles, en vertu d'un arrêt ou autre acte, à titre exécutoire passé devant l'autorité compétente, antérieur à la demande d'extradition.

En dehors de ce dernier cas, l'extradition sera accordée lors même que l'individu réclamé viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits par devant les autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'une des Parties contractantes à l'autre, par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou d'un acte d'accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte, ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que leur dénomination et l'article du Code pénal applicable à ces faits, en vigueur dans le pays qui demande l'extradition. Les actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, s'il est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Afin d'éviter tout danger de fuite, il demeure entendu que le Gou-

vernement auquel la demande d'extradition aura été adressée procédera, dès que les documents indiqués dans cet article lui auront été remis, à l'arrestation immédiate du prévenu, sauf à se prononcer par la suite au sujet de ladite demande.

Art. 10. L'arrestation provisoire d'un individu, pour l'un des faits prévus dans l'art. 2, devra être effectuée non-seulement sur l'exhibition d'un des documents mentionnés à l'article 9, mais également sur avis, transmis par la poste ou par télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique, au ministère des affaires étrangères du pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

L'arrestation sera facultative, si une demande, émanant d'un tribunal de l'une des Parties contractantes, est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'autre, mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires ou investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé et, en cas de difficulté, communiquer au ministère des affaires étrangères les motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue si, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a été effectuée l'extradition du détenu n'a pas été demandée par la voie diplomatique et dans les formes établies par la présente convention.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments ou outils ayant servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, et même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra aussi les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais, après la conclusion du procès. Une semblable réserve est également stipulée à l'égard du droit du Gouvernement auquel la demande d'extradition est adressée, de retenir provisoirement lesdits objets lorsqu'ils seraient nécessaires pour l'instruction d'une poursuite pénale occasionnée par le même fait qui a donné lieu à la demande ou par un autre fait quelconque.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux occa-

sionnés par la remise et le transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des Hautes Parties contractantes sur leurs territoires respectifs.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Il est entendu que ce port devra toujours être sur le territoire de la Partie contractante à qui la demande aura été faite.

Art. 13. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, connexe à une demande d'extradition, un des Gouvernements contractants jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ou autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire, rédigée dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans le pays dont provient la requête, sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 14. Dans le cas où dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend l'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement. Si les témoins requis consentent à partir, les passe-ports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et ils recevront en même temps une somme destinée aux frais de route et de séjour, conformément à la distance et au temps nécessaire pour le voyage, d'après les règlements et les tarifs du pays où ils auront à faire leur déposition.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution pendant leur séjour obligatoire dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions ni pendant le voyage, soit en allant, soit en revenant.

Art. 15. Si, à l'occasion d'un procès criminel, non politique, instruit dans l'un des pays contractants, il est jugé nécessaire de procéder à la confrontation avec le prévenu d'individus détenus dans l'autre pays, ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires, la demande devra en être faite par voie diplomatique et, sauf le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition, toutefois, de renvoyer le plus tôt possible les détenus et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un pays à l'autre des individus détenus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'ac-

complissement des formalités énoncées aux articles précédents, sa. les cas mentionnés aux art. 12 et 14, seront supportés par le gouvernement qui en a fait la demande, dans les limites du territoire respectif.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé convenable, les individus susdits seront conduits au port qui aura été désigné par l'agent diplomatique ou consulaire de la Partie réclamante, aux frais de laquelle ils seront embarqués.

Art. 16. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux d'une partie contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement dont le condamné est sujet.

Chacun des Gouvernements respectifs donnera pour cet effet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 17. Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les Gouvernements respectifs, en exécution de la présente convention, devront être accompagnés de la part de l'Autriche-Hongrie d'une traduction allemande ou française, et de la part de la Russie, d'une traduction allemande ou française.

Les Gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à la restitution des frais nécessaires pour l'accomplissement des stipulations comprises dans l'article 13 et dans l'article 16.

Art. 18. Par la présente convention et dans les limites de ses stipulations, il est adhéré réciproquement aux lois en vigueur dans les pays des Parties contractantes qui auraient pour objet de régler la marche ultérieure de l'extradition.

Art. 19. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'Etat des hautes parties contractantes. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 3 (15) octobre de l'an de grâce 1874.

(L. S.) *Signé*: WESTMANN.

(L. S.) *Signé*: LANGENAU.

RUSSIE — ALLEMAGNE

CONVENTION RELATIVE AUX SUCCESSIONS LAISSÉES DANS L'UN DES DEUX ÉTATS PAR LES NATIONAUX DE L'AUTRE ÉTAT, SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 31 OCTOBRE /12 NOVEMBRE 1874.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, désirant déterminer les droits des nationaux respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et de l'autre pays en ce qui concerne les successions laissées dans l'un des deux États par les nationaux de l'autre État, ont résolu d'un commun accord de conclure dans ce but une convention spéciale, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies :

Wladimir de *Westmann*, son conseiller privé actuel et sénateur dirigeant le ministère des affaires étrangères, etc.

Et S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse :

Frédéric-Jean de *Alvensleben*, son chambellan et conseiller de légation, son chargé d'affaires *ad interim*, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. En cas de décès d'un Allemand en Russie, ou d'un Russe, en Allemagne, soit qu'il fût établi dans le pays, soit qu'il y fût simplement de passage, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, les mêmes mesures conservatoires que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux, sous réserve des dispositions stipulées par les articles suivants.

Art. 2. Si le décès a eu lieu dans une localité où réside un consul général, consul ou vice-consul de la nation du défunt, ou bien à proximité de cette localité, les autorités locales devront en donner immédiatement avis à l'autorité consulaire, pour qu'il puisse être procédé en commun à l'apposition des scellés respectifs sur tous les effets, meubles et papiers du défunt.

L'autorité consulaire devra donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'elle aura été informée du décès la première.

Si l'apposition immédiate des scellés paraissait nécessaire et que

cette opération ne pût, pour un motif quelconque, avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement, sans le concours de l'autorité consulaire, et *vice versa*, sauf à informer l'autorité qui ne sera pas intervenue et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Le consul général, consul ou vice-consul aura la faculté de procéder à cette opération, soit en personne, soit par un délégué dont il aura fait choix. Dans ce dernier cas, le délégué, devra être muni d'un document émanant de l'autorité consulaire, revêtu du sceau du consulat et constatant son caractère officiel.

Les scellés apposés ne pourront être levés sans le concours de l'autorité locale et de l'autorité consulaire ou de son délégué.

Il sera procédé de la même manière à la formation de l'inventaire de tous les biens mobiliers ou immobiliers, effets et valeurs du défunt.

Toutefois, si après un avertissement adressé par l'autorité locale à l'autorité consulaire, ou *vice versa*, par l'autorité consulaire à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des scellés simples ou doubles et à la formation de l'inventaire, l'autorité à qui l'invitation a été adressée ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule aux dites opérations.

Art. 3. Les autorités compétentes feront les publications prescrites par la législation du pays relativement à l'ouverture de la succession et à la convocation des héritiers ou créanciers, sans préjudice des publications qui pourront également être faites par l'autorité consulaire.

Art. 4. Lorsque l'inventaire aura été dressé conformément aux dispositions de l'article. 2, l'autorité compétente délivrera à l'autorité consulaire, sur sa demande écrite et d'après cet inventaire, tous les biens meubles dont se compose la succession, les titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le testament s'il en existe.

L'autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se détériorer et tous ceux dont la conservation en nature entraînerait des frais onéreux pour la succession. Elle sera tenue, toutefois, de s'adresser à l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites par les lois du pays.

Art. 5. L'autorité consulaire devra conserver à titre de dépôt, demeurant soumis à la législation du pays, les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera et des revenus que l'on touchera, ainsi que le produit de la vente des meubles, si

elle a eu lieu, jusqu'à l'expiration du terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou du terme de huit mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale.

Toutefois l'autorité consulaire aura la faculté de prélever immédiatement sur le produit de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages de domestiques, loyers, frais de justice et de consulat et autres de même nature, ainsi que les dépenses d'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Art. 6. Sous la réserve des dispositions de l'article précédent, le consul aura le droit de prendre à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par lui et agissant en son nom, et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers.

Art. 7. Si pendant le délai mentionné à l'article 5 il s'élève quelques contestations à l'égard des réclamations qui pourraient se produire contre la partie mobilière de la succession de la part de sujets du pays ou de sujets d'une tierce puissance, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité locale compétente, l'autorité consulaire restant chargée de représenter les intérêts de ses nationaux.

Art. 8. A l'expiration du terme fixé par l'article 5, s'il n'existe aucune réclamation, l'autorité consulaire, après avoir acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession, entrera définitivement en possession de la partie mobilière de ladite succession, qu'elle liquidera et transmettra aux ayants droit, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à son propre gouvernement.

Art. 9. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des nationaux d'un des deux pays dans l'autre, les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs représenteront de plein droit les héritiers et seront officiellement reconnus comme leurs fondés de

pouvoirs, sans qu'ils soient tenus de justifier de leur mandat par un titre spécial.

Ils pourront, en conséquence, se présenter soit en personne, soit par délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers, en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux.

Il est toutefois bien entendu que les consuls généraux, consuls et vice-consuls étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Art. 10. La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'au droit de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet État, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à ladite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déferé aux tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire, qui en disposera à l'égard des autres héritiers conformément aux stipulations de l'article 8.

Art. 11. Lorsqu'un Russe, en Allemagne, ou un Allemand, en Russie, sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'apposition des scellés et à l'inventaire de la succession. Des copies authentiques de ces actes seront transmises dans le plus bref délai, avec l'acte de décès et le passe-port national du défunt, à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où se sera ouverte la succession, ou, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, au représentant diplomatique de la nation du défunt.

L'autorité locale compétente prendra à l'égard des biens laissés par le défunt toutes les mesures prescrites par la législation du pays, et le produit de la succession sera transmis dans le plus bref délai possible, après l'expiration du délai fixé par l'article 5, auxdits agents diplomatiques ou consulaires.

Il est bien entendu que dès l'instant que l'ambassade de la nation du défunt ou l'autorité consulaire la plus voisine aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui serait intervenue devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Art. 12. Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également à la succession d'un sujet de l'un des deux États qui, étant décédé hors du territoire de l'autre État, y aurait laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 13. Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux pays, morts dans l'autre pays, soit à bord d'un navire, soit à terre, seront remis entre les mains du consul de leur nation.

Art. 14. La présente convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 15. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 31 octobre (12 novembre) de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatorze.

(L. S.) *Signé*: WESTMANN.

(L. S.) *Signé*: ALVENSLEBEN.

FRANCE — ITALIE

DÉCLARATION RELATIVE A LA DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES SIGNÉE A ROME LE 10 DÉCEMBRE 1874

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Italie, désirant régler d'une manière définitive la question de délimitation de la frontière des deux pays à l'intérieur du tunnel des Alpes, qui a été expressément réservée par l'article 3 de la convention du 7 mai 1862, (1) ont résolu d'un commun accord, de conclure à cet effet une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le marquis *de Noailles*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République près S. M. le Roi d'Italie, etc. ;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier *Visconti-Venosta*, son ministre secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La limite de la frontière entre la France et l'Italie, à l'intérieur du tunnel des Alpes, est fixée au point de séparation des deux pentes opposées se dirigeant, l'une vers l'Italie, l'autre vers la France, à environ 150 mètres au sud de la verticale passant par le faite de la montagne.

Art. 2. Cette limite sera indiquée au moyen d'un repère établi sur chacune des parois du souterrain.

La dépense à laquelle donnera lieu l'établissement de ces repères sera partagée par moitié entre les gouvernements français et italien.

Art. 3. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, aussitôt après que la sanction législative aura été obtenue de part et d'autre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double expédition, le 10 décembre 1874.

(L. S.) *Signé*: MARQUIS DE NOAILLES.

(L. S.) *Signé*: VISCONTI VENOSTA.

(1) Voir *Archives* 1863, t. I. p. 55.

FRANCE — ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE
 BELGIQUE — BRÉSIL — CONFÉDÉRATION - ARGENTINE
 DANEMARK — ESPAGNE — ÉTATS-UNIS
 ITALIE — PÉROU — PORTUGAL — RUSSIE
 SUÈDE ET NORVÈGE — SUISSE — TURQUIE
 VÉNÉZUÉLA

CONVENTION, POUR LA CRÉATION D'UN BUREAU INTERNATIONAL DES
 POIDS ET MESURES, SIGNÉE A PARIS LE 20 MAI 1875

S. Exc. le Président de la République française, S. M. l'Empereur d'Allemagne, S. M. l'Empereur d'Autriche-Hongrie, S. M. le Roi des Belges, S. Exc. le Président de la Confédération Argentine, S. M. le Roi de Danemark, S. M. le Roi d'Espagne, S. Exc. le Président des États-Unis d'Amérique, S. M. le Roi d'Italie, S. Exc. le Président de la République du Pérou, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, S. Exc. le Président de la Confédération suisse, S. M. l'Empereur des Ottomans et S. Exc. le Président de la République de Vénézuéla.

Désirant assurer l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, ministre des affaires étrangères ;

M. le vicomte de *Meaux*, député à l'Assemblée nationale, ministre de l'agriculture et du commerce,

Et M. *Dumas*, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ;

S. M. l'Empereur d'Allemagne, S. A. le prince de *Hohenlohe-Schillingfürst*, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

S. M. l'Empereur d'Autriche-Hongrie, S. Exc. M. le comte *Apponyi*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris ;

S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

S. Exc. le Président de la Confédération Argentine, M. *Balcarce*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération Argentine à Paris ;

S. M. le Roi de Danemark, M. le comte de *Moltke-Hvitfeld*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris,

S. M. le Roi d'Espagne, S. Exc. don *Mariano Roca de Togores*, marquis de *Molins*, vicomte de *Rocamora*, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris,

Et M. le général *Ibanez*, directeur général de l'Institut géographique et statistique d'Espagne :

S. Exc. le Président des États-Unis d'Amérique, M. Elihu-Benjamin *Washburne*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Paris ;

S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier Constantin *Nigra*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

S. Exc. le Président de la République du Pérou, M. *Pedro Galvez*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris,

Et M. *Francisco de Rivero*, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou ;

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, M. *José da Silva Mendes Léal*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. Grégoire *Okouneff*, conseiller de l'ambassadeur de Russie à Paris ;

S. M. le Roi de Suède et de Norvège M. le baron *Adelsward*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

S. Exc. le Président de la Confédération suisse, M. Jean-Conrad *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris ;

S. M. l'Empereur des Ottomans, *Husny Bey* ;

Et S. Exc. le Président de la République de Vénézuéla, M. le docteur *Eliseo Acosta*.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et entretenir, à frais communs, un bureau international des poids et mesures, scientifique et permanent. dont le siège est à Paris,

Art. 2. Le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires pour faciliter l'acquisition ou, s'il y a lieu, la construction d'un bâtiment spécialement affecté à cette destination, dans les conditions déterminées par le règlement annexé à la présente convention.

Art. 3. Le bureau international fonctionnera sous la direction et la surveillance exclusives d'un Comité international des poids et mesures, placé lui-même sous l'autorité d'une conférence générale des poids et mesures formée de délégués de tous les Gouvernements contractants.

Art. 4. La présidence de la Conférence générale des poids et mesures est attribuée au président en exercice de l'Académie des sciences de Paris.

Art. 5. L'organisation du bureau, ainsi que la composition et les attributions du comité international et de la Conférence générale des poids et mesures, sont déterminées par le règlement annexé à la présente convention.

Art. 6. Le bureau international des poids et mesures est chargé :

1° De toutes les comparaisons et vérifications des nouveaux prototypes du mètre et du kilogramme ;

2° De la conservation des prototypes internationaux ;

3° Des comparaisons périodiques des étalons nationaux avec les prototypes internationaux et avec leurs témoins, ainsi que de celles des thermomètres étalons ;

4° De la comparaison des nouveaux prototypes avec les étalons fondamentaux des poids et mesures non métriques employés dans les différents pays et dans les sciences ;

5° De l'étalement et de la comparaison des règles géodésiques ;

6° De la comparaison des étalons et échelles de précision dont la vérification serait demandée soit par des Gouvernements, soit par des sociétés savantes, soit même par des artistes et des savants.

Art. 7. Le personnel du bureau se composera d'un directeur, de deux adjoints et du nombre d'employés nécessaire.

A partir de l'époque où les comparaisons des nouveaux prototypes auront été effectuées et où ces prototypes auront été répartis entre les divers États, le personnel du bureau sera réduit dans la proportion jugée convenable.

Les nominations du personnel du bureau seront notifiées par le comité international aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Art. 8. Les prototypes internationaux du mètre et du kilogramme, ainsi que leurs témoins, demeureront déposés dans le bureau ; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au comité international.

Art. 9. Tous les frais d'établissement et d'installation du bureau international des poids et mesures, ainsi que les dépenses annuelles d'entretien et celles du comité, seront couverts par des contributions des États contractants, établies d'après une échelle basée sur leur population actuelle.

Art. 10. Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants seront versées, au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères de France, à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, d'où elles

seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur du bureau.

Art. 11. Les Gouvernements qui useraient de la faculté, réservée à tout État, d'accéder à la présente convention, seront tenus d'acquitter une contribution dont le montant sera déterminé par le comité sur les bases établies à l'article 9, et qui sera affectée à l'amélioration du matériel scientifique du bureau.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente convention, toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 13. A l'expiration d'un terme de douze années, la présente convention pourra être dénoncée par l'une ou par l'autre des Hautes Parties contractantes.

Le Gouvernement qui userait de la faculté d'en faire cesser les effets en ce qui le concerne sera tenu de notifier son intention une année d'avance, et renoncera, par ce fait, à tous droits de copropriété sur les prototypes internationaux et sur le bureau.

Art. 14. La présente convention sera ratifiée suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État; les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt, si faire se peut. Elle sera mise à exécution à partir du 1^{er} janvier 1876.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 mai 1875.

(L. S.) *Signé*: DECAZES. (L. S.) *Signé*: C. DE MEAUX.
 (L. S.) *Signé*: DUMAS. (L. S.) *Signé*: HOHEN-
 LOHE. (L. S.) *Signé*: APPONYI. (L. S.) *Signé*:
 BEYENS. (L. S.) *Signé*: BALCARCE. (L. S.) *Signé*:
 MOLTKE-HVITFELDT. (L. S.) *Signé*: Marquis DE
 MOLINS. (L. S.) *Signé*: CARLOS IBANEZ. (L. S.)
Signé: C. B. WASHBURNE. (L. S.) *Signé*: NIGRA.
 (L. S.) *Signé*: P. GALVEZ. (L. S.) *Signé*: FRAN-
 CISCO DE RIVERO. (L. S.) *Signé*: JOSE DA SILVA
 MENDES LEAL. (L. S.) *Signé*: OKOUNEFF. (L. S.)
Signé: ADELWARD. (L. S.) *Signé*: KERN. (L. S.)
Signé: HUSNY. (L. S.) *Signé*: E. ACOSTA.

ANNEXE N° 1

RÈGLEMENT

Art. 1^{er}. Le bureau international des poids et mesures sera établi dans un bâtiment spécial présentant toutes les garanties nécessaires de tranquillité et de stabilité.

Il comprendra, outre le local approprié au dépôt des prototypes, des salles pour l'installation des comparateurs et des balances, un laboratoire, une bibliothèque, une salle d'archives, des cabinets de travail pour les fonctionnaires et des logements pour le personnel de garde et de service.

Art. 2. Le Comité international est chargé de l'acquisition et de l'appropriation de ce bâtiment, ainsi que de l'installation des services auxquels il est destiné.

Dans le cas où le Comité ne trouverait pas à acquérir un bâtiment convenable, il en sera élevé un sous sa direction et sur ses plans.

Art. 3. Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître le bureau comme établissement d'utilité publique.

Art. 4. Le Comité international fera exécuter les instruments nécessaires, tels que : comparateurs pour les étalons à traits et à bouts, appareils pour les déterminations des dilatations absolues, balances pour les pesées dans l'air et dans le vide, comparateurs pour les règles géodésiques, etc.

Art. 5. Les frais d'acquisition ou de construction du bâtiment et les dépenses d'installation et d'achat des instruments et appareils ne pourront dépasser ensemble la somme de 400,000 francs.

Art. 6. Le budget des dépenses annuelles est évalué ainsi qu'il suit :

A. Pour la première période de la confection et de la comparaison des nouveaux prototypes :	
a) Traitement du directeur.....	15.000
Traitement de deux adjoints, à 6,000 francs.....	12.000
Traitement de 4 aides, à 3,000.....	12.000
Appointements d'un mécanicien-concierge.....	3.000
Gages de deux garçons de bureaux à 1,500 fr.....	3.000
Total des traitements.....	45.000
b) Indemnités pour les savants et les artistes qui, sur la demande du Comité, seraient chargés de travaux spéciaux. Entretien du bâtiment, achat et réparation d'appareils, chauffage, éclairage, frais de bureau.....	24.000
c) Indemnité pour le secrétaire du Comité international des poids et mesures.....	6.000
Total.....	75.000

Le budget annuel du bureau pourra être modifié, suivant les besoins,

par le Comité international, sur la proposition du directeur, mais sans pouvoir dépasser la somme de 100,000 fr.

Toute modification que le Comité croirait devoir apporter, dans ces limites, au budget annuel fixé par le présent règlement, sera portée à la connaissance des Gouvernements contractants.

Le Comité pourra autoriser le directeur, sur sa demande, à opérer des virements d'un chapitre à l'autre du budget qui lui est alloué.

B. Pour la période postérieure à la distribution des prototypes.

a)	Traitement d'un directeur.....	15.000
	Traitement d'un adjoint.....	6.000
	Appointements d'un mécanicien-concierge.....	3.000
	Gages d'un garçon de bureau.....	1.500
		<hr/> 25.500
b)	Dépenses du bureau.....	18.500
c)	Indemnité pour le secrétaire du Comité international	6.000
	Total.....	<hr/> <hr/> 50.000

Art. 7. La conférence générale, mentionnée à l'article 3 de la convention, se réunira à Paris, sur la convocation du Comité international, au moins une fois tous les six ans.

Elle a pour mission de discuter et de provoquer les mesures nécessaires pour la propagation et le perfectionnement du système métrique, ainsi que de sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques fondamentales qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions. Elle reçoit le rapport du Comité international sur les travaux accomplis, et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international.

Les votes, au sein de la conférence générale, ont lieu par État: chaque État a droit à une voix.

Les membres du Comité international siègent de droit dans les réunions de la conférence; ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements.

Art. 8. Le Comité international mentionné à l'article 3 de la convention, sera composé de quatorze membres appartenant tous à des États différents.

Il sera formé, pour la première fois, des douze membres de l'ancien Comité permanent de la commission internationale de 1872, et des deux délégués qui, lors de la nomination de ce Comité permanent, avaient obtenu le plus grand nombre de suffrages après les membres élus.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacance, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la conférence; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants seront rééligibles.

Art. 9. Le Comité international dirige les travaux concernant la vérification des nouveaux prototypes, et en général tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de surveiller la conservation des prototypes internationaux.

Art. 10. Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations seront notifiées aux gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secrétaire du Comité et le directeur du bureau doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres en auront été avertis par le bureau du Comité.

Art. 11. Jusqu'à l'époque où les nouveaux prototypes seront terminés et distribués, le Comité se réunira au moins une fois par an; après cette époque, ces réunions seront au moins bisannuelles.

Art. 12. Les votes du Comité ont lieu à la majorité des voix: en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié plus un des membres qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Art. 13. Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis.

Art. 14. Le Comité international des poids et mesures remplit provisoirement les vacances qui pourraient se produire dans son sein; ces élections se font par correspondance, chacun des membres étant appelé à y prendre part.

Art. 15. Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus à l'article 6 de la convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du bureau.

Art. 16. Toutes les communications du Comité international avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes auront lieu par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Paris.

Pour toutes les affaires dont la solution appartiendra à une administration française, le Comité aura recours au ministère des affaires étrangères de France.

Art. 17. Le directeur du bureau, ainsi que les adjoints, sont nommés au scrutin secret par le Comité international.

Les employés sont nommés par le directeur.

Le directeur a voix délibérative au sein du comité.

Art. 18. Le directeur du bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux du mètre et du kilogramme qu'en vertu d'une résolution du Comité et en présence de deux de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clefs, dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du bureau.

Art. 19. Le directeur du bureau adressera, chaque année, au comité : 1° un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent, dont il lui sera, après vérification, donné décharge ; 2° un rapport sur l'état du matériel ; 3° un rapport général sur les travaux accomplis dans le cours de l'année écoulée.

Le Comité international adressera, de son côté, à tous les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, un rapport annuel sur l'ensemble de ses opérations scientifiques, techniques et administratives, et de celles du bureau.

Le président du Comité rendra compte à la conférence générale des travaux accomplis depuis l'époque de sa dernière session.

Les rapports et publications du Comité et du bureau seront rédigés en langue française. Ils seront imprimés et communiqués aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Art. 20. L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la convention, sera établie ainsi qu'il suit :

Le chiffre de la population, exprimé en millions, sera multiplié :

Par le coefficient 3 pour les États dans lesquels le système métrique est obligatoire ;

Par le coefficient 2, pour ceux dans lesquels il n'est que facultatif ;

Par le coefficient 1, pour les autres États.

La somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale devra être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Art. 21. Les frais de confection des prototypes internationaux, ainsi que des étalons et témoins destinés à les accompagner, seront supportés par les Hautes Parties contractantes, d'après l'échelle établie à l'article précédent.

Les frais de comparaison et de vérification des étalons demandés par des États qui ne participeraient pas à la présente convention seront réglés par le Comité conformément aux taxes fixées en vertu de l'article 15 du règlement.

Art. 22. Le présent règlement aura même force et valeur que la convention à laquelle il est annexé.

Signé : DECAZES, C. DE MEAUX, DUMAS, HOHENLOHE, APPONYI, BEYENS, BALCARCE, L. MOLTKE-HVITFELDT, MARQUIS DE MOLINS, CARLOS IBANEZ, C. B. WASHBURNE, NIGRA, P. GALVEZ, FRANCISCO DE RIVERO, JOSE DA SILVA MENDES LEAL, OKOUNEFF, ADELSWARD, KERN, HUSNY, E. ACOSTA.

ANNEXE N° 2

Dispositions transitoires.

Art. 1^{er}. Tous les États qui étaient représentés à la Commission internationale du mètre réunie à Paris en 1872, qu'ils soient ou non parties contractantes à la présente Convention, recevront les prototypes qu'ils auront commandés, et qui leur seront livrés dans toutes les conditions de garantie déterminées par ladite commission internationale.

Art. 2. La première réunion de la Conférence générale des poids et mesures mentionnée à l'article 3 de la convention, aura notamment pour objet de sanctionner ces nouveaux prototypes et de les répartir entre les États qui en auront fait la demande.

En conséquence, les délégués de tous les Gouvernements qui étaient représentés à la Commission internationale de 1872, ainsi que les membres de la section française, feront de droit partie de cette première réunion pour concourir à la sanction des prototypes.

Art. 3. Le Comité international mentionné à l'article 3 de la convention, et composé comme il est dit à l'article 8 du règlement, est chargé de recevoir et de comparer entre eux les nouveaux prototypes, d'après les décisions scientifiques de la Commission internationale de 1872 et de son comité permanent, sous réserve des modifications que l'expérience pourrait suggérer dans l'avenir.

Art. 4. La section française de la commission internationale de 1872 reste chargée des travaux qui lui ont été confiés pour la construction des nouveaux prototypes, avec le concours du comité international.

Art. 5. Les frais de fabrication des étalons métriques construits par la section française seront remboursés par les gouvernements intéressés, d'après le prix de revient par unité, qui sera déterminé par ladite section.

Art. 6. Le Comité international est autorisé à se constituer immédiatement et à faire toutes les études préparatoires nécessaires pour la mise à exécution de la convention, sans engager aucune dépense avant l'échange des ratifications de ladite convention.

Signé: DECAZES, C. DE MEAUX, DUMAS, HOHENLOHE, APPONYI, BEYENS, BALCARCE, L. MOLTKE-HVITFELDT, marquis DE MOLINS, CARLOS IBANEZ. C. B. WASHBURNE, NIGRA, P. GALVEZ, FRANCISCO DE RIVERO, JOSÉ DA SILVA MENDES LEAL, OKOUNEFF, ADELWARD, KERN, HUSNY, E. ACOSTA.

BELGIQUE — ESPAGNE

CONVENTION RELATIVE A LA RÉFORME DES DROITS DE DOUANE, SIGNÉE A MADRID LE 5 JUIN 1875.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Espagne, ayant reconnu que des circonstances imprévues, lors de la conclusion du traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Espagne signé le 12 février 1870 (1) ne permettent point de réaliser dans le délai convenu la réforme des droits de douane établis en vertu du tarif qui fait partie intégrante dudit traité, et désirant prolonger ce délai d'un commun accord, ont décidé de conclure une convention spéciale à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. le Roi des Belges, le baron *Greindi*, officier de l'Ordre de Léopold, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi

1. Voir *Archives* 1874, t. IV, p. 139

d'Espagne, etc., etc., et S. M. le Roi d'Espagne, don Alejandro de Castro, son ministre d'État, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement espagnol aura la faculté de différer la réforme des droits de douane qui, d'après le traité du 12 février 1870, aurait dû avoir lieu le 1^{er} juillet 1875, pour un terme qui n'excèdera pas le 1^{er} juillet 1885.

Art. 2. Pendant le délai prévu par l'article précédent, les relations commerciales des deux pays continueront à être régies par les engagements qui leur sont actuellement applicables.

Art. 3. Si l'Espagne faisait usage, avant l'expiration du nouveau délai fixé pour la réforme des droits de douane, de la faculté de dénoncer le traité, ladite réforme aurait lieu dès le jour même de la dénonciation.

Art. 4. A partir de l'expiration du délai fixé pour la réforme des droits de douane, le traité du 12 février 1870 produira, s'il n'a pas été dénoncé auparavant, les effets qu'il aurait dû produire au 1^{er} juillet 1875, pour une durée égale à celle pendant laquelle le traité devrait encore rester en vigueur à la date de la signature de la présente convention.

Art. 5. Jusqu'à la fin du traité du 12 février 1870, les Belges en Espagne et les Espagnols en Belgique jouiront, quant à leurs personnes et quant à leurs biens, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid aussitôt que faire se pourra. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double expédition, en français et en espagnol, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le cinq juin 1875.

(L. S.) Signé : GREINDI.

(L. S.) Signé : ALEJANDRO CASTRO.

AUTRICHE-HONGRIE — HAWAÏ

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A LONDRES
LE 8 JUIN 1875

S. M. l'Empereur d'Autriche-Hongrie, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, d'une part,

Et S. M. le Roi des îles Hawaï, d'autre part,

Animés également du désir de régler et d'étendre les relations commerciales et d'augmenter les facilités de navigation entre leurs possessions et États respectifs, ont résolu de conclure un traité dans ce but, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. Apostolique, Impériale et Royale, le comte Frédérick-Ferdinand *de Beust*, ambassadeur extraordinaire à la cour de Saint-James ;

Et S. M. le Roi des îles Hawaï, *Manley Hopkins*, Esquire, chargé d'affaires et consul général de Sa Majesté à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants et les ont conclus :

Art. 1^{er}. Il y aura paix et amitié perpétuelles entre l'Empire austro-hongrois et le Royaume des îles Hawaï, et entre les habitants des deux pays, sans exception de personnes ni de lieu.

Art. 2. Il y aura entre l'Empire austro-hongrois et le Royaume des îles Hawaï liberté réciproque de commerce et de navigation ; les sujets de l'Empire austro-hongrois résidant aux îles Hawaï et les Hawaïens résidant dans l'Empire austro-hongrois pourront entrer avec leurs vaisseaux et les cargaisons dans toutes les villes, ports et rivières qui sont ou seront dans la suite ouverts au commerce étranger, et ils jouiront de la liberté et de la sécurité dont jouissent ou dont pourront jouir les sujets respectifs de chaque pays, pourvu toutefois que les règlements de police établis pour la préservation de la paix et du bon ordre, soient dûment observés.

Art. 3. Les sujets des Hautes Parties contractantes pourront, aussi bien que les nationaux sur leur propre territoire, voyager, résider, faire du commerce en gros ou en détail et se livrer à toute affaire légale, louer et habiter les maisons, magasins et boutiques dont ils auront besoin pour leur résidence et leurs affaires ; et dans la gestion

des affaires, ils seront sur le pied d'égalité complète avec les nationaux. Dans tous leurs actes, les sujets de l'une des Puissances contractantes résidant sur le territoire de l'autre, se conformeront aux lois et règlements du pays, et dans aucun cas ils ne seront soumis à aucune charge, restriction, taxe et impôt autres que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Art. 4. Les sujets de chaque Haute Partie contractante résidant sur le territoire de l'autre jouiront de la protection la plus complète et la plus constante dans leurs personnes et leurs propriétés; et dans ce but, ils auront libre et facile accès aux Cours de justice instituées par la loi, dans la poursuite et la défense de leurs droits. Ils pourront employer des avoués, des avocats et des agents dans la poursuite et la défense de leurs droits devant ces Cours de justice. Ils jouiront en fait et à ce sujet de tous les droits et privilèges qui sont accordés aux nationaux et seront soumis aux mêmes conditions qu'eux.

Art. 5. Les sujets de chaque Haute Partie contractante résidant sur le territoire de l'autre seront exempts de tout service soit dans l'armée, soit dans la marine, la garde nationale ou la milice, ainsi que de tout emprunt forcé et de toute contribution extraordinaire, qui ne seront pas appliqués à tout le monde et décrétés par la loi.

Art. 6. La liberté de conscience la plus complète est garantie aux sujets de chacune des Hautes Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre; personne ne sera molesté au sujet de sa religion ou dans l'accomplissement de ses devoirs religieux.

Art. 7. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes pourront acquérir et posséder sur le territoire de l'autre des propriétés de tout genre et de toute espèce, que ce soient des biens mobiliers ou des biens immobiliers; ils pourront en disposer comme bon leur semblera, par vente, donation, échange, volonté, ou de toute autre manière; les sujets de l'un des deux États pourront aussi hériter des propriétés situées dans l'autre, entrer en possession des propriétés qui leur écherront et en disposer selon leur bon plaisir; et ces héritiers ou légats ne seront soumis à aucune autre charge ou forcés de payer des frais de succession autres ou plus élevés que ceux qu'ont à payer dans le même cas les nationaux.

Art. 8. Tous les bâtiments naviguant sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, et qui auront à bord les papiers et registres exigés par la loi de leurs pays respectifs, seront traités et considérés comme des vaisseaux du pays dont ils portent le pavillon.

Art. 9. Les bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes arrivant dans un port de l'autre ou en sortant, ne seront pas soumis à des droits de tonnage, phare, ancrage, taxe de port, de quaiage, de

pilotage, de quarantaine ou autre que ce soit, plus élevés que ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux ; il est toutefois expressément entendu qu'aucune stipulation du présent traité ne pourra être considérée comme applicable au commerce des côtes, que chaque Partie contractante se réserve respectivement et réglera d'après ses propres lois.

Art. 10. Les articles de tout genre, importés ou exportés des ports de l'une des Parties contractantes sous le pavillon de l'autre, ne payeront aucun droit autre ou plus élevé, ou ne seront soumis à aucune taxe différente de celle qu'ils payeraient s'ils étaient importés ou exportés sous le pavillon national.

Art. 11. Les bâtiments de l'une des Parties contractantes forcés de se réfugier dans les ports de l'autre, ne payeront pas pour le bâtiment ou la cargaison des droits plus forts que ceux levés sur les navires nationaux qui se trouvent dans la même situation, pourvu que ces bâtiments ne fassent pas de commerce et ne stationnent pas dans lesdits ports plus longtemps que ne le nécessite la cause qui les a forcés d'y chercher asile.

Art. 12. Les navires de guerre austro-hongrois ou les baleiniers pourront entrer librement dans tous les ports des îles Hawaï, pour y jeter l'ancre, faire des réparations, ravitailler leurs équipages, et ils pourront se rendre d'une rade à une autre pour y faire de nouvelles provisions. Les navires de guerre austro-hongrois et les baleiniers seront soumis aux mêmes droits que ceux qui sont ou seront imposés aux navires de la nation la plus favorisée, et jouiront des droits et privilèges qui sont ou seront accordés à ceux-ci.

Art. 13. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent, par le présent traité, que toute faveur, privilège ou immunité de commerce ou de navigation que l'une des Parties contractantes a accordés ou pourra accorder dans la suite aux sujets ou habitants d'un autre État seront étendus aux sujets ou habitants de l'autre pays contractant, gratuitement si la concession faite à cet État a été gratuite, en échange d'une compensation à fixer par un arrangement mutuel et autant que possible d'une valeur proportionnée et d'un effet égal, si la concession a été conditionnelle.

Art. 14. Chacune des deux Parties contractantes pourra nommer pour la protection du commerce, des consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui résideront sur le territoire de l'autre, mais aucun agent n'entrera en fonctions avant d'avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement auprès duquel il est envoyé ; pour la résidence des consuls, l'une et l'autre des Parties contractantes pourront excepter certaines places, qu'il leur paraîtra convenable d'excepter, étant bien

entendu qu'aucune Partie ne pourra faire de restrictions qui ne s'appliqueraient pas aux autres nations.

Art. 15. Les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'Autriche-Hongrie dans les îles Hawaï jouiront des mêmes droits, privilèges, immunités et exemptions que les agents diplomatiques, consuls, vice-consuls et agents consulaires du même rang de la nation la plus favorisée, et cette position sera aussi celle des agents diplomatiques, consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des îles Hawaï en Autriche-Hongrie.

Art. 16. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'une des Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre pourront requérir l'aide des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre ou des vaisseaux marchands de leur pays. Dans ce but, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, témoignant par l'exhibition de la liste de l'équipage ou de quelque autre document officiel que les personnes nommées font partie de l'équipage du navire, et, cette réclamation ainsi établie, on ne pourra refuser de livrer les personnes. Toute aide ou assistance sera fournie pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront détenus dans les prisons du pays, à la demande et aux frais de ceux qui les réclameront, jusqu'à ce qu'ils puissent être rendus au navire auquel ils appartiennent ou renvoyés dans leur propre pays. Toutefois, s'ils ne sont pas rendus, dans un délai de six mois, à partir du jour de l'arrestation, au navire dont ils sont déserteurs ou renvoyés dans leur pays, ou si la partie qui a causé l'arrestation et l'emprisonnement ne paye pas les frais que cela a nécessités, le déserteur sera mis en liberté et ne pourra plus être arrêté dans la suite pour la même cause. Toutefois, si le déserteur a commis quelque délit ou quelque infraction aux lois du pays, il ne sera relâché que lorsqu'un tribunal compétent l'aura jugé et lorsque la condamnation aura été purgée.

Il est toutefois entendu que les marins, sujets de l'un des deux pays, qui désertent les vaisseaux de l'une ou l'autre des deux Parties sur le territoire de leur propre pays, seront exceptés de cet arrangement et traités conformément aux lois de leur propre pays.

Et il est formellement entendu entre les deux Parties contractantes, que toute autre faveur ou facilité accordée ou à être accordée par l'une d'elles à une autre nation pour l'arrestation des déserteurs, sera aussi accordée aux présentes Parties contractantes d'une façon aussi étendue que si elles faisaient partie du présent traité.

Art. 17. Toutes les opérations concernant le sauvetage de bâtiments

portant le pavillon de l'une des Parties contractantes échoués ou ayant fait naufrage sur les côtes de l'un des pays contractants, seront faites sous la surveillance des agents consulaires respectifs; mais si les personnes intéressées sont sur les lieux ou si le capitaine possède les pouvoirs nécessaires, l'administration du bâtiment naufragé leur sera confiée. On n'aura recours à l'intervention des autorités locales que pour maintenir l'ordre, garantir les droits des sauveteurs, s'ils n'appartiennent pas au bâtiment naufragé, et assurer l'exécution des mesures à prendre pour le débarquement ou la sortie des marchandises sauvées. En l'absence des agents consulaires et jusqu'à leur arrivée, les autorités locales prendront les mesures nécessaires pour protéger les personnes et les biens qui se trouveront sur le bâtiment naufragé. Les marchandises sauvées ne payeront pas de droits de douane ou autre taxe, à moins qu'on ne les emploie pour la consommation dans l'endroit.

Art. 18. Les bâtiments, marchandises et effets appartenant aux sujets respectifs qui auront été pris par des pirates, transportés ou trouvés dans les ports de l'une des Parties contractantes, seront délivrés à leurs possesseurs contre le paiement des dépenses, lorsqu'il y en aura, et dont le montant sera déterminé par les tribunaux compétents, devant lesquels les droits de propriété devront être prouvés et les réclamations faites dans un délai de dix-huit mois par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou les agents de leurs Gouvernements respectifs.

Art. 19. Le présent traité restera en vigueur pendant dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, et si, une année après l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Parties contractantes n'a annoncé par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité sera obligatoire pendant un an entier, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. 20. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans un délai de dix mois, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Londres, le huit juin de l'année du Seigneur mil huit cent soixante-quinze.

(L. S.) *Signé*: BEUST.

(L. S.) *Signé*: MANLEY HOPKINS.

FRANCE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DÉCLARATION RELATIVE A LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES ACTES DE
L'ÉTAT CIVIL DE LEURS NATIONAUX, SIGNÉE A PARIS LE 14 JUIN 1875

Le Gouvernement français et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, s'engagent à se délivrer réciproquement des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de mariage et de décès qui les concernent. Les actes dressés dans le Grand-Duché en langue allemande, seront accompagnés d'une traduction française, dûment certifiée par l'officier de l'état civil.

Cette communication aura lieu sans frais, en la forme usitée dans chaque pays.

Tous les six mois, les expéditions des actes dressés en France, pendant le semestre précédent, seront remises, par la voie diplomatique, au représentant du Gouvernement grand-ducal à Paris, qui, de son côté, remettra au ministre des affaires étrangères de la République française celles des actes dressés dans le Grand-Duché.

Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation desdites expéditions ne préjugera pas les questions de nationalité.

La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1875.

Fait en double expédition à Paris, le 14 juin 1875.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: JONAS.

AUTRICHE-HONGRIE — ROUMANIE

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A VIENNE LE 22 JUIN 1875

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, et

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie, également animés du désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur et Roi le sieur Jules comte *Andrassy de Czik-Szent-Kiraly* et *Krasna-Horka*, ministre de sa maison et des affaires étrangères, etc.,

Et S. A. le Prince de Roumanie le sieur *Georges Costaforo*, son agent diplomatique, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de la monarchie austro-hongroise et ceux de la principauté de Roumanie, qui pourront les uns et les autres s'établir librement dans le territoire de l'autre État. Les sujets de S. M. l'Empereur et Roi en Roumanie et les sujets de S. A. le Prince de Roumanie en Autriche-Hongrie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux territoires, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, dans l'exercice de leur commerce et de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux; les privilèges, exemptions, immunités et faveurs quelconques dont jouiraient en matière de commerce et d'industrie les sujets d'une des Hautes Parties contractantes seront communs aux sujets de l'autre. Il est entendu que par cette disposition on n'a pas voulu déroger aux lois et ordonnances en vigueur dans les États des deux Hautes Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général :

1° En Autriche-Hongrie, aux lois relatives au commerce de colportage et à l'exercice de la pharmacie; et

2° En Roumanie, aux lois et prescriptions concernant la prohibition d'acquérir et de posséder des biens immeubles ruraux. (Voir art. 4.)

Art. 2. Les négociants, les fabricants et les industriels en général, qui pourront prouver avoir acquitté dans le pays où ils résident les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyageront ou feront voyager leurs commis ou agents, soit avec, soit sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les sujets des États contractants seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un pays à l'autre pour

visiter les foires et marchés, dans le but d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les sujets d'une des Hautes Parties contractantes qui exercent le métier de charretier entre les divers points des deux territoires, ou qui se livrent à la navigation soit maritime, soit fluviale, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ces métiers et industries, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur le territoire de l'autre.

Aucune entrave ne sera apportée à la libre circulation des passagers, et les formalités administratives relatives aux documents de voyage seront restreintes aux strictes exigences du service public au passage des frontières.

Art. 3. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire sur terre et sur mer, tant dans la troupe régulière que dans la milice et la garde nationale. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, du logement militaire, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire de quelque sorte que ce soit, hormis cependant les charges attachées à la possession ou à la location de biens immeubles, ainsi que les prestations ou réquisitions militaires auxquelles sont soumis tous les nationaux en leur qualité de propriétaires ou de locataires d'immeubles.

Ils ne pourront être assujettis, ni personnellement ni par rapport à leurs meubles ou immeubles, à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. Les Roumains en Autriche-Hongrie et les Autrichiens et Hongrois en Roumanie auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, héritage et par quelque autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les nationaux en vertu des lois. (Voir art. 1.)

Art. 5. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de n'empêcher le commerce réciproque de leurs sujets par aucune prohibition d'importation, d'exportation ou de transit.

Toutefois ne sont pas soumis à ces dispositions les articles suivants: le tabac sous toutes ses formes, le sel, les armes, la poudre et les munitions de guerre. Ne sont pas compris dans cette restriction: les fusils, pistolets et armes de commerce, avec les objets et cartouches indispensables à leur usage.

Des mesures prohibitives pourront également être prises :

1° Par égard à la police sanitaire et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

Et 2° dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation ou d'exportation qui n'aurait pas été applicable, dans les mêmes circonstances, à toutes les autres nations.

Art. 6. Quand au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des deux Hautes Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits, à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans la présente Convention, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Toute faveur ou immunité concédée plus tard à un tiers État sera étendue immédiatement, sans condition et par ce fait même, à l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent point :

1° Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres États limitrophes pour faciliter la circulation sur les frontières, etc.;

2° Aux obligations imposées à l'une des deux Hautes Parties contractantes par des engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Art. 7. Les produits du sol et de l'industrie de la Roumanie qui seront importés dans la monarchie austro-hongroise et qui sont destinés soit à la consommation, soit à l'entrepôt, soit à la réexportation, soit au transit, y seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée.

Art. 8. Les objets de provenance ou de manufacture autrichienne ou hongroise seront exportés vers la Roumanie en franchise de droits de douane, à l'exception des articles grevés d'un droit de sortie vis-à-vis des nations les plus favorisées.

Art. 9. Les objets de provenance ou manufacture autrichienne ou hongroise énumérés dans le tarif A, joint à la présente Convention, et importés par terre ou par mer en Roumanie, y seront admis libres de tout droit d'entrée.

Les objets de la même provenance ou manufacture énumérés dans le tarif B annexé à la présente convention, et importés par terre ou par mer en Roumanie, y seront admismoyennant l'acquittement des

droits d'entrée indiqués dans ledit tarif, y compris tous les droits additionnels.

Les objets et produits de provenance ou de manufacture autrichienne ou hongroise qui ne sont pas énumérés dans les tarifs A ou B, seront assujettis, à leur entrée en Roumanie, au paiement d'un droit unique d'importation de 7 0/0 de leur valeur au lieu d'origine et fixé conformément aux articles 12 à 17 de la présente Convention. Dans le paiement de ce droit de 7 0/0 seront compris tous les droits additionnels.

Il est entendu que les droits *ad valorem* seront remplacés d'un commun accord, aussitôt et autant que faire se pourra, par des droits spécifiques à acquitter au poids et à calculer également à raison de 7 0/0.

Jusqu'à ce que cette réduction soit effectuée, les importateurs autrichiens et hongrois auront la faculté de choisir entre les droits *ad valorem* prévus par la présente Convention et les droits spécifiques à acquitter au poids ou au nombre et arrêtés soit par un tarif roumain général, soit par une convention spéciale conclue avec une tierce puissance.

Art. 10. Il sera prélevé en Roumanie, sur les marchandises de toute nature exportées par terre ou par mer de la Principauté roumaine dans la Monarchie austro-hongroise, à leur sortie et à titre d'enregistrement, les droits spécifiés dans le tarif roumain des droits de sortie promulgué par S. A. le Prince de Roumanie en date de Sinai, 6 août 1872.

Il est bien entendu que les droits de sortie en question ne dépasseront jamais 1 0/0 de la valeur des marchandises exportées.

Cette disposition n'est pas applicable dans les cas prévus par l'article 18 de cette Convention.

Seront également exempts de ce droit de sortie, hormis les articles indiqués déjà dans le susdit tarif, les articles énumérés dans le tarif C joint à la présente Convention.

Le Gouvernement roumain se réserve en outre de frapper les drilles et chiffons, rognures de papier et maculatures exportés de la Roumanie, des mêmes droits de sortie auxquels ces mêmes objets seraient soumis à l'exportation de l'Autriche-Hongrie.

Art. 11. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 12. Les droits *ad valorem*, dans les cas où la présente Con-

vention les prévoit, seront calculés d'après la valeur, au lieu de provenance, de l'objet importé, augmentés des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux territoires jusqu'à la frontière.

L'importateur devra joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur.

Art. 13. Des certificats d'origine seront exigés par les deux Hautes Parties contractantes pour établir l'origine nationale de certaines marchandises importées ou exportées et désignées d'un commun accord. A cet effet, l'importateur devra présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite, et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. La facture des marchandises en question présentée au bureau de douane respectif pourra exceptionnellement tenir lieu du certificat d'origine.

Si la douane, dans les vingt-quatre heures après que la déclaration lui sera présentée, juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 10 0/0. Ce paiement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, et les droits, s'il en a été perçu, seront en même temps restitués.

Art. 15. L'importateur, contre lequel la douane de l'un des deux pays voudra exercer le droit de préemption stipulé par l'article précédent, pourra, dans les huit jours après que la décision de la douane à ce sujet lui aura été communiquée, s'il le préfère, demander l'estimation de la marchandise par des experts. La même faculté appartiendra à la douane lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption ; seulement, elle devra communiquer à l'importateur sa décision à l'égard de cette expertise, dans les vingt-quatre heures après qu'il lui aura présenté sa déclaration.

Art. 16. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de 5 0/0 celle qui est déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur dépasse de 5 0/0 celle qui est déclarée, la douane pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de 50 0/0, à titre d'amende, si l'éva-

luation des experts est de 10 0/0 supérieure à la valeur déclarée.

Les frais d'expertise seront supportés par le déclarant si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède de 5 0/0 la valeur déclarée; dans le cas contraire ils seront supportés par la douane.

Art. 17. Dans le cas prévu par l'article 15, les deux arbitres experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes; en cas de partage, ou même au moment de la constitution de l'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du Tribunal de commerce du ressort. Si le bureau de déclaration est à plus d'un myriamètre du siège du Tribunal de commerce, le tiers arbitre pourra être nommé par le président du Tribunal le plus rapproché.

La décision arbitrale devra être rendue dans les huit jours qui suivront la nomination des arbitres.

Art. 18. Pour favoriser l'échange réciproque des produits sur la frontière des deux pays, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtés, avec l'obligation de les faire retourner en franchise temporaire des droits d'entrée et de sortie et conformément aux ordonnances douanières et règlements émanés d'un commun accord des deux Hautes Parties contractantes:

a) Toutes les marchandises, à l'exception des aliments, qui, en sortant du libre trafic sur le territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur le territoire de l'autre, ou qui, sans cette destination, seront transportées sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés réciproquement par les commis-voyageurs des maisons autrichiennes, hongroises ou roumaines, à condition que toutes ces marchandises et ces échantillons soient reconduits au pays d'où ils proviennent dans un délai précédemment établi;

b) Le bétail conduit d'un territoire à l'autre aux marchés ou au pacage. Dans ce dernier cas, la franchise des droits d'entrée et de sortie sera également étendue aux produits respectifs tels que le lait, le beurre et le fromage recueillis pendant le séjour sur l'autre territoire, et les animaux mis bas pendant ce même séjour, ainsi qu'aux effets et au mobilier des paysans ou pasteurs qui accompagnent les bestiaux.

c) Les objets destinés à être réparés sans que leur nature et leur dénomination commerciale subissent un changement essentiel.

d) Les sacs d'emballage et les futailles vides portant des signes d'usage.

Art. 19. Les marchandises soumises au traitement de l'acquît à caution et passant immédiatement du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes à celui de l'autre ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, sous la réserve que l'on ait satisfait aux exigences du service combiné à cet égard.

En général, les formalités du service douanier seront simplifiées et les expéditions s'effectueront dans le même lieu, par l'organe d'une seule autorité, et seront accélérées autant que possible.

Art. 20. Les deux Hautes Parties contractantes auront soin de réunir dans la même localité, autant que faire se pourra, leurs bureaux de douane établis sur la frontière, afin que les opérations douanières, au passage des marchandises d'un territoire à l'autre, puissent être effectuées simultanément.

Art. 21. Si l'une des deux Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir ou de faire établir, par les autorités municipales et autres, un droit nouveau ou un supplément du droit d'accise ou de consommation sur un article de production ou de fabrication nationale prévu par la présente Convention, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

En conséquence, les marchandises importées du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes ne seront passibles, à leur entrée dans le territoire de l'autre, d'aucun droit d'accise ou de consommation, sous quelque dénomination que ce soit, si les marchandises de même nature ne sont ni produites ni fabriquées dans ce dernier pays.

Art. 22. Les marchandises de toute nature originaires d'Autriche-Hongrie et importées en Roumanie, et les marchandises de toute nature originaires de Roumanie et importées en Autriche-Hongrie, ne pourront être assujetties, ni par les autorités de l'État ni par les administrations municipales ou autres, à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 23. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, pour empêcher et punir la contrebande dirigée contre leurs territoires; à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre État chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir, par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

A ce sujet, des règlements spéciaux seront arrêtés d'un commun accord.

Art. 24. Les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce ainsi que les dessins et modèles de toute espèce.

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie présentera aux Chambres roumaines et cherchera à faire sanctionner, dans le délai d'un an, une loi sur les marques, dessins et modèles de fabrique et de commerce, conformes aux dispositions généralement admises en cette matière.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Autrichiens et Hongrois en Roumanie et des Roumains en Autriche-Hongrie, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux. Si le dessin ou modèle industriel appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions précédentes sont applicables aux marques de fabrique et de commerce.

Art. 25. Les sujets de S. M. l'Empereur et Roi ne pourront réclamer en Roumanie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du Tribunal de commerce à Bucharest.

Réciproquement, les sujets roumains ne pourront réclamer en Autriche-Hongrie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires soit à la Chambre de commerce de Vienne, soit à celle de Bude-Pesth.

Art. 26. Aucun droit spécial, quel qu'il soit, ne sera perçu ni des navires sur le Danube, ni des marchandises à bord de ces navires, à l'exception des droits de péage à payer par les navires aux embouchures du Danube et aux Portes de Fer.

Il en sera de même pour les marchandises importées ou exportées réciproquement par la voie du Danube qui, après avoir acquitté les droits d'entrée ou de sortie établis par la présente Convention, ne seraient assujetties à aucun droit additionnel. Toutefois, les taxes actuellement en vigueur dans les ports du Danube et établies dans le seul but d'y améliorer le stationnement des navires et de favoriser l'exécution de certains travaux publics, destinés à faciliter le chargement ou le déchargement des marchandises, pourront être prélevées aussi à l'avenir, à titre d'un droit additionnel spécial, tant des navires que des marchandises, aux conditions des règlements spéciaux publiés à ce sujet.

En conséquence, les marchandises importées en Roumanie ou

exportées de cet État par la voie du Danube et soumises au paiement des droits d'entrée ou de sortie spécifiques et acquittables au poids seront assujetties, dans les villes situées sur les bords de ce fleuve, et pour les effets sus-indiqués, à un droit additionnel de 5 0/0 du montant des droits d'entrée respectifs à payer en vertu de la présente Convention.

Les marchandises importées ou exportées par cette même voie et soumises au paiement des droits *ad valorem* seront passibles à ce même titre, d'un droit additionnel spécial de un demi 0/0 de leur valeur constatée en conformité de la présente Convention.

De même les bâtiments et navires de toute sorte, s'arrêtant dans les ports et villes le long de la rive roumaine du Danube, auront, quand ils feront usage des quais de l'État ou des communes, à payer, à ce même titre et pour les mêmes effets, une taxe de quaiage à raison de 20 centimes par tonne et d'après la gradation suivante : sur le tiers du tonnage, si la quantité des marchandises embarquées ou débarquées n'excède pas le tiers ; sur deux tiers, si elle excède le tiers et n'arrive pas à deux tiers, et sur le tout, si elle est au-dessus de deux tiers de la portée utilisable du navire. Aucun navire touchant pendant un et le même voyage, soit en amont soit en aval du fleuve, à plusieurs échelles de la rive roumaine, ne pourra être assujéti au paiement des taxes de quaiage qui, en leur totalité, excéderaient le montant de ces droits calculés à raison de 20 centimes sur toute la portée du navire.

Le tonnage des navires sera établi d'après le système et les règles adoptés par la Commission européenne du Danube. Les bâtiments d'État, de poste et de passagers faisant usage des quais seront exemptés du paiement de cette taxe, et seront maintenues, en outre, toutes les autres exemptions accordées aux navires jusqu'à présent, à quelque titre que ce soit.

Art. 27. Jusqu'au moment où les règlements de navigation ou de police fluviale pour le Danube, prévus par l'article 17 du Traité de Paris de 1856 (1), auront été arrêtés, les lois et prescriptions promulguées à ce sujet par chacune des deux Hautes Parties contractantes seront combinées, autant que possible, d'un commun accord et dans l'intérêt du développement de la navigation sur le Danube, et adaptées aux principes en vigueur sur tout le parcours du fleuve, et notamment sur sa partie en aval d'Isaktscha.

Art. 28. Toutes les facilités accordées jusqu'à présent, des deux côtés, à la navigation fluviale sur le Danube seront maintenues à l'avenir et étendues autant que possible.

(1) Voir *Archives* 1873, t. III, p. 83.

Les bateaux à vapeur qui font un service régulier de transport y pourront opérer, même pendant la nuit, les chargements et déchargements sans un retard quelconque. Les capitaines de ces bateaux ou leurs représentants remettront, à leur arrivée, aux bureaux ou organes de douane, une déclaration spécifiant les marchandises déchargées. Les fonctionnaires de douane pourront opérer, en cas de besoin, des visites ou recherches à bord des navires, avec l'assistance des organes consulaires du pays auquel ces navires appartiennent et qui résident dans le même lieu. La citation qui sera dressée à cet effet aux consuls, vice-consuls et autres organes consulaires respectifs, indiquera une heure précise, et si ces organes consulaires négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Aucune pénalité ne sera infligée au capitaine d'un bateau si le nombre des colis déchargés est inférieur à celui porté dans la déclaration présentée, quand le capitaine ou qui de droit n'aura pas négligé d'en informer le bureau de douane immédiatement après le déchargement total effectué dans une station, toutefois avant que la douane n'ait constaté la différence.

Les capitaines de ces bateaux ne seront point tenus à se présenter devant les autorités locales pour faire ériger le « constitue » ou d'autres documents analogues et qui ne seraient pas indispensables.

Art. 29. Les compagnies de navigation et les propriétaires de bateaux faisant un service régulier de transport sur le Danube pourront acquérir, aux débarcadères des stations de leurs bateaux, les terrains nécessaires pour l'installation de leurs bureaux, ateliers et magasins, et il leur sera permis d'y établir des magasins spéciaux qui seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront à toutes les exigences des lois du pays en vigueur à ce sujet.

Art. 30. Eu égard aux circonstances exceptionnelles créées aux relations commerciales entre la monarchie austro-hongroise et la principauté de Roumanie sur cette partie de leurs territoires où leurs frontières se touchent immédiatement, ainsi que par la voie du Danube, et vu le caractère spécial du commerce qui, par suite des conditions du sol et de la nature des produits des deux pays, est un complément indispensable pour l'existence des habitants réciproques, on est convenu, à cette occasion, au sujet de ce commerce, d'un arrangement spécial dont les stipulations se trouvent consignées dans un acte additionnel qui fait partie intégrante de la présente Convention.

Art. 31. La présente Convention restera en vigueur pendant dix

années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les dispositions qui précèdent seront exécutoires dans l'un des deux États un mois après l'échange des ratifications.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'introduire plus tard et d'un commun accord, dans cette Convention, des modifications qui seraient jugées conformes à son esprit et à ses principes et dont l'opportunité serait démontrée par l'expérience.

Art. 32. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucharest aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 22 juin 1875.

(L. S.) *Signé*: G. COSTA-FORU.

(L. S.) *Signé*: ANDRASSY DE CSIK-SZENT-KIRALY.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, les plénipotentiaires soussignés du Gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi et du Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie ont fait, au sujet des articles sous-mentionnés de cette Convention, les réserves et les déclarations suivantes :

Art. 1^{er}. Par les mots « biens immeubles ruraux, » insérés au dernier alinéa du premier article, on n'a pas voulu exclure les maisons et constructions de toute sorte établies sur ces biens immeubles ruraux, et qui sont également soumises à la même restriction.

Il est entendu, en même temps, entre les deux Hautes Parties contractantes, que, par la disposition de cet article, on n'a pas voulu déroger aux droits de chaque Gouvernement de prendre, par des lois et des règlements, toutes les mesures nécessaires de police et de sûreté, et notamment celles par rapport à l'établissement de tout individu dans une commune rurale avec l'autorisation seulement du conseil municipal ; toutefois, ces lois et ordonnances ne pourraient

entraver d'aucune façon la liberté de commerce et ne devraient porter atteinte aux droits et privilèges stipulés réciproquement par la présente Convention en faveur des nationaux des deux pays.

Art. 2. Le plénipotentiaire roumain déclare que son Gouvernement a l'intention de révoquer, dans le plus bref délai, et avant l'exécution de la présente Convention encore, le règlement qui exige aujourd'hui que celui qui passe la frontière soit nanti d'une certaine somme d'argent.

Art. 4. Il est bien entendu que, par les dispositions de cet article 4, les deux Hautes Parties contractantes n'entendent nullement déroger aux restrictions faites par le dernier alinéa de l'article 1^{er}, au sujet du droit d'acquérir et de posséder des biens immeubles ruraux.

Art. 7. Le tarif conventionnel actuellement en vigueur en Autriche-Hongrie, se composant des tarifs spéciaux annexés aux traités de commerce conclus par l'Autriche-Hongrie avec la France, en date du 11 décembre 1866 (1), avec l'Italie, en date du 23 avril 1867, avec l'Union douanière de l'Allemagne, en date du 9 mars 1868 (2), et avec la Grande-Bretagne, en date du 30 décembre 1869, il est entendu que, par suite du principe de la nation la plus favorisée dont jouit la Roumanie en vertu de la présente Convention, elle participera, à l'avenir, à tous les bénéfices, conséquences et modifications qui résulteraient d'un changement ultérieur de ces traités et de ces tarifs spéciaux.

Art. 9. Les deux Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord de réunir, immédiatement après que la présente Convention sera conclue par l'échange des ratifications, une Commission mixte qui sera chargée de compléter, dans l'espace de quatre mois, le tarif conventionnel dont il est fait mention dans les articles 9 et 10, tant sur les droits d'importation que pour ceux d'exportation.

Dans le cas où la Commission ne tombera pas d'accord pendant ce délai, elle aura à procéder immédiatement après, pour les articles non réglés, à l'élaboration d'un tarif spécifique sur le pied d'un droit *ad valorem* de 7 0/0, en prenant pour base les valeurs autrichiennes et hongroises portées au tableau du commerce austro-hongrois pour l'année 1873, et augmentées de 15 0/0. Ce travail sera achevé dans quinze jours.

Il est convenu que les mots « y compris les droits additionnels, » à l'alinéa deux, ne se rapportent nullement à la question des octrois en Roumanie, qui se trouve réglée par l'art. 21 de la Convention.

(1) Voir *Archives* 1867, t. I, p. 49.

(2) Voir *Archives* 1869, t. I, p. 152.

Il est également convenu que la liberté de commerce ne pourra jamais être entravée par aucune disposition de monopole ou autre, qui pourrait être en contradiction avec les dispositions de la présente Convention, et notamment avec celles des articles 5 et 21,

Art. 13. Le cas échéant, on s'entendra, d'un commun accord, sur les marchandises pour lesquelles la nécessité d'exiger des certificats d'origine serait démontrée.

Art. 18. Par rapport à l'alinéa *b* de l'art. 18, il est entendu que, pour toutes les bêtes qui ne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on payera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs.

Art. 20. Dans l'intérêt du commerce, les plénipotentiaires austro-hongrois et roumain expriment le désir que les bureaux douaniers austro-hongrois et roumains traitent, autant que possible, simultanément les marchandises soumises à leurs opérations.

Quant à l'établissement des bureaux mixtes de douane, les deux Hautes Parties contractantes tomberont d'accord sur les principes à adopter à ce sujet. Cependant il est entendu, dès à présent, que ces principes ne pourront être autres que ceux contenus dans le traité de commerce et de douane passé entre l'Autriche-Hongrie et l'Union douanière de l'Allemagne le 9 mars 1868.

Art. 21 et 22. Les dispositions de ces articles n'affectent en rien le droit des communes de frapper par des taxes d'octroi ou d'accise, les boissons et les liquides, les comestibles, les combustibles, les fourrages et matériaux à leur entrée dans la commune, quand même ces articles n'auraient pas de similaires en Roumanie.

Néanmoins, ces droits ne peuvent être supérieurs aux taxes les plus élevées prévues par les lois roumaines actuellement en vigueur. Le maximum des droits dont il s'agit dans ce cas est réglé par les lois roumaines :

Du 29 novembre 1871, Nr. 262 ;

Du 14 février 1875, Nr. 328 ;

Du 14 février 1875, Nr. 330 ;

Du 19 février 1875, Nr. 376 ;

Du 25 février 1875, Nr. 420 ;

Du 25 février 1875, Nr. 421 ;

Du 26 février 1875, Nr. 425 ;

Du 20 mars 1875, Nr. 588 ;

Du 20 mars 1875, Nr. 589 ;

Ainsi que par l'art. 84 de la loi du 25 novembre 1871.

Art. 24. Il est convenu que si le projet de loi en question ne rencontra pas l'assentiment des Chambres, le Gouvernement de S. M.

l'Empereur et Roi ne se verrait nullement lié par le présent article.

Art. 26. Les plénipotentiaires austro-hongrois et roumain reconnaissent que les droits additionnels prévus comme exception aux principes énoncés à l'article 26, ne sauraient autoriser le Gouvernement princier à y introduire des modifications qui grèveraient les marchandises ou les navires d'un droit quelconque dépassant les taux des taxes indiquées dans l'article en question.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Gouvernements, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Vienne, le 22 juin 1875.

(L. S.) *Signé*: G. COSTA-FORU.

(L. S.) *Signé*: ANDRASSY.

ACTE ADDITIONNEL.

Afin de donner au trafic des districts des frontières respectives les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1° Resteront libres de tout droit de douane à l'importation et à l'exportation à travers les frontières austro-hongroise et roumaine en Autriche-Hongrie et en Roumanie :

a) Toutes les quantités de marchandises dont la somme totale de droits à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreuzers *v. a.* ou cinq centièmes de franc ;

b) Herbe, foin, paille, fanes, mousse pour emballage et calfatage, plantes fourragères, joncs et cannes ordinaires, plantes vivantes (plants et provins de vignes), céréales en gerbes ou en épis, plantes légumineuses, chanvre et lin, non battus, pommes de terre ;

c) Ruches avec abeilles vivantes ;

d) Sang de bestiaux ;

e) Lait doux et lait caillé ;

f) Charbons de bois, de terre, tourbe, charbons de tourbe ;

g) Pierres à bâtir et de taille, pierres à paver et meules, pierres ordinaires à aiguiser, couteaux ordinaires pour faux et faucilles, toutes les pierres soit taillées, soit non taillées, mais ni polies ni taillées en dalles-scories, cailloux, sable, chaux et plâtre crus, marne, argile, et en général toute sorte de terre ordinaire servant à fabriquer des briques, pots, pipes et vases ;

h) Briques ;

i) Sons, pains de colza et autres déchets de fruits pressés et cuits et de semences oléagineuses ;

j) Charrée végétale ou de houille, engrais, vinasses, lavures, drèche, marc, balayures, tessons de marchandises en pierre ou en argile, lavures d'or et d'argent, limon ;

k) Pain et farine en quantité de 10 kilogr.

Viande fraîche	—	4	—
Fromage	—	2	—
Beurre frais	—	2	—

2° Resteront également libres de tout droit de douane à l'importation en Autriche-Hongrie à travers les frontières austro-hongroise et roumaine, ainsi que par la voie du Danube à travers tous les ports de ce fleuve, tant de la Roumanie que de l'Autriche-Hongrie, les céréales en général produit du sol de la Roumanie.

3° Les vins de toute sorte, produit du sol de l'Autriche-Hongrie, importés en Roumanie par les voies mentionnées dans l'article précédent, payeront à leur entrée en Roumanie, soit en futaillles, soit en bouteilles, un droit *ad valorem* de 5 1/2 pour 100.

Les vins de la Roumanie entreront par toutes les frontières de l'Autriche-Hongrie en ne payant, soit en futaillles, soit en bouteilles, que les droits d'entrée accordés à la nation la plus favorisée, sans que leur position d'aujourd'hui soit dans aucun cas aggravée.

4° Seront exempts des droits de douane, d'importation et d'exportation, et jouiront de libre passage en dehors des routes douanières les bêtes de labour, instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux extrêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles ou par suite du changement de leur domicile.

5° Les animaux vivants importés d'un territoire à l'autre ne payeront réciproquement à leur entrée que les droits d'importation qui sont ou seront prélevés en Autriche-Hongrie dans le commerce de frontière, conformément aux stipulations des Traités conclus à ce sujet avec les nations les plus favorisées.

6° Les farines et farineux alimentaires, produit de l'industrie de l'Autriche-Hongrie, seront libres de tout droit de douane à l'importation en Roumanie à travers les frontières austro-hongroise et roumaine ainsi que par la voie du Danube à travers tous les ports de ce fleuve.

7° Les produits du sol provenant des propriétés des sujets des deux Hautes Parties contractantes qui se trouveraient, par la ligne de frontière austro-hongroise et roumaine séparées des logis et fermes seront exempts des droits d'entrée et de sortie à leur transport dans ces bâtiments (habitations ou fermes).

Les concessions contenues au n° 1 et au n° 4 sont cependant limitées aux habitants d'une enceinte, le long de la frontière, qui ne dépasserait pas en Autriche-Hongrie et en Roumanie la distance de 10 kilomètres.

8° Les deux Hautes Parties contractantes s'entendront sur les précautions et mesures à prendre afin de pouvoir accorder, pour certaines localités où on le jugera nécessaire, le libre passage en dehors des routes douanières des objets qui sont exempts en Autriche-Hongrie et en Roumanie des droits de douane tant à l'entrée qu'à la sortie, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

BELGIQUE — PAYS-BAS

CONVENTION AFFRANCHISSANT DU DROIT ADDITIONNEL LES BATIMENTS
PRENANT UN PILOTE POUR L'UNE DES STATIONS DE L'ESCAUT,
DATÉE DU 29 JUIN 1875

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1876, le droit additionnel imposé par le § 3 de l'article 36 du règlement du 20 mai 1843, modifié par la Convention du 15 juillet 1863 (1), aux bâtiments qui prennent un pilote dans la Manche ou le Pas-de-Calais, est aboli.

Art. 2. La présente Convention ne sera mise à exécution qu'après approbation des Gouvernements respectifs.

FRANCE — ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE
BELGIQUE — DANEMARK — ESPAGNE — GRÈCE — ITALIE
PAYS-BAS — PERSE — PORTUGAL — RUSSIE
SUEDE ET NORWÈGE — SUISSE — TURQUIE

CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉE A SAINT-PETERSBOURG
LE 18/22 JUILLET 1875.

S. Exc. M. le Président de la République française, S. M. l'Empereur d'Allemagne, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi de Danemark, S. M. le Roi d'Espagne, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas,

(1) Voir Archives 1863, t. IV, p. 441.

S. M. le Shah de Perse, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Suède et de Norwège, S. Exc. M. le Président de la Confédération suisse, et S. M. l'Empereur des Ottomans, animés du désir de garantir et de faciliter le service de la télégraphie internationale, ont résolu, conformément à l'article 56 de la Convention télégraphique internationale, signée à Paris le 5/17 mai 1865, d'introduire dans cette Convention les modifications et améliorations suggérées par l'expérience.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. M. le Président de la République française, M. le général *Le Flô*, ambassadeur de France près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. l'Empereur d'Allemagne, M. le prince *Henri VII Reuss*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. l'Empereur d'Autriche, M. le baron *Ferdinand de Lange-neau*, son conseiller intime, son ambassadeur extraordinaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi des Belges, M. le comte *Errambault de Dudzeele*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi de Danemark, M. *Charles de Vind*, son chambellan et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi d'Espagne, M. *Manuel de Acuna et de Witte, marquis de Bedmar*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi des Hellènes, M. *Marcoran*, son chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg;

S. M. le Roi d'Italie, M. le comte *Raphaël Barbalani*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi des Pays-Bas, M. *Frédéric Van der Haeven*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Shah de Perse, *Mirza Abdulrahim Khan Saedul Mulk*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, M. le vicomte *Frédéric Stuart de Figanière e Morao*, gentilhomme de sa maison et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

(1) Voir *Archives* 1876, t. III, p. 17.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. le baron Alexandre *Jomini*, son conseiller privé actuel, dirigeant le ministère des affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. Georges *Due*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies ;

S. Exc. M. le Président de la Confédération suisse M. le colonel fédéral *Bernard Hammer*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la confédération suisse près S. M. l'Empereur d'Allemagne ;

S. M. l'Empereur des Ottomans, *Kiamil Pacha*, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Art. 2. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Art. 3. Toutefois elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Art. 4. Chaque Gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Art. 5. Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1^o Télégrammes d'État : ceux qui émanent du chef de l'État, des ministres, des commandants en chef des forces de terre et de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements des États contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2^o Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatifs soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3^o Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'État jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Art. 6. Les télégrammes d'État et de service peuvent être émis en langage secret dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux États qui admettent ce mode de correspondance.

Les États qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'État ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 8. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les administrations télégraphiques des États contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres États, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants, sera uniforme. Un même État pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les États contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Art. 11. Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau desdits États.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Art. 13. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un règlement dont les prescriptions peuvent être à toute époque modifiées d'un commun accord par les administrations des États contractants.

Art. 14. Un organe central, placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de l'un des Gouvernements contractants, désigné à cet effet par le règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et au règlement de service, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les administrations des États contractants.

Art. 15. Le tarif et le règlement prévus par les articles 10 et 13 sont annexés à la présente Convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des révisions où tous les États qui y ont pris part pourront se faire représenter.

A cet effet, des conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Art. 16. Ces conférences sont composées des délégués représentant les administrations des États contractants.

Dans les délibérations, chaque administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'administrations différentes d'un même Gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au Gouvernement du pays où doit se réunir la conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les révisions résultant des délibérations des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les Gouvernements des États contractants.

Art. 17. Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des États.

Art. 18. Les États qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des États contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et par cet État à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Art. 19. Les relations télégraphiques avec des États non adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées, dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le règlement prévu à l'art. 13 de la présente Convention.

Art. 20. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} janvier 1876, nouveau style, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard de l'État qui l'a faite. Pour les autres parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

Art. 21 et dernier. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 10/22 juillet 1875.

(L. S.) *Signé*: HENRI VII REUSS. (L. S.) *Signé*: LANGENEAU. (L. S.) *Signé*: ERRAMBAULT DE DUCZEELE. (L. S.) *Signé*: E. DE VIND. (L. S.) *Signé*: Le marquis de BEDMAR. (L. S.) *Signé*: général LE FLÔ. (L. S.) *Signé*: SPIRIDION MARCORAN. (L. S.) *Signé*: BARBALANI. (L. S.) *Signé*: F. P. VAN DER HEEVEN. (L. S.) *Signé*: ABDULRAHIM. (L. S.) *Signé*: FIGANIÈRE. (L. S.) *Signé*: baron JOMINI. (L. S.) *Signé*: DUE. (L. S.) *Signé*: HAMMER, colonel fédéral (L. S.) *Signé*: KIAMIL.

FRANCE

LOI RÉGLANT LES RAPPORTS DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
DATÉE DU 16 JUILLET 1875.

Art. 1^{er}. Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le Président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Art. 2. Le Président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite par le tiers au moins des membres composant chaque Chambre. (Le Gouvernement demandait la moitié plus un.)

Le Président peut ajourner la Chambre. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Art. 3. En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1855, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la présidence de la République deviendrait vacante, le Sénat se réunira dans le plus bref délai et de plein droit, afin de prendre les mesures nécessaires pour assurer la convocation des collèges électoraux.

Art. 4. Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme cour de justice; et dans ce dernier cas il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 5. Les séances du Sénat et celles de la Chambre des Députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret, sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règle-

ment. (Le projet du Gouvernement portait « de son président ou de dix membres. »)

Art. 6. Le Président de la République communique avec les Chambres par des Messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé par décret du Président de la République.

Art. 7. Le président de la république promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le Président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération, qui ne peut être refusée.

Art. 8. Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'État, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle session, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Le projet du Gouvernement était ainsi conçu :

(Les traités de commerce et les traités qui engagent les finances de l'État ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle session, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.)

Art. 9. Le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

Art. 10. Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection ; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 11. Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante :

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée Nationale, leur bureau se compose des présidents, vice-présidents et secrétaires du Sénat.

Art. 12. Le Président de la République ne peut être mis en accu-

sation que par la Chambre des députés et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du Président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'État.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Art. 13. Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 14. Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté, en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou l'autre Chambre est suspendue, pendant la session et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

ITALIE — AUTRICHE-HONGRIE

ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE PARTICULIER

CONCLU A SAINT-PÉTERSBOURG, LE 18 JUILLET 1875.

La correspondance télégraphique entre l'Italie, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, d'autre part, étant réglée par la Convention télégraphique internationale, les délégués soussignés ont stipulé, aux termes de ladite Convention, l'arrangement particulier suivant, sous réserve d'approbation.

Art. 1^{er}. Les bureaux italiens de Rome, Milan, Venise, Vérone et

Udine, et les bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres bureaux, situés sur les fils internationaux, peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépassent pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés. Tous les soirs, à la clôture du service, ces bureaux doivent annoncer au bureau de dépôt de la propre administration, désigné par celle-ci, le nombre des télégrammes ainsi transmis.

Pour la correspondance échangée directement entre les bureaux de Milan et de Munich, les bureaux d'Insbruck et de Bolzano servent de dépôt dans le cas où la correspondance directe est impossible.

Art. 2. Les taxes terminales des correspondances limitrophes sont fixées comme il suit :

A) *Autriche-Hongrie.*

1° Pour les stations du Tyrol, du Vorarlberg, de la principauté de Liechtenstein, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Goritz, Trieste et Istrie, ainsi que pour les stations de l'administration hongroise situées le long de la côte adriatique, 1 fr. ;

2° Pour toutes les autres stations, 2 fr.

B) *Italie.*

1° Pour toutes les stations situées dans le territoire limité par le Pô, le Tessin et le lac Majeur, 1 fr. ;

2° Pour toutes les autres stations, 2 fr.

Art. 3. Lorsque, dans la correspondance de l'Italie avec l'Autriche-Hongrie, un télégramme est dévié par le territoire suisse, l'administration qui a opéré cette déviation en supporte les frais, et règle directement son décompte avec l'administration suisse. Dans le décompte établi entre l'Autriche et l'Italie, ce télégramme est considéré comme étant directement transmis.

Analoguement, lorsque, dans la correspondance de l'Italie ou de l'Autriche-Hongrie avec la Suisse, un télégramme est dévié par le territoire austro-hongrois ou italien, l'administration qui a opéré la déviation considère le télégramme comme directement échangé avec la Suisse, pour ce qui concerne les comptes avec cette administration. Dans le décompte établi entre l'Autriche et l'Italie ce télégramme n'est compté qu'avec sa taxe de transit.

La taxe de transit de l'Autriche-Hongrie pour les correspondances échangées entre les frontières de l'Italie et de la Suisse est fixée à 1 fr.

Art. 4. Lorsque, par suite de circonstances imprévues, un télégramme est dévié de sorte qu'il emprunte le territoire de l'autre administration, pour rentrer au territoire d'origine, aucune bonification ne sera payée.

Art. 5. Les télégrammes météorologiques et ceux qui concernent d'autres objets d'intérêt public sont expédiés en franchise comme télégrammes de service. Les administrations télégraphiques contractantes s'entendront sur l'application de cet article et le mode d'expédition de ces télégrammes.

Art. 6. Les Parties contractantes régleront leurs comptes réciproques de la manière suivante :

a) Pour les correspondances terminales des deux États, échangées directement ou par la voie de la Suisse, les taxes seront réglées selon les dispositions de la Convention internationale concernant les taxes moyennes ;

b) Pour toutes les autres correspondances, l'administration I. R. des télégraphes à Vienne transmettra chaque mois à l'administration italienne un compte, où tous les télégrammes expédiés à l'Italie seront traités individuellement avec le montant des taxes y afférentes. Le compte sera divisé en autant de parties qu'il y aura de fils affectés à la correspondance entre les deux pays. Au montant de ce compte on ajoutera le nombre des télégrammes terminaux transmis à l'Italie et le montant de leurs taxes moyennes.

L'administration I. R. dressera également chaque mois le compte des télégrammes reçus de l'Italie, et le transmettra à l'administration italienne.

Les administrations se réservent, si elles le jugent convenable, d'appliquer aussi pour les correspondances citées sous b) le système des taxes moyennes.

L'administration italienne vérifiera ces comptes d'après les dispositions de la convention internationale.

Pour la correspondance échangée directement entre les bureaux de Milan et de Munich, l'administration R. des télégraphes de Bavière dressera, pour chaque mois, les comptes du débit et du crédit et les transmettra, par l'intermédiaire de l'administration I.-R. de Vienne, à l'administration italienne ; celle-ci, après vérification, les renverra à l'administration I. R. à Vienne, qui en tiendra note pour le décompte.

Art. 7. L'établissement des comptes réciproques mensuels et le paiement de la solde résultante de la liquidation trimestrielle sera à la charge de l'administration des télégraphes italiens et de l'administration I. R. des télégraphes à Vienne, qui procédera, à cet égard, aussi au nom de l'administration hongroise.

Art. 8. Les tarifs insérés dans cet arrangement peuvent être changés à toute époque, d'un commun accord.

Art. 9. La présente Convention sera soumise à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1876 et restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera en contradiction avec quelque disposition de la Convention télégraphique internationale successivement révisée, ou bien jusqu'à l'expiration d'un an à partir du 1^{er} janvier qui suivra la dénonciation faite par l'une des Parties contractantes.

Ainsi fait à Saint-Petersbourg, ce 18 juillet 1875.

Pour l'Administration italienne,

(L. S.) Signé: E. d'AMICO.

Pour l'Administration I. R d'Autriche,

(L. S.) Signé: BRUNNER.

Pour l'Administration hongroise,

(L. S.) Signé: KOLLER.

GRANDE-BRETAGNE — TUNIS

TRAITÉ DE PAIX, D'AMITIÉ ET DE COMMERCE SIGNÉ LE 19 JUILLET 1875.

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. A. Sérénissime Mohammed-Essaddock-Bey, suzerain de la régence de Tunis, désireux de maintenir et d'améliorer les relations d'amitié et de commerce qui ont existé si longtemps entre eux et entre les sujets anglais et les sujets tunisiens, ont résolu de réviser et d'améliorer les traités existant entre leurs pays respectifs, et, en conséquence, les stipulations qui suivent ont été entendues et conclues entre S. A. Sérénissime le Bey et Richard Wood, compagnon de l'ordre du Bain, agent et consul général de S. M. la Reine, dûment autorisé à cet effet.

Art. 1^{er}. S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande peut nommer dans la Régence de Tunis, outre son agent politique, les consuls, vice-consuls et agents consulaires qu'elle jugera convenables, et ces consuls vice-consuls et agents consulaires pourront résider dans tout port ou ville de S. A. le Bey, que eux ou le Gouvernement anglais pourront choisir et trouver convenable pour les affaires et le service de Sa Majesté et la protection de ses sujets.

Art. 2. L'agent et consul général de Sa Majesté accrédité près S. A. le Bey, aura droit en tous temps aux honneurs, au respect, aux privilèges et immunités auxquels a droit ou que reçoit le représentant de la nation la plus favorisée. et les consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'Angleterre qui résideront dans la Régence de Tunis seront respectés et honorés, Leurs maisons et leurs familles seront inattaquables et protégées. Personne ne pourra leur causer préjudice ou commettre à leur égard quelque acte de violence ou leur manquer de respect, soit par parole, soit par action ; si quelqu'un le fait, les autorités tunisiennes prendront immédiatement les mesures nécessaires pour punir l'offenseur. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'Angleterre jouiront, maintenant et plus tard, dans la mesure la plus large, de tous les privilèges et immunités qui sont ou pourront être accordés aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 3. L'agent et consul général d'Angleterre aura la liberté de choisir ses propres interprètes, courtiers, gardes et domestiques parmi les indigènes ou autrement. Ses interprètes, courtiers, gardes ou domestiques seront exempts de la conscription, ainsi que du paiement de tout impôt de capitation, contribution forcée, ou charge semblable ou correspondante. De même, les consuls, vice-consuls et agents consulaires résidant dans les ports de la Tunisie, sous les ordres dudit agent et consul général, auront la liberté de choisir — les consuls, chacun un interprète, un courtier, deux gardes et trois domestiques ; les vice-consuls et agents consulaires, chacun un interprète, un courtier et deux domestiques, non soumis au service militaire, qui seront également exempts du paiement de tout impôt de capitation, contribution forcée, ou charge semblable ou correspondante. Aucun impôt ni prohibition ne seront mis sur les provisions, fournitures ou tout autre article, qui seront adressés audit agent et consul général, aux consuls ou vice-consuls, pour leur usage personnel et celui de leurs familles ; ils n'auront qu'à délivrer au chef de la douane une note manuscrite indiquant les articles qu'ils demandent à recevoir de ce chef ; mais les membres consulaires qui ne font pas du commerce jouiront seuls de ce privilège. Si leur service nécessite leur présence dans leur propre pays, on ne mettra aucun obstacle à leur départ et il ne sera fait aucune opposition en ce qui les concerne, soit personnellement, soit leurs domestiques ou leur propriété ; mais ils pourront aller et venir en liberté, respectés et honorés. S'ils délèguent une autre personne pour agir en leur lieu et place pendant leur absence, on ne les empêchera aucunement de le faire, et la personne déléguée pourra agir librement en cette qualité.

Art. 4. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les possessions de S. M. la Reine et la Régence de Tunis. Les commerçants anglais, leurs agents ou leurs courtiers pourront acheter dans toutes les villes de la Régence, soit pour le commerce dans l'intérieur du pays, soit pour l'exportation, tout article, sans exception aucune, que ce soit un produit naturel ou manufacturier de ladite Régence; et l'acheteur aura la liberté de transporter ses acquisitions, une fois faites, d'une place à une autre, sans qu'il puisse y avoir de la part des gouverneurs locaux aucune tentative d'immixtion dans leurs affaires.

Art. 5. Conformément à l'amitié qui a existé en tous temps entre les deux Gouvernements, S. A. le Bey s'engage à protéger les sujets anglais qui pourront venir dans la Régence, soit pour faire du commerce, soit pour voyager. Ils pourront voyager ou se fixer dans toute partie de la Régence, sans qu'on les en empêche ou qu'on les moleste, et ils seront traités avec respect, amitié et honneur. Ils seront exempts du service militaire forcé, sur terre ou sur mer, de tout emprunt forcé et de toute contribution extraordinaire. Les demeures et magasins destinés à leur résidence ou à leur commerce, de même que leurs propriétés immobilières ou personnelles, de quelque sorte que ce soit, seront respectés; et, spécialement, toutes les stipulations de la Convention conclue le 10 octobre 1863 (1) entre le Gouvernement de Sa Majesté et S. A. le Bey, relativement au droit accordé aux sujets anglais de posséder des immeubles dans la Régence de Tunis, sont présentement confirmées. Et les sujets de l'Angleterre, ses navires, son commerce et sa navigation jouiront, sans aucune restriction ou diminution, de tous les privilèges, faveurs et immunités qui sont accordés ou pourront être accordés dans la suite aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation d'une autre nation, quelle qu'elle soit.

S. M. Britannique, de son côté, s'engage à assurer, dans ses possessions, aux sujets tunisiens, aux navires, au commerce et à la navigation de la régence, la jouissance de la protection et des privilèges qui sont ou pourront être accordés aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée.

Art. 6. La sécurité complète que S. A. le Bey accorde aux commerçants et aux sujets anglais qui pourront résider dans la Régence comprend également le libre exercice des coutumes de leur religion. Ils pourront bâtir des églises, lorsque la demande en aura été faite par l'agent et le consul général anglais au Bey, qui accordera la permission nécessaire. Le cimetière anglais de Saint-Georges et les autres lieux d'ensevelissement qui existent ou qui seront établis dans

(1) Voir *Archives*, 1864, t. IV, p. 21.

la suite, seront protégés et respectés comme cela a eu lieu jusqu'à présent.

Art. 7. S. A. le Bey s'engage à n'empêcher l'importation dans la Régence d'aucun article, produit naturel ou manufacturé, des États et possessions de S. M. Britannique, de quelque lieu qu'il arrive, et à ce que les droits mis sur ces articles, naturels ou manufacturés, qui seront importés, ne dépassent en aucun cas une taxe fixe de 8 0/0 *ad valorem*, qui sera calculée d'après la valeur de ces marchandises au lieu d'arrivage, ou un droit spécifique, fixé d'un commun accord et équivalent.

Ces articles, en dehors de cette taxe d'importation de 8 0/0 cent, ne seront soumis à aucune autre charge intérieure ou impôt, quels qu'ils soient, que l'acheteur soit tunisien ou étranger. Et si ces articles n'étaient pas vendus pour la consommation dans la Régence, mais étaient réexportés dans le délai d'un an, l'administration des douanes sera tenue, pourvu que les balles et les ballots n'aient pas été ouverts, à rembourser, au moment de la réexportation, la taxe payée par le marchand, qui devra le premier fournir les preuves que les marchandises ainsi réexportées ont payé ledit impôt d'importation.

Après l'expiration d'une année, le commerçant pourra réexporter ses marchandises étrangères sans réclamer la restitution, et la douane ne lui imposera aucun droit en cas de réexportation.

Si un négociant anglais ou un agent désirait transporter, par mer ou par terre, d'un port ou d'une ville de la Régence de Tunis, à un autre port ou à une autre ville, des marchandises pour lesquelles il aurait déjà été payé le droit *ad valorem* mentionné plus haut, ces marchandises ne seront soumises à aucune autre taxe, soit à leur embarquement, soit à leur débarquement, pourvu qu'on y joigne un certificat de l'administration des douanes tunisiennes justifiant que le droit a été payé.

Et il est en outre convenu que les articles, produits naturels ou manufacturés, de l'une des Parties contractantes ne seront soumis, pour l'importation dans le pays de l'autre, à aucun autre droit ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seront soumis les articles de même nature des autres pays.

Art. 8. Les navires portant le pavillon anglais et les navires portant le pavillon tunisien pourront faire le trafic des côtes dans les États et possessions des Parties contractantes. Ils jouiront des droits et immunités dont jouissent les navires nationaux, et ils pourront débarquer une partie de leur chargement ou embarquer des marchandises étrangères ou indigènes, achever leur chargement, dans

les ports de l'un et de l'autre, sans être obligés de se pourvoir dans chaque cas d'une permission spéciale des autorités locales, ou de payer des charges ou des impôts qui ne sont pas payés par les vaisseaux nationaux.

Toutefois les stipulations de cet article seront jugées seulement applicables, en ce qui concerne le trafic des côtes des colonies, au trafic des côtes des possessions coloniales de S. M. Britannique où, d'après les articles de la loi qui s'y rapporte, les navires étrangers ont le droit de se livrer au trafic des côtes.

Art. 9. S. A. le Bey s'engage formellement à abolir tout monopole de produits agricoles ou de toute autre nature que ce soit, sauf, en ce qui concerne le tabac, le sel, la pêche et la tannerie des peaux de bœufs, de chameaux et de chevaux.

Cependant les sujets anglais ou leurs agents achetant ou vendant du sel et du tabac, en vertu de patentes ou de permissions, pour la consommation dans la Régence de Tunis, seront soumis au même règlement que les sujets tunisiens les plus favorisés qui se livrent au commerce des deux articles désignés ci-dessus, et en outre ils pourront demander, obtenir et exercer le droit de pêche, soumis aux lois et règlements locaux.

Art. 10. Si les commerçants anglais de la Régence de Tunis ou leurs agents achètent, pour la consommation dans l'intérieur du pays, un article tunisien, produit naturel ou manufacturé, lesdits marchands ou leurs agents ne payeront pas, pour l'achat et la vente de ces articles, des droits ou des impôts plus élevés que ceux payés, dans des circonstances analogues, par la classe la plus favorisée de Tunisiens ou d'étrangers qui se livrent au commerce dans l'intérieur de la Régence de Tunis. De même, les marchands tunisiens ou leurs agents dans les possessions anglaises ne payeront pas, pour l'achat et la vente des produits anglais, naturels ou manufacturés, destinés à la consommation dans l'intérieur desdites possessions, des droits ou des impôts plus élevés que ceux payés par les sujets anglais ou les étrangers les plus favorisés engagés dans le commerce intérieur desdites possessions, pour des produits semblables, naturels ou manufacturés.

Art. 11. Si un commerçant anglais ou son agent achète pour l'exportation un article, produit naturel ou manufacturé, de la Régence de Tunis, soit au lieu de production de cet article, soit pendant son transit d'un lieu à un autre, qui aura été déjà soumis aux impôts intérieurs appelés *usher*, *kanoon*, *mahsoulat* et autres, cet article, produit naturel ou manufacturé, ne sera soumis au lieu d'embarquement qu'à la taxe d'exportation et aux droits de chancelleries et taxes de mesure fixés par la loi.

Art. 12. En cas de contestation entre un commerçant et l'administration des douanes, au sujet de la taxe à imposer sur des marchandises ou biens importés par lui dans la Régence de Tunis, le négociant pourra payer la taxe en nature, de la façon la plus équitable.

Toutefois, si le négociant ne pouvait ou ne voulait pas faire usage de cette facilité, la douane aura le droit d'acheter des marchandises ou des biens au prix estimé par le marchand lui-même, avec une augmentation de 5 0/0.

Mais, dans le cas où les deux manières indiquées ci-dessus ne réussiraient pas à résoudre la difficulté, S. A. le Bey et l'agent et consul général de Sa Majesté nommeront chacun un arbitre, choisi parmi les commerçants, et en cas de divergence d'opinions, les deux arbitres nommeront un tiers arbitre, dont le jugement sera décisif.

Art. 13. En vue d'encourager l'agriculture, S. A. le Bey s'engage, en outre, à exempter de tout droit d'importation et de toute autre charge intérieure l'importation des machines et instruments d'agriculture, ainsi que celle des bestiaux et animaux pour l'amélioration des races indigènes, en tant que l'on prouvera que ces instruments et machines d'agriculture, bestiaux et animaux sont pour l'usage privé et non pour le commerce; dans ce dernier cas, ils seront soumis au paiement d'un droit d'importation qui n'excèdera pas 8 0/0.

Art. 14. Dans le cas où l'importation des blés, orge et maïs étrangers serait rendue nécessaire par suite du manque de récoltes, de la famine ou d'autres causes, ce qu'à Dieu ne plaise, les blés, orges et maïs seront, comme auparavant, exemptés du paiement de l'intérêt d'importation et seront seulement soumis à une taxe de 20 karoobs (7 d. 1/2) (1) par kaffis (2).

A l'exception des trois articles ci-dessus, tout autre comestible étranger, tel que riz, lentilles, pois et autres légumineux connus sous la désignation de *hashahech* (légumes secs) payera un droit d'importation qui ne s'élèvera pas au-dessus de 8 0/0, mais l'importateur ou son agent pourront vendre ces comestibles en détail ou autrement sans payer aucune nouvelle taxe.

Art. 15. Il est entendu entre les Parties contractantes que le Gouvernement tunisien se réserve la faculté et le droit de mettre un interdit général sur l'importation de la poudre à canon dans la Régence de Tunis, à moins que l'agent et consul général de Sa Majesté ne juge convenable de demander une patente spéciale, laquelle, dans ce cas, lui sera accordée, pourvu qu'on ne puisse alléguer aucune objection sérieuse.

(1) Le Karoos tunisien vaut 0fr. 37.

(2) Le Kaffis tunisien vaut 5 hectolitres 284.

La poudre à canon que l'on permettra d'importer, payera un droit n'excédant pas 8 0/0, et sera soumise au règlement suivant :

1° Elle ne sera pas vendue par les sujets de S. M. Britannique en quantités dépassant le chiffre prescrit par les règlements locaux ;

2° Quand un chargement ou une large quantité de poudre à canon arrivera dans un port tunisien, à bord d'un navire anglais, ce navire jettera l'ancre à un endroit particulier, qui sera désigné par les autorités locales, et la poudre sera alors transportée, sous la surveillance de ces autorités, aux dépôts ou lieux convenables désignés par le Gouvernement, et auxquels les parties intéressées auront accès d'après un règlement fixé.

La poudre à canon que l'on importera, contre la prohibition ou sans la permission ci-dessus mentionnée, sera exposée à être confisquée, à l'exception des petites quantités de poudre de chasse réservées pour l'usage privé, qui ne seront pas soumises aux stipulations du présent article.

Les canons, les armes de guerre ou les approvisionnements militaires, ainsi que les ancres et les chaînes, seront importés sans payer de droits, pourvu qu'ils soient débarqués aux ports ouverts et désignés, et pourvu que l'on ait obtenu une permission du Gouvernement avant le débarquement.

Art. 16. Les habitants de l'une des Parties contractantes auront le droit de fonder dans le pays de l'autre des compagnies commerciales, industrielles, et des banques ou des associations coopératives, mutuelles ou par actions, ou toute autre association, soit entre eux et parmi eux, soit entre eux et les sujets d'une autre Puissance, pourvu que le but de ces compagnies et de ces associations soit légal et toujours soumis aux lois des pays dans lesquels elles sont établies.

Il est toutefois entendu qu'aucune compagnie par actions limitée, dont le capital se composera de titres au porteur nominatifs, et qu'aucune association anonyme ne sera établie dans les territoires respectifs des deux Parties sans l'autorisation du Gouvernement local.

Art. 17. Les sujets anglais et les sujets tunisiens pourront exercer dans le pays de l'un l'autre tout art, profession ou industrie, établir des manufactures ou des comptoirs, et se servir de machines à vapeur ou de machines mues par une autre force, sans être soumis à aucune autre formalité ou au paiement d'impôts autres ou plus élevés que ceux prescrits par les lois ou règlements municipaux ou payés par les nationaux.

Il est entendu que les manufactures et leurs dépendances, étant une propriété immobilière, seront soumises aux stipulations de la

Convention du 10 octobre 1863, concernant la permission accordée aux sujets anglais de posséder des propriétés foncières dans la Régence de Tunis.

Art. 18. Les navires anglais ne seront soumis à aucun droit de rade, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou à d'autres impôts locaux qui ne seront pas payés par les navires tunisiens ou les navires de la nation la plus favorisée.

Si un navire est forcé d'entrer, par le mauvais temps ou un naufrage dans un port tunisien, il n'aura à payer aucun des droits ci-dessus, mais il payera seulement le salaire d'un pilote, si un pilote est nécessaire. Toutefois, si ces navires entrent dans un port tunisien pour prendre de l'eau et acheter des provisions, il payera seulement une partie, ne dépassant pas la moitié, des droits de rade, de pilotage, de phare, de quarantaine ou des autres impôts locaux payables dans ledit port.

De même, les navires tunisiens qui entreront dans les ports des possessions de Sa Majesté payeront seulement les droits de rade, de quarantaine et les autres droits auxquels sont soumis les navires anglais.

Art. 19. Les capitaines des navires marchands qui ont à bord des marchandises à destination de la Régence de Tunis devront, en arrivant au port où ces marchandises doivent être débarquées, transmettre à la douane de ce port un état exact de leur cargaison.

Art. 20. Si un sujet anglais est surpris à introduire par fraude des marchandises dans la Régence, ou s'il est surpris à embarquer des marchandises, produits tunisiens, sans être muni d'une permission de la douane, ces marchandises seront confisquées par le Trésor tunisien, mais un rapport ou procès-verbal de ladite contrebande sera dressé, aussitôt que ces biens auront été saisis, par les autorités et communiqué aux autorités consulaires anglaises, et aucune marchandise ne pourra être confisquée à moins que la contrebande dont elle aura été l'objet ne soit dûment et légalement prouvée.

Il est entendu que les navires portant le drapeau anglais seront soumis au règlement du port; que ces navires, bateaux, ne pourront servir de lieux de dépôt pour les marchandises, et que quand leur séjour dans les ports tunisiens dépassera huit mois du calendrier, ils devront, quand on le leur demandera, donner des explications satisfaisantes à l'autorité consulaire anglaise et aux autorités locales sur le motif de leur séjour dans ces ports. Si ces explications ne paraissent pas satisfaisantes, la douane pourra, avec le consentement de l'agent et consul général de Sa Majesté, mettre un garde à bord pour empêcher la fraude, et les frais occasionnés par le garde seront à la charge du navire.

Art. 21. Si des sujets anglais désirent embarquer ou débarquer des marchandises, ils pourront employer à cet usage les bateaux de la douane tunisienne, en payant les charges usuelles pour l'emploi de ces navires. Ils seront libres toutefois de procéder au débarquement des marchandises sans se servir des bateaux de la douane ; dans ce cas, ils en informeront par écrit l'administration des douanes, en ayant soin de mentionner à l'arrivée de chaque steamer ou bâtiment ayant des biens en consignation pour eux, qu'ils seront présents eux-mêmes ou seront représentés par leurs agents au déchargement de ces marchandises. En cas d'absence toutefois, la douane procédera au déchargement des marchandises, et en prenant la responsabilité comme cela a eu lieu jusqu'ici, sauf en cas de force majeure. Aucun genre de réclamation ne pourra être fait par le consignataire contre la douane pour la raison qu'elle n'avait pas le droit de faire le déchargement de ces marchandises, attendu que le déchargement est fait avec la sanction du propriétaire du navire et non avec celle de la douane.

Chaque consignataire qui déchargera ses marchandises après en avoir fait la demande par écrit s'adjoindra un officier de la douane, qui l'accompagnera au navire et reviendra avec lui à la douane. Les honoraires de l'officier de la douane seront payés par le commerçant.

Art. 22. Si le Gouvernement tunisien défend temporairement l'exportation du blé, de l'orge ou de toute autre production du pays, cette défense ne pourra être mise en vigueur que trois mois après que notification officielle en aura été faite, et elle s'appliquera seulement à l'article spécifié ou aux articles mentionnés dans le décret de prohibition.

Art. 23. Aucun sujet anglais ni aucune personne placée sous la protection de l'Angleterre ne pourront être rendus responsables, dans la Régence de Tunis, pour le payement d'une dette d'un de leurs compatriotes, à moins qu'ils ne se soient eux-mêmes rendus responsables pour le débiteur ou ne l'aient garanti par une pièce valide. Aucun sujet anglais ne sera non plus forcé d'acheter ou de vendre, contre sa propre volonté, quelque chose à un Tunisien. Le vendeur ne devra livrer à l'acheteur que la partie des marchandises qu'il lui aura vendue librement, et l'acheteur n'aura aucun droit de réclamer la partie qui restera de ces biens ou de ces marchandises.

De même, aucun sujet tunisien résidant dans les possessions de la Reine de la Grande-Bretagne ne sera rendu responsable pour le payement d'une dette faite par un de ses compatriotes à un sujet anglais à moins qu'il ne se soit rendu lui-même responsable du débiteur ou ne l'ait garanti par une pièce valide.

Art. 24. Dans tous les cas criminels et les plaintes dans lesquelles le réclamant et le prévenu seront sujets britanniques, et dans tous les différends, disputes ou questions litigieuses civiles qui surviendront entre les sujets britanniques exclusivement, l'agent et consul général, le consul et les autres autorités britanniques seront seuls juges ou arbitres. Personne n'interviendra entre eux, et ils seront justiciables seulement des cours consulaires anglaises.

Tous les différends, disputes ou questions litigieuses entre des sujets britanniques et les sujets d'un pays étranger autre que la Grande-Bretagne, seront jugés seulement par les tribunaux des consulats étrangers, conformément aux usages établis jusqu'ici, ou qui pourront être établis par les consuls, sans l'immixtion des tribunaux tunisiens ou du Gouvernement.

Art. 25. Les différends et les discussions qui surviendront entre un sujet anglais et un sujet tunisien, que le sujet anglais soit plaignant ou prévenu, que le fait soit d'une nature commerciale ou civile (à l'exception des faits criminels et correctionnels), seront jugés par S. A. le Bey ou son délégué, en présence et avec le concours du consul général ou du consul d'Angleterre.

Il est de même entendu que si une procédure différente de la précédente était adoptée et appliquée présentement ou dans l'avenir, pour le traitement d'une autre nation, les sujets anglais, sans exception, auront le droit d'en profiter, si le Gouvernement de Sa Majesté le demande.

Il est entendu toutefois que si des cours mixtes étaient à un certain moment établies à Tunis, avec l'assentiment et l'approbation du Gouvernement de Sa Majesté, dans ce cas, toutes les poursuites et discussions civiles et commerciales survenant entre des sujets anglais et des sujets tunisiens seront entendues et résolues par les cours mixtes et tribunaux, conformément aux règles et à la procédure qui pourra être établie entre les Parties contractantes.

Art. 26. La connaissance des délits commis par les sujets anglais sur le territoire tunisien, ainsi que toutes les contraventions de police et autres règlements, seront du ressort du consul général ou consul, et la peine encourue sera appliquée par ledit consul général ou consul, avec le concours de S. A. le Bey. Dans le cas où le criminel ou l'offenseur s'évaderait du consulat ou d'une autre prison, le consul général ou le consul ne seront rendus responsables d'aucune manière que ce soit.

Art. 27. Aucune quittance ni aucun reçu présentés à une cour par un sujet anglais, en vue de le libérer d'une dette qu'il aura contractée envers un sujet tunisien, ne seront considérés comme légaux et va-

lides, à moins que cette personne ne puisse montrer que cette quittance ou ce reçu sont de la main et portent le sceau et la signature du sujet tunisien, ou ont été dûment faits par des notaires du pays et confirmés par le cadi ou le gouverneur de la place. Et de même, aucune quittance ou reçu présentés par un sujet tunisien, en vue de le libérer d'une dette qu'il aura contractée envers un sujet anglais, ne seront considérés comme légaux ou valables, à moins qu'il ne puisse montrer que cette quittance ou ce reçu sont de la main et portent la signature ou le sceau du sujet anglais, dûment confirmés par le consul, ou à moins que la quittance ne soit dressée par deux notaires et confirmée par le consul anglais.

Art. 28. Si un sujet tunisien est convaincu par les tribunaux tunisiens de faux témoignage au préjudice d'un sujet anglais, il sera sévèrement puni par le Gouvernement tunisien. De même, les autorités consulaires compétentes anglaises puniront sévèrement, d'après la loi anglaise, tout sujet anglais qui sera convaincu de la même faute à l'égard d'un sujet tunisien.

Art. 29. Si, à un moment, l'agent et consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire de Sa Majesté réclame l'assistance de soldats, gardes, bateaux armés, ou toute autre aide, pour arrêter ou transporter un sujet anglais, les autorités tunisiennes feront immédiatement droit à la demande, sur le paiement du salaire payé dans de semblables occasions par les sujets tunisiens.

Art. 30. Si un navire appartenant à la Reine de la Grande-Bretagne ou à l'un de ses sujets, fait naufrage ou échoue sur un point de la côte de la Régence de Tunis, les autorités tunisiennes dans la juridiction desquelles l'accident arrivera respecteront le navire, conformément aux liens de l'amitié, et lui donneront assistance en tout ce qu'il aura besoin. Elles permettront et fourniront au maître du navire les moyens de faire les démarches qu'il pourra juger nécessaires ou désirables, et elles prendront immédiatement les mesures nécessaires pour protéger l'équipage et la cargaison ainsi que les biens, papiers ou autres choses que l'on pourra sauver au moment du naufrage ou après, et en outre elles informeront le plus tôt possible de l'accident les autorités britanniques les plus voisines. Elles leur transmettront, sans faire d'exception ni de perte, toute la cargaison, les biens, les papiers et les articles qui auront été sauvés et préservés du naufrage, et elles procureront aussi au maître et à l'équipage du navire naufragé les vivres et les provisions qu'ils pourront demander et dont ils recevront le paiement. Pour leur aide et leurs services amicaux pour la protection, le sauvetage, la préservation et la transmission aux autorités consulaires anglaises des biens ou de la partie

des biens contenus dans le navire naufragé sauvé par leurs efforts, elles auront droit à la prime de sauvetage que l'agent et consul général de Sa Majesté et le chef de l'autorité tunisienne de l'endroit jugeront une juste rémunération de leurs services. Le maître et l'équipage pourront se rendre au lieu qu'il leur plaira et au moment où ils le jugeront opportun, sans qu'on leur fasse d'opposition.

De même, les navires de S. A. le Bey ou des sujets tunisiens recevront, dans les possessions de la Reine de la Grande-Bretagne, l'aide et la protection comme s'ils étaient des navires anglais, et ils seront seulement soumis aux droits légaux de sauvetage auxquels sont soumis les navires anglais dans de semblables circonstances.

Art. 31. Toutefois, si (ce qu'à Dieu ne plaise) l'équipage ou une partie de l'équipage d'un navire anglais naufragé ou échoué était massacré par les indigènes, ou si la cargaison ou une partie de la cargaison ou du contenu était volée par eux, le Gouvernement tunisien s'engage à prendre les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour s'emparer des maraudeurs ou des voleurs, afin de leur infliger un châtiment sévère. Il s'engage, en outre, à faire les recherches les plus diligentes pour retrouver et restituer les choses volées, et les sujets de la Reine de la Grande-Bretagne recevront pour le dommage qui leur aura été causé personnellement ou à leur propriété, l'indemnité ou l'équivalent de l'indemnité qui est accordée ou qui pourra être accordée, dans la suite, dans de semblables circonstances, aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 32. Il est entendu et convenu que si une personne de l'équipage d'un navire de guerre anglais ou de vaisseaux marchands, quelle que soit la nationalité de cette personne, inscrite sur les registres desdits bâtiments, se réfugie dans un port de la Régence de Tunis, les autorités de ce port ou territoire devront, à la demande de l'autorité britannique, lui donner tout l'aide qui sera en leur pouvoir pour s'emparer du déserteur. De même, si une personne de l'équipage des navires de S. A. le Bey ou de vaisseaux marchands tunisiens, n'étant pas esclave, se réfugie dans un port ou une rade des possessions de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, les autorités de ce port ou de cette rade donneront, à la demande de l'officier commandant, du capitaine ou d'une autre autorité tunisienne, tout l'aide qui sera en leur pouvoir pour s'emparer de ces malfaiteurs, et aucune personne ne les protégera ou ne leur donnera un refuge.

Art. 33. Les navires de la Reine et les navires de S. A. le Bey pourront entrer librement dans les ports de chaque pays pour procéder au lavage, au nettoyage et à la réparation des avaries, et acheter pour leur usage toutes sortes de provisions, vivantes ou

mortes, ou les autres choses nécessaires, au prix du marché, sans payer de droit de douane.

Et il est, en outre, convenu que quand l'un des navires de guerre de Sa Majesté arrivera dans la baie de Tunis et tirera une salve de vingt-et-un coups de canon; le château de la Goulette ou les navires de guerre tunisiens salueront du même nombre de coups de canon les couleurs de Sa Majesté conformément aux anciens usages.

Art. 34. Le Gouvernement de la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en considération de l'amitié sincère qui a existé de tout temps entre Sa Majesté et le Bey, convient que les vaisseaux tunisiens et leurs chargements seront reçus dans les ports et rades des possessions anglaises de la même façon que les navires et chargements anglais.

Art. 35. Les navires anglais qui entreront dans un port tunisien pour faire du commerce ou à cause du mauvais temps, ou pour réparer des avaries, ne seront pas forcés de débarquer leur cargaison ou une partie de leur cargaison, et ils ne seront pas forcés de changer leur destination ou de recevoir des passagers à bord, à moins que ce ne soit de leur propre volonté; mais ils seront respectés et ils pourront partir sans qu'on leur fasse d'opposition. S'ils sont forcés de décharger leur cargaison ou une partie de leur cargaison pour réparer des avaries, ils pourront aussi réembarquer ces marchandises sans payer aucune taxe ni aucun droit que ce soit.

Les navires tunisiens recevront le même traitement amical dans les ports et rades des possessions britanniques.

Art. 36. Si un sujet anglais vient à mourir dans une ville ou territoire appartenant à S. A. le Bey, le gouverneur ou un autre fonctionnaire tunisien ne pourra prendre possession des biens et propriétés du défunt, en disposer ou y toucher sous aucun prétexte que ce soit, mais les héritiers ou l'autorité consulaire anglaise pourront prendre possession de ces biens et propriétés, de quelque nature qu'ils soient, sans éprouver, de la part du gouverneur ou fonctionnaire tunisien, aucune difficulté ou empêchement.

Si cependant un sujet anglais vient à mourir dans une ville où il n'y a pas de consul anglais ou pendant un voyage, dans ce cas, les autorités tunisiennes de la ville où aura eu lieu le décès devront préserver et sauvegarder les biens et effets du défunt; ils en feront, avec l'aide de notaires, un inventaire exact, et ils enverront le plus tôt possible cet inventaire au gouverneur le plus voisin de la ville où réside un consul anglais.

Si le sujet anglais décédé laisse à sa mort des dettes envers un indigène, le consul général ou son représentant aidera le créancier à

toucher ce qui lui sera dû sur les biens du défunt; et, de même, si le défunt possède à sa mort des créances de Tunisiens, le gouverneur ou ceux qui auront ce pouvoir forceront les débiteurs à payer ce qu'ils doivent au consul général ou à son représentant, au profit du bien du défunt.

Art. 37. Le Gouvernement anglais et S. A. le Bey, mus par des sentiments d'humanité et ayant égard aux institutions libérales dont leurs nations respectives jouissent heureusement, sous la garde de Dieu, s'engagent réciproquement à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour supprimer l'esclavage. Tandis que, d'une part, le Gouvernement anglais s'engage à ne pas ralentir ses efforts pour empêcher le commerce barbare des êtres humains et pour l'émancipation des esclaves, S. A. le Bey s'engage spécialement, d'autre part, à faire exécuter et respecter la déclaration de Moharem, 1262 (23 janvier 1846), abolissant pour toujours l'esclavage dans la Régence, et à faire tous ses efforts pour découvrir et punir toutes les personnes qui enfreindront cette déclaration ou y agiront contrairement.

Art. 38. Le Gouvernement anglais et S. A. le Bey s'engagent à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour la suppression de la piraterie; et Son Altesse s'engage spécialement à faire les plus grands efforts pour découvrir et punir toutes les personnes qui, sur les côtes ou le territoire de la Régence, se rendront coupables de ce crime, et à aider en cela le Gouvernement anglais.

Art. 39. La course est maintenant et pour toujours abolie. S. A. le Bey, désirant maintenir inviolable la neutralité de la Régence de Tunis, il est entendu et établi qu'en cas de guerre ou d'hostilité, il ne permettra pas aux ennemis de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne d'équiper des corsaires dans les ports de la Régence ou d'en sortir pour faire la chasse aux navires et au commerce de ses sujets; et il est, en outre, établi que Son Altesse ne permettra pas ni ne tolérera vente, dans la Régence de Tunis, de toute prise, quelle qu'elle la soit, qui aura appartenu ou pourra appartenir aux belligérants.

La Reine de la Grande-Bretagne fera observer, dans tous les ports de mer de ses possessions, les mêmes règles de neutralité envers les navires et les sujets tunisiens.

Art. 40. Afin que les deux Parties contractantes puissent avoir l'occasion de discuter dans l'avenir et d'arrêter les autres arrangements qui pourront contribuer encore à l'amélioration de leurs rapports mutuels et au développement des intérêts de leurs pays respectifs, il est entendu que, après expiration de chaque période de sept ans, à partir de la date de la présente Convention de commerce et de navigation, l'une et l'autre des Hautes Parties contractantes auront le droit de

demander à l'autre de procéder à une révision de cette Convention; mais jusqu'au moment où cette révision aura été faite d'un commun accord et où une nouvelle Convention aura été conclue et mise à exécution, la présente convention continuera à avoir pleine force et effet.

Art. 41. Si quelque doute s'élevait relativement à l'interprétation ou à l'application de l'une des stipulations de la présente Convention, il est entendu que dans la Régence de Tunis on lui donnera l'interprétation la plus favorable aux sujets anglais, et dans les possessions de Sa Majesté la plus favorable aux sujets tunisiens. Il n'est attribué à aucun des articles précédents une stipulation autre que la signification claire et franche des termes employés, et il n'exclut en aucune manière l'exercice par le Gouvernement tunisien de ses droits d'administration intérieure, lorsque l'exercice de ces droits n'est aucunement contraire aux privilèges accordés par la présente Convention aux sujets ou au commerce anglais.

Art. 42. Les stipulations de la présente Convention entreront immédiatement en vigueur et remplaceront les stipulations de tous les Traités précédents entre la Grande-Bretagne et Tunis, à l'exception de la Convention du 10 octobre 1863, à laquelle se réfère déjà l'article 27 ci-dessus, et qui est renouvelée et confirmée.

Cette Convention a été écrite en triple; elle se compose de quarante-deux articles, outre l'introduction, et elle est contenue dans les quarante-quatre pages précédentes, pour être signée par les deux Parties et exécutée de la manière expliquée et clairement exposée dans les divers articles, et a pour objet la durée, la confirmation et le maintien de l'amitié entre elles.

Lundi, 16^e jour de Guinad-el-Thany, 1292 de l'Hégire, correspondant au 19 juillet 1875.

(L. S.) *Signé*: RICHARD WOOD.

(L. S.) *Signé*: MUHAMMAD AS-SADIG PASHA BEY.

GRANDE - BRETAGNE — PORTUGAL

DÉCISION ARBITRALE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DANS UN LITIGE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE PORTUGAL, RELATIF A LA POSSESSION DES ILES SITUÉES DANS LA BAIE DE DELAGOA, OU LOURENÇO-MARQUES, A LA COTE ORIENTALE D'AFRIQUE, RENDUE LE 24 JUILLET 1874.

Nous, Marie-Edme-Patrice-Maurice de Mac-Mahon, duc de Magenta, maréchal de France, Président de la République française ;

Statuant en vertu des pouvoirs qui ont été conférés au Président de la République française aux termes du protocole signé à Lisbonne, le 15 septembre 1872, par lequel le Gouvernement de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et celui de S. M. le Roi de Portugal sont convenus de déférer au Président de la République française, pour être réglé par lui définitivement et sans appel, le litige qui est pendant entre eux depuis l'année 1823 au sujet de la possession des territoires de Tembe et de Maputo, et des îles d'Inyack et des Eléphants, situés sur la baie de Delagoa ou Lourenço-Marques, à la côte orientale d'Afrique ;

Vu les mémoires remis à l'arbitre par les représentants des deux Parties, le 15 septembre 1873, et les contre-mémoires également remis par eux les 14 et 15 septembre 1874 :

Vu les lettres de S. Exc. M. l'ambassadeur d'Angleterre et de M. le ministre de Portugal à Paris, en date du 8 février 1875 ;

La commission instituée le 10 mars 1873, à l'effet d'étudier les pièces et documents respectivement produits, nous ayant fait part du résultat de son examen ;

Attendu que le litige tel quel l'objet en a été déterminé par les Mémoires présentés à l'arbitrage, et en dernier lieu par les lettres ci-dessus citées, des représentants à Paris des deux Parties, porte sur le droit aux territoires suivants, savoir :

1° Le territoire de Tembe, borné au nord par le fleuve Espirito-Santo ou English-Quiver et par la rivière Lourenço-Marques ou Dundas, à l'ouest par les monts Lobombo, au sud et à l'est par le fleuve Maputo, et de l'embouchure de ce fleuve jusqu'à celle de l'Espirito-Santo, par le rivage de la baie de Delagoa ou Lourenço-Marques ;

2° Le territoire de Maputo, dans lequel sont comprises la presque île et l'île d'Inyack, ainsi que l'île des Éléphants, et qui est borné au nord par le rivage de la baie, à l'ouest par le fleuve Maputo, de son embouchure jusqu'au parallèle de 26° 30' de latitude australe, au sud par ce même parallèle, et à l'est par la mer;

Attendu que la baie de Delagoa ou Lourenço-Marques a été découverte au seizième siècle par les navigateurs portugais, et qu'aux dix-septième et dix-huitième le Portugal a occupé divers points sur la côte nord de cette baie et à l'île d'Inyack, dont l'ilot des Éléphants est une dépendance;

Attendu que, depuis la découverte, le Portugal a en tout temps revendiqué des droits de souveraineté sur la totalité de la baie et des territoires riverains, ainsi que le droit exclusif d'y faire le commerce; que, de plus, il a appuyé à main armée cette revendication contre les Hollandais, vers 1772, et contre les Autrichiens en 1781:

Attendu que les actes par lesquels le Portugal a appuyé ses prétentions n'ont soulevé aucune réclamation de la part du Gouvernement des Provinces-Unies; qu'en 1782, ces prétentions ont été tacitement acceptées par l'Autriche, à la suite d'explications diplomatiques échangées entre cette puissance et le Portugal.

Attendu qu'en 1817, l'Angleterre elle-même n'a pas contesté le droit du Portugal, lorsqu'elle a conclu avec le Gouvernement de S. M. Très-Fidèle la Convention du 28 juillet, pour la répression de la traite; qu'en effet, l'article 12 de cette convention doit être interprété en ce sens qu'il désigne comme faisant partie des possessions de la couronne de Portugal la totalité de la baie à laquelle s'applique indifféremment l'une ou l'autre des dénominations de Delagoa ou de Lourenço-Marques;

Attendu qu'en 1822, le Gouvernement de S. M. Britannique, lorsqu'il chargea le capitaine Owen de la reconnaissance hydrographique de la baie de Delagoa et des rivières qui y ont leur embouchure, l'avait recommandé aux bons offices du Gouvernement portugais;

Attendu que si l'affaiblissement accidentel de l'autorité portugaise dans ces parages a pu, en 1823, induire en erreur le capitaine Owen et lui faire considérer de bonne foi comme réellement indépendants de la couronne de Portugal les chefs indigènes des territoires aujourd'hui contestés, les actes par lui conclus avec ces chefs n'en étaient pas moins contraires aux droits du Portugal;

Attendu que presque aussitôt après le départ des bâtiments anglais, les chefs indigènes de Tembe et de Maputo ont de nouveau reconnu leur dépendance vis-à-vis des autorités portugaises, attestant ainsi eux-mêmes qu'ils n'avaient pas eu la capacité de contracter:

Attendu que les Conventions signées par le capitaine Owen et les chefs indigènes du Tembe et du Maputo, alors même qu'elles auraient été passées entre parties aptes à contracter seraient aujourd'hui sans effet, l'acte relatif au Tembe stipulant des conditions essentielles qui n'ont pas reçu d'exécution, et les actes concernant le Maputo, conclus pour des périodes de temps déterminées, n'ayant point été renouvelés à l'expiration de ces délais ;

Par ces motifs :

Nous avons jugé et décidé que les prétentions du Gouvernement de S. M. Très-Fidèle sur les territoires de Tembe et de Maputo, sur la presqu'île d'Inyack, sur les îles d'Inyack et des Eléphants, sont dûment prouvées et établies.

Versailles, le 24 juillet 1875.

Maréchal de MAC-MAHON,
DUC DE MAGENTA.

ITALIE — PAYS-BAS

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A LA HAYE LE 3 AOÛT 1875.

S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et celui d'Italie et assurer aux relations de commerce si heureusement établies entre les deux nations le développement le plus ample possible, a, pour atteindre ce but et pour satisfaire à un désir exprimé par le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, consenti à admettre des consuls d'Italie dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette Concession l'objet d'une Convention spéciale, qui déterminât d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces consuls dans lesdites colonies.

A cet effet,

S. M. le Roi d'Italie a nommé M. le chevalier Joseph *Bertinatti*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de S. M. le roi des Pays-Bas,

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, M. Pierre-Joseph-Auguste-Marie *van der Does de Willebois*, son ministre des affaires étrangères, et le baron

Guillaume van *Goltstein*, son chambellan et ministre des colonies,

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens seront admis dans tous les ports des possessions d'outre mer ou colonies des Pays-Bas qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire. Ils seront sujets aux lois tant civiles que criminelles du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exequatur, qui sera aussi promptement que possible contre-signé par le gouvernement de la colonie, lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales, pour le libre exercice de leurs fonctions. Le Gouvernement, en accordant l'exequatur, se réserve la faculté de le retirer ou de le faire retirer par le gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur gouvernement, avec l'inscription: « Consulat ou vice-consulat d'Italie. »

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Art. 5. Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser au gouvernement néerlandais devra

avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique résidant à la Haye.

A défaut de celui-ci et en cas d'urgence, le consul général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au gouverneur de la colonie, prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités seraient restées sans effet.

Art. 7. Les consuls généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1^{er}.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets néerlandais, des Italiens ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires, dont la nomination sera soumise à l'approbation du gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet délivré par le consul sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul général ou consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Art. 8. Les passe-ports délivrés ou visés par les fonctionnaires consulaires de tout grade, ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies. Au gouverneur de la colonie est réservé le droit de défendre le séjour dans la colonie, ou d'ordonner la sortie de l'individu auquel serait délivré un passe-port.

Art. 9. Lorsqu'un navire italien viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies néerlandaises, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra, en l'absence ou du consentement du capitaine, toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, les autorités néerlandaises du lieu où le navire aura échoué prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent, pour autant que l'extradition des déserteurs des navires italiens marchands ou de guerre a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents et réclameront lesdits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique que les individus réclamés

faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière l'extradition sera accordée. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être écroués dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent ou sur d'autres navires de la même nation. Mais si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 11. Lorsqu'un sujet italien vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités néerlandaises chargées, selon les lois de la colonie, de l'administration de la succession en donneront avis aux fonctionnaires consulaires, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires d'Italie ont, en cette qualité, pour autant que la législation italienne le permet, le droit d'être nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires italiens, et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite du capitaine ou des équipages n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance desdites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Art. 13. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires qui ne sont point sujets des Pays-Bas, qui au moment de leur nomination ne sont point établis comme habitants dans le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui n'exercent aucune fonction ou commerce outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant qu'en Italie les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls généraux, consuls, et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel, et de plus, de toutes les impositions

publiques ou municipales qui seraient considérées comme étant d'une nature parsonnelle.

Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects où réels.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui ne sont point indigènes ou sujets reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fonctions consulaires une profession où un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer, comme les sujets néerlandais et autres habitants, les charges, impositions et contributions.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires conférées par le gouvernement italien, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Art. 14. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires italiens jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies néerlandaises, qui pourraient par la suite être accordés aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 15. La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année à partir du jour où l'une des deux parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à la Haye, le troisième jour du mois d'août de l'an de grâce 1875.

(L. S.) *Signé*: C. J. BERTINATTI.

(L. S.) *Signé*: P. D. WILLEBOIS.

(L. S.) *Signé*: G. van GOLTSTEIN.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION ABROGEANT LE PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION DU 3 NOVEMBRE 1851, RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, SIGNÉE A LONDRES LE 11 AOÛT 1875.

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de la République française, désirant assurer plus complètement dans chacun des deux pays la protection légale de la propriété des ouvrages dramatiques, et prévenir les difficultés d'interprétation auxquelles peut donner lieu la poursuite des contrefaçons qualifiées d'imitations de bonne foi, ou appropriations, sont convenues des dispositions suivantes :

Est abrogé le paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention du 3 novembre 1851 (1) pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature ou d'art, ainsi conçu :

« Il est bien entendu que la protection stipulée par le présent article n'a point pour objet de prohiber les imitations faites de bonne foi où les appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France et d'Angleterre, mais seulement d'empêcher les traductions en contrefaçon. »

En conséquence, dans l'appréciation des questions de contrefaçon des ouvrages dramatiques, les Tribunaux des pays respectifs appliqueront l'article 4 de ladite Convention du 3 novembre 1851, comme si le paragraphe 3 précité n'y avait point été inséré.

La présente Déclaration aura même force et durée que la Convention du 3 novembre 1851, à laquelle elle demeure annexée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Londres, le onzième jour du mois d'août 1875.

(L. S.) *Signé* : DERBY.

(L. S.) *Signé* : D'HARCOURT.

(1) Voir ci-après, page 124.

FRANCE — GRANDE BRETAGNE

CONVENTION CONCLUE A PARIS LE 3 NOVEMBRE 1851, ENTRE LA FRANCE
ET LA GRANDE BRETAGNE, POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA
PROPRIÉTÉ DES ŒUVRES DE LITTÉRATURE ET D'ART.

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir d'étendre dans les deux pays la jouissance des droits d'auteur pour les ouvrages de littérature et de beaux-arts qui pourront être publiés pour la première fois dans l'un des deux, et S. M. Britannique ayant consenti à étendre aux livres, gravures et œuvres musicales publiés en France la réduction que la loi l'autorise à accorder, sous certaines conditions, dans le taux des droits actuellement perçus à l'importation, dans le Royaume-Uni, de ces mêmes articles publiés en pays étranger ;

Le Président de la République française et S. M. Britannique ont jugé à propos de conclure, dans ce but, une Convention spéciale, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Louis-Félix-Etienne *Turgot*, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal de Saint-Ferdinand d'Espagne de deuxième classe, etc., ministre au département des affaires étrangères ; et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande M. Constantine (Henry), marquis de *Normanby*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarretière, grand-croix du très-honorable ordre du Bain, etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. A partir de l'époque à laquelle, conformément aux stipulations de l'article 14 ci-après, la présente Convention deviendra exécutoire, les auteurs d'œuvres de littérature ou d'art auxquels les lois de l'un des deux pays garantissent actuellement et garantiront à l'avenir le droit de propriété ou d'auteur, auront la faculté d'exercer ledit droit sur les territoires de l'autre pays, pendant le même espace de temps et dans les mêmes limites que s'exercerait, dans cet autre pays lui-même, le droit attribué aux auteurs d'ouvrages de même nature

qui y seraient publiés, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des deux États, de toute œuvre de littérature ou d'art publiée dans l'autre, sera traitée de la même manière que le serait la reproduction ou la contrefaçon d'ouvrages de même nature originairement publiés dans cet autre État, et que les auteurs de l'un des deux pays auront, devant les tribunaux de l'autre, la même action et jouiront des mêmes garanties contre la contrefaçon ou la reproduction non autorisée, que celles que la loi accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux auteurs de ce dernier pays.

Il est entendu que ces mots « œuvres de littérature ou d'art, » employés au commencement de cet article, comprennent les publications de livres, d'ouvrages dramatiques, de composition musicale, de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie, et de toute autre production quelconque de littérature et de beaux-arts.

Les mandataires ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, peintres, sculpteurs ou graveurs, jouiront à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, peintres, sculpteurs ou graveurs eux-mêmes.

Art. 2. La protection accordée aux ouvrages originaux est étendue aux traductions. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à sa propre traduction, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, hormis dans le cas et les limites prévus par l'article suivant.

Art. 3. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu réserver son droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection, contre la publication dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes : 1° L'ouvrage original sera enregistré et déposé dans l'un des deux pays, dans un délai de trois mois à partir du jour de la première publication dans l'autre pays ; 2° il faudra que l'autre ait indiqué en tête de son ouvrage l'intention de se réserver le droit de traduction ; 3° ladite traduction autorisée devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de l'enregistrement et du dépôt de l'original, et en totalité dans le délai de trois ans, à partir dudit dépôt ; 4° la traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être enregistrée et déposée conformément aux dispositions de l'article 8.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé; chacune d'elle sera enregistrée et déposée dans l'un des deux pays, dans les trois mois à partir de sa première publication dans l'autre.

Art. 4. Les stipulations des articles précédents s'appliqueront également à la représentation des ouvrages dramatiques et à l'exécution des compositions musicales, en tant que les lois de chacun des deux pays sont ou seront applicables, sous ce rapport, aux ouvrages dramatiques et de musique représentés ou exécutés publiquement dans ces pays pour la première fois. Toutefois, pour avoir droit à la protection légale, en ce qui concerne la traduction d'un ouvrage dramatique, l'auteur devra faire paraître sa traduction trois mois après l'enregistrement et le dépôt de l'ouvrage original. Il est bien entendu que la protection stipulée par le présent article n'a point pour objet de prohiber les imitations faites de bonne foi, ou les appropriations des ouvrages dramatiques aux scènes respectives de France et d'Angleterre, mais seulement d'empêcher les traductions en contrefaçon. La question d'imitation ou de contrefaçon sera terminée dans tous les cas par les tribunaux des pays respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 5. Nonobstant les stipulations des articles 1^{er} et 2 de la présente Convention, les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois cette permission ne saurait être comprise comme s'étendant à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, dont les auteurs auraient déclaré d'une manière évidente, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

Art. 6. Sont interdites l'importation et la vente, dans l'un ou l'autre des deux pays, de toute contrefaçon d'ouvrage jouissant du privilège de protection contre la contrefaçon, en vertu des articles 1, 2, 3 et 5 de la présente Convention, que ces contrefaçons soient originaires du pays où l'ouvrage a été publié, ou bien de toute autre contrefaçon étrangère.

Art. 7. En cas de contravention aux dispositions des articles pré-

cédents, les ouvrages ou objets contrefaits seront saisis et détruits, et les individus qui se seront rendus coupables de ces contraventions seront passibles, dans chaque pays, de la peine et des poursuites qui sont ou seraient prescrites par les lois de ce pays contre le même délit commis à l'égard de tout ouvrage ou production d'origine nationale.

Art. 8. Les auteurs, traducteurs, de même que leurs représentants ou ayants cause, légalement désignés, n'auront droit, dans l'un et l'autre pays, à la protection stipulée par les articles précédents, et le droit d'auteur ne pourra être réclamé dans l'un des deux pays, qu'après que l'ouvrage aura été enregistré de la manière suivante, savoir : 1° Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France, il faudra qu'il ait été enregistré à l'hôtel de la Corporation des libraires (*stationer hall*) à Londres ; 2° si l'ouvrage a paru pour la première fois dans les États de S. M. Britannique, il faudra qu'il ait été enregistré au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur, à Paris.

La susdite protection ne sera acquise qu'à celui qui aura fidèlement observé les lois et règlements en vigueur dans les pays respectifs, par rapport à l'ouvrage pour lequel cette protection serait réclamée. Pour les livres, cartes, estampes ou publications musicales, la susdite protection ne sera acquise qu'autant que l'on aura remis gratuitement, dans l'un ou l'autre des dépôts mentionnés ci-dessus, suivant les cas respectifs, un exemplaire de la meilleure édition ou dans le meilleur état, destiné à être déposé au lieu indiqué à cet effet dans chacun des deux pays, c'est-à-dire en France, à la Bibliothèque nationale de Paris, et dans la Grande-Bretagne, au Musée Britannique, à Londres.

Dans tous les cas, les formalités du dépôt et de l'enregistrement devront être remplies sous les trois mois qui suivront la première publication de l'ouvrage dans l'autre pays. A l'égard des ouvrages publiés par livraison, ce délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 3, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Une copie authentique de l'inscription sur le registre de la Corporation des libraires à Londres confèrera dans les États britanniques le droit exclusif de reproduction jusqu'à ce que quelque autre personne ait fait admettre devant un tribunal un droit mieux établi.

Le certificat délivré conformément aux lois françaises, et consta-

tant l'enregistrement d'un ouvrage dans ce pays, aura la même force et valeur dans toute l'étendue du territoire de la République française.

Au moment de l'enregistrement d'un ouvrage dans l'un des deux pays, il en sera délivré, si on le demande, un certificat ou copie certifiée, et ce certificat relatera la date précise à laquelle l'enregistrement aura eu lieu.

Le coût d'enregistrement d'un seul ouvrage, conformément aux stipulations du présent article, ne pourra pas dépasser la somme de un franc vingt-cinq centimes en France, et d'un shilling en Angleterre, et les frais additionnels pour le certificat d'enregistrement ne devront pas excéder la somme de six francs vingt-cinq centimes en France, ou de cinq shillings en Angleterre.

Les présentes stipulations ne s'étendront pas aux articles de journaux ou de recueils périodiques, pour lesquels le simple avertissement de l'auteur, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5, suffira pour garantir son droit contre la reproduction ou la traduction. Mais si un article ou un ouvrage qui aura paru pour la première fois dans un journal ou dans un recueil périodique est ensuite reproduit à part, il restera alors soumis aux stipulations du présent article.

Art. 9. Quant à ce qui concerne tout objet autre que les livres, estampes, cartes et publications musicales, pour lesquels on pourrait réclamer la protection, en vertu de l'article 1^{er} de la présente Convention, il est entendu que tout mode d'enregistrement autre que le mode prescrit par l'article précédent, qui est ou qui pourrait être appliqué par la loi dans un des deux pays, à l'effet de garantir le droit de propriété à toute œuvre quelconque ou article mis pour la première fois au jour dans ce pays, ledit mode d'enregistrement sera étendu, sous des conditions égales, à toute œuvre ou objet similaire mis au jour pour la première fois dans l'autre pays.

Art. 10. Pendant toute la durée de la présente Convention, les droits actuellement établis à l'importation licite dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans toute l'étendue du territoire de la République française demeurent réduits et fixés au taux ci-après établis, savoir :

1^o Droits sur les livres et œuvres de musique :

A) Ouvrages publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni et reproduits en France, par quintal anglais £ 2 10 0

B) Ouvrages non publiés pour la première fois dans le Royaume-Uni, par quintal anglais. . . £ 0 15 0

2° Gravures ou dessins :

A) Coloriés ou non, chaque pièce £ 0 0 0 1/2

B) Reliés ou brochés, la douzaine £ 0 0 1 1/2

Il est convenu que le taux des droits ci-dessus spécifiés ne sera pas augmenté pendant la durée de la présente Convention, et que si, par la suite, pendant la durée de cette Convention, ce taux était réduit en faveur des livres, gravures, dessins ou ouvrages de musique publiés dans tout autre pays, cette réduction s'étendra en même temps aux objets similaires publiés en France.

Il est, en outre, bien entendu que tout ouvrage publié en France, et dont une partie aura été mise au jour pour la première fois dans le Royaume-Uni, sera considéré comme « ouvrage publié pour la première fois dans le Royaume-Uni et reproduit en France, » et à ce titre il sera soumis aux droits de cinquante shillings par quintal anglais, alors même qu'il contiendrait encore des additions originales publiées ailleurs que dans le Royaume-Uni, à moins que ces additions originales ne soient d'une étendue pour le moins égale à celle de la partie de l'ouvrage publié originairement dans le Royaume-Uni, auquel cas l'ouvrage ne serait soumis qu'aux droits de quinze shillings par quintal anglais.

Art. 11. Pour faciliter l'exécution de la présente Convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement les lois et règlements qui pourront être ultérieurement établis dans les États respectifs, à l'égard des droits d'auteur, pour les ouvrages et productions protégés par les stipulations de la présente Convention.

Art. 12. Les stipulations de la présente Convention ne pourront, en aucune manière, porter atteinte au droit que chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve expressément de surveiller et de défendre, au moyen de mesures législatives ou de police intérieure, la vente, la circulation, la représentation et l'exposition de tout ouvrage ou de toute production à l'égard desquels l'un ou l'autre pays jugerait convenable d'exercer ce droit.

Art. 13. Rien dans cette Convention ne sera considéré comme portant atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons ou des violations du droit d'auteur.

Art. 14. S. M. Britannique s'engage à recommander au Parlement d'adopter une loi qui l'autorise à mettre en vigueur celles des dispositions la présente Convention qui ont besoin d'être sanctionnées par un

acte législatif. Lorsque cette loi aura été adoptée, la Convention sera mise à exécution à partir d'un jour qui sera alors fixé par les deux Hautes Parties contractantes.

Dans chaque pays, le Gouvernement fera dûment connaître d'avance le jour ainsi convenu, et les stipulations de la Convention ne seront applicables qu'aux œuvres et articles publiés après cette date. La présente Convention restera en vigueur pendant dix années à partir du jour où elle pourra être mise en vigueur; et, dans le cas où aucune des deux Parties n'aurait pas signifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuerait à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties l'aura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter à la présente Convention, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de trois mois à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Paris, le 3 du mois de novembre de l'an de grâce 1851.

(L. S.) *Signé*: TURGOT.

(L. S.) *Signé*: NORMAMBY.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

DÉCLARATION RELATIVE AUX MARQUES DE FABRIQUE

SIGNÉE A BRUXELLES LE 10 SEPTEMBRE 1875.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne ayant jugé utile d'assurer une protection réciproque aux marques de fabrique ou de commerce allemandes et belges, les soussignés, ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges et chargé d'affaires de l'Empire d'Allemagne à Bruxelles, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les sujets belges en Allemagne et les sujets allemands

F. AMYOT.

en Belgique jouiront, en ce qui concerne les marques de marchandises ou de leurs emballages et les marques de fabrique ou de commerce, de la même protection que les nationaux.

Art. 2. Pour assurer à leurs marques la protection consacrée par l'article précédent, les sujets belges devront, en Allemagne, en faire le dépôt au Tribunal de commerce de Leipzig; les sujets allemands devront, en Belgique, en faire le dépôt au Tribunal de commerce de Bruxelles, et ce sans préjudice des autres conditions et formalités exigées par les lois et règlements respectifs des deux Parties contractantes.

Art. 3. Les dispositions spéciales concernant les marques ou étiquettes de marchandises ou de leurs emballages, et les marques de fabrique ou de commerce, contenues dans les traités que la Belgique a conclus antérieurement avec différents États allemands, sont abrogées et remplacées par le texte de la présente déclaration.

Art. 4. Le présent arrangement aura force et vigueur de traité jusqu'à dénonciation de part ou d'autre.

Il sera exécutoire dès la date de sa publication officielle dans les deux pays. Toutefois, si les Chambres législatives belges n'avaient pas approuvé cette déclaration dans un délai de quatre mois à partir de la signature, elle serait, en ses effets, nulle et non avenue dès l'origine.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Bruxelles, le dix septembre mil huit cent soixante-quinze.

(L. S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: THIELAU.

FRANCE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

TRAITÉ D'EXTRADITION SIGNÉ A PARIS LE 12 SEPTEMBRE 1875

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure, en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Président de la République française : M. le duc *Decazes*,

ARCH. DIPL. 1876-77. — III.

député à l'Assemblée nationale, ministre des affaires étrangères ;

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-Duc de Luxembourg : *M. Jonas*, chargé d'affaires du Grand-Duché de Luxembourg à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et luxembourgeois s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés du Grand-Duché de Luxembourg en France et dans les colonies françaises, ou de France et des colonies françaises dans le Grand-Duché de Luxembourg, et mis en prévention ou en accusation, ou condamné, comme auteurs ou complices par les Tribunaux de celui des deux pays où l'infraction a été commise, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après.

Art. 2. Les crimes et délits sont :

- 1° L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'infanticide ;
- 2° Le meurtre ;
- 3° Les menaces d'un attentat contre les personnes, punissables de peines criminelles ;
- 4° Les coups portés et les blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une incapacité permanente de travail personnel ou de plus de vingt jours, ou la mort sans intention de la donner ;
- 5° L'avortement ;
- 6° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfant ;
- 7° L'exposition ou le délaissement d'enfant ;
- 8° L'enlèvement de mineur ;
- 9° Le viol ;
- 10° L'attentat à la pudeur avec violence ;
- 11° L'attentat à la pudeur sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans ;
- 12° L'attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;
- 13° Les attentats à la liberté individuelle ;
- 14° La bigamie ;
- 15° L'association de malfaiteurs ;
- 16° La contrefaçon ou la falsification d'effets publics ou de billets

de banque, de titres publics ou privés, l'usage, l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, le faux en écriture et l'usage d'écritures falsifiées ;

17° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée ;

18° La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

19° Le faux témoignage et la subornation de témoins ;

20° Le faux serment ;

21° La concussion et les détournements commis par les fonctionnaires publics ;

22° La corruption de fonctionnaires publics ;

23° L'incendie ;

24° Le vol ;

25. L'extorsion dans le cas prévu par l'article 400, § 1^{er}, du Code pénal français, et par l'article 400 du Code pénal de 1810 ;

26° L'escroquerie ;

27° L'abus de confiance ;

28° La tromperie en matière de vente de marchandises, prévue par l'article 423 du Code pénal ;

29° La banqueroute frauduleuse ;

30° Les actes attentatoires à la libre circulation sur les chemins de fer, prévus à la fois par les articles 16 et 17 de la loi française du 15 juillet 1845 et par les articles 16 et 17 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 1859 ;

31° La destruction de constructions ;

32° La dégradation de monuments ; la destruction de registres, titres, billets, documents ou autres papiers ;

33° Les pillages ou dégâts de denrées ou marchandises, effets et propriétés mobilières, commis à bandes ou force ouverte ;

34° La destruction ou dévastation des récoltes, plants, arbres ou greffes ;

35° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

36° L'opposition à l'exécution de travaux publics ;

37° Le recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes prévus dans l'énumération qui précède : sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

En matières correctionnelles ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque le total des peines prononcées sera au moins d'un mois d'emprisonnement ;

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou d'une peine équivalente, ou lorsque le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande est adressée.

Art. 3. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ni contre celle d'un des membres de sa famille, lorsque cette attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du conseil, soit sur l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivrés en original ou en expédition authentique.

Art. 6. L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays pour l'un des faits mentionnés à l'article 2, sur la production, par voie diplomatique, d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du Gouvernement réclamant.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire devra également être effectuée, sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera réguliè-

rement donné par voie diplomatique au Gouvernement du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation sera facultative, si la demande d'arrestation provisoire est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux États; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

Toutefois, dans ces cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de quinze jours, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 8. L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article 6, ou maintenu en état d'arrestation, suivant le § 3 de l'article 7, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la Chambre du conseil, ou d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle, émané du juge compétent décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 9. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes les pièces de conviction, seront livrés à l'État requérant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Art. 10. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Art. 11. L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir des engagements contractés envers les particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 12. L'extradition pourra être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 13. Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation relative à la restitution des frais auxquels auront donné lieu la recherche, l'arrestation, la détention et le transport à la

frontière des individus dont l'extradition aurait été accordée, et ils consentent réciproquement à les prendre à leur charge.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, ou directement, et il y sera donné suite par les officiers compétents, en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Toutefois les commissions rogatoires tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne seront exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'article 2 du présent traité.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toutes réclamations ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, dans le cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur le territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie, conformément aux articles 5 et 6 du Code d'instruction criminelle.

Art. 15. Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure réclamées par la justice de l'un des deux pays, seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays, sans engager la responsabilité de l'État, qui se bornera à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 16. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour, calculés depuis sa résidence, lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous

prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre ou la production des pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, ou directement s'il s'agit de pièces à conviction ou de documents judiciaires, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17. Il est formellement stipulé que l'extradition, par voie de transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 5 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des États contractants au profit d'un État étranger ou par un État étranger au profit de l'un desdits États, liés l'un et l'autre avec l'État requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les articles 3 et 12 de la présente Convention.

Art 18. Les Parties contractantes s'obligent à se communiquer réciproquement les condamnations pour crimes ou délits prononcées dans un pays à charge des nationaux de l'autre.

Art. 19. La présente Convention, remplaçant celle du 26 septembre 1844 (1), ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 12 septembre 1875.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: JONAS.

(1) Voir ci-après p. 136.

PAYS-BAS — LUXEMBOURG

CONVENTION CONCLUE A LA HAYE, LE 26 SEPTEMBRE 1844, ENTRE LA FRANCE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS.

S. M. le Roi des Français et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, voulant assurer, par une Convention d'extradition, la répression des crimes commis sur le territoire des deux pays, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Français, M. le Baron *de Bois-le-Comte*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, grand-officier de la Légion-d'honneur;

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. le Baron *de Blochausen*, son chambellan honoraire, chancelier d'état du Grand-Duché, chevalier de l'étoile de l'ordre de la Couronne de Chêne, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais et de l'ordre de l'Aigle rouge de Prusse, seconde classe, avec l'Étoile;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et luxembourgeois s'engagent, par la présente Convention, à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de France dans le Grand-Duché, ou du Grand-Duché en France, et mis en accusation ou condamnés pour l'un des crimes ci-après énumérés, par les Tribunaux de celui des deux pays où le crime aura été commis, savoir : 1^o assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol; 2^o incendie, 3^o faux en écriture authentique ou de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon des billets de banque et effets publics, mais non compris les faux certificats, faux passe-ports et autres faux qui, d'après le Code pénal, ne sont point punis de peines afflictives et infamantes; 4^o fabrication et émission de fausse monnaie; 5^o faux témoignage; 6^o vol, lorsqu'il est accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime; 7^o soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans le cas où elles sont punies de peines afflictives et infamantes; 8^o banqueroute frauduleuse.

Art. 2. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition sera différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Art. 3. L'extradition sera demandée par voie diplomatique, et elle ne sera accordée que sur la production de l'arrêt de condamnation ou de l'arrêt des Chambres des mises en accusation, en original ou en expédition authentique.

Art. 4. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition ou pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel se trouve l'étranger.

Art. 6. Les frais auxquels auront donné lieu l'arrestation, la détention et le transport à la frontière des individus dont l'extradition aura été accordée, seront remboursés, de part et d'autre, d'après les réglemens légaux et les tarifs existant dans les deux pays.

Art. 7. La présente Conventionne sera exécutoire que dix jours après sa publication, dans les formes prescrites par les lois de chaque pays.

Art. 8. La présente Convention continuera à être en vigueur jusqu'à déclaration contraire, et restera encore en vigueur pendant six mois après la renonciation de l'un des deux Gouvernements; elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à la Haye, le 26 septembre 1844.

(L. S.) *Signé*: Le Baron DE BOIS-LE-COMTE.

(L. S.) *Signé*: DE BLOCHAUSEN.

DÉCLARATION

Les Hautes Parties contractantes ont jugé convenable d'échanger entre elles la déclaration suivante, qui aura la même force et valeur que si elle était insérée dans la Convention signée le même jour.

Si les accusés ou condamnés ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux États, chacun des Gouvernements français et luxembourgeois se réserve la faculté de pouvoir rechercher et prendre, s'il le juge convenable, le consentement de la Puissance à laquelle appartiendra l'individu dont l'extradition lui sera demandée par l'autre

Gouvernement; et, une fois ce consentement demandé, l'extradition ne sera obligatoire qu'après qu'il aura été obtenu.

La Haye, le 26 septembre 1844.

(L. S.) *Signé*: Le baron DE BOIS-LE-COMTE.

(L. S.) *Signé*: DE BLOCHAUSEN.

FRANCE — ÉGYPTE

DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE AU TRAITÉ RELATIF A LA JURIDICTION CONSULAIRE EN ÉGYPTE, DATÉE DU CAIRE LE 15 NOVEMBRE 1875

Le consul gérant l'agence et consulat général de France en Égypte, dans le but de constater le sens exact attribué par son Gouvernement à l'article 11 du projet d'organisation judiciaire, afin d'affirmer en même temps et de nouveau certains principes essentiels dont celui-ci n'entend pas se dessaisir, a l'honneur de remettre la présente note à S. Exc. Nubar Pacha, Ministre des affaires étrangères et du commerce de S. A. le Khédive.

1° L'article 11 du règlement relatif à la compétence des tribunaux nouveaux en matière administrative ayant donné lieu à des interprétations divergentes et pouvant, s'il n'était exactement défini, devenir une source de difficultés entre S. A. le Khédive et les étrangers, le Gouvernement français croit de son devoir de s'expliquer sur les limites dans lesquelles les effets de cette disposition doivent, suivant lui, demeurer circonscrites. Dans sa pensée, la juridiction des nouveaux tribunaux ne saurait s'étendre jusqu'à leur conférer la faculté de consacrer la légalité des taxes, contributions ou impôts qu'il pourrait convenir à l'administration égyptienne d'établir. La nouvelle magistrature serait donc sans droit pour sanctionner par ses arrêts toute mesure fiscale qui serait contestée par la voie diplomatique, et l'action des Gouvernements étrangers ou de leurs agences et consulats pourra toujours s'interposer pour obtenir la cessation, ou la réparation d'actes contraires soit aux stipulations des Traités, soit aux prescriptions du droit des gens dont leurs nationaux auraient à souffrir de la part du Gouvernement égyptien ou de ses agents. Le Gouvernement français fait à cet égard les réserves les plus formelles et se refusera à accepter pour ses nationaux la juridiction et la compétence des nouveaux tribunaux dans les cas ci-dessus spécifiés.

2° Les consuls généraux et consuls de France et tous agents investis par la loi française du pouvoir de rendre la justice en Egypte, continueront d'exercer la même juridiction que par le passé, hors les cas expressément déterminés par la nouvelle organisation judiciaire à instituer.

3° Les capitulations, telles qu'elles ont été appliquées jusqu'ici en Égypte, demeurent la loi absolue des rapports entre le Gouvernement égyptien et les étrangers, à l'exception des dérogations partielles et explicites formellement consenties à titre d'essai par le Gouvernement français et qui portent principalement sur les usages particuliers à l'Égypte. Au cas où, conformément aux prévisions du deuxième paragraphe de l'article 40 du règlement organique, les Puissances jugeraient qu'il y a lieu de retirer leur approbation au nouvel ordre de choses, il demeure entendu, en ce qui nous touche, que le régime actuel, n'étant que temporairement suspendu, reprendrait son caractère obligatoire et que la juridiction des consuls, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, revivrait dans sa plénitude, sauf conventions contraires à débattre ultérieurement.

4° Soit que le Gouvernement égyptien ne remplisse pas les conditions stipulées, soit que le résultat de l'expérience ne soit pas satisfaisant ou que la protection que les consuls ont le droit et le devoir d'exercer dans l'intérêt de la sécurité de leurs nationaux devienne inefficace et impuissante, le Gouvernement français se réserve, ainsi que l'a fait la cour de Russie, d'aviser immédiatement ou même de revenir au régime actuel sans attendre l'expiration de la période quinquennale d'essai.

M. Pellissier de Reynaud saisit cette occasion de renouveler à S. Exc. Nubar Pacha l'assurance des sentiments de haute considération avec lesquels, etc., etc., etc.

Le Caire, le 15 novembre 1875.

Signé: HADJOUTE PELLISSIER.

AUTRICHE-HONGRIE — SUISSE

TRAITÉ POUR LA RÉGLEMENTATION DES CONDITIONS DE RÉSIDENCE DES NATIONAUX DES DEUX PAYS, SIGNÉ A BERNE LE 7 DÉCEMBRE 1875.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie, etc., d'une part, et la Confédération helvétique, d'autre part, ont jugé à

propos de conclure un Traité valable pour la Monarchie austro-hongroise, d'une part, et pour la République suisse, d'autre part, en vue de la réglementation des conditions de résidence, de l'exemption du service militaire ainsi que des contributions de guerre, de l'imposition égale des nationaux des deux États respectifs, sur le territoire de l'autre Partie contractante, de l'assistance réciproque et gratuite des nationaux dépourvus de moyens, malades ou tombés dans l'indigence, de la communication réciproque et sans frais des extraits officiels des registres des actes de naissance, de mariage et de décès, et elles ont nommé en qualité de Plénipotentiaires :

Sa Très-Haute Majesté Apostolique Impériale et Royale, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération helvétique, M. Maurice, baron de *Ottenfels-Geschwind* ;

Le haut Conseil fédéral, au nom de la Confédération helvétique, le conseiller fédéral Paul *Cérésole*, chef du département de la justice et de la police ;

Lesquels, après échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les nationaux de chacune des deux Parties contractantes, lors de leur résidence ou pendant leur séjour, momentané ou prolongé, sur le territoire de l'autre Partie, devront être tenus pour égaux aux indigènes par rapport à tout ce qui concerne l'autorisation de séjourner, l'exercice des industries et des professions permises par les lois du pays, les charges publiques et les impositions, en un mot, l'ensemble des conditions à la faculté de séjourner et de résider.

Ces stipulations, toutefois, ne sauraient être applicables à la profession de pharmacien ni à l'exercice des industries nomades.

Art. 2. A l'égard de l'acquisition, possession et aliénation de biens-fonds et immeubles de toute nature, de même qu'à l'égard des ordonnances relatives à ceux-ci et du paiement des impôts, taxes et droits pour ces sortes d'ordonnances, les nationaux de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre des droits des indigènes.

Art. 3. Tout avantage ayant rapport soit à la résidence, soit à l'exercice d'une industrie, lequel serait accordé à une troisième puissance par l'une des Parties contractantes, ou bien que cette dernière pourra, de quelque façon que ce soit, éventuellement accorder dans l'avenir, sera, de la même manière et au même instant, applicable à l'autre Partie contractante, sans qu'à cette fin la stipulation d'une convention spéciale devienne nécessaire.

Art. 4. Les nationaux de l'un des États contractants qui sont

domiciliés sur le territoire de l'autre et qui viendraient à se trouver dans le cas d'être expulsés, à la suite soit d'un arrêt judiciaire, soit d'une mesure de police appliquée et mise à exécution conformément aux lois, ou en vertu des ordonnances relatives à la police des mœurs et à celle concernant les indigents, devront être, ainsi que leurs familles, recueillis en tout temps, par les localités d'où ils sont originaires.

Art. 5. Les nationaux de l'un des États contractants qui sont situés sur le territoire de l'autre ne sont pas soumis aux lois militaires du pays où ils résident, mais restent soumis aux lois de leur patrie.

Ils sont particulièrement exonérés de toutes prestations en argent ou en nature qui pourraient être imposées à titre de compensation pour le service militaire personnel, ainsi que des réquisitions militaires, à l'exception du logement de troupes et des fournitures spéciales stipulées par suite du droit de garnison.

Ils sont également exemptés de tout service dans la garde nationale, la milice, l'armée territoriale (Honved), l'armée de réserve, ainsi que dans les gardes urbaines des différentes localités.

Art. 6. En aucun cas, ni en temps de paix ni en temps de guerre, il ne pourra être permis de lever ou de mettre sur la propriété d'un des nationaux de l'une des Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, des taxes, redevances, impositions ou contributions quelconques, autres ou plus élevées que celles qui seraient perçues ou mises sur une propriété semblable appartenant à un indigène ou à un citoyen ou sujet de la nation la plus favorisée.

On ne pourra pas davantage exiger ni percevoir d'un des nationaux de l'une des Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, à un titre quelconque, de contributions autres ou plus élevées que celles qu'on exigerait ou percevrait d'un indigène ou d'un citoyen ou sujet de la nation la plus favorisée.

Au nombre des impôts ci-dessus mentionnés ne sont pas compris les droits de douane ni ceux de port, ni les droits de navigation.

Art. 7. Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à assister, à l'égal de leurs nationaux mêmes, les nationaux sans ressources de l'autre partie, qui, sur leur territoire, tomberaient malades ou dans l'indigence, y compris les aliénés, aussi bien qu'à leur fournir des secours jusqu'à l'époque où le rapatriement pourra s'effectuer sans inconvénient pour les intéressés ou pour les tiers.

Quant aux frais faits à l'occasion de ces infortunes, ou de l'inhumation des personnes décédées dans l'indigence, il n'y aura lieu à aucune compensation, ni de la part de l'État, ni de la part des caisses

communales ou autres; toutefois, le recours devant les tribunaux civils, contre les assistés ou contre les tiers répondants, reste réservé.

Les Parties contractantes se réservent aussi de se prêter, à la requête des autorités compétentes, aide et assistance, dans les limites des lois du pays, pour que les personnes qui auraient subvenu aux frais soient remboursées sur le pied d'évaluations équitables.

Art. 8. Pour toutes les naissances, tous les mariages et décès de nationaux austro-hongrois en Suisse et, vice versa, de nationaux suisses dans l'Autriche-Hongrie, les fonctionnaires compétents, ecclésiastiques et laïques, procéderont, sans délai et gratis, à l'expédition des extraits officiels des registres paroissiaux, et respectivement des registres de l'État, et feront parvenir lesdits extraits à l'ambassadeur de la Confédération helvétique, à Vienne, et en Suisse, à l'ambassadeur impérial et royal d'Autro-Hongrie, à Berne.

Quant au genre et aux formules de légalisation de ces expéditions, on se réglera d'après les lois de l'État où elles devront être faites.

Aux extraits de naissance, aux certificats de mariage et de décès délivrés dans une autre langue que l'allemand ou le latin, l'on joindra une traduction latine dûment légalisée par les autorités compétentes. Par contre, les certificats de cette nature délivrés en Suisse devront être accompagnés d'une traduction dûment légalisée par les autorités compétentes, allemande ou latine s'il s'agit d'une personne de nationalité autrichienne et si l'acte a été expédié en une autre langue que l'allemand ou le latin, et d'une traduction latine si le document concerne un individu de nationalité hongroise et si l'expédition n'a pas été faite en langue latine.

On ne pourra préjuger la question de nationalité de l'intéressé ni d'après l'expédition ni d'après l'acceptation de l'extrait de naissance.

Art. 9. La présente Convention entrera en vigueur pour une durée de dix années et quatre semaines en plus, à dater du jour de l'échange des actes de ratification. Au cas où six semaines avant l'expiration de cette période aucune notification n'aurait eu lieu de la part des Parties contractantes, la Convention continuera à subsister jusqu'à la remise d'une notification pour laquelle un délai de six mois est également stipulé.

Art. 10. Cette Convention devra être ratifiée et les actes respectifs de ratification devront être échangés à Berne, dans l'espace de six mois, à partir du jour de la signature de la Convention, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les fondés de pouvoir des deux Parties respectives ont signé les articles ci-dessus et apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Berne, le 7 décembre, 1875.

(L. S.) *Signé*: OTTENFELS.

(L. S.) *Signé*: CÉRÉSOLE.

AUTRICHE-HONGRIE PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN

CONVENTION PROROGEANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DOUANIER DU 23 DÉCEMBRE 1863 AU 31 DÉCEMBRE 1876; SIGNÉE A VIENNE LE 12 DÉCEMBRE 1875:

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., d'une part;

Et S. A. le Prince de Liechtenstein, d'autre part;

Ont entamé des négociations pour le renouvellement de l'union des douanes et des contributions, fondée en 1852, et continuée en vertu du traité du 23 décembre 1863, union qui expire après dénonciation le 21 décembre de cette année; et ont nommé à cette fin, comme Plénipotentiaires:

S. M. l'Empereur d'Autriche, M. Joseph, baron *de Schwegel*;

S. A. le Prince souverain de Liechtenstein, M. Clément, comte *de Westphalen*;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs et les trois Traités en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent:

Art. 1^{er}. L'union des douanes et des contributions, conclue entre les deux Parties contractantes, le 23 décembre 1863, est prorogée, avec toutes ses dispositions actuellement en vigueur, pour un an, et sa durée est fixée jusqu'à la fin de 1876.

Les deux Parties, reconnaissant en général les effets bienfaisants de ce Traité, et attendu que la nécessité de quelques modifications nouvelles conformes au changement de situation a été démontrée, sont convenues d'entretenir et de mener à bonne fin, dans le courant de l'année 1876, les négociations sur les modifications désirables du Traité.

Art. 2. La ratification du présent Traité aura lieu à Vienne avant la fin de 1875.

En vertu de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé ce Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Vienne, le 12 décembre 1875.

(L. S.) *Signé*: BARON DE SCHWEGEL.

(L. S.) *Signé*: Clément, comte DE WESTPHALEN.

BELGIQUE — PAYS-BAS

DÉCLARATION TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉE A BRUXELLES

LE 18 DÉCEMBRE 1875

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant maintenir, en faveur des correspondances télégraphiques échangées entre les deux pays, certaines dispositions spéciales arrêtées pour la durée des Traités en vigueur et qui cessent d'être obligatoires, de même que ces Traités, au 1^{er} janvier 1876, par suite de l'application de la Convention télégraphique internationale, signée à Saint-Petersbourg le 22 juillet 1875;

Voulant user, pour cet objet, de la faculté stipulée par l'article 17 de cette Convention, d'après lequel des arrangements particuliers peuvent être conclus entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes:

Les télégrammes échangés entre les deux pays, par deux bureaux dont la distance, en ligne directe, n'excède pas cinquante kilomètres, continueront à être taxés à un franc par vingt mots.

La part de la taxe afférente à chacun des États contractants pour ces dépêches, de même que la taxe afférente au transit, par le territoire de l'un de ces États, des télégrammes échangés entre deux bureaux de l'autre État, sera réglée, dans les comptes, sur le pied d'un demi-franc par vingt mots.

Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux États voisin de la frontière, pourront être transportés, par exprès, sur le territoire de l'autre État, dans un rayon à déterminer de commun accord par les administrations télégraphiques respectives. Ces télégrammes seront sous enveloppes portant la formule imprimée, le timbre ou le cachet de ces administrations.

Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps que la

Convention télégraphique internationale conclue à Saint-Petersbourg le 22 juillet dernier, et aura la même durée, sauf la dénonciation qui pourrait en être faite, une année à l'avance, par l'une des Hautes Parties contractantes.

Fait à Bruxelles, le dix-huitième jour du mois de décembre 1875.

(L. S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: Baron GERICKE.

FRANCE — ALLEMAGNE

DÉCISION PRISE PAR LA COMMISSION MIXTE DE LIQUIDATION SIÈGEANT A STRASBOURG, SUR L'APUREMENT ET LE REMBOURSEMENT DES PRIMES DE MILITAIRES ALSACIENS-LORRAINS DISPARUS, LE 21 DÉCEMBRE 1875.

La Commission mixte de liquidation instituée par l'article 11 de la Convention additionnelle du 11 décembre 1871, au traité de paix du 10 mai de la même année, entre la France et l'Allemagne,

Voulant obvier aux difficultés qui se sont produites pour l'apurement et la répartition entre tous les ayants droit, sans distinction de nationalité, des primes d'encouragement ou de remplacement encore dues par la Caisse de la dotation de l'armée à d'anciens militaires alsaciens-lorrains portés comme disparus;

Vu la loi allemande du 21 octobre 1873, sur la disparition de personnes ayant pris part à la guerre en 1870 et 1871;

Vu la décision spéciale prise par la Commission mixte, le 13 février 1873;

Après en avoir délibéré,

Arrête ce qui suit:

Art. 1^{er}. Les reliquats de primes acquis à des militaires alsaciens-lorrains disparus pendant le cours de la dernière guerre, et qui avaient leur domicile dans les territoires cédés, seront apurés par la Caisse de la dotation de l'armée, sur le vu des jugements déclaratifs de disparition prononcés en Alsace-Lorraine, et, en outre, sur la production de certificats de propriété, dans le cas où lesdits jugements ne spécifieraient pas la quote-part héréditaire revenant à chaque ayant droit.

Les expéditions en forme exécutoire des jugements de disparition,

les procurations notariées et les certificats de propriété que les ayants cause respectifs devront produire, dans l'un ou l'autre pays, pour la justification de leurs droits, seront réciproquement affranchis de tous frais et formalités de timbre et d'enregistrement.

Art. 2. Le montant intégral de ces reliquats de primes sera versé entre les mains du gouvernement allemand, qui le fera tenir aux ayants droit respectifs.

Art. 3. Décharge de ces reliquats sera donnée au Gouvernement français par le Président de la Commission mixte de liquidation, agissant au nom et par ordre du Gouvernement allemand, avec garantie contre toute revendication ultérieure de la part des tiers jusqu'à concurrence de la somme quittancée.

Ainsi fait et arrêté, à Strasbourg, le 21 décembre 1875.

Signé: DE CLERCQ

Signé: E. ORSEL.

Signé: DE SYBEL.

Signé: EBERBACH.

Signé: FEICHTER.

FRANCE — PAYS-BAS

DÉCRET ÉTENDANT AUX PAYS-BAS LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION CONCLUE AVEC LA GRANDE-BRETAGNE LE 24 JANVIER 1874, DATÉ DU 21 DÉCEMBRE 1875.

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 4 de la Convention conclue avec l'Angleterre le 24 janvier 1874 (1) et le Protocole annexé à la déclaration du même jour, sont applicables aux Pays-Bas.

Art. 2. Toutefois, les contestations sur les sucres bruts importés de ce pays continueront à être réglées conformément aux lois et règlements applicables aux produits similaires français.

Art. 3. Le Ministre de l'agriculture et du commerce et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait à Versailles, le 21 décembre 1875.

Signé: Maréchal DE MAC-MAHON, duc DE MAGENTA.

(1) Voir *Archives*, 1875, t. IV, p. 283.

ALLEMAGNE

ORDONNANCE RÉGLANT LA JURIDICTION DES CONSULS ALLEMANDS EN ÉGYPTÉ SIGNÉE A BERLIN LE 23 DÉCEMBRE 1875

§ 1. La juridiction attribuée aux Consuls de l'Empire d'Allemagne en Égypte est abolie :

1° Pour les actions civiles dans lesquelles les deux parties ne sont pas des ressortissants de l'Empire d'Allemagne ou n'ont pas été placés par octroi sous sa protection ;

2° Pour les actions civiles où l'objet du litige est un immeuble sis en Égypte ou un droit sur cet immeuble.

§ 2. Les constatations relatives aux personnes restent réservées à la juridiction des Consuls, même quand elles sont à résoudre dans les litiges désignés au § 1.

§ 3. La juridiction attribuée aux Consuls dans les affaires criminelles est abolie :

1° Pour contraventions ;

2° Pour crimes et délits qui attentent directement aux juges, jurés ou autres fonctionnaires des nouveaux Tribunaux du pays institués par le Gouvernement égyptien, — ou qui sont commis contre eux par rapport à leurs fonctions, — et notamment :

a) Les outrages par gestes, paroles ou menaces ;

b) Les diffamations et offenses, si elles sont faites soit en présence du juge compétent, de jurés ou d'autres fonctionnaires des nouveaux Tribunaux du pays, soit dans l'enceinte du Tribunal — ou encore si elles ont été répandues au moyen d'affiches publiques, d'écrits, d'imprimés, d'images ou emblèmes ;

c) Les actes contre leur personne, spécialement les voies de fait, les blessures corporelles et le meurtre intentionnellement commis avec ou sans préméditation ;

d) Les actes ou menaces employés pour forcer une desdites personnes à agir contrairement à son devoir ou à la loi, ou à ne pas faire ce que son devoir ou la loi lui commandent ;

e) L'abus d'autorité de la part d'un fonctionnaire public, ayant pour but une contrainte de cette sorte ;

f) La tentative de corruption directe d'une desdites personnes ;

g) Le fait — de la part d'un fonctionnaire public — d'influencer un juge en faveur d'une des parties.

3° Pour crimes et délits qui sont commis dans l'intention d'empê-

cher l'exécution de jugements desdits Tribunaux, ou de dispositions prises par eux, — et notamment :

- a) Les voies de fait ou la résistance par la force envers des membres de la justice dans l'exercice de leurs fonctions, ou envers des fonctionnaires des nouveaux Tribunaux du pays, pendant qu'ils procèdent légalement à l'exécution de jugements ou de dispositions des tribunaux, ou envers des agents ou des troupes de la force armée qui sont appelés à prêter main forte à l'exécution;
- b) L'abus d'autorité commis par un fonctionnaire public pour empêcher l'exécution;
- c) Le détournement d'actes judiciaires, dans le même but;
- d) Le bris de scellés légalement posés, le détournement intentionnellement commis d'objets, qui en vertu d'une disposition judiciaire ou d'un jugement ont été placés sous séquestre;
- e) L'évasion de prisonniers qui se trouvent en état d'arrestation par suite d'une disposition judiciaire ou d'un jugement, et les actes qui ont amené directement cette évasion;
- f) Le fait de cacher de tels prisonniers après leur évasion;

4° Pour crimes et délits qu'un juge des nouveaux tribunaux du pays, qui est placé sous la protection allemande, ou que des jurés ou d'autres fonctionnaires des mêmes Tribunaux, également placés sous cette protection, auraient commis dans l'exercice de leurs fonctions ou par l'abus de l'autorité que ces fonctions leur donnent.

En dehors de ces crimes et délits communs, qui peuvent être commis par une des personnes désignées en telles circonstances, doivent être rangés dans la même catégorie les crimes et délits particuliers qui suivent :

- a) La prévarication en faveur ou au détriment d'une des parties;
- b) La corruption;
- c) La non-dénonciation d'une tentative de corruption;
- d) Le déni de justice;
- e) L'emploi illicite de la force contre des personnes;
- f) L'action de forcer le domicile d'autrui sans observer les prescriptions légales;
- g) La concussion;
- h) Le détournement des deniers publics;
- i) L'arrestation illégale;
- k) La falsification d'un jugement et d'actes authentiques.

La juridiction consulaire subsiste pour les crimes et délits indiqués plus haut sous les chiffres 2 et 3, en tant que le fonctionnaire des

nouveaux tribunaux du pays contre qui sont commis ces crimes et délits demande au Tribunal consulaire la punition du coupable.

§ 4. Les ressortissants de l'Empire d'Allemagne ou les personnes placées sous sa protection sont — à partir du jour de l'entrée en vigueur de cette ordonnance — soumis à la juridiction des nouveaux Tribunaux du pays pour toutes les affaires enlevées à la juridiction consulaire par les §§ 1 et 2.

Il en est de même pour la punition des témoins qui, sans motif légal, refusent de déposer ou d'affirmer par serment leur déposition devant les nouveaux Tribunaux du pays, — ainsi que pour la punition des jurés ou assesseurs de ces Tribunaux qui, sans excuse suffisante, se soustraient à leurs obligations.

Dans les débats qui ont lieu devant ces Tribunaux, les consuls ne prêtent leur assistance ni personnellement ni par leurs représentants.

§ 5 Relativement aux Consuls, aux membres de leur famille, aux personnes qui sont à leur service ou aux employés sous leurs ordres, y compris les membres de la famille de ces employés, comme pour les domiciles de ces personnes, — et de même aussi relativement à l'Église évangélique allemande d'Alexandrie, à l'Église Évangélique allemande du Caire, à l'École allemande d'Alexandrie, à l'École allemande du Caire, et à l'Hospice évangélique d'Alexandrie, en tant qu'il s'agisse de ces églises et établissements comme corporations, — la juridiction, telle qu'elle a existé jusqu'ici, est et demeure sans changements,

§ 6. Dans le cas où entre le Consul et le Tribunal du pays il y a une différence d'opinion sur la question de savoir si un acte coupable rentre dans la catégorie des crimes et délits pour lesquels, d'après les §§ 2 et 3, les Tribunaux du pays sont compétents, — la décision sur ce point est remise à une cour de compétence, qui sera formée de deux Consuls étrangers désignés par le Consul intéressé, et de deux fonctionnaires des Tribunaux mixtes, lesquels devront être nommés par le président de la Cour d'appel d'Alexandrie. La décision de cette Cour de compétence est définitive et sans appel.

§ 7. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1876, pour une durée de cinq ans.

Les actions civiles et les affaires criminelles qui audit jour sont pendantes devant les Tribunaux consulaires seront vidées complètement par ceux-ci, dans le cas même où ces affaires ressortiraient, d'après les dispositions des §§ 1 et 2, aux nouveaux Tribunaux du pays.

Les procès civils pendants peuvent, sur la demande unanime des parties, être transportés devant les nouveaux Tribunaux du pays.

Authentiquement signée de notre propre main et scellée du sceau impérial.

Donnée à Berlin, le 23 décembre 1875.

Signé: GUILLAUME.

GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION D'ACCESSION A LA CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 10/22 JUILLET 1875, SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 26 DÉCEMBRE 1875, 7 JANVIER 1876.

Le soussigné, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande près S. M. l'Empereur de toutes les Russies, déclare que S. M. Britannique, après avoir eu communication de la Convention télégraphique internationale, conclue à Saint-Pétersbourg le 10/22 juillet, 1875 (1), usant du droit réservé par l'article XVIII de cette Convention aux États non signataires, accède, pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que pour ses colonies de Gibraltar et des Indes, à ladite Convention télégraphique internationale, laquelle est censée insérée mot à mot dans la présente Déclaration, et s'engage formellement envers S. M. l'Empereur de toutes les Russies et les autres Hautes Parties Contractantes à concourir de son côté à l'exécution des stipulations contenues dans ladite Convention télégraphique.

En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession, et y a apposé le sceau de ses armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 26 décembre 1875 / 7 janvier 1876.

Signé: AUGUSTUS LOFTUS.

(1). Voir p. 88.

AUTRICHE-HONGRIE — ROUMANIE

ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE PARTICULIER CONCLU A BUDE-PESTH LE 6 JANVIER 1876

Art. 1. Les dispositions du présent arrangement sont applicables à toutes les lignes et stations télégraphiques entretenues par les Administrations contractantes, en vue des communications générales.

Les stations établies dans la Principauté de Liechtenstein sont considérées comme stations autrichiennes.

Art. 2. Toutes les correspondances échangées entre les lignes des Parties contractantes sont soumises au régime de la Convention télégraphique internationale et du règlement y annexé, autant que d'autres dispositions n'auront pas été prises en vertu du présent acte.

Art. 3. La destination des lignes affectées aux correspondances entre les Parties contractantes sera réglée, sauf les changements faits ultérieurement, d'un commun accord, ainsi qu'il suit :

a) La ligne de Bude-Pesth passant par Temesvar, Brasso, Pöesci, Bukarest, ne sera coupée qu'à Temesvar et Brasso, pour y introduire des correspondances internationales.

Cette ligne est destinée aux transmissions à longue distance.

b) La ligne de Temesvar, passant par Lugos, Orsova, Turnu-Severin, servira pour les correspondances terminales entre les bureaux des Parties contractantes.

Elle sera de plus utilisée pour les correspondances à longue distance, dans le cas d'encombrement ou d'interruption de la ligne *a*.

c) La ligne de Brasso par Pöesci à Bukarest;

d) La ligne d'Orsova à Turnu-Severin;

e) La ligne de Rimnic-Valcea à Riu-Vadului prolongée par l'administration hongroise à partir de la frontière jusqu'à Nagy-Sben, et

f) La ligne de Brasso à Sosmezó, que l'administration roumaine s'engage à prolonger à partir de la frontière jusqu'à Bacau, seront employées pour les correspondances à échanger entre la Hongrie et la Roumanie et pour le transit éventuel avec la Russie.

g) La ligne de Vienne, passant par Cracovie, Czernovitz et Michaileni à Jassy, et

h) La ligne de Czernovitz passant par Itzcani à Jassi sont affectées aux correspondances du transit international et aux correspondances terminales entre les stations de l'Autriche et de la Roumanie.

Art. 4. Les bureaux de Bude-Pesth, Brasso, Nagy-Szeben, Temes-var, Orsova, Vienne, Cracovie et Czernovitz d'une part, Jassi, Bacau, Bukarest, Ploesci, Rimnic-Valcea et Turnu-Severin d'autre part, sont exclusivement autorisés au service de dépôt pour les correspondances à échanger entre les bureaux des administrations contractantes.

Le service de contrôle sera exercé :

Pour les lignes *a* et *c* par le bureau de Brasso d'une part et celui de Ploesci d'autre part..

Pour les lignes *b* et *d* par le bureau d'Orsova d'une part et celui de Turnu-Severin de l'autre.

Pour la ligne *e* par le bureau de Nagy-Szeben d'une part et celui de Rimnic-Valcea de l'autre.

Ces deux bureaux auront un service de jour complet (C).

Pour la ligne *f* par le bureau de Brasso d'une part et celui de Bacau de l'autre.

Pour les lignes *g* et *h* par le bureau de Czernovitz d'une part et celui de Jassi de l'autre.

Les stations situées entre les bureaux de contrôle peuvent toutefois échanger les correspondances dont l'origine et la destination ne dépassent pas les bureaux de contrôle les plus rapprochés; mais tous les jours, à la clôture du service, elles doivent annoncer aux bureaux de contrôle dont elles dépendent le nombre, les unités et la catégorie des télégrammes transmis au delà de la frontière.

Art. 5. Dans l'échange des correspondances entre les administrations contractantes, la taxe de transmission pour le télégramme simple de vingt mots est fixée ainsi qu'il suit :

a) Pour les correspondances échangées entre les bureaux situés dans le rayon frontière, deux francs.

b) Pour toutes les autres correspondances échangées entre les bureaux de l'Autriche ou de la Hongrie, d'une part, et ceux de la Roumanie, d'autre part, 3 francs.

La quote-part des administrations autrichiennes-hongroises est : dans le cas *a* d'un franc, dans le cas *b* de deux francs; celle de l'administration roumaine dans tous les deux cas, un franc.

Art. 6. Le tarif réduit de la correspondance frontière sera applicable aux télégrammes échangés entre les bureaux hongrois distant de 80 kilomètres et moins de la frontière commune et les bureaux de la Bukovine, d'une part, et entre tous les bureaux de la Roumanie d'autre part.

L'administration des télégraphes hongrois communiquera à l'administration roumaine les bureaux hongrois situés dans le rayon frontière.

Art. 7. Lorsque, par suite de circonstances imprévues, un télégramme est dévié de sorte qu'il emprunte le territoire de l'autre administration pour rentrer au territoire d'origine, aucune bonification ne sera payée.

Art. 8. Les télégrammes astronomiques et météorologiques et les télégrammes ayant un caractère d'intérêt général, qui jusqu'à présent ont été échangés en franchise, continueront à jouir de cet avantage.

De nouvelles concessions de cette nature ne pourront avoir lieu que d'un commun accord des administrations contractantes.

Art. 9. Les recettes provenant du trafic frontière et les taxes accessoires de toutes les correspondances, telles que les taxes pour les copies, pour le transport au delà des lignes, pour les réponses payées et les accusés de réception, etc., ne sont soumises à aucun décompte et restent dévolues à l'État dans le territoire duquel leur perception a été effectuée.

Art. 10. Les taxes supplémentaires qui, aux termes de la Convention internationale, sont à percevoir sur le destinataire et qui ne peuvent être perçues sont supportées par l'office de destination.

Art. 11. En vue de l'établissement des comptes, les bureaux de contrôle relèvent le mouvement de la journée sur des registres tenus séparément pour les correspondances transmises et reçues par chaque fil.

Tous les télégrammes sujets au décompte y seront consignés individuellement avec les données nécessaires aux décomptes (numéro, bureau de destination et d'origine, préambule, indication de service) et avec la mention des parts des taxes créditées ou débitées, de sorte qu'en additionnant les fractions de taxe, le total représente l'avoir ou le débit de chacune des administrations en relation.

Les bureaux de contrôle vérifieront, en outre, tous les jours, à la clôture du service, leurs registres, en se communiquant le nombre, les unités et la catégorie des télégrammes transmis et en arrêtant les sommes résultant en faveur de leur administration respective.

Art. 12. Le règlement des comptes communs se fera, pour les correspondances échangées par les lignes de Czernovitz, directement entre l'Autriche et la Roumanie, et pour celles qui empruntent les lignes hongroises, entre la Hongrie et la Roumanie.

Il est entendu que le décompte des télégrammes transitant par la Roumanie, pour la Turquie ou au delà de ce pays, se fera aussi d'après le régime de la comptabilité prévu par le règlement international.

Le décompte aura lieu de la manière suivante :

Tout bureau de contrôle reporte, à la fin du mois, les totaux des

registres journaliers sur des relevés sommaires qu'il envoie, accompagnés des registres, au département central de comptabilité dont il dépend.

C'est au moyen de ces documents que les administrations dressent les comptes mensuels récapitulant les montants des registres journaliers et établissant le crédit de leur pays.

Ces comptes seront échangés entre les administrations respectives avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent, pour être soumis à la vérification et, s'il y a lieu, au redressement.

Lorsque, dans la vérification faite par les administrations, se produit une différence qui ne dépasse pas un pour cent, le décompte sera admis définitivement et servira de base à l'arrêt du solde trimestriel.

Quand la différence dépasse un pour cent, il sera procédé à une révision détaillée des comptes, en ayant recours aux registres tenus aux bureaux de contrôle, que les administrations se communiqueront à toutes réquisitions, et en revenant même, s'il y a lieu, au matériel des télégrammes.

L'échange des communications relatives à l'admission des comptes ou, s'il y a lieu, à l'éclaircissement des différences, doit se faire dans le terme prévu par le règlement annexé à la Convention internationale.

Art. 13. La liquidation et le paiement du solde résultant des comptes mensuels s'opéreront entre les administrations respectives, dans le délai d'un mois à dater de l'admission du solde trimestriel, en espèces d'or, à Bukarest, par l'intermédiaire du Consulat général impérial et royal.

Art. 14. Les administrations contractantes se réservent la faculté de modifier, à toute époque, par voie d'entente commune, les tarifs insérés dans cet arrangement, et d'appliquer à toutes leurs correspondances, ou à une partie d'elles, le régime des taxes moyennes par la Convention télégraphique internationale.

Pour établir ces taxes moyennes, on prendra pour base les résultats de la correspondance obtenus pendant les trois mois, qui seront fixés d'un commun accord entre les administrations contractantes.

Le présent arrangement ne deviendra obligatoire pour les parties contractantes qu'après l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, et sera mis à exécution, dans ce cas, à partir du 1^{er} février 1876 (n. s.).

Il restera en vigueur aussi longtemps qu'il ne sera pas en contradiction avec quelque disposition de la Convention télégraphique internationale et du règlement y annexé, successivement révisés, ou bien

jusqu'à l'expiration d'un an, à compter du 1^{er} janvier qui suivra la dénonciation faite par l'une des Parties contractantes.

Dès que cet arrangement entrera en vigueur, la Convention spéciale signée à Bukarest le 8 août 1871 sera considérée comme annulée.

Fait à Bude-Pesth, le 6 janvier 1876.

Pour l'administration des télégraphes de Roumanie.

Signé: GEORGE J. LAHOVARI.

Pour l'administration des télégraphes de l'Autriche.

Signé: BRUNNER.

Pour l'administration des télégraphes de la Hongrie.

Signé: L. DE KOLLER.

FRANCE — GRANDE BRETAGNE

ASSESSION A L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES DE LA FRANCE POUR LES COLONIES FRANÇAISES, ET DE LA GRANDE-BRETAGNE POUR L'INDE BRITANNIQUE, SIGNÉE A BERNE LE 27 JANVIER 1876.

« L'Administration des postes de l'Inde britannique ayant fait connaître, conformément à l'article 17 du Traité concernant la création d'une Union postale conclu à Berne le 9 octobre 1874 (1), son intention d'entrer dans l'Union générale des postes, et le Gouvernement français ayant fait une déclaration semblable au nom de ses colonies, les délégués soussignés ont arrêté, sauf approbation, les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. L'Inde britannique et les colonies françaises accèdent aux stipulations du Traité concernant la création d'une Union générale des postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874, ainsi qu'aux dispositions du règlement de détail et d'ordre arrêté pour l'exécution dudit Traité.

« Art. 2. Les correspondances originaires de l'un des pays mentionnés à l'article 1^{er}, à destination d'un autre pays de l'Union, et *vice versa*, seront soumises aux taxes de l'Union adoptées par chacune des administrations en vertu des alinéa 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article 3 et des alinéas 1, 2 et 4 de l'article 4 du Traité de Berne du 9 octobre 1874.

« Chaque administration aura la faculté d'ajouter à ces taxes, à

(1) Voir *Archives* 1875, t. IV, p. 263.

titre de port maritime, une surtaxe qui ne pourra pas dépasser les maxima fixés par les articles 3, 2^e alinéa, et 4, 2^e alinéa, du Traité de Berne pour les envois affranchis. Toutefois, lorsque la conversion des taxes dans la monnaie nationale fera ressortir des fractions, ces fractions pourront être forcées jusqu'à l'unité.

« Il est expressément entendu que la surtaxe maritime ne sera perçue qu'une fois, alors même que plusieurs services maritimes participeraient au transport.

« Art. 3. Du chef du transport maritime des correspondances mentionnées à l'article 2 précédent, l'administration expéditive payera à l'administration ou aux administrations qui pourvoient à ce transport une bonification :

« 1^o De 25 fr. par kilogramme, poids net, de lettres et de cartes-correspondance, et

« 2^o De 1 fr. par kilogramme, poids net, d'objets désignés à l'article 4 du Traité conclu à Berne le 9 octobre 1874.

« Lorsque le transport maritime sera effectué par deux ou plusieurs administrations, la bonification en sera répartie entre elles sur la base des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui pourraient intervenir entre les administrations intéressées. Toutefois, aucune bonification ne sera due pour les transports maritimes n'excédant pas 300 milles marins.

« Art. 4. Les correspondances qui, en vertu de l'alinéa final de l'article 10 du Traité de Berne du 9 octobre 1874, auront à supporter des frais de transport extraordinaires, pourront être frappées d'une surtaxe en rapport avec ces frais.

« Art. 5. Par rapport aux dispositions de l'article 27 du règlement joint au Traité de Berne concernant la répartition des frais du bureau international de l'Union postale, il est convenu que l'Inde fera partie de la 1^{re} classe, et l'ensemble des colonies françaises de la 3^e classe prévue par cet article.

« Art. 6. Le présent arrangement sera mis en vigueur le 1^{er} juillet 1876.

« Fait à Berne, le 27 janvier 1876. »

(Suivent les signatures.)

Les pays d'outre-mer auxquels l'arrangement est applicable sont les suivants :

1^o Inde britannique : Aden, Hindoustan, Birmanie britannique ;

2^o Colonies françaises, Amérique : Martinique, Guadeloupe et dépendances, Guyane française, Saint-Pierre et Miquelon.

Afrique : Sénégal et dépendances, Gabon, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie et Madagascar.

Asie: Établissements de l'Inde (Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Mahé et Yanaon), Cochinchine.

Océanie: Nouvelle-Calédonie et dépendances, îles Marquises, Haïti et archipels soumis au protectorat de la France.

BELGIQUE — RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

TRAITÉ D'AMITIÉ D'ÉTABLISSEMENT ET DE COMMERCE
CONCLU A BRUXELLES LE 3 FÉVRIER 1876

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. Exc. le Président de la République Sud-Africaine, d'autre part, voulant développer et consolider les relations d'amitié et de commerce entre la Belgique et la République Sud-Africaine, et ayant jugé convenable de négocier un Traité propre à atteindre ce but,

S. M. le Roi des Belges a nommé à cet effet pour son Plénipotentiaire le comte d'*Aspremont-Lynden*, Ministre des affaires étrangères, membre du Sénat, officier de l'ordre de Léopold, etc. ;

Qui est convenu avec S. Exc. le Président de la République Sud-Africaine des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le Royaume de Belgique et la République Sud-Africaine et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura liberté réciproque de commerce entre le Royaume de Belgique et la République Sud-Africaine.

Art. 3. Les citoyens de l'une et de l'autre Partie contractante jouiront, dans les deux pays, de la plus constante et de la plus complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de déléguer en leur nom. Enfin, ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et ils seront soumis aux conditions imposées à ces derniers.

Art. 4. Les citoyens Belges, dans la République Sud-Africaine, et les citoyens de la République Sud-Africaine, en Belgique, seront exemptés de tout service militaire, soit dans l'armée, soit dans la

marine, soit dans la milice ou garde nationale, et en aucun cas ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières et immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les citoyens du pays. Il est convenu également que les citoyens des deux pays, qui sont établis ou s'établiront sur le territoire de l'autre, jouiront de tous les avantages que les lois ou décrets en vigueur accordent ou accorderont à l'avenir aux étrangers émigrants, mais avec l'obligation de remplir les conditions imposées ou exprimées dans ces dispositions.

Art. 5. Les citoyens belges, dans la République Sud-Africaine, et les citoyens de la République Sud-Africaine, en Belgique, jouiront d'une entière liberté de conscience. Les uns et les autres se soumettront, quant à l'exercice extérieur de leur culte, aux lois de chaque pays.

Art. 6. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes pourront librement, sur le territoire de l'autre, voyager ou séjourner, commercer en gros et en détail, comme il est permis actuellement de le faire ou comme il le sera par la suite aux citoyens de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, transporter des marchandises et des espèces, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, suivant les lois de chacun des deux pays, sans être assujettis, pour ces opérations, à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui sont imposées aux indigènes, sauf les précautions de police qui sont ou seront employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité, libres, dans leurs achats et leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques importés ou produits dans le pays, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, en se conformant toutefois aux lois et aux règlements en vigueur.

Ils jouiront de la même liberté pour diriger leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs déclarations, ou se faire représenter par des personnes qu'ils choisiront comme fondés de pouvoir, facteurs, agents consignataires ou interprètes, pour l'achat ou la vente de leurs biens, leurs effets ou marchandises. De même, ils auront le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par les citoyens du pays, comme fondés de pouvoir, facteurs, agents consignataires ou interprètes, en se soumettant en tout aux lois du pays, et sans avoir à payer comme étrangers aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Art. 7. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront dans tout le territoire de la République Sud-Africaine du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des citoyens de cette République, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû dans le même cas par les nationaux ; réciproquement, les citoyens de la République Sud-Africaine jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas exigé des nationaux dans les mêmes cas. La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre-vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par les Belges, dans la République Sud-Africaine, ou par des citoyens de la République Sud-Africaine, en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de déduction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas soumis.

L'exemption susmentionnée comprend non-seulement les droits de déduction qui pourraient être perçus par le Trésor public, mais également tous les droits de déduction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, de paroisses, de districts ou de corporations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a pas encore été effectuée.

Art. 8. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays pour l'entrepôt des marchandises, il ne sera perçu d'autres droits que ceux de garde et d'emmagasiner sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant qu'ils soient expédiés pour la consommation intérieure ou en transit, ou bien réexportés, et en aucun cas ils ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que les objets importés de tout autre pays étranger, sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11.

Art. 9. Les objets de toute nature venant de la Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire de la République Sud-Africaine, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets provenant ou en destination du pays le plus

favorisé, sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'art. 11. Réciproquement, les objets de toute nature venant de la République Sud-Africaine ou expédiés vers elle jouiront, à leur passage sur le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. 10. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que toute faveur, privilège ou immunité que l'une d'elles aurait accordé ou accorderait, en fait de douane, aux sujets d'un autre État, sera étendue aux citoyens du pays de l'autre, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou moyennant une compensation équivalente, si la concession a été conditionnelle.

Aucune des Parties contractantes n'imposera, soit à l'importation, soit à la réexportation des produits du sol ou de l'industrie de l'autre Partie, des droits différents ou plus élevés que ceux qui se prélèvent à l'importation ou à la réexportation des marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger. Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des Parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations; le tout, sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11.

Art. 11. Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont pas applicables aux mesures spéciales que les deux pays se réservent d'établir dans un but sanitaire ou en vue d'événements de guerre.

Aussi, la République Sud-Africaine se réserve le droit d'accorder à l'État libre d'Orange des concessions et des privilèges exceptionnels, que la Belgique ne pourra réclamer en vertu de son droit au traitement applicable à tout pays étranger en général ou au pays le plus favorisé.

Art. 12. Les objets, de quelque nature que ce soit, appartenant aux Belges ou aux citoyens de la République Sud-Africaine, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou découverts dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, qui auront à payer, s'il y a lieu, les frais de reprise à déterminer par les tribunaux compétents.

Le droit de propriété devra auparavant avoir été prouvé devant ces tribunaux, et la réclamation être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 13. Il est formellement convenu entre les deux Parties con-

tractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et les citoyens de toute classe de l'un des deux États jouiront de plein droit, dans l'autre, des privilèges, immunités, franchises et réductions de droits consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée (sauf l'exception contenue dans le second alinéa de l'article 11), gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle. Le même principe sera applicable aux marchandises et objets quelconques, appartenant à des citoyens ou au Gouvernement de l'un des deux États et se trouvant dans les limites de la juridiction de l'autre.

Art. 14. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux Hautes Parties contractantes occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale ou conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance, également amie des deux Parties, sera invoqué d'un commun accord pour éviter une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des Hautes Parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre, exerçant le commerce ou quelque autre profession privée, auront la faculté d'y rester en continuant leur profession ou leurs affaires, sans être troublés dans la jouissance de leur liberté et de leurs biens, pour autant qu'ils se conduisent pacifiquement et qu'ils n'enfreignent pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas sujets à être saisis ou séquestrés et ne seront soumis à aucun impôt que n'auraient point à payer, sur des biens de la même espèce, les citoyens du pays.

Art. 15. Chacune des Parties contractantes aura la faculté de nommer, pour la protection de son commerce, des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls qui résideront sur le territoire de l'autre ; mais, avant d'entrer en fonctions, tout consul général, consul ou vice-consul nommé devra obtenir, dans la forme usitée, l'*exequatur* ou l'autorisation du Gouvernement auprès duquel il est accrédité, et chacune des Parties contractantes aura le droit d'excepter les lieux où les points de son territoire où il ne lui conviendra pas d'admettre des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls. Il est d'ailleurs entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'imposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Art. 16. Les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique dans la République Sud-Africaine jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent ou

jouiront les agents de la même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls ou vice-consuls de la République Sud-Africaine.

Art. 17. En cas de décès d'un citoyen belge dans la République Sud-Africaine ou d'un citoyen de la République Sud-Africaine en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux Parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence des héritiers, ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous les actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 18. Le présent Traité demeurera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Bruxelles dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de six années, son intention de ne pas renouveler ce Traité, celui-ci continuera de subsister et d'être obligatoire pendant une année encore, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il se soit écoulé une année depuis le jour de la dénonciation faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Art. 19. Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi des Belges ainsi que par le Volksraad de la République Sud-Africaine.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties contractantes désignés ci-dessus l'ont signé et scellé en double original.

Fait à Bruxelles, le troisième jour du mois de février de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: TH. BURGERS,

Staats-President.

der Zuid-Afrikaansche republiek.

FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

DÉCLARATION MONÉTAIRE SIGNÉE A PARIS LE 3 FÉVRIER 1876

Les soussignés délégués des Gouvernements de France, de Belgique, de Grèce, d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en conférence, en exécution de l'article 5 de la Déclaration monétaire du 5 février 1875, (1) et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements contractants s'engagent, pour l'année 1876, à ne fabriquer ou à ne laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs, frappées dans les conditions déterminées par l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865, que pour une valeur n'excédant pas la somme de 120 millions de francs fixée par l'article 1^{er} de la Convention additionnelle du 31 janvier 1874.

Art. 2. Ladite somme de 120 millions de francs est répartie ainsi qu'il suit :

1° Pour la Belgique	10.800.000 fr.
Pour la France	54.000.000
Pour l'Italie	36.000.000
Pour la Suisse	7.200.000

2° En ce qui concerne la Grèce, qui a accédé à la Convention du 23 décembre 1865, par une Déclaration du 26 décembre 1868, le contingent fixé par cet État proportionnellement à ceux des autres Gouvernements contractants, est arrêté à la somme de 3,600,000 francs.

3° En dehors du contingent fixé au paragraphe précédent, le Gouvernement hellénique est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer et à mettre en circulation sur son territoire, pendant l'année 1876, une somme de 8,400,000 francs en pièces d'argent de 5 francs, cette somme étant destinée à faciliter le remplacement des diverses monnaies actuellement en circulation, par des pièces de 5 francs frappées dans les conditions déterminées par la Convention de 1865.

Art. 3. Sont imputés sur les contingents fixés au paragraphe premier de l'article précédent, les bons de monnaie délivrés jusqu'à la date de ce jour, dans les conditions déterminées par l'article 6 de la Déclaration du 5 février 1875.

Est également imputée sur la somme totale de 12 millions de francs attribuée à la Grèce par les paragraphes 2 et 3 de l'article

(1). Voir *Archives*, 1876, t. I, p. 337.

précédent, celle de 2 millions et demi que le Gouvernement hellénique avait autorisé à faire fabriquer en 1876, comme équivalent des bons de monnaie que les autres Gouvernements contractants ont eu la faculté de délivrer.

Art. 4. Une nouvelle conférence monétaire sera tenue à Paris, dans le courant du mois de janvier 1877, entre les délégués des Gouvernements contractants.

Art. 5. Jusqu'à la réunion de la conférence prévue à l'article précédent, il ne sera délivré de bons de monnaie pour l'année 1877, que pour une somme n'excédant pas la moitié des contingents fixés par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 de la présente Déclaration.

Art. 6. L'article 11 de la Convention du 23 décembre 1865, concernant l'échange des communications relatives aux faits et documents monétaires est complété par la disposition suivante :

« Les Gouvernements contractants se donneront réciproquement avis des faits qui parviendraient à leur connaissance au sujet de l'altération et de la contrefaçon de leurs monnaies d'or et d'argent dans les pays faisant ou non partie de l'union monétaire, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues. Ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les altérations et contrefaçons, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement. »

Art. 7. La présente Déclaration sera mise en vigueur dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières de chacun des cinq États.

En foi de quoi les délégués respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 3 février 1876.

Pour la France.. (L. S.) *Signé*: DUMAS.

— (L. S.) *Signé*: G. DE SOUBEYRAN.

— (L. S.) *Signé*: C. JAGERSCHMIDT.

Pour la Belgique. (L. S.) *Signé*: SAINCTELETTE.

— (L. S.) *Signé*: BARON DE PITTEURS
HIÉGAERST.

Pour la Grèce.... (L. S.) *Signé*: N. S. DELYANNI.

Pour l'Italie..... (L. S.) *Signé*: BARALSI.

— (L. S.) *Signé*: RESSMAN.

Pour la Suisse.. (L. S.) *Signé*: KERN.

— (L. S.) *Signé*: FEER HEPZOG.

PARAGUAY — RÉPUBLIQUE ARGENTINE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE PARAGUAY ET LA
RÉPUBLIQUE ARGENTINE , SIGNÉ A BUENOS - AYRES
LE 3 FÉVRIER 1876

Les soussignés, ministres plénipotentiaires de la République du Paraguay et de la République Argentine, nommés par leurs Gouvernements respectifs pour conclure les Traités pendants entre les deux Républiques, et entre eux, celui d'amitié, de commerce et de navigation, auquel se réfère le Traité définitif de paix à cette date, ayant échangé mutuellement leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il y aura paix et sincère amitié entre la République du Paraguay et la République Argentine, leurs Gouvernements respectifs s'engageant à employer tous les moyens en leur pouvoir pour la consolider mutuellement, et à adopter pour base de leurs relations la plus stricte et la plus franche réciprocité.

Art. 2. En conséquence de cette résolution, les Gouvernements paraguayen et argentin conviennent que toute faveur ou concession qu'ils feraient à d'autres États en matière de commerce et navigation, serait extensive au Paraguay ou à la République Argentine, si la concession a été faite librement, et si elle a été conditionnelle, la nation à laquelle elle se rapporte sera obligée à la même compensation ou à une compensation équivalente.

Art. 3. Les deux Gouvernements rétablissent et mettent en vigueur l'article 19 du Traité de 1853, où il est stipulé que :

Les rivières, ports ou canaux accessibles au commerce étranger, ou qui seraient rendus tels par le Gouvernement paraguayen, restent ouverts à tous les navires, chargements, effets qui naviguent sous le pavillon argentin ; et les navires paraguayens jouiront du même avantage dans les ports et canaux de la République Argentine, accessibles au commerce étranger ou qui le deviendraient à l'avenir.

Les citoyens paraguayens dans la République Argentine et les citoyens argentins dans le Paraguay jouiront à cet égard de la même liberté qui est accordée aux nationaux.

Art. 4. Ils conviennent, comme il est stipulé dans l'article 20 du Traité cité, d'admettre comme navires paraguayens ou argentins ceux qui naviguent sous le pavillon de l'une ou de l'autre République, s'ils

sont patentés et armés en conformité de leurs lois respectives.

Art. 5. Les citoyens de l'un et de l'autre État jouiront d'une parfaite liberté de culte, ne pouvant être molestés ni inquiétés en raison de leurs croyances religieuses, devant se conformer, en ce qui concerne la pratique extérieure de leurs cultes, aux lois et usages du pays de leur résidence, en tant qu'ils n'affectent pas les principes antérieurs.

Art. 6. Conformément aux stipulations de l'article 10 du Traité de 1856, les Paraguayens dans la République Argentine et les Argentins dans le Paraguay seront parfaitement libres d'entrer, sortir, traverser et séjourner dans leurs territoires respectifs, d'y administrer leurs affaires par eux-mêmes ou par commettants; de contracter, achever et vendre en gros et en détail, de discuter et de défendre leurs droits judiciairement et extra-judiciairement, et enfin, de pratiquer toutes les opérations et actes civils et commerciaux en conformité des lois et usages du pays où ils résident, jouissant pour toutes ces facultés de la liberté et des garanties que possèdent les nationaux eux-mêmes.

Art. 7. Les citoyens paraguayens dans la République Argentine et les citoyens argentins dans le Paraguay jouiront dans ces territoires respectifs du droit le plus complet pour acquérir des biens de tout genre et pour les posséder, les vendre ou les donner, en usant et disposant avec la même liberté de ceux qu'ils introduisent ou qu'ils acquièrent par achat, permutation, testament, donation, héritage *ab intestat* ou par toute autre cause légale quelconque. Les biens acquis par les causes exprimées ou par d'autres ne seront grevés pour leur acquisition, leur transmission ou leur aliénation, d'autres ou plus forts droits que ceux auxquels sont assujettis dans les cas analogues les citoyens du pays où se trouvent leurs biens.

Art. 8. Les Paraguayens domiciliés ou de passage dans la République Argentine et les Argentins domiciliés ou de passage dans la République du Paraguay ne pourront être obligés à un service personnel dans l'armée, dans la marine ou dans les milices nationales, et seront exempts de contributions de guerre, emprunts forcés, logement et réquisitions militaires, leurs biens meubles et immeubles ne pouvant être grevés de charges, obligations ou impôts qui ne pèsent pas sur les biens des nationaux.

Art. 9. Sans préjudice de la stipulation contenue dans le précédent article, les citoyens des Parties contractantes pourront entrer librement au service militaire de l'une et de l'autre. Leurs contrats d'engagement devront être enregistrés dans le consulat respectif et n'auraient aucune valeur sans l'accomplissement de cette formalité.

Les consuls ou vice-consuls respectifs ne devront pas s'opposer à l'enregistrement de ces contrats, dès qu'il leur sera démontré que celui qui s'engage le fait librement et n'est pas déserteur des forces de mer ou de terre du pays dont il est citoyen.

Cependant, au cas où ils refuseraient l'enregistrement, ils devront déclarer dans le contrat les motifs de cette récusation et en donner connaissance à leur Gouvernement, afin que puissent avoir lieu les réclamations de Gouvernement à Gouvernement, alors que de tels motifs n'ont pas été observés.

Si, après l'enregistrement du contrat, on arrivait à reconnaître que l'individu engagé est déserteur, il devrait être remis au Gouvernement auquel il appartient.

Art. 10. Aucune propriété argentine, quelle que soit sa nature, ne pourra être détenue, mise sous le séquestre ni expropriée dans la République du Paraguay, pour le service public, ni même en cas de nécessité ou de guerre, sans arrangements préalables avec les propriétaires, fondés de pouvoirs ou consignataires, pour le dédommagement des dommages et préjudices qu'ils auraient soufferts, ce qui devra être constaté dans une stipulation écrite et légalement autorisée, et aucune propriété paraguayenne, quelle que soit sa valeur, ne pourra être privée, dans la République Argentine, des garanties accordées par le présent article aux propriétés de cette République.

Quand, par une nécessité extrême de guerre, on occupera quelque établissement (*hacienda*) pour le bétail et les chevaux, sans remplir les formalités ci-dessus exprimées, le chef ou le fonctionnaire public qui agira de la sorte devra remettre un document où sera constaté ce qu'il reçoit, et le Gouvernement, à la vue de ce document, accordera au propriétaire un complet dédommagement.

Art. 11. Les citoyens des Républiques contractantes ne pourront être emprisonnés, expulsés du lieu de leur résidence ou transportés d'un point à un autre du territoire, si ce n'est dans le cas où ces mesures seraient pratiquées en conformité de la Constitution ou des lois en vigueur, des règlements sanitaires ou pratiques internationales; il reste entendu que ce qui est stipulé antérieurement n'affecte pas les sentences qui peuvent être rendues par les tribunaux ni celles qui recevraient leur exécution suivant les formes établies par les législations respectives.

Art. 12. Les articles provenant du sol ou de l'industrie du Paraguay ne payeront pas dans la République Argentine de droits plus élevés que ceux que payent les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de la nation la plus favorisée, et il sera procédé de la même manière au Paraguay avec les articles provenant du sol ou de

l'industrie de la République Argentine ; le même principe sera observé pour les droits d'exportation ou de transit.

Art. 13. Les Hautes Parties contractantes s'obligent à ne point établir de prohibition à l'importation des articles provenant de leur sol ou de leur industrie respectifs, ni à l'exportation mutuelle de leurs articles de commerce, sauf quand les prohibitions s'étendront également à quelque autre État étranger.

Art. 14. Les produits de toute espèce importés directement dans les ports du Paraguay ou de la République Argentine par les navires de l'une ou l'autre Puissance, pourront être expédiés pour consommation, transit, réexportation, ou mis en dépôt, et ne pourront être grevés d'autres et plus forts droits, ni d'autres taxes et charges fiscales que ceux auxquels sont assujetties les marchandises transportées dans des navires nationaux. Et, de la même manière les marchandises de toute nature qui seraient exportées du Paraguay dans les navires argentins, ou de la République Argentine sur des navires paraguayens, jouiront de toutes les franchises, primes ou faveur concédées dans chacun des deux pays aux produits exportés sur des navires nationaux.

Art. 15. Les navires argentins qui entreraient dans les ports du Paraguay ou qui en sortiraient, et les navires paraguayens dans leurs entrées ou sorties des ports argentins, seront soumis seulement aux droits d'ancrage, tonnage, pilotage, balise, môles, observation sanitaire, ports, phares ou autres, auxquels sont sujets les navires de la nation la plus favorisée.

Les droits de navigation, tonnage et autres qui sont perçus en raison de la capacité du bâtiment, seront recouvrés pour les navires argentins dans les ports du Paraguay, en vertu des déclarations énoncées dans le manifeste ou dans les autres papiers de bord. La même règle sera observée pour les navires paraguayens dans les ports de la République Argentine.

Les faveurs ou franchises auxquelles se rapporte le présent article ne s'étendent point à la quote-part que payent ou doivent payer les navires en raison de l'usage des môles construits par des entreprises particulières ou par l'État. Les navires des deux Parties contractantes restent soumis aux conditions ou tarifs que fixent les entrepreneurs ou le Gouvernement aux navires étrangers.

Ils jouiront seulement à cet égard des concessions accordées à la nation la plus favorisée.

Art. 16. les Hautes Parties contractantes, désirant développer et faciliter la navigation à vapeur entre les ports des deux pays, concéderont aux lignes de vapeur paraguayennes ou argentines qui

s'emploieraient au service du transport des passagers et des marchandises entre leurs ports respectifs, toutes les faveurs, tous les privilèges et franchises qui auraient été accordés ou qui seraient concédés à l'avenir à quelque autre ligne de navigation à vapeur. Ceci n'exclut point les subventions spéciales qui pourraient être accordées à une entreprise pour des raisons déterminées.

Art. 17. Les navires paraguayens dans la République Argentine et les navires argentins dans le Paraguay pourront débarquer une partie de leur chargement dans le premier port à leur convenance et se diriger ensuite dans d'autres ports du même État avec le reste de leur chargement pour le débarquer, sans payer dans aucun de ces ports d'autres et plus forts droits que ceux que doivent payer les navires nationaux dans des circonstances analogues; le même principe sera appliqué au commerce d'escale destiné à compléter les chargements de retour.

Art. 18. Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables à la navigation de cabotage, c'est-à-dire à celle qui se pratique entre ports situés sur le territoire de l'un d'eux. Par conséquent, cette navigation sera réglementée par les lois de chaque État.

Mais, si l'une des Hautes Parties contractantes concédait à une troisième Puissance le bénéfice de cette navigation, l'autre pourrait réclamer gratuitement le même bénéfice, si la concession avait été gratuite, ou au moyen d'une compensation équivalente, si la concession avait été conditionnelle.

Art. 19. Quant au placement des navires dans les ports, baies, rades, ancrages des deux États, à leur déchargement, à l'usage des magasins publics, balances et autres services, et en général pour les formalités d'ordre et de police auxquelles peuvent être assujettis les navires de commerce, leurs équipages et leurs chargements, les navires argentins dans le Paraguay jouiront des privilèges et faveurs accordées aux nationaux; et réciproquement les navires paraguayens dans la République Argentine; la volonté des Hautes Parties contractantes étant de maintenir à cet égard la base de la plus parfaite égalité.

Art. 20. Les navires de l'un des États contractants qui naufrageraient ou qui seraient jetés sur les côtes de l'autre, et qui, par suite d'arrivages forcés ou d'avaries constatées, entreraient dans les ports ou toucheraient sur les côtes, sans y effectuer d'opérations de commerce en chargeant, ou déchargeant, ne seraient soumis à aucun droit de navigation, quelle que soit sa dénomination, sauf les droits de pilotage, phares, et autres qui représentent des services prêtés par des entreprises particulières.

Ils pourront transborder tout ou partie de leurs chargements sur

d'autres navires ou les déposer à terre, en observant les précautions établies par les lois et ordonnances des pays respectifs, sans qu'on puisse leur imposer d'autres droits que ceux résultant du fret du bâtiment, du loyer des magasins où les marchandises sont déposées, et de l'usage des arsenaux pour la réparation des avaries.

Il leur sera accordé, dans ces divers cas, toutes les facilités et protections possibles pour réparer lesdites avaries, se pourvoir de vivres et se mettre en état de continuer leur voyage.

Art. 21. Les Hautes Parties contractantes n'admettront point dans leurs ports de pirates ou écumeurs de mer; toutes deux s'obligent à les poursuivre par tous les moyens légaux, ainsi que les complices de ces crimes ou les recéleurs des biens dérobés.

Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes qui auraient été saisis en dehors des limites de sa juridiction ou en haute mer, et qui auraient été conduits ou rencontrés dans les ports, rivières, rades ou baies de l'autre partie, seront restitués à leurs propriétaires, aux procureurs ou aux agents desdits Gouvernements respectifs, moyennant la justification du droit de propriété devant les Tribunaux et le paiement préalable, si l'affaire est réglée, des frais déterminés par les Tribunaux compétents, en vertu des lois respectives. La réclamation, en ce cas, devra se produire dans le terme d'une année.

Art. 22. L'échange des ratifications du présent Traité aura lieu à Buenos-Ayres, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention par duplicata, et y ont apposé leur sceau, dans la ville de Buenos-Ayres, le 3 février 1876.

(L. S.) *Signé*: FACUNDO MACHAIN.

(L. S.) *Signé*: BERNARDO DE IRIGOYEN.

PARAGUAY — RÉPUBLIQUE ARGENTINE

TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE PAIX, ENTRE LE PARAGUAY ET LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, SIGNÉ A BUENOS-AYRES, LE 3 FÉVRIER 1876

Au nom de la Très Sainte-Trinité,

La République du Paraguay, d'une part, et la République-Argentine, de l'autre, animées du sincère désir de rétablir la paix sur des

bases solides, assurant le bon accord, l'harmonie et l'amitié qui doivent exister entre des nations voisines, appelées à vivre unies par les liens d'une perpétuelle alliance et à éviter de futures perturbations, ont résolu de célébrer un Traité définitif de paix et ont nommé, à cette fin, leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. D. Juan Bautista Gill, Président de la République du Paraguay, S. Exc. le D^r D. *Facundo Machain*, son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. Exc. le D^r Nicolas Avellaneda, Président de la République Argentine, S. Exc. le D^r *Bernardo de Irigoyen*, son Ministre secrétaire d'État au département des relations extérieures ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est déclaré, conformément aux stipulations de l'accord préliminaire du 20 juin 1870, que la paix et l'amitié sont rétablies entre les citoyens de l'une et l'autre République ; les deux Gouvernements s'engageant à les maintenir perpétuellement, sur la base d'une parfaite réciprocité et d'une égale justice, dans toutes leurs relations.

Art. 2. La désignation définitive des limites qui séparent la République du Paraguay de la République Argentine sera déterminée dans un Traité spécial, signé en même temps que celui-ci, et qui aura la même force et valeur que la présente Convention.

Art. 3. La République du Paraguay reconnaît et accepte l'obligation de payer à la République Argentine :

1^o Le total des dépenses faites pendant la guerre où ce dernier État s'est vu entraîné par les agressions du Paraguay en 1866 ;

2^o Le montant des dommages causés aux propriétés publiques de la République Argentine ;

3^o La valeur des dommages et préjudices causés aux personnes et aux propriétés particulières.

En se soumettant, pour tous les points, à ce qu'a établi l'article 14 du traité d'alliance.

Art. 4. La République Argentine, ayant présent ce qui a été stipulé avec le Gouvernement du Brésil, dans la Convention de Rio-Janeiro, du 19 novembre 1872, accepte, en paiement des indemnités qui lui sont dues pour les dépenses de la guerre et les dommages causés aux propriétés publiques, les règles suivantes :

1^o Les frais de guerre seront fixés en prenant pour base le total de toutes les dépenses faites à cette époque par la République Argentine, avec déduction du budget ordinaire en temps de paix ;

2^o Le *quantum* liquide des indemnités résultant de cet article sera

déterminé avec les documents officiels qui en démontrent l'exactitude;

3° Dans une Convention spéciale, que la République Argentine célébrera, après avis préalable des autres alliés, avec celle du Paraguay, dans un terme de deux années au plus tard, à partir de la date du Traité de paix, le total dont il est question dans l'article antérieur sera réduit à une somme laissée au libre arbitre de la générosité du Gouvernement argentin;

4° Aucun intérêt ne sera prélevé pour cette dette pendant les dix premières années, si la République du Paraguay applique effectivement à son paiement une quote-part compatible avec les ressources dont elle dispose :

Passé ce temps, l'intérêt annuel sera de 2 0/0 pendant dix ans; dans les dix années suivantes, de 4 0/0, et finalement, à l'avenir, de 6 0/0; cet intérêt ne pouvant être accru en aucun cas.

5° Le montant de toutes les rentes ou ressources appliqué à l'amortissement du capital et au paiement de l'intérêt sera divisé proportionnellement entre tous les alliés;

6° On observera, de la même manière, pour ce qui concerne la nature des titres de crédit, l'époque et le genre des paiements, la plus parfaite égalité.

Art. 5. Le Paraguay, devant observer l'égalité la plus parfaite avec tous les alliés, il est entendu que si les règles et conditions établies dans le précédent article étaient modifiées en faveur de l'un des Gouvernements alliés, la même modification serait faite en faveur de la République Argentine.

Art. 6. Deux mois après l'échange des ratifications du présent Traité, on nommera une commission mixte, composée de deux juges et de deux arbitres, pour examiner et liquider les indemnités provenant des causes mentionnées dans le paragraphe 3 de l'article 3.

Cette commission se réunira dans la ville de l'Assomption. En cas de divergence entre les juges, un des arbitres sera tiré au sort, et cet arbitre décidera la question. Si l'une des Parties contractantes, pour quelque motif que ce soit, omettait de nommer son commissaire et son arbitre, dans le délai stipulé plus haut, ou si, après les avoir nommés, jugeant nécessaire de les remplacer, ils n'y satisfaisaient pas dans le même délai, le commissaire et l'arbitre de l'autre Partie contractante procéderaient à l'examen et à la liquidation de la réclamation respective, sans que le Gouvernement, dont les mandataires feraient défaut, pût se soustraire à leurs décisions.

Art. 7. Un terme de dix-huit mois reste fixé pour la présentation des réclamations que doit juger la commission mixte dont il est

parlé dans l'article antérieur : passé ce délai, nulle réclamation ne sera plus admise.

Ladite dette sera payée par le Gouvernement paraguayen, de la même manière que pour le Brésil et l'État oriental, conformément aux stipulations le l'article 4, paragraphes 5 et 6.

Art. 8. La République Argentine déclare que si les autres Gouvernements susmentionnés accordaient au Paraguay de plus larges concessions, soit quant au mode de paiement de leurs créances, à la réduction qui pourrait en être faite, ou au chiffre des intérêts, le Gouvernement argentin ferait de même pour sa part, et proportionnellement, afin de maintenir une parfaite égalité avec ses alliés.

Art. 9. La République Argentine et la République du Paraguay s'obligent à se rendre mutuellement les prisonniers de guerre qui se trouvent, en cette qualité, dans les deux pays.

Art. 10. Les Gouvernements du Paraguay et de la République Argentine prennent l'engagement réciproque de faire respecter les localités de leurs territoires respectifs où les soldats des deux Républiques morts pendant la guerre ont reçu la sépulture.

Art. 11. La République Argentine ayant proclamé le principe de la libre navigation des fleuves Parana, Paraguay et Uruguay, et ayant consigné cette déclaration dans plusieurs Traités internationaux, et la République du Paraguay ayant fait une déclaration identique dans plusieurs traités postérieurs, les deux Parties confirment cette déclaration en s'engageant à appliquer, dans leurs juridictions respectives, les règles établies dans les articles ci-dessous.

Art. 12. La navigation des rivières Uruguay, Parana et Paraguay est libre pour le commerce de toutes les nations, depuis le rio de la Plata jusqu'aux ports *ouverts* (*habilitados*) ou qui seraient rendus tels par les États respectifs, conformément aux concessions admises, par chacune des Hautes Parties contractantes, dans leurs décrets, lois et traités.

Art. 13. La liberté de la navigation des rivières Uruguay, Parana et Paraguay, concédée à tous les pavillons, ne s'étend point aux affluents (sauf les stipulations spéciales contraires) ni celle qui s'effectue de port à port de la même nation.

L'une et l'autre de ces navigations pourront être réservées par chaque État pour son propre pavillon ; mais il restera parfaitement loisible aux citoyens des deux États de charger leurs marchandises dans les embarcations consacrées à ce commerce intérieur ou de cabotage.

Art. 14. Les navires de guerre des États riverains jouiront aussi de la liberté de transit et d'entrée dans tout le parcours des rivières

accessibles (habilitados) aux bâtiments marchands. Les navires de guerre des nations non riveraines pourront arriver seulement jusqu'au point que chaque riverain permettra, la concession consentie par un Etat ne pouvant s'étendre au delà des limites de son territoire et obliger en aucune manière les autres États riverains.

Art. 15. Les navires marchands qui vont d'un port extérieur ou de l'un des ports fluviaux d'un État riverain, quel qu'il soit, à un autre port du même État, ou d'un troisième, ne seront point assujettis, dans leur transit à travers les eaux des États intermédiaires, à aucun impôt ni empêchement.

Les navires à destination des ports de l'un des États riverains resteront soumis aux lois et règlements particuliers de cet État, en dedans de la section de la rivière à laquelle appartiennent les deux rives ou seulement l'une d'elles.

Art. 16. Chaque Gouvernement désignera des endroits spéciaux en dehors des ports ouverts, où les bâtiments, quelle que soit leur destination, pourront, en cas d'urgence, communiquer avec la terre directement, ou par le moyen de plus petites embarcations, afin de réparer leurs avaries, de se pourvoir de charbon ou d'autres objets nécessaires.

Art. 17. Les navires de guerre restant exemptés de tout droit de transit ou de port, ils ne pourront être retardés dans leur transit, sous aucun prétexte, et jouiront, dans tous les ports où il est permis de communiquer avec la terre, des exemptions, honneurs et privilèges d'un usage général parmi les nations civilisées.

Art. 18. Les Gouvernements contractants s'appliqueront à établir un régime uniforme de navigation et de police pour les fleuves Parana, Paraguay et Uruguay, les règlements étant faits d'un commun accord entre les États riverains et sur les bases les plus favorables au libre transit et au développement des transactions commerciales.

Art. 19. S'il advenait (ce qu'à Dieu ne plaise) que de la part de l'un des États contractants, on interrompît la navigation de transit, l'autre État emploierait les moyens convenables pour maintenir la liberté de ladite navigation, ne pouvant faire d'autre exception à ce principe que celle des articles de contrebande de guerre, et des ports et lieux des mêmes rivières qui se trouveraient bloqués en conformité du droit des gens.

Art. 20. Le Gouvernement argentin confirme et ratifie la disposition consacrée par les articles 8 et 9 du Traité célébré avec l'Empire du Brésil et la République Orientale du 1^{er} mai 1865 : soit l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de la République du Paraguay.

Art. 21. S'il survenait, malheureusement, quelque grave dissentiment entre les deux Hautes Parties contractantes, elles s'engagent, avant de recourir au moyen extrême de la guerre, à employer ce moyen pacifique de solliciter et d'admettre les bons offices d'une ou de plusieurs nations amies.

Art. 22. Si les moyens pacifiques ne rétablissent pas la bonne intelligence entre les deux Gouvernements et s'ils arrivaient à l'état de guerre, un terme de six mois serait accordé aux commerçants qui résideraient sur les côtes ou dans les ports de chacun des deux États, et un délai d'une année à ceux qui habiteraient dans l'intérieur, pour arranger leurs affaires, disposer de leurs biens et se transporter où ils voudraient. Il leur serait, en outre, remis un sauf-conduit pour s'embarquer dans le port qu'ils désigneraient, à moins que ledit port ne fût occupé ou assiégé par l'ennemi, et que la sécurité de l'État ne s'opposât à ce qu'ils se servissent de cette voie.

Dans ce cas, ils seraient dirigés sur un autre port, qu'ils choisiraient, et qui n'offrirait point ces inconvénients.

Les citoyens qui auraient dans le pays un établissement fixe et permanent pour l'exercice d'une profession ou d'une industrie quelconques pourront continuer à l'exercer sans être molestés.

Ils jouiront également de leur liberté personnelle et de leurs propriétés, sous la réserve de se conduire pacifiquement.

Les propriétés ou biens (quelle que soit leur nature) des citoyens des deux Républiques ne seront point sujets, en cas de guerre entre elles, à des *embargos*, charges ou impositions dont ne sont point grevés les propriétés et biens de leurs nationaux. Ne pourront non plus être confisqués, au détriment desdits citoyens respectifs, les créances qui leur seraient dues par des particuliers, les titres de crédit public ni les actions de banques ou sociétés qui leur appartiennent.

Art. 23. Le Gouvernement de la République Argentine confirme et celui de la République du Paraguay accepte les principes constants de la déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, à savoir :

1° La course est et demeure abolie ;

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre ;

3° La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, ne peut être saisie sous pavillon ennemi.

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs ; c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour empêcher réellement l'accès du littoral ennemi.

Art. 24. Il reste entendu que ce traité ne préjudicie point aux stipulations spéciales que la République Argentine a célébrées avec l'empire du Brésil et la République Orientale, ni à celles qui seraient à l'avenir conclues, sans porter atteinte aux obligations aujourd'hui contractées par la République du Paraguay.

Art. 25. Persévérant dans le désir de rendre plus étroites et de faciliter les cordiales relations qui seraient, par le présent Traité, franchement et sincèrement rétablies entre les deux Républiques, leurs deux Gouvernements, s'engagent à célébrer séparément un Traité d'extradition et une Convention consulaire, comme aussi les différents Traités et Conventions qui peuvent concourir au résultat susmentionné.

Art. 26. L'échange des ratifications du présent Traité aura lieu, à Buenos-Ayres, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité par duplicata, et l'ont scellé dans la ville de Buenos-Aires, le 3 février 1876.

(L. S.) *Signé* : FACUNDO MACHAIN.

(L. S.) *Signé* : BERNARDO DE IRIGOYEN.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — PARAGUAY¹

TRAITÉ DE DÉLIMITATIONS SIGNÉ A BUENOS-AYRES LE 3 FÉVRIER 1876

Les soussignés, Ministres plénipotentiaires du Paraguay et de la République Argentine, nommés par leurs Gouvernements respectifs pour célébrer le Traité de limites pendant entre les deux Républiques, ont échangés leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, et sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La République du Paraguay est divisée pour la partie est et sud de la République Argentine, par la moitié du cours du canal principal du Rio-Parana, depuis sa réunion au Rio-Paraguay jusqu'à ce qu'il rencontre sur la rive gauche les frontières de l'Empire du Brésil, l'île de Apipé appartenant à la République-Argentine et celle de Yacaréta à la République du Paraguay, ainsi qu'il a été stipulé dans le Traité de 1856.

Art. 2. A la partie occidentale la République du Paraguay est séparée de la République Argentine par la moitié du cours du principal canal du Paraguay, depuis sa réunion au Rio-Parana, restant

définitivement reconnu comme appartenant à la République Argentine le territoire du Chaco jusqu'au canal principal du Rio-Pilcomayo, qui débouche dans le Rio-Paraguay à 25° 20' de latitude sud, suivant la carte de Nouchez, et 25° 22' suivant celle de Brayer.

Art. 3. L'île de Atajo ou « Cerrito » fait partie du domaine de la République Argentine. Les diverses îles (*firμες ó anagalizas*) exposées ou non à être couvertes par les eaux, qui se rencontrent dans l'une ou l'autre rivière, Parana et Paraguay, appartiennent soit à la République Argentine, soit à la République du Paraguay, suivant leur plus ou moins de proximité avec le territoire de l'une ou de l'autre de ces Républiques, conformément aux règles de droit international qui régissent ces matières. Les canaux qui existent entre lesdites îles, y compris celui du Cerrito, sont communs à la navigation des deux États.

Art. 4. Le territoire compris entre le bras principal de Pilcomayo et Balna-Negra est considéré comme divisé en deux sections; la première se trouvant renfermée entre Balna-Negra et le Rio-Verde, qui est située sous les 23° 10' de latitude sud, suivant la carte de Nouchez, et la seconde entre le même Rio-Verde et le bras principal de Pilcomayo, en introduisant dans cette section la Villa occidentale.

Le Gouvernement argentin renonce définitivement à toute prétention ou droit sur la première section.

La propriété ou droit au territoire de la deuxième section, y compris la Villa occidentale, demeure soumise à la décision définitive d'un jugement arbitral.

Art. 5. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent de choisir Son Exc. le Président des États-Unis d'Amérique comme arbitre afin de résoudre la question de propriété de la seconde section de territoire, à laquelle se rapporte l'article antérieur.

Art. 6. Dans un terme de soixante jours à partir de l'échange du présent Traité, les Parties contractantes se rendront collectivement ou séparément près de l'arbitre nommé pour solliciter son acceptation.

Art. 7. Si Son Exc. le Président des États-Unis n'acceptait point la charge de juge arbitral, les Parties contractantes devraient de concert élire un nouvel arbitre dans un terme de soixante jours, à dater de la notification du refus; et si l'une ou l'autre des Parties ne concourrait pas, dans le délai déterminé, à faire la nomination, on la regarderait comme définitivement faite par celle des Parties contractantes qui l'aurait réalisée et notifiée à l'autre. En ce cas, la résolution adoptée par l'arbitre sera pleinement obligatoire comme s'il eût été nommé collectivement par les deux Parties intéressées, car l'omis-

sion de l'une d'elles à cette nomination confère à l'autre Partie le droit de la faire pour toutes deux. Le même délai de soixante jours et les mêmes conditions existeront en cas de refus ultérieur de l'arbitre.

Art. 8. La nomination de l'arbitre agréée, les Gouvernements du Paraguay et de la République Argentine présenteront, dans le délai d'une année, à compter de l'acceptation du mandat, un mémoire contenant l'exposé des droits que chacun d'eux se croit avoir au territoire en question, en l'accompagnant réciproquement de tous les documents, titres, cartes, citations, références et antécédents divers qu'ils jugeront favorables auxdits droits ; il restera entendu qu'à l'expiration du délai fixé de douze mois, la discussion sera définitivement close entre les parties, quelque raison qu'ils puissent alléguer contre cette mesure.

Seulement l'arbitre nommé pourra, après l'expiration du délai, ordonner l'adjonction des documents ou titres qu'il jugerait nécessaires pour éclairer son appréciation et motiver la sentence qu'il est appelé à prononcer.

Art. 9. Si, dans le délai stipulé, l'une des Parties contractantes n'exhibait point le mémoire, les titres et les documents dont doivent s'appuyer ses prétentions, l'arbitre rendrait son prononcé sur la seule vue de ceux qu'aurait exhibés l'autre partie et des memorandums présentés par le Ministre paraguayen et par le Ministre argentin en 1873, ainsi que des divers documents diplomatiques échangés pendant la négociation de l'année citée. Si aucune des Parties n'en avait présenté, l'arbitre déciderait, en considérant, dans cette éventualité comme exposition et documents suffisants ceux déjà indiqués.

Chacun des Gouvernements contractants pourra remettre ces documents à l'arbitre.

Art. 10. Dans le cas prévu par les articles antérieurs, le jugement prononcé sera définitif et obligatoire pour les deux Parties, sans que ni l'une ni l'autre puisse alléguer aucun motif pour entraver son accomplissement.

Art. 10. Il demeure stipulé que, pendant la préparation de la sentence arbitrale et jusqu'à sa conclusion, il ne sera fait aucune innovation dans la section soumise à l'arbitrage, et que si une cession avait lieu avant l'arrêt, elle n'aurait aucune valeur et ne pourrait être alléguée comme un titre nouveau dans la discussion. Il reste également convenu que les nouvelles concessions qui seraient faites par le Gouvernement argentin dans la Villa occidentale ne pourraient être invoquées comme un titre en sa faveur, exprimant uniquement la continuation de l'exercice de la juridiction qu'il possède aujourd'hui,

et qu'il continuera d'exercer jusqu'à la sentence arbitrale, pour ne point empêcher les progrès de cette localité au profit de l'État auquel elle sera définitivement adjugée.

Art. 12. Il est convenu que si la sentence arbitrale était favorable à la République Argentine, ladite République respectera les droits de propriété et de possession émanés du Gouvernement du Paraguay et l'indemniserà de la valeur de ses édifices publics. Le montant de cette indemnité et la forme de payement seront fixés par deux commissaires que nommeront les Parties contractantes, dans un terme de six mois, à partir du prononcé de la sentence arbitrale. Ces deux commissaires, en cas de désaccord, nommeront eux-mêmes un tiers pour aplanir le différend.

Art. 13. Les reconnaissances de territoires faites par les deux pays ne sauraient invalider les droits ou titres dont ils peuvent se prévaloir directement ou indirectement quant au territoire soumis à l'arbitrage.

Art. 14. L'échange des ratifications du présent Traité aura lieu à Buenos-Ayres, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention par duplicata et l'ont scellée, dans la ville de Buenos-Ayres, le 3 février 1876.

(L. S.) *Signé*: FACUNDO MACHAIN.

(L. S.) *Signé*: BERNARDO DE IRIGOYEN

RUSSIE — ESPAGNE

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG

LE 11/23 FÉVRIER 1876

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi d'Espagne, désirant déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis en Russie et en Espagne, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies: le prince Alexandre Gortchacow, son Chancelier de l'Empire;

Et S. M. le Roi d'Espagne; Don Manuel *Acuna* et *Devitte*, marquis de *Bedmar* et d'*Escalona*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près de S. M. l'Empereur de toutes les Russies;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports ou places de commerce du territoire de l'autre partie, y compris les possessions d'outre-mer et les colonies; elles se réservent toutefois respectivement le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires entreront en fonctions après avoir été admis et reconnus dans les formes usitées par le Gouvernement du pays où ils sont appelés à résider.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, ainsi que les vice-consuls ou agents consulaires, sujets de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'exemption des logements et des contributions militaires, des contributions directes personnelle, mobilières et somptuaires imposées par l'Etat ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immeubles, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie, dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils ne pourront être ni arrêtés ni conduits en prison dans chacun des deux pays contractants, excepté pour les faits et actes qui, d'après la législation du pays où l'infraction a été commise, doivent être, dans l'Empire de Russie déferés au jury, et dans le royaume d'Espagne punis d'une peine afflictive. S'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, ainsi que les vices-consuls et agents consulaires, sont tenus de fournir leur témoignage en justice lorsque les Tribunaux du pays le jugeront nécessaire. Mais l'autorité judiciaire devra dans ce cas les inviter par lettre officielle à se présenter devant elle.

En cas d'empêchement desdits agents, mais dans les causes civiles seulement, l'autorité judiciaire se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix, ou le leur demandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux États. Lesdits agents devront satisfaire au désir de l'autorité dans le délai qui leur sera indiqué.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat ou vice-consulat l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription « Consulat, vice-consulat, ou agence consulaire de »

Ils pourront également, dans les résidences maritimes, arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire ainsi que sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux marins ou aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls, ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux, consuls ou vice-consuls, les chanceliers et secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives, seront admis de plein droit à exercer par intérim les fonctions consulaires, et ils jouiront pendant ce temps des exemptions et privilèges qui y sont attachés par la présente Convention.

Art. 7. Les consuls généraux et consuls pourront nommer des vice-consuls et des agents consulaires, dans les villes, ports et localités de leur circonscription consulaire, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des privilèges et exemptions stipulés par la présente Convention, sauf les exceptions consacrées par les articles 2 et 3.

Il est spécialement entendu, en effet, que lorsqu'un consul ou agent consulaire, établi dans un port ou dans une ville de l'un des deux pays, sera choisi parmi les sujets de ce pays, ce consul ou agent continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cependant cette obligation puisse gêner en rien l'exercice de

ses fonctions ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux pays pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leur circonscription consulaire pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires des deux pays, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront, en outre, autorisés à recevoir comme notaires et d'après les lois de leur pays :

1° Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés les concernant, y compris les contrats de toute espèce. Mais si ces contrats ont pour objet une constitution d'hypothèque ou toute autre transaction sur des immeubles situés dans le pays où le consul réside, ils devront être dressés dans les formes requises et selon les dispositions spéciales des lois de ce même pays :

2° Tous actes passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même les actes passés entre des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu que ces actes se rapportent exclusivement à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent devant lequel ces actes seront passés.

Ils pourront également traduire et légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays.

Tous les actes ci-dessus mentionnés, ainsi que les copies, extraits ou traductions de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents et scellés du sceau officiel des consulats et vice-consulats, auront dans chacun des deux pays la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics ou ministériels compétents dans l'un ou l'autre des deux États, pourvu que ces actes aient été soumis aux droits de timbre, d'enregistrement ou à

toute autre taxe ou imposition établie dans le pays où ils devront recevoir leur exécution.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger le capitaine et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leur navire; enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales des deux pays, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les officiers et agents de la douane du pays ne pourront, dans les ports où réside un consul ou un agent consulaire de l'un des deux États respectifs, opérer ni recherches, ni visites (autres que les visites ordinaires de la douane) à bord des navires de commerce sans en avoir donné préalablement avis audit consul ou agent, afin qu'il puisse assister à la visite.

L'invitation qui sera adressée à cet effet aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires indiquera une heure précise, et s'ils négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Il est bien entendu que le présent article ne s'applique pas aux mesures prises par les autorités locales conformément aux règlements de la douane et de la santé, lesquels continueront d'être appliqués en dehors du concours des autorités consulaires.

Art. 11. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays.

Les consuls, vices-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation; en conséquence, ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou maintenir en état d'arrestation tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que lesdits agents le jugeront nécessaire.

Si l'arrestation devait être maintenue, lesdits agents en donneront avis, dans le plus bref délai possible, par une communication officielle, aux autorités judiciaires compétentes.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, dont la désertion aurait eu lieu sur le territoire même de l'une des Hautes Parties contractantes.

A cet effet ils devront s'adresser par écrit aux fonctionnaires compétents et justifier, au moyen de la présentation des registres des bâtiments ou du rôle de l'équipage ou d'autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre auxdites autorités consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront détenus, sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier.

Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu la sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art 13. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les

ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que des sujets du pays dans lequel résideront lesdits agents ou ceux d'une tierce puissance ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par l'autorité locale.

Art. 14. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'un des deux États fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront dans le plus bref délai possible porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires russes qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Espagne seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires de Russie; et réciproquement toutes les opérations de sauvetage des navires espagnols qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la Russie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires d'Espagne.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux pays, que pour assister l'autorité consulaire, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, ou de la personne qu'ils délègueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Art. 15. Les consuls généraux, consuls, ainsi que les vice-consuls et agents consulaires, jouiront, dans les deux États et leurs possessions respectives, de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et privilèges qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Toutefois, jusqu'à conclusion d'une Convention pour le règlement des successions, les consuls espagnols en Russie ne jouiront pas des droits d'intervention dans ces affaires, accordés aux consuls des Puissances qui ont avec la Russie des Conventions spéciales à cet effet.

Art. 16. La présente Convention restera en vigueur pendant cinq années à dater du jour de l'échange des ratifications. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant

l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera exécutoire pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg le plus tôt que faire se pourra, et la Convention entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le onze (vingt-trois) février de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: GORTCHACOW.

(L. S.) *Signé*: BEDMAR.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION DE POSTE RELATIVE A DES ARRANGEMENTS PARTICULIERS
FAISANT SUITE AU TRAITÉ DE L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES
SIGNÉE A LONDRES LE 17 FÉVRIER 1879

S. M. le Roi des Belges et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays et voulant régler, par des arrangements particuliers (faisant suite au Traité de l'Union générale des postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874 (1), les relations postales entre leurs administrations respectives, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le baron Henri *Solovyns*, grand officier de l'ordre de Léopold, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près S. M. Britannique, etc., etc;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Edouard-Henri Stanley, comte de *Derby*, baron Stanley de Binkerstaffe, pair et baronnet d'Angleterre, membre du très-honorable conseil privé de S. M. Britannique, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, etc., etc.,

Et le très-honorable Jean-Jacques-Robert Manners, lord John *Manners*, conseiller de S. M. Britannique en son Conseil privé, membre du Parlement, maître général des postes;

(1) Voir *Archives*, 1875, t. IV, p. 263.

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'administration des postes de Belgique et l'administration des postes de la Grande-Bretagne un échange périodique et régulier de correspondances de toute nature tant en service international qu'en transit.

Art 2. L'échange des correspondances entre les deux administrations s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux de poste suivants :

Du côté de la Belgique :

- 1° Ostende (bureau local) ;
- 2° Bureaux ambulants de Bruxelles à Ostende ;
- 3° Bureau ambulant de Bruxelles à Tournai ;
- 4° Bureau ambulant de Gand à Mouscron.

Du côté de la Grande-Bretagne :

- 1° Douvres ;
- 2° Londres.

Les deux administrations pourront, si elles le jugent utile, désigner d'un commun accord d'autres bureaux d'échange.

Art. 3. Le transport des malles entre la Belgique et la Grande-Bretagne sera effectué au moyen de paquebots spéciaux naviguant entre Ostende et Douvres.

Chaque office aura la faculté d'employer subsidiairement, et en tant qu'il y aura un avantage sous le rapport de la célérité, la voie de France et les paquebots français de Calais à Douvres pour la transmission de ses correspondances en paquets clos à l'autre office.

Quant aux dépêches transportées pour compte d'autres administrations, il appartiendra à l'administration expéditrice d'indiquer la voie à suivre.

Art. 4. Les administrations des postes de Belgique et de la Grande-Bretagne fixeront d'un commun accord les heures de départ des paquebots d'Ostende et de Douvres et elles régleront les coïncidences de ce service avec les trains du chemin de fer de manière à assurer dans les meilleures conditions de célérité possibles la transmission des dépêches tant en service international qu'en transit.

Art. 5. Le Gouvernement belge continuera à exécuter à ses frais le double service quotidien de transport des malles d'Ostende à Douvres et retour (service qui devait fonctionner au moins six jours par semaine, les départs du dimanche étant facultatifs).

Art. 6. Les paquebots employés pour le transport des correspon-

dances entre Ostende et Douvres seront des bateaux à vapeur d'une force et d'une dimension suffisantes pour le service auquel ils sont destinés ; ce seront des bâtiments appartenant à l'État ou frétés pour le compte de l'État.

Ces bâtiments seront considérés et reçus dans le port de Douvres et dans tous les autres ports britanniques où ils pourraient accidentellement aborder, comme vaisseaux de guerre, et ils jouiront des honneurs et privilèges que réclament les intérêts et l'importance du service auquel ils sont affectés.

Ils seront exempts dans ces ports, tant à leur entrée qu'à leur sortie, de tous droits de tonnage, de navigation et de port, excepté toutefois les bâtiments frétés pour le compte de l'État, lesquels devront acquitter ces droits dans les ports où ils sont établis au profit des corporations, compagnies particulières ou personnes privées.

Ils ne pourront être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-dire du transport des dépêches, par quelque autorité que ce soit, ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Art. 7. Les commandants des paquebots belges recevront, des mains des agents préposés au service d'échange des dépêches à Ostende et à Douvres, les valises fermées et cachetées. Le nombre de ces valises et l'heure de leur remise seront constatés sur une feuille de route que ces commandants ou les officiers chargés, sous leurs ordres, du soin des dépêches, remettront à leur arrivée au bureau de destination.

Ils devront rapporter à l'expéditeur un certificat de l'exacte remise de ces dépêches, délivré par l'agent qui les aura reçues.

Art. 8. A moins d'empêchement de force majeure, les commandants des paquebots employés au transport des dépêches entre Ostende et Douvres devront faire route directement pour leur destination.

Si, par suite de gros temps ou d'avaries, ils sont contraints de changer de route et de relâcher dans un port autre que celui d'Ostende ou de Douvres, ils devront en justifier par tel moyen que l'un ou l'autre des deux offices jugerait à propos d'établir.

Dans le cas où un paquebot porteur des dépêches se trouverait forcé de relâcher dans un autre port que celui où il doit aborder, le commandant fera immédiatement remettre les dépêches au bureau de poste de la localité ou les acheminera vers leur destination, sous la garde d'un officier du bord.

Art. 9. Les canots qui seront nécessaires pour embarquer ou débarquer les dépêches, ou pour donner aide aux bateaux à vapeur à leur entrée ou à leur sortie, seront fournis, à Douvres comme à Ostende, par la Gouvernement belge et à ses frais.

Art. 10. Les paquebots de poste pourront embarquer ou débarquer, tant à Douvres que dans les autres ports britanniques où ils seraient contraints de relâcher, tous passagers, de quelque nation qu'ils puissent être, avec leurs hardes et effets personnels, ainsi que leurs chevaux et voitures, sous la condition que les commandants de ces paquebots se soumettront aux règlements du Royaume-Uni concernant l'entrée et la sortie des voyageurs.

Ils ne pourront transporter aucune marchandise à titre de fret, à l'exception toutefois des colis postaux et des articles de messageries, dont le poids sera limité de commun accord entre les deux administrations.

Art. 11. Les dépenses que pourront occasionner les signaux de toute espèce et l'allumage des feux de Bengale sur la jetée, pour les bateaux à vapeur, seront supportées, à Ostende comme à Douvres, par le Gouvernement belge.

Art. 12. Il est défendu aux commandants des paquebots spécialement employés au transport des dépêches respectives des deux offices de se charger d'aucune lettre en dehors de ces dépêches, excepté toutefois celles du Gouvernement.

Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils dénonceront à qui de droit les infractions qui pourraient être commises à cet égard.

Art. 13. En cas de guerre entre les deux nations, les paquebots de poste continueront leur navigation sans obstacle ni molestation, jusqu'à notification de la cessation de leur service faite par l'un des deux Gouvernements, auquel cas il leur sera permis de retourner librement et sous protection spéciale au port d'armement en Belgique.

Art. 14. Le Gouvernement britannique s'engage à payer annuellement au Gouvernement belge, en raison des avantages qu'il retire du double service quotidien de paquebots entre Ostende et Douvres, savoir :

1° Pour le service de nuit, le somme de quatre mille livres sterling; Et 2° pour le service de jour, la somme de cinq cents livres sterling.

Ces sommes seront acquittées trimestriellement, par quart, entre les mains de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près de S. M. Britannique.

Il est entendu que le Gouvernement britannique aura la faculté de faire cesser ce paiement en prévenant de ses intentions le Gouvernement belge au moins six mois à l'avance, et que, même sans avis préalable, le paiement de l'une ou de l'autre des deux sommes ou de toutes deux cesserait de plein droit du moment où le Gouvernement

belge viendrait à supprimer soit l'une ou l'autre partie du service, soit le service tout entier.

Art. 15. Les deux Gouvernements s'engagent à faire transporter, par les moyens dont leurs administrations postales respectives disposent pour leurs propres relations, les dépêches closes que l'une des administrations voudra échanger, par l'intermédiaire de l'autre, avec des pays étrangers à l'Union générale des postes.

Celle des deux administrations pour le compte de laquelle ce transport aura lieu payera à l'administration qui l'aura effectué, du chef du parcours en dehors de l'Union, des prix qui seront fixés de commun accord entre elles et qui ne pourront excéder les prix à déterminer pour l'expédition des correspondances à découvert, conformément à l'article 11 du traité de Berne du 9 octobre 1874.

Art. 16. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité des produits des correspondances de l'un des pays pour l'autre, les Gouvernements belge et britannique s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

Art. 17. Les administrations des postes de Belgique et de la Grande-Bretagne arrêteront d'un commun accord, dans les conditions prévues par le traité de Berne du 9 octobre 1874, les mesures d'ordre et de détail se rapportant à l'exécution de la présente Convention, ainsi que toutes autres dispositions jugées nécessaires pour régler les relations postales entre les deux pays.

Art. 18. La présente Convention, qui abroge et remplace tous les arrangements antérieurs relatifs au service des postes conclus entre la Belgique et la Grande-Bretagne, sauf ceux concernant le service des mandats-poste sera mise à exécution immédiatement après l'échange des ratifications.

Elle est conclue pour un temps indéterminé, chacune des deux Parties se réservant la faculté d'en faire cesser les effets à toute époque, et à la condition d'en donner avis à l'autre Partie au moins douze mois à l'avance.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, en double original, le dix-septième jour du mois de février, l'an de grâce mil huit cent soixante-seize.

(L. S.) *Signé*: SOLVYNS.

(L. S.) *Signé*: DERBY.

(L. S.) *Signé*: JOHN MANNERS.

ITALIE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION ENTRE L'ITALIE ET L'AUTRICHE-HONGRIE, RELATIVE AU RACHAT DES CHEMINS DE FER DE LA HAUTE ITALIE, SIGNÉE A VIENNE, LE 29 FÉVRIER 1876.

S. M. le Roi d'Italie

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, animés du désir d'effectuer la séparation du réseau des chemins de fer des deux États, qui est prévue par l'article 12 du Traité de paix et d'amitié signé à Vienne, le 3 octobre 1866 (1), ont nommé à cette fin :

S. M. le Roi d'Italie, l'honorable chevalier *Quintino Sella*, député au Parlement national

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, le sieur Jules, comte *Andrassy de Csik-Szent-Kiraly et Kraszna-Horka*, son conseiller intime actuel, Ministre de sa maison impériale et des affaires étrangères, etc., leurs Plénipotentiaires ; lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les stipulations suivantes :

Article 1^{er}. Un contrat réglant les conditions de rachat du réseau des chemins de fer de la Haute Italie a été signé à Bâle le 17 novembre 1875, et un contrat additionnel à Vienne, le 25 février 1876, entre le Gouvernement italien, d'une part, et la Société des chemins de fer sud-autrichiens, lombards et central-italien, de l'autre.

Ladite Société, aux termes de l'article 33 du contrat de Bâle, a demandé et obtenu l'approbation de ces contrats par le Gouvernement de S. M. l'Empereur et Roi, pour ce qui le concerne.

Les deux contrats sont annexés au présent Traité. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent en conséquence, d'un commun accord, que, dès que les stipulations relatives au rachat du réseau de la Haute-Italie seront entrées en vigueur, il aura été pleinement satisfait aux dispositions de l'article 12, § 1^{er}, du Traité de paix et d'amitié signé à Vienne, le 3 octobre 1866, entre S. M. le Roi d'Italie et S. M. l'Empereur et Roi.

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes déclarent en même temps qu'avec l'entrée en vigueur des contrats de Bâle et de Vienne, la sé-

(1) Voir *Archives*, 1866, t. IV, p. 210.

paration des deux réseaux italiens et austro-hongrois sera complète ; que toutes les questions prévues aux articles 10, § 5, 11 et 12, § 2, du Traité de paix signé à Vienne le 3 octobre 1866, seront définitivement réglées pour ce qui regarde les rapports mutuels entre ces deux réseaux.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à favoriser dans leurs territoires respectifs l'établissement de voies ferrées devant servir à relier directement entre eux les réseaux italiens et austro-hongrois, à condition, toutefois, que les lignes à concéder ne grèvent d'aucune façon les finances de l'État.

Il est bien entendu qu'on se réserve de déterminer d'un commun accord le tracé général, ainsi que les points de jonction de ces lignes.

Art. 4. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition le vingt-neuf février de l'an de grâce mil huit cent soixante-seize.

(L. S.) *Signé*: QUINTINO SELLA.

(L. S.) *Signé*: ANDRASSY.

DÉCLARATION

A la demande du Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, le Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi s'empresse de lui déclarer que l'annexion des contrats de Bâle et de Vienne, dont il est question au § 3 de l'article 1^{er} du Traité de ce jour, ne se rattache qu'au paiement de l'annuité stipulée en faveur de la Société des chemins de fer sud-autrichiens, ainsi qu'aux créances de ladite Société mentionnées dans les contrats précités, une fois que ces créances seront liquidées.

Vienne, le 29 février 1876.

(L. S.) *Signé*: ANDRASSY.

ANNEXES

Convention de Vienne.

Entre le Gouvernement italien, représenté par M. le chevalier *Quintino Sella*, député au Parlement italien, d'une part.

Et la Société des chemins de fer du Sud de l'Autriche et de la

Haute-Italie, agissant aussi en sa qualité de Société des chemins de fer de la Haute-Italie, en vertu de la convention du 30 juin 1864, approuvée par la loi du 14 mai 1865, n° 2279, représentée par M. le baron S. Albert de Rothschild, délégué à cet effet par M. le baron Alphonse de Rothschild, président du Comité de Paris, ainsi qu'il résulte du pouvoir et mandat du 19 février 1876, ci-annexé, d'autre part,

Il a été convenu et fait ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les articles 3 et 4 de la Convention pour le rachat du réseau des chemins de fer de la Haute-Italie, signée à Bâle, le 17 novembre 1875, sont supprimés et remplacés par les articles suivants :

Art. 3. Pour une partie de ce capital, s'élevant à six cent treize millions deux cent cinquante-deux mille quatre cent soixante dix-huit francs soixante-quatre centimes (fr. 613,252,478 64) le Gouvernement payera à la Société jusqu'et y compris le 31 décembre 1954, une annuité fixe de trente-trois millions cent soixante mille deux cent onze francs douze centimes (fr. 33,160,211 12).

A partir du 1^{er} janvier 1955, jusqu'et y compris le 31 décembre 1968, cette annuité sera réduite à la somme de treize millions trois cent vingt et un mille huit francs et quarante centimes (fr. 13,321,008 40).

Le montant de l'impôt de la richesse mobilière à prélever sur les annuités par le Gouvernement italien est fixé à forfait, savoir pour la première période, finissant le 31 décembre 1954, à la somme fixe et invariable de trois millions cinq cent quatre-vingt-dix mille trois cent vingt-quatre francs (fr. 3,590,324) par an, et pour la seconde période, finissant le 31 décembre 1968 à la somme fixe et invariable de cinq cent quarante-six mille deux cent cinquante-sept francs et quatorze centimes (fr. 546,257 14) par an.

En conséquence, l'annuité due par le Gouvernement italien s'élèvera à la somme de vingt-neuf millions cinq cent soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt-sept francs et douze centimes (fr. 29,569,887 12) jusqu'au 31 décembre 1954, et à douze millions sept cent soixante-quatorze mille sept cent cinquante et un francs et vingt-six centimes (fr. 12,774,751 26) du 1^{er} janvier 1955 au 31 décembre 1968.

Art. 4. Il est expressément convenu que les annuités calculées avec déduction des impôts actuels, savoir : fr. 29,569,887 12 pour la première période, et fr. 12,774,751 26 pour la seconde période, dont il est question à l'article précédent, seront dorénavant exemptées de tout impôt direct ou indirect, actuel ou futur, et de tout concours aux emprunts forcés en Italie, et ne pourront, en aucun cas, être réduites pour quelque cause que ce soit.

Art. 2. Les dispositions de l'article 30 du contrat signé à Bâle le 17 novembre 1875 s'appliquent aussi au présent contrat.

Fait en double à la légation de S. M. le Roi d'Italie, à Vienne, le 25 février 1876.

Signé: QUINTINO SELLA.

S. ALBERT ROTHSCHILD.

CARLO TERZAGHI.

RAFFAELE CAPPELLI.

Compromis signé à Paris le 11 juin 1876

COMPROMIS

Entre;

Le Gouvernement italien, représenté par M. le commandeur *Cesare Correnti*, député au Parlement italien, conseiller d'État, etc., d'une part.

Et la société des chemins de fer du Sud de l'Autriche et de la Haute-Italie, agissant aussi en qualité de Société des chemins de fer de la Haute-Italie, en vertu de la Convention du 30 juin 1864, approuvée par la loi du 14 mai 1875, n° 2272, représentée par M. le baron *Alphonse de Rothschild*, président du comité de Paris, d'autre part,

Le compromis suivant a été arrêté pour être transformé en une Convention additionnelle à la Convention de Bâle :

Art. 1^{er}. La Société susdite, devant, aux termes de la Convention de Bâle, se dépouiller, à la date du 1^{er} juillet 1876, de ses droits de concession et de possession des lignes de la Haute-Italie, consent à continuer pendant deux ans, à partir du 1^{er} juillet 1876, l'exploitation des lignes rachetées par l'État aux termes de la Convention de Bâle.

Toutefois le Gouvernement se réserve la faculté de résilier le bail soit le 1^{er} juillet 1877, soit le 1^{er} janvier 1878, en en donnant avis préventif de six mois à la Société.

Art. 2. La Société payera à forfait au Gouvernement, pour l'exploitation des lignes, une redevance annuelle de 31,500,000 francs, représentant les chiffres ronds du produit net de l'année 1872.

Le montant de cette somme sera payable de six mois en six mois, à semestre échu.

Dans le cas où, à la suite d'un remaniement de tarifs ou pour quelque autre cause, le produit net dépasserait le montant de la redevance annuelle de 31,500,000 francs, l'excédant sera réparti

comme suit : 95 0/0 au Gouvernement italien, 5 0/0 à la Société.

Les lignes exploitées par la Société dont il est mention aux articles 23 et 24 de la Convention de Bâle, et non comprises dans le rachat, continueront durant le bail d'être exploitées suivant les stipulations, les lois et les Conventions actuellement en vigueur.

Art. 3. La Société met à la disposition du Gouvernement italien la somme de 12 millions de lire italiennes pour être dépensée en travaux ou en acquisitions de matériel, ou en quelconque autre emploi, suivant le bon plaisir dudit Gouvernement.

Art. 4. Le présent compromis sera inséré textuellement dans l'acte additionnel à la Convention de Bâle qui sera rédigé en exécution du présent compromis. Cet acte déterminera d'une manière précise et détaillée les droits et les devoirs réciproques du Gouvernement et de la Société. Les dépenses moyennes des exploitations 1872, 1873, 1874 devront servir de base pour déterminer les charges afférentes à la Société fermière, à titre de son exploitation. On ne comprendra dans le compte de l'exploitation que les frais généraux propres des lignes italiennes. Les impôts à payer au Gouvernement italien par la Société fermière seront établis comme par le passé, selon les dispositions de la Convention du 4 janvier 1869, approuvée par la loi du 28 août 1870.

La Société pourra être tenue à justifier que, durant la concession d'exploitation, elle aura dépensé, par kilomètre parcouru, en entretien du matériel mobile et des lignes, une somme qui ne soit pas inférieure à la moyenne kilométrique desdites années 1872, 1873, 1874.

Art. 5. Pour éviter la nécessité d'une double remise et d'une complication inutile dans le passage du système de la concession à celui de la simple exploitation, il reste entendu entre les Parties que les opérations d'expertise et de liquidation des approvisionnements qui, aux termes de l'article 11 de la Convention de Bâle, devaient avoir lieu le 1^{er} juillet 1876, ne se feront qu'à la fin de l'exploitation.

Le coût des approvisionnements sera payé par le Gouvernement à l'expiration du bail en titres au porteur de rente italienne 5 0/0, calculés suivant le mode indiqué à l'article 6 de la Convention de Bâle, en prenant toutefois pour base d'évaluation le cours moyen de la rente italienne 5 0/0 à la Bourse de Paris dans la période des six derniers mois de l'exploitation mentionnée par le présent bail, et sauf les modifications qui forment l'objet de l'article 8 qui viendra après.

Art. 6. La Société fermière de l'exploitation s'engage à étudier et à proposer au Gouvernement les mesures propres à augmenter le produit des lignes, soit au moyen du remaniement des lignes ou de la diminution des dépenses, et spécialement au moyen de la modifica-

tion des honoraires et des économies qui pourraient s'obtenir sur le personnel, sans nuire à la régularité du service.

Art. 7. Les comptes entre le Gouvernement et la Société fermière seront réglés tous les six mois.

Ces comptes détermineront tant les sommes auxquelles le Gouvernement pourrait avoir droit à titre d'excédant de recettes que celles que le Gouvernement pourrait avoir à payer à la Société fermière pour le montant des dépenses imputables au capital dans le cas où la Société ferait, pour le compte du Gouvernement ou avec son assentiment, des dépenses excédant le chiffre prévu par l'article 3.

Art. 8. Le présent compromis étant accepté, la Convention de Bâle est purement et simplement confirmée. Toutefois, en ce qui concerne l'article 5 de ladite Convention, il reste entendu que le Gouvernement aura la faculté de substituer au paiement en or, à Rome, auquel il est obligé, des remises en papier de premier ordre sur Londres ou Paris, représentant l'équivalent de l'or.

Il reste également entendu, en ce qui concerne les titres de rente, que le Gouvernement devra remettre à la Société, en exécution des articles 5, 6 et 19 de la Convention de Bâle, que le même Gouvernement aura la faculté de substituer à la remise des titres des paiements en or du papier sur Paris ou sur Londres représentant la valeur de l'or.

Il devra toutefois déclarer, à la date du 1^{er} juillet 1876, s'il entend user de cette faculté et jusqu'à concurrence de quelle somme. Les sommes qui seront payées par le Gouvernement en or ou en traites sur Paris et Londres en vertu de la présente option, à une date postérieure au 1^{er} juillet 1876, seront productives au profit de la Société d'un intérêt de 6 0/0 par an net de l'impôt de richesse mobilière et de quelconque autre retenue à partir du 1^{er} juillet 1876 jusqu'au jour du paiement.

La même faculté est réservée au Gouvernement et aux mêmes conditions, pour les titres de rente qu'il aurait à remettre à la Société pour la valeur des approvisionnements, à l'expiration du bail, aux termes de l'article 5 du présent compromis; il devra déclarer, le jour après l'expiration du bail, s'il entend user de cette faculté.

Fait en double, à Paris, le 11 juin 1876.

(Approuvé) CÉSARE CORRENTI.

(Approuvé) A. DE ROTHSCHILD,

BELGIQUE — LUXEMBOURG

DÉCLARATION TÉLÉGRAPHIQUE ÉCHANGÉE A BRUXELLES LE 15 MARS 1876

Le Gouvernement belge et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, voulant maintenir, en faveur des correspondances télégraphiques échangées entre les deux **pays**, certaines dispositions spéciales arrêtées pour la durée des traités en vigueur et qui cessent d'être obligatoires, de même que ces traités, au 1^{er} janvier 1876, par suite de l'application de la Convention télégraphique internationale signée à Saint-Petersbourg le 22 juillet 1875 (1);

Voulant user pour cet objet de la faculté stipulée par l'article 17 de cette Convention, d'après lequel des arrangements particuliers peuvent être conclus entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les dispositions réglementaires de la Convention télégraphique susmentionnée sont appliquées, à dater du 1^{er} janvier 1876, aux correspondances télégraphiques échangées entre les bureaux du Gouvernement belge et les bureaux du Gouvernement grand-ducal de Luxembourg.

Art. 2. La taxe du télégramme de vingt mots échangé entre les bureaux télégraphiques du Gouvernement belge et les bureaux télégraphiques du Gouvernement grand-ducal, reste fixée au taux uniforme d'un franc cinquante centimes, quelles que soient les distances parcourues sur les deux territoires. Cette taxe sera augmentée de soixante-quinze centimes par série indivisible de dix mots en sus. Elle est partagée à raison de deux tiers pour la Belgique et d'un tiers pour le Grand-Duché.

Pour les correspondances échangées entre le Grand-Duché et la Province belge limitrophe du Luxembourg, les taxes restent réduites respectivement à un franc et à cinquante centimes et sont partagées par moitié entre les deux offices.

Les dépêches entre les deux bureaux télégraphiques du même État continuent à être taxées pour ce transit à raison de cinquante centimes par télégramme de vingt mots et vingt-cinq centimes par série de dix mots ou fraction de série au-dessus de vingt.

Sauf la révision qui pourra avoir lieu de commun accord lorsque l'utilité en sera reconnue par les deux Parties contractantes, les dis-

(1) Voir page 88.

positions précédentes auront la même durée que la Convention internationale susmentionnée.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 15 mars 1876, et à Luxembourg, le 23 du même mois.

(L. S.) *Signé*: C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: F. DE BLOCHAUSEN.

ROUMANIE — RUSSIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A BUCHAREST
LE 15/27 MARS 1876

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie et le Gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales entre les deux États, ont résolu de conclure dans ce but une Convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. A. le Prince de Roumanie, son Ministre secrétaire aux Affaires Étrangères, *Jean de Balatchano, etc., etc.*

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, son agent diplomatique et consul général à Bucharest, le Conseiller actuel *Jean Zinowiew, etc.;*

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les bâtiments et les nationaux des Hautes Parties contractantes, dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux États dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être à l'avenir aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Roumains, en Russie, et les Russes, en Roumanie, pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires et possessions respectifs, pour y vaquer à leurs affaires, et jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, louer ou pos-

séder les maisons, magasins, boutiques ou terrains qui leur seront nécessaires, sans être assujettis, soit pour leurs personnes ou leurs biens, soit pour exercer leur commerce ou leur industrie, à des taxes générales ou locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général, et en ce qui concerne la Roumanie aux lois et prescriptions relatives à la prohibition d'acquérir et de posséder des biens immeubles ruraux.

Art. 2. Les Roumains, en Russie, et les Russes, en Roumanie, auront pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner dans toute l'étendue des territoires et possessions respectifs toute espèce de propriété que les lois du pays permettent ou permettront aux sujets de toute autre nation étrangère d'acquérir ou de posséder.

Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer par vente, donation, échange, mariage, testament ou de quelque autre manière que ce soit, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Ils pourront de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis à payer, comme étrangers, à raison de l'exportation, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Art. 3. Les Roumains, en Russie, et les Russes, en Roumanie, seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes et les milices nationales, de toute contribution soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel ; de tout emprunt forcé et de prestation ou réquisition militaire.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire et municipale quelconque.

Art. 4. Les navires roumains et leur cargaison dans un port de Russie, et réciproquement les navires russes et leur cargaison en Roumanie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux États dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Art. 5. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments roumains et les bâtiments russes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Art. 7. Les capitaines et patrons des bâtiments roumains et russes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir, soit de leurs agents consulaires respectifs, soit des expéditionnaires qu'ils désigneront eux-mêmes, sauf à se conformer, dans les cas prévus par le Code de commerce et les règlements douaniers roumains et le Code de commerce et les règlements douaniers russes, aux dispositions auxquelles la présente clause n'accorde aucune dérogation.

Art. 8. Les dispositions de la présente Convention ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée, dans chacun des deux pays, au pavillon national.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne dérogent en rien aux principes admis par le Congrès de Vienne, et consacrés par le Traité de Paris, au sujet des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États.

Art. 9. Ni les navires russes, ni les marchandises se trouvant à bord de ces navires n'auront à acquitter dans les ports de la rive roumaine du Danube aucun droit spécial, si ce n'est les taxes actuellement en vigueur dans ces ports, et établies dans le seul but d'y améliorer le stationnement des navires et de favoriser l'exécution de certains travaux publics destinés à faciliter le chargement et le déchargement des marchandises.

Sous le rapport de ces taxes du droit de quayage, ainsi que sous tous les autres, les navires et les marchandises russes seront assimilés, dans les ports roumains, aux navires et marchandises nationaux, ainsi qu'à ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les compagnies de navigation russes, ainsi que les propriétaires des bateaux faisant un service régulier de transport sur le Danube, pourront acquérir, dans les échelles roumaines, aux débarcadères des stations de leurs bateaux, les terrains nécessaires pour l'installation de leurs bureaux, ateliers et magasins, et il leur sera permis d'y établir des magasins spéciaux, qui seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront à toutes les exigences des lois roumaines en vigueur à ce sujet.

Art. 11. Il est entendu que les stipulations de la présente Convention seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au Grand-Duché de Finlande.

Art. 12. Il est fait exception aux stipulations de la présente Convention en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 13. Les marchandises de toute nature, produits de l'industrie ou du sol de l'un des deux États, qui peuvent ou pourront être légalement importées dans l'autre, ou en être exportées, soit par terre, soit par eau, ne seront assujetties à aucun droit d'entrée ou de sortie autres que ceux qu'auront à payer les produits similaires de toute autre nation étrangère la plus favorisée.

Art. 14. En tout ce qui concerne les droits de douane, à l'entrée et à la sortie par les frontières de terre ou de mer, droits d'importation, d'exportation et autres, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun abaissement de taxe, privilège, faveur ou immunité quelconque aux sujets et aux

produits d'un autre État, qui ne soit aussi et à l'instant étendu sans condition aux nationaux et aux produits respectifs des deux pays; la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entrepôt, la réexportation, les droits locaux, le courtage, les tarifs et les formalités de douane, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, les Roumains, en Russie, et les Russes, en Roumanie, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation ne pourra être établie par l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations étrangères, excepté toutefois les prohibitions ou restrictions temporaires que l'un ou l'autre Gouvernement jugerait nécessaire d'établir en ce qui concerne la contrebande de guerre ou pour des motifs sanitaires.

Art. 16. Dans le but de faciliter le transit des produits russes par le territoire roumain, il a été convenu :

a) Que tous les produits qui, en vertu de la présente Convention, pourront être introduits en franchise de droits de douane en Roumanie seront également exempts des taxes d'exportation et de retour, ainsi que des taxes de plombage, à la condition d'être vérifiés à l'entrée et à la sortie et appuyés dans ce dernier cas d'un titre d'origine émanant de la douane de départ.

b) Que le cautionnement en numéraire que les expéditeurs en transit de produits non fabriqués auront à déposer à la douane d'entrée roumaine ne dépassera, dans aucun cas, le montant des droits d'importation que ces produits auraient eu à supporter en vertu de la présente Convention, s'ils avaient été destinés à la Roumanie, sauf auxdits expéditeurs à tenir compte à la douane, en dehors du cautionnement ci-dessus spécifié, des taxes de plombage reconnues exigibles, et à se soumettre aux vérifications d'entrée et de sortie indiquées ci-dessus.

c) Que les produits non fabriqués pourront être conservés par l'expéditeur et à sa libre disposition pendant un délai de six mois dans les entrepôts roumains, conformément aux lois et règlements spéciaux établis à cet égard.

Art. 17. Toute reproduction dans l'un des deux États des marques de fabrique ou de commerce apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, de même que toute mise en vente ou en circulation de produits revêtus de marques de fabrique ou de commerce roumaines ou russes, contrefaites

en tout pays étranger, seront sévèrement interdites sur le territoire des deux pays et passibles des peines édictées par les lois du pays.

Les opérations illicites mentionnées au présent article pourront donner lieu, devant les tribunaux et selon les lois du pays où elles auront été constatées, à une action en dommages et intérêts valablement exercée par la partie lésée envers ceux qui s'en seront rendus coupables.

Les nationaux de l'un des deux États qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce, seront tenus de les déposer exclusivement, savoir : les marques d'origine roumaine à Saint-Petersbourg, au département du commerce et des manufactures, et les marques d'origine russe à Bucharest au greffe du Tribunal de commerce.

En cas de doute ou de contestation, il est entendu que les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique le présent article sont celles qui, dans chacun des deux pays, sont légitimement acquises, conformément à la législation de leur pays, aux industriels et négociants qui en usent.

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie se proposant de présenter prochainement aux Chambres roumaines une loi sur les marques de fabrique et de commerce, le présent article ne deviendra applicable qu'après que la loi en question, conformément aux dispositions généralement admises en cette matière, aura été mise en vigueur.

Art. 18. Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norwège et les États et pays limitrophes de l'Asie étant réglées par des stipulations spéciales concernant le commerce de frontière et indépendantes des règlements applicables au commerce étranger en général, les deux Hautes-Parties contractantes conviennent que les dispositions spéciales contenues dans le Traité passé entre la Russie et la Suède et la Norwège le 26 avril /8 mai 1838, ainsi que celles qui sont relatives au commerce avec les autres États et Pays ci-dessus mentionnés ne pourront, dans aucun cas, être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Hautes Parties contractantes par la présente Convention.

Art. 19. La présente Convention restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties l'aura dénoncée.

Les dispositions qui précèdent seront exécutoires dans les deux États un mois après l'échange des ratifications.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'introduire plus tard et d'un commun accord dans cette Convention les modifications qui seraient jugées conformes à son esprit et à ses principes et dont l'opportunité serait démontrée par l'expérience.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucharest le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucharest, le 15/27 mars de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: Jean DE BALACHANO.

(L. S.) *Signé*: Jean ZINOWIEV.

ARTICLE SÉPARÉ.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour entre la Roumanie et la Russie, les Plénipotentiaires soussignés de S. A. le Prince de Roumanie et S. M. l'Empereur de toutes les Russies ont fait la déclaration suivante :

Les faveurs qui sont ou seront accordées en Roumanie par les stipulations spéciales ou additionnelles à un État limitrophe quelconque, et les réductions ou exemptions de droits dont l'application est ou sera restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts, seront étendues à ce même titre aux nationaux et produits russes.

Le présent article séparé aura la même force et la même durée que la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et revêtu du sceau de leurs armes.

Fait à Bucharest le 15/27 mars de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: Jean DE BALACHANO.

(L. S.) *Signé*: Jean ZINOWIEV.

BELGIQUE — DANEMARK

TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK

SIGNÉ A COPENHAGUE LE 25 MARS 1876

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi de Danemark, désirant assurer d'une manière plus complète la répression des crimes et délits soumis à la juridiction de leurs Tribunaux respectifs, et dont les auteurs ou complices voudraient se soustraire à la rigueur des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une nouvelle Convention d'extradition et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges :

M. Théodore de Bounder de Melsbroeck, son Ministre résident, officier de l'Ordre de Léopold, etc. ;

S. M. le Roi de Danemark :

S. Exc. M. le baron Otto-Ditlev de Rosenörn-Lehn, son Ministre des affaires étrangères, grand'-croix de l'Ordre de Danebrog, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements belge et danois s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, les individus réfugiés de Belgique en Danemark et dans les colonies danoises, ou de Danemark et des colonies danoises en Belgique, et poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les autorités compétentes de celui des deux pays où l'infraction a été commise, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après. Néanmoins, lorsque le crime ou le délit motivant la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il pourra être donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Ces crimes et délits sont :

1^o Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner ;

3^o Bigamie, enlèvement du mineurs, viol, avortement, attentat à la pudeur commis avec violence, attentat à la pudeur commis sans vio-

lence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de 12 ans; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4° Enlèvement d'enfants ou attentat à la liberté individuelle commis par des particuliers;

5° Incendie;

6° Destruction de constructions, machines à vapeurs ou appareils télégraphiques;

7° Vol commis sans violence ni menaces, et vol commis à l'aide de violence ou menaces;

8° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables d'après les articles 327 à 330 du Code pénal belge et d'après le § 245 du Code pénal danois;

9° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture et usage des documents contrefaits, fabriqués ou falsifiés;

10° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

11° Faux serment;

12° Concussion et détournement commis par des fonctionnaires publics;

13° Banqueroute frauduleuse;

14° Escroquerie, abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays;

15° Échouement, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage, rébellion ou mutinerie de l'équipage, du navire;

16° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés. Dans tous les cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait incriminé est punissable à la fois d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'obligation d'extradition ne s'étend pas aux nationaux.

Vu les dispositions du § 6 du Code pénal danois, le Danemark se réserve, en outre, la faculté de ne pas livrer les étrangers fixés et domiciliés dans le pays, à moins que la demande d'extradition ne concerne

un fait commis par l'étranger avant son arrivée en Danemark et que la demande ne soit faite avant que l'étranger soit domicilié depuis deux ans révolus.

Si l'individu réclamé par une des Parties contractantes est réclamé en même temps par un autre ou plusieurs autres Gouvernements, le Gouvernement auquel les demandes d'extradition ont été adressées pourra, à son choix, le livrer à l'un ou à l'autre des Gouvernements réclamants.

Si l'individu réclamé n'est sujet d'aucun des Gouvernements contractants, le Gouvernement auquel l'extradition est demandée pourra informer de cette demande le Gouvernement auquel appartient le poursuivi, et si ce Gouvernement, sans aucun retard, réclame à son tour le prévenu pour le faire juger par ses tribunaux pour l'acte incriminé, la disposition de l'alinéa précédent sera applicable.

Art. 4. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucun des crimes ou délits antérieurs à l'extradition qui ne sont pas prévus dans la présente Convention, à moins qu'après avoir été puni ou acquitté du chef du crime ou délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois, ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 6. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 7. L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir ses engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 8. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'une ordonnance de renvoi devant le Tribunal correctionnel, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et renfermant l'indication précise des faits incriminés ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition. On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 9. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 10. L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent sera mis en liberté si, dans le délai de trois semaines après son arrestation, il ne reçoit notification de l'un des documents mentionnés dans l'article 8 de la présente Convention.

Art. 11. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux États dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclament.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port de l'État requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclament, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production en original ou en expédition authentique de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article 8 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 4 et 5.

Art. 14. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, dans les cas mêmes où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Art. 15. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Belge ou à un Danois paraîtra nécessaire au Gouvernement belge, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original, constatant la notification, revêtu du visa, sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 16. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera

faite, et dans ce cas il devra être dédommagé, par l'État intéressé à la comparution du témoin, des frais de voyage et de séjour, ainsi que de la peine personnelle et de la perte de temps. Les personnes résidant en Belgique ou en Danemark et dans les colonies danoises, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17. Toutes les pièces et documents qui seront communiqués réciproquement par les deux Gouvernements, en exécution de la présente Convention, et qui ne seraient pas rédigés en français, devront être accompagnés de leur traduction en langue française.

Art. 18. La présente Convention, qui remplacera celle du 10 décembre 1850, sera exécutoire le trentième jour à partir de l'échange des ratifications.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le 25 mars 1876.

(L. S.) *Signé*: TH. DE BOUNDER DE MELS BROECK.

(L. S.) *Signé*: O. D. ROSENÖRN-LEHN.

RUSSIE — ALLEMAGNE

CONVENTION ENTRE LA RUSSIE ET L'ALLEMAGNE, CONCERNANT LA JONCTION DU CHEMIN DE FER DE LA VISTULE AVEC CELUI DE MARIENBOURG-MLAWKA, SIGNÉE A VARSOVIE LE 10/22 AVRIL 1876.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire germanique, animés du désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'un chemin de fer reliant Varsovie et Marienbourg, ont nommé des Plénipotentiaires à l'effet de régler d'un commun accord les questions résultant de cette nouvelle voie ferrée, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies :

Le sieur Sylvestre *Lvoosky*, son Conseiller d'État actuel ; le sieur Hippolyte *de Pistohlkors*, son Conseiller d'État actuel ; le Prince Basile *Dolgoroukow*, son Chambellan ; le sieur Nicolas *de Pfeiffer*, son colonel d'état-major ; le sieur Ferdinand *Rydzewsky*, son ingénieur-conseiller de collége ; le sieur Emmanuel *Moukhanow*, son Conseiller aulique ;

Et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Le sieur Paul-Amédée-Gustave *Reichardt*, son Conseiller actuel de légation ; le sieur Louis *Brefeld*, son Conseiller intime de régence ; le sieur Auguste-Otton-Henri-Charles *Jachningen*, son Conseiller intime des finances ;

Lesquels sont convenus, sous réserve de la ratification, des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement russe a accordé à une société d'actionnaires, domiciliée en Russie et formée en vertu des statuts approuvés par ce Gouvernement (Compagnie du chemin de fer de la Vistule), le droit pour la construction et l'exploitation du chemin de fer entre Kowel (par Varsovie) et la frontière de Prusse près de Mlawka, et le Gouvernement prussien a accordé à une société d'actionnaires, domiciliée en Prusse (Marienburg-Mlawka'er Eisenbahn Gesellschaft) la concession pour la construction et l'exploitation du chemin de fer qui sera tracé de Marienbourg à la frontière de Russie, pour se réunir au chemin de fer russe susindiqué.

Art. 2. Le point de jonction des deux chemins russe et prussien et le raccomodement de ces chemins, soit en plan, soit en profil, seront

déterminés par les deux Gouvernements d'après les projets rédigés de concert par les ingénieurs des deux pays.

Toutes les autres dispositions concernant le tracé du chemin, ainsi que l'emplacement des stations à l'intérieur de chaque territoire, demeurent réservées à l'appréciation et à la décision de chacune des Hautes Parties contractantes.

Art. 3. Les voies ferrées et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés de part et d'autre de manière à assurer l'exploitation par locomotives.

Art. 4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, sur le territoire prussien, d'un mètre quatre cent trente-cinq millimètres, et sur le territoire russe, de cinq pieds (mesure anglaise).

Art. 5. Les acquisitions de terrains seront effectuées de prime-abord pour deux voies; quant à la construction de la seconde voie, elle pourra être ajournée jusqu'à ce que la nécessité en aura été reconnue par le Gouvernement respectif.

Art. 6. Les Hauts Gouvernements contractants auront soin de faire achever la construction du chemin de fer sur leurs territoires respectifs pour un terme aussi rapproché que possible et, autant que faire se pourra, simultanément.

Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement les documents constitutifs des deux sociétés et qui sont mentionnés dans l'article 1^{er} de la présente Convention.

Art. 7. Le changement de service se fera à la frontière, de manière que l'administration du chemin de fer prussienne et l'administration du chemin de fer russe établissent, chacune de son côté, sur son territoire, près de la frontière, une station, et que les convois prussiens, sur la voie plus étroite prussienne, entrent dans la station russe, et les convois russes, sur la voie plus large russe, entrent dans la station prussienne.

Art. 8. La construction, l'entretien et la surveillance de la voie la plus large sur le territoire prussien entre la frontière et la station prussienne seront à la charge de l'administration prussienne; la construction, l'entretien et la surveillance de la voie la plus étroite sur le territoire russe, entre la station russe et la frontière, seront à la charge de l'administration russe. Pour le parcours et l'usage de ces deux parties de chemin de fer, les administrations prussienne et russe ne payeront l'une et l'autre aucune indemnité.

Art. 9. Sauf le droit de souveraineté et de surveillance des Hauts Gouvernements contractants sur les parties du chemin de fer situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation de ces lignes, les

administrations exploitant le chemin de fer resteront soumises, quant aux services des trains, au droit de surveillance supérieure exercé par le Gouvernement du pays où elles sont domiciliées.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes auront soin qu'aux stations frontières les arrangements nécessaires soient faits pour pouvoir effectuer, avec la moindre perte de temps et aux moindres frais possibles, les déchargements et rechargements des wagons à marchandises, nécessités par la différence de la largeur de la voie.

Art. 11. Un règlement uniforme pour les signaux et tous les détails du service sera concerté pour les stations frontières entre les administrations des deux chemins de fer, sauf l'approbation des autorités territoriales respectives.

Art. 12. Les deux Gouvernements aviseront aux moyens de régler le service des convois de la manière la plus convenable, et ils exerceront l'influence nécessaire pour déterminer dans ce but ou changer le service des convois.

Art. 13. Les Hauts Gouvernements contractants auront soin que, sur les parties de ce chemin de fer situées sur le territoire de l'un et de l'autre, le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises, sauf les différences que la diversité de l'exploitation et du commerce y apporte, soit aussi uniforme que possible.

Art. 14. La disposition de la marche et de la coïncidence des trains, ainsi que le tarif des prix pour le transport des personnes et des marchandises, seront arrêtés par les deux administrations, chacune pour son territoire, et communiqués réciproquement, de même que les modifications qui pourraient survenir ultérieurement.

Art. 15. Les deux autres Parties contractantes donneront leurs soins et insisteront :

1° A ce que les administrations exploitant les lignes situées sur l'une et l'autre partie des deux territoires organisent pour le service des voyageurs, ainsi que pour le transport des marchandises, autant de trains correspondant à la station frontière qu'il sera nécessaire pour assurer leur expédition réglementaire ;

2° A ce que l'organisation des transports directs pour les personnes et les marchandises, sitôt que les deux Hauts Gouvernements considéreront ces transports comme désirables dans l'intérêt du trafic, ne soit pas contestée par les administrations des Sociétés mentionnées dans l'article 1^{er} de la présente Convention.

Art. 16. Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux Empires, soit pour le prix des transports, soit pour le temps d'expédition, sauf les délais nécessités par les règlements de douane ;

l'application de ces règlements sera la même pour les habitants des deux Empires.

Art. 17. Toutes les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente Convention, sont réservées à chacun des deux Gouvernements et seront, autant que possible, concertées préalablement.

Pour ce qui est des formalités de visite et d'expédition en douane des bagages et des marchandises importées ou exportées, et de la vérification des passe-ports, les deux Gouvernements s'engagent mutuellement à ne pas traiter moins favorablement le chemin de fer reliant Marienbourg et Varsovie que tout autre chemin de fer traversant la frontière, et à accorder, dans l'intérêt et en faveur du commerce, audit chemin de fer, toute facilité et simplification de service compatibles avec les lois des deux pays.

Art. 18. Le chemin de fer reliant Marienbourg et Varsovie servira aussi aux transports des postes, tant des lettres que des paquets, et à l'établissement de lignes télégraphiques.

Les Hauts Gouvernements auront soin d'imposer aux entrepreneurs du chemin de fer les obligations qu'ils jugeraient utiles pour assurer les intérêts de l'administration des postes et des télégraphes.

Les administrations des postes et des télégraphes des deux Parties contractantes arrêteront, d'un commun accord, les modalités du service postal et télégraphique à organiser sur ledit chemin de fer.

Art. 19. Dans tous les cas où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre État ne pourraient pas s'entendre sur les différents points prévus dans la présente Convention, et en général sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les frontières et la prospérité du commerce de transit, les Gouvernements interviendront d'office et se concerteront pour prescrire toutes les mesures nécessaires.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, le 10/22 avril 1876.

(L. S.) *Signé*: Sylvestre Lvovsky. (L. S.) *Signé*: Hippolyte DE PISTOHLKORS. (L. S.) *Signé*: Basile DOLGOROUKOW. (L. S.) *Signé*: Nicolas DE PFEIFFER. (L. S.) *Signé*: Ferdinand RYDZEWSKI. (L. S.) *Signé*: Emmanuel MUKHANOW. (L. S.) *Signé*: Paul REICHARDT. (L. S.) *Signé*: Auguste Otton TACHNINGEN.

FRANCE — BRÉSIL

DÉCLARATION RELATIVE A LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE, SIGNÉE A RIO-DE-JANEIRO LE 12 AVRIL 1876

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil, désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière des nationaux des deux États, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires et possessions de l'autre, des mêmes droits que les nationaux pour tout ce qui a rapport aux marques de fabrique ou de commerce, de quelque nature qu'elles soient.

Les nationaux de l'un des deux pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce, devront remplir les formalités prescrites, à cet effet, par la législation respective des deux pays.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Rio-de-Janeiro, le 12 avril 1876.

(L. S.) *Signé* : LÉON NOEL. (L. S.) *Signé* : BARON DE COTEGIPE.

FRANCE — PAYS-BAS

CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉE A VERSAILLES LE 22 AVRIL 1876.

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Pays-Bas, animés du désir de faciliter les relations postales entre les deux pays par l'introduction du service des mandats-poste, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, membre de la Chambre des députés, Ministre des affaires étrangères, commandeur de l'Ordre national de la Légion d'honneur, etc. ;

S. M. le Roi des Pays-Bas, M. le baron de *Zuylen de Nyevelt*, grand-

croix de l'Ordre de la Couronne de chêne, commandeur de l'Ordre du Lion néerlandais, grand officier de la Légion d'honneur, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le Royaume des Pays-Bas, que du royaume des Pays-Bas pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen des mandats en usage dans les deux pays pour les envois d'argent à l'étranger.

Aucun mandat ne pourra être de plus de 350 francs, s'il est payable en France ou en Algérie, ni de 175 florins s'il est payable dans les Pays-Bas.

Art. 2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe, à la charge de l'envoyeur, qui sera déterminée par l'administration du pays d'origine.

Art. 3. L'administration qui aura délivré des mandats, payera à l'administration qui les aura acquittés un droit de 1 0/0 du montant des sommes dont celle-ci aura fait l'avance.

Art. 4. Le montant de chaque mandat sera exprimé en monnaie du pays où le paiement devra avoir lieu.

Les bases de conversion de la monnaie du pays d'origine en monnaie du pays de destination seront fixées par l'administration du pays d'origine.

Art. 5. Il est formellement convenu entre les Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou néerlandais, en exécution de l'article 1^{er} de la présente Convention, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque à la charge des destinataires des fonds.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés, en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

A cet effet, la créance la plus faible sera convertie en même monnaie que la créance la plus forte, d'après le taux d'un change qui sera fixé d'un commun accord entre les deux administrations.

En cas de non-paiement du solde d'un compte, dans le délai

convenu, le montant de ce solde sera productif d'intérêt à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de 5 0/0 l'an, et devront être portés, au débit de l'administration retardataire, sur le compte auquel se rapportera la somme productive d'intérêt.

Il est entendu que les soldes des comptes des mandats et les soldes des comptes des correspondances seront réduits par balance toutes les fois qu'ils seront respectivement contraires; mais l'excédant, s'il résulte du compte des mandats, devra néanmoins être soldé dans les délais fixés pour la liquidation desdits comptes des mandats.

Art. 7. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange des mandats dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'origine, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 8. L'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre, en vertu des articles précédents. Elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 6, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que chaque administration portera à la connaissance de l'autre les modifications qu'elle apportera dans sa liste des bureaux autorisés à dresser et à payer les mandats, et que les autres mesures pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaitront la nécessité.

Art. 9. Il est entendu que chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, à condition d'en donner avis immédiatement et par le télégraphe, à l'autre administration.

Art. 10. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 11. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Versailles, le 22 avril 1876.

(L. S.) *Signé*: DECAZES. (L. S.) *Signé*: ZUYLEN DE NYEVELT

GRANDE-BRETAGNE

PROCLAMATION DE LA REINE VICTORIA SANCTIONNANT LE VOTE DU PARLEMENT LUI CONFÉRANT LE TITRE D'IMPÉRATRICE DES INDES, DATÉE DE WINDSOR LE 28 AVRIL 1876.

Victoria, R. — Attendu qu'un acte a été passé dans la présente session du Parlement, intitulé : « Un acte pour mettre à même Sa Très-Gracieuse Majesté de faire une addition aux style et titres royaux appartenant à la couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, » lequel acte détaille que, par l'acte pour l'union de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, il fut stipulé qu'après telle union le style et les royaux titres appartenant à la couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances seraient tels que Sa Majesté, par sa royale proclamation sous le grand sceau du Royaume-Uni, serait contente de désigner ; et lequel acte aussi raconte que, en vertu dudit acte et d'une royale proclamation sous le grand sceau, datée du premier jour de janvier 1801, nos présents style et titres sont « Victoria, par la grâce de Dieu, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, reine, défenseur de la foi ; » et lequel acte aussi raconte que, par l'acte pour le meilleur Gouvernement de l'Inde, il fut décrété que le Gouvernement de l'Inde, auparavant et jusque-là investi dans la Compagnie des Indes orientales en dépôt pour nous, deviendrait investi en nous, et que l'Inde serait dès lors gouvernée par nous et en notre nom, et qu'il est convenable que là soit une constatation du transfert du Gouvernement ainsi faite au moyen d'une addition à être faite à nos style et titres ; et lequel acte, après ledit exposé, décrète qu'il sera légal pour nous, en vue de telle constatation, comme dite ci-dessus du transfert du Gouvernement de l'Inde, de faire telle addition aux style et titres à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances qui peut nous sembler convenable.

Nous avons pensé à propos, par et avec l'avis de notre Conseil privé, d'instituer et déclarer, et nous, par le présent, instituons et déclarons que dorénavant, autant qu'aisé ce peut être, en toutes occasions et en tous actes dans lesquels nos style et titres sont usités, sauf et excepté toutes chartes, commissions, lettres patentes, concessions, exploits, nominations et autres actes analogues, n'étendant pas leur effet au delà du Royaume-Uni, la suivante addition sera faite aux style et titres à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, qui est à dire en la langue latine en ces mots : *Indiæ imperatrix*, et dans la langue anglaise en ces mots : *Empress of India*.

Et notre volonté et plaisir, outre cela, est que ladite addition ne sera pas faite dans les commissions, chartes, lettres patentes, concessions, exploits, nominations et autres actes semblables spécialement exceptés, comme ci-dessus.

Et notre volonté et plaisir, outre cela, est que toutes monnaies d'or, argent et cuivre, à l'heure qu'il est monnaies courantes et légales du Royaume-Uni et toutes monnaies d'or, argent et cuivre qui seront, ce jour-là ou après ce jour, frappées par notre autorité avec les mêmes empreintes, seront, néanmoins telle addition à nos style et titres, jugées et prises comme monnaies courantes et légales du Royaume-Uni ; et, outre cela, que toutes monnaies frappées et émises dans aucune des dépendances dudit Royaume-Uni et déclarées par notre proclamation être monnaie courante et légale de telle dépendance, respectivement portant nos style et titres, ou aucune partie ou parties desdits, et toutes monnaies qui seront à l'avenir frappées et émises conformément à telle proclamation, continueront, néanmoins telle addition, d'être monnaie courante et légale de telle dépendance respectivement, jusqu'à ce que notre plaisir se soit là-dessus plus avant déclaré.

Donné à notre cour, à Windsor, le vingt-huitième jour d'avril an mil huit cent septante-six, dans la trente-neuvième année de notre règne.

Dieu sauve la Reine !

ÉGYPTE

DÉCRET DU KHÉDIVE RELATIF A L'UNIFICATION DES DETTES ÉGYPTIENNES
DATÉ DU 2 MAI 1876

Nous, Khédive d'Égypte, voulant prendre des mesures définitives et opportunes pour obtenir l'unification des diverses dettes de l'État et celle de la Daïra Sanieh, ainsi que de la réduction des charges excessives résultant de ces dettes, et voulant donner un témoignage solennel de notre ferme intention d'assurer toutes garanties aux intérêts, avons résolu d'instituer une caisse spéciale chargée du service régulier de la dette publique et de nommer à sa direction des commissaires étrangers, lesquels seront, sur notre demande, indiqués par les Gouvernements respectifs, comme fonctionnaires aptes à remplir le poste auquel ils seront nommés par nous en qualité de fonctionnaires égyptiens dans les conditions suivantes. Notre Conseil privé entendu, avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Il est institué une caisse de la dette publique, chargée de recevoir les fonds nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement de la dette et de les destiner exclusivement à cet objet.

Art. 2. Les fonctionnaires, les caisses locales ou les administrations spéciales qui, après avoir recouvré reçu ou concentré les revenus spécialement affectés au paiement de la dette, sont ou seront à l'avenir chargés de les verser au Trésor central ou de les tenir à la disposition des ordonnateurs des dépenses de l'État, sont par effet du présent décret obligés d'en faire le versement pour compte du Trésor de l'État à la caisse spéciale de la dette publique, qui sera à cet égard considérée comme une caisse spéciale du Trésor.

Ces fonctionnaires, caisses et administrations ne pourront être valablement déchargés que par les quittances qui leur seront délivrées par ladite caisse de la dette publique. Tout autre ordre ou quittance sera sans effet. Ces mêmes fonctionnaires, caisses ou administrations enverront mensuellement au Ministre des finances un tableau contenant les recettes ou recouvrements faits par eux directement ou versés par les percepteurs des revenus spécialement affectés à la dette, et les versements faits à la caisse spéciale de la dette publique. Le Ministre des finances communiquera ces tableaux à la direction de la caisse.

La caisse de la dette publique recevra de la Daïra-Sanieh la somme intégrale nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement du

montant de ses dettes unifiées ; elle recevra également les fonds de l'annuité due au Gouvernement anglais et représentant l'intérêt sur les actions du canal de Suez.

Art. 3. Si les versements des revenus affectés à la dette sont insuffisants pour payer le semestre, la caisse spéciale de la dette publique demandera au Trésor, par le moyen du Ministre des finances, la somme nécessaire pour compléter le paiement de la semestrialité. Le Trésor devra lui verser cette somme quinze jours avant l'échéance. Si les fonds en caisse laissent un excédant sur le paiement des intérêts et de l'amortissement, la caisse spéciale de la dette publique versera cet excédant, à la fin de chaque année, à la caisse générale du Trésor. La caisse de la dette publique présentera ses comptes, qui seront examinés et jugés comme de droit.

Art. 4. Les actions qu'au nom et dans l'intérêt des créanciers, en grande partie étrangers, la caisse, et pour elle ses directeurs, croiront avoir à exercer contre l'administration financière, représentée par le Ministre des finances, pour ce qui concerne la tutelle des garanties de la dette que nous avons confiée à la direction de ladite caisse, seront portées, dans les termes de leur juridiction, devant les nouveaux tribunaux qui, suivant l'accord établi avec les Puissances, ont été institués en Égypte.

Art. 5. Les commissaires désignés comme il est dit plus haut auront la direction de la caisse spéciale de la dette publique. Ils seront nommés par nous pour cinq ans et siégeront au Caire ; leurs fonctions pourront être continuées à l'expiration des cinq ans, et en cas de décès ou de démission de l'un d'eux nomination nouvelle sera faite par nous dans la forme des nominations primitives. Ils pourront confier à l'un d'eux les fonctions de président, lequel en donnera avis au Ministre des finances.

Art. 6. Les frais de change, d'assurance et de transport d'espèces à l'étranger, ainsi que la commission pour paiement des coupons, seront à la charge du Gouvernement. Des directeurs de la caisse prendront les accords préalables avec le Ministre des finances pour toutes ces opérations, mais le Ministre décidera si l'expédition des sommes doit être faite en groupes ou par lettres de change.

Art. 7. La caisse ne pourra employer aucuns fonds, soit ou non disponibles, en opérations de crédit, de commerce, industrie ou autres.

Art. 8. Le Gouvernement ne pourra, sans l'avis conforme des commissaires qui dirigent la caisse de la dette publique pris à la majorité, porter, dans aucun des impôts spécialement affectés à la dette, des modifications qui pourraient avoir pour résultat une dimi-

nution de la rente de cet impôt. Toutefois, le Gouvernement pourra affermer un ou plusieurs de ces impôts, pourvu que le contrat de fermage assure un revenu au moins égal à celui déjà existant, et conclure des Traités de commerce portant modifications aux droits de la douane.

Art. 9. Le Gouvernement s'engage à n'émettre aucun bon du Trésor ni aucun nouveau titre et à ne contracter aucun autre emprunt de quelque nature que ce soit. Ce même engagement est pris au nom de la Daïra-Sanieh. Cependant si, par des motifs d'urgence nationale, le Gouvernement se trouvait dans la nécessité de recourir au crédit, il pourrait le faire dans la limite du strict besoin et sans porter atteinte à l'affectation des revenus destinés à la caisse de la dette publique, ni aucune diversion à leur versement et à leur destination. Les emprunts, tout exceptionnels qu'ils sont, ne pourront être contractés qu'après l'avis conforme des commissaires directeurs de la caisse.

Art. 10. Afin que les dispositions du précédent article ne créent pas d'obstacles à la marche de l'administration, le Gouvernement pourra établir un compte courant auprès d'une Banque pour faciliter ses paiements moyennant anticipations à régler sur les recettes de l'année. Le solde actif ou passif en sera réglé à la fin de chaque année. Le découvert de ce compte courant pendant l'année ne pourra jamais dépasser 50 millions de francs.

Fait au Caire, le 2 mai 1876.

Signé : ISMAIL.

ALLEMAGNE — AUTRICHE — HONGRIE — BELGIQUE
DANEMARK — ESPAGNE — FRANCE — ITALIE — PAYS-BAS
RUSSIE — SUÈDE ET NORWÈGE — SUISSE — TURQUIE

PROCÈS-VERBAL D'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS DE LA CONVENTION
INTERNATIONALE CONCLUE A SAINT-PÉTERSBOURG LE 10/22 JUILLET
1875, DATÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG LE 5/17 MAI 1876.

Les soussignés Plénipotentiaires des Gouvernements des pays qui ont conclu et signé à Saint-Petersbourg, le 10/22 juillet 1875 (1), la Convention télégraphique internationale, se sont réunis le 5/17 mai 1876

(1) Voir p. 88.

à l'hôtel du Ministère des affaires étrangères de l'Empire de Russie, pour procéder à l'échange des actes de ratification de cette Convention.

Les instruments des actes de ratification, savoir : de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Russie, de la Suède et de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie, ont été trouvés en bonne et due forme et, conformément à ce qui a été convenu entre les hauts Gouvernements contractants, ils demeureront déposés aux Archives du Ministère impérial des affaires étrangères à Saint-Petersbourg.

En ce qui concerne les actes de ratification de la Grèce, de la Perse et du Portugal, il a été convenu d'un commun accord que ces actes seront reçus par le Ministère impérial des affaires étrangères de l'Empire de Russie, qui en donnera avis aux autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont revêtu de leurs signatures.

Fait à Saint-Petersbourg, le 5/17 mai 1876, en treize expéditions, dont une restera déposée aux Archives du Ministère des affaires étrangères, pour accompagner les instruments des actes de ratification.

(L. S.) *Signé*: ERREMBault DE DUDZEELE. (L. S.)
Signé: SCHWEINITZ. (L. S.) *Signé*: LANGENAU,
 (L. S.) *Signé*: E. DE VINOT (L. S.) *Signé*: ALVA-
 REZ DE TOLEDO. (L. S.) *Signé*: GÉNÉRAL LE FLÓ.
 (L. S.) *Signé*: L. DI COLLOBIANO. (L. S.) *Signé*:
 J.-P. VANDER HOEVEN. (L. S.) *Signé*: GIERS.
 (L. S.) *Signé*: DUE. (L. S.) *Signé*: DUPONT. (L. S.)
Signé: CABOULY.

EGYPTE

DÉCRET DU KHÉDIVE RELATIF A L'UNIFICATION DES DETTES ÉGYPTIENNES
 DATÉ DU 7 MAI 1879

Nous, Khédivé d'Egypte, considérant que les emprunts contractés en 1862, 1864, 1868, 1873, 1865, 1867 et 1870; par le Gouvernement et la Daïra-Sanieh, s'élevaient originairement à la somme de

65, 497, 660 liv. sterling, laquelle se trouve aujourd'hui réduite à 54, 000 150 liv. sterling, par l'effet des titres amortis jusqu'à ce jour;

Considérant qu'à cette dette contractée par des emprunts avec amortissement, vient s'ajouter la dette flottante contractée tant par le Gouvernement que par la Daïra pour combler le déficit résultant du défaut d'exécution intégrale du contrat relatif à l'emprunt 1873, non compris la prévision contenue dans ledit contrat, article 19, pour l'achèvement des travaux publics déjà en cours d'exécution, ainsi que pour faire face aux dépenses occasionnées par des cas de force majeure et par des calamités publiques;

Considérant que cette dette a été en grande partie contractée par voie d'opérations de crédit qui, s'étant imposées au Gouvernement en temps de crise ou en d'autres circonstances exceptionnelles et urgentes, ont été conclues à des taux onéreux pour le Trésor de l'État;

Considérant que, pour rendre possible au Trésor et à la Daïra-Sanieh de satisfaire ces différentes dettes, et pour mieux assurer dans l'avenir les intérêts des créanciers moyennant une mesure conforme aux exigences communes, il a été reconnu opportun et utile d'unifier toutes ces dettes, en constituant une dette générale, portant intérêt à 7 0/0, et remboursable en soixante-cinq ans;

Considérant que vu le taux d'émission des divers emprunts avec amortissement, les titres relatifs à ces emprunts venant à être unifiés au pair de leur valeur nominale, profitent d'une bonification dont il est juste d'étendre le bénéfice aux porteurs des obligations de la dette flottante de l'État et de la Daïra-Sanieh dans une proportion qui établisse autant que possible l'égalité entre tous les créanciers; qu'il est équitable aussi d'accorder aux porteurs des titres des emprunts de 1864, 1865 et 1867, dont les dernières échéances sont prochaines, une compensation au prolongement plus sensible pour eux du délai d'amortissement;

Considérant que l'annuité nécessaire au service de la dette générale unifiée s'élevant à 91, 000, 000 de liv. sterling sera de 6, 443, 600 liv. sterling, mais que pour déterminer la charge qui grèvera effectivement le budget ordinaire de l'État, il faut en déduire le somme de 684, 411 liv. sterling, contribution de la Daïra-Sanieh proportionnelle à l'importance de ses dettes unifiées avec celles de l'État; qu'ainsi l'annuité à la charge de l'État est de 5, 759, 189 livres sterling;

Considérant que l'unification et la consolidation des dettes de l'État en une seule dette générale rendent inopportune la continuation du paiement de la Moukabalah par laquelle le Gouvernement se propo-

sait de concourir à l'extinction de la dette flottante moyennant l'anticipation de six annuités de l'impôt foncier;

Considérant que par effet de cette anticipation un des plus importants revenus de l'État se trouverait, après quelques années, considérablement réduit, tandis que dans l'intérêt du Gouvernement et des créanciers de l'État, ce qu'il faut, c'est que le revenu du Trésor soit assuré de manière à satisfaire aux intérêts et à l'amortissement de la dette publique ainsi qu'aux dépenses budgétaires;

Considérant que par ces motifs notre Conseil privé nous a proposé et nous avons approuvé d'arrêter l'opération de la Moukabalah, en accordant à ceux qui ont fait des anticipations les droits et privilèges qui leur auraient été définitivement acquis sur la propriété, seulement après paiement intégral de la Moukabalah, et en prenant des mesures équitables soit pour la restitution de ces anticipations, soit pour une réduction proportionnelle d'impôts, ce qui aura pour résultat d'éviter une réduction considérable dans un des principaux revenus de l'État;

Considérant, d'ailleurs, que, pour la garantie des créanciers, il était nécessaire de créer une caisse spéciale chargée de recevoir le montant des revenus affectés à la dette et d'en faire le service, notre Conseil privé entendu, avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Toutes les dettes de l'État et celles de la Daïra-Sanieh résultant des emprunts contractés en 1862, 1864, 1868, 1873, 1865, 1867 et 1870, la dette flottante de l'État et la dette flottante de la Daïra-Sanieh comprenant les bons du Trésor et tous autres titres ou obligations sont unifiées en une dette générale, dont les titres porteront 7 p. 100 d'intérêt sur le capital nominal et seront amortissables en soixante-cinq ans par tirages semestriels. L'unification est faite au pair du taux nominal des titres des anciens emprunts pour les emprunts 1862, 1868, 1870 et 1873.

Les titres de la dette générale seront délivrés à 65 p. 100 de leur capital nominal aux porteurs des titres des emprunts 7 p. 100 1864-1865 et 9 p. 100 1867. Pour ce dernier emprunt la différence du taux d'intérêt sera capitalisée en titres au profit des porteurs à 80 p. 100 de leur capital nominal aux porteurs des titres des dettes flottantes de l'État et de la Daïra-Sanieh sous forme de bons du Trésor et autres titres ou obligations qui les constituent. Par l'effet de cette opération, la dette générale unifiée sera de 91,000,000 de livres en valeur nominale. Jouissance au 15 juillet 1876. »

Art. 2. La dette-emprunt et la dette flottante de la Daïra-Sanieh s'unifiant avec celle de l'État sous les mêmes restrictions et garanties, la Daïra-Sanieh est tenue de verser annuellement à la caisse de la

dette publique la somme de 684,411 liv. st., représentant sa part proportionnelle dans l'annuité totale nécessaire au service de la dette pour intérêts et amortissement.

Art. 3. Les revenus affectés spécialement au service de la dette générale sont Moudirich de Garbich, 1,201, 523 liv. st. — Mondirich de Mounifieh, 714,107 liv. st. — Moudirich de Behera, 424,312 liv. st. — Moudirich de Siont, 732,179 liv. st. — Octrois du Caire, 345,389 liv. st. — Octrois d'Alexandrie, 173,837 liv. st. — Douanes d'Alexandrie, Suez, Damiette, Rosette, Port-Saïd et El Arich, 659,667 liv. st. — Chemins de fer, 990,806 liv. st. — Revenus du sel, 200,000 liv. st. — Fermage de Materich, 60,000 liv. st. — Revenus des écluses et droits de navigation sur le Nil jusqu'à Wady-Halfa, 30,000 liv. st. — Pont de Kasr el Nil, 15,000 liv. st. — Total, 5,790,845 liv. st.

Contribution de la Daïra, qui sera payée au fur et à mesure de ses rentrées, 684,411 liv. sterl. — Total général des revenus affectés, 6,475,256 liv. sterling.

Art. 4. Les titres de la dette générale unifiée seront de 20, 100, 500 et 1,000 liv st., avec coupons payables semestriellement.

Le tirage des titres pour l'amortissement semestriel sera fait par les commissaires directeurs de la caisse de la dette publique. Ces titres seront délivrés en échange des titres des anciens emprunts et des titres de la dette flottante aux conditions prescrites dans l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 5. Un groupe composé de maisons de banque et d'établissements financiers s'est chargé par contrat de l'opération de l'unification de la Dette. Des commissaires spéciaux du Gouvernement seront nommés par nous pour surveiller l'exécution régulière de ces opérations.

Art. 6. Pour le service de la dette unifiée est créée une caisse spéciale dont les statuts sont arrêtés par notre précédent décret, qui doit être considéré comme complément du présent décret.

Art. 7. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Caire, le 7 mai 1876.

Signé: ISMAÏL.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 9 AVRIL 1863 AU 30 AVRIL 1877, SIGNÉE A ROME LE 11 MAI 1876.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie du 9 avril 1863 (1) devant cesser d'être en vigueur dès le 25 juin prochain, à la suite de la dénonciation qui en a été faite par le Gouvernement italien, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie du 9 avril 1863 continuera à rester en vigueur jusqu'au 30 avril 1877.

En foi de quoi, ils ont signé la présente déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 11 mai 1876.

(L. S.) *Signé*: A. VAN LOO.

(L. S.) *Signé*: MELEGARI.

ÉGYPTE

DÉCRET DU KHÉDIVE RELATIF A L'ORGANISATION
DU MINISTÈRE DES FINANCES, SIGNÉ LE 11 MAI 1876.

Nous, Khédive d'Égypte, notre Conseil privé entendu, avons décrété et décrétons :

TITRE PREMIER

Institution du conseil suprême du Trésor et ses attributions.

Art. 1^{er}. Il est institué un conseil suprême du Trésor; ce conseil sera divisé en trois sections : la première aura la dénomination d'inspection générale des revenus et des caisses de l'État; la seconde, celle de section de surveillance des recettes et des dépenses; la troisième, celle des sections pour le jugement des comptes. Les trois sec-

(1) Voir *Archives* 1863, t. III, p. 326.

tions fonctionneront séparément ou réunies, suivant les cas et les modes prévus par le présent Décret.

Art. 2. La première section sera chargée de l'inspection de la trésorerie centrale et de la surveillance de sa comptabilité. Cette inspection et cette surveillance s'étendront à toute autre caisse qu'on pourra établir, pour quelque service spécial. La section, ou celui de ses membres qui sera délégué par elle, aura la faculté de prendre en tout temps connaissance de l'état de ces caisses et d'en vérifier les écritures.

Les rapports des inspecteurs chargés par le Ministre des finances de l'inspection des autres caisses et des caisses de perception seront communiqués par lui au conseil suprême. Cette section surveillera l'exacte rentrée de tous les revenus et l'exécution rigoureuse de leur emploi; tout abus ou irrégularité sera par eux dénoncé au conseil suprême et poursuivi devant la seconde section contre les agents responsables dans les termes des articles suivants. L'inspecteur délégué par la section ne pourra prendre que des résolutions provisoires: il faut une délibération de la section pour les rendre définitives.

Art. 3. La seconde section, seule ou réunie, conformément aux dispositions suivantes:

A. fera l'examen préalable de tous les engagements qui auront pour effet une dépense à la charge du budget de l'État et de tous les ordres ou mandats de paiement ou ouvertures de crédit en faveur des fonctionnaires autorisés à expédier des bons de paiement, jusqu'à concurrence de la somme mise à leur disposition;

B. vérifiera ces bons de paiement et prononcera sur la responsabilité des fonctionnaires qui auront fait des dépenses ou des paiements non justifiés.

C. Si un engagement, un ordre ou un mandat manque de justification ou des formes régulières, ou s'il est fait par une autorité incompétente, la section en fera l'observation au Ministre des finances, et dans le cas où l'administration persisterait, l'acte ne pourra devenir exécutoire que par une délibération du Conseil privé. L'acte ainsi approuvé sera enregistré par ordre. Chaque mois, la section remettra au Ministre des finances, pour être transmise au secrétariat du Khédive, une note des actes enregistrés par ordre; une copie de cette note sera communiquée aux autres sections du Conseil.

D. Tout engagement portant dépense, tout ordre ou mandat de paiement ou ouverture de crédit dont le montant réuni aux sommes de la même nature déjà engagées ou dépensées excède la prévision du budget ou crée une dépense nouvelle pour laquelle aucune somme

ne se trouve assignée dans le budget, sera suspendu par une délibération qui en expliquera les motifs. Le Conseil privé avisera, et dans le cas où il jugera la dépense nécessaire et où S. A. le Khédive l'approuvera, on expédiera un décret spécial qui, ordonnant la dépense, indiquera en même temps les moyens pour y pourvoir. En conséquence de ce décret, on fera dans le passif, ainsi que l'actif du budget, les modifications ou les nouvelles inscriptions qui seront nécessaires pour pourvoir à son exécution. Cette section veillera sur l'exact versement des recettes dans les caisses du Trésor.

Art. 4. Sur la requête du Ministre des finances, ou sur les rapports des inspecteurs transmis par l'intermédiaire du Ministre des finances, elle prononcera des arrêtés ayant force exécutoire contre tout agent de la perception qui, ayant recouvré des sommes, ne les aura pas versées dans une des caisses qui seront indiquées à l'avance par le Ministère des finances, contre tout agent ou caissier qui n'aura pas régulièrement fait les versements, et contre les caissiers qui auront fait des paiements abusifs ou irréguliers. Est considéré comme abusif et irrégulier tout paiement fait sur un acte sans l'accomplissement des formes prescrites par la loi.

Ce paiement est nul et reste à la charge de celui qui l'aura exécuté. Parmi ces formes, il faut compter comme une des plus essentielles celle que les règlements prescrivent pour déterminer la qualité du titre qui peut donner droit aux paiements auprès des différentes caisses, ou les obliger à une remise de fonds. En ce cas, le caissier est responsable des paiements faits en exécution de toute autre espèce d'ordre ou mandat ayant une forme différente.

Il suffit pour libérer la responsabilité du payeur que les formes de l'acte soient en règle et que les formalités prescrites aient été remplies, quel que soit le mérite de la dépense. Dans le cas prévu à la lettre D de l'article précédent, s'il y a désaccord entre les membres de la deuxième section sur la définition de la dépense ou sur la suffisance des fonds pour la payer, la question sera résolue par la première et la deuxième section réunies. Ces deux sections réunies délibéreront aussi sur les mandats et ordres de paiement qui arriveraient dépourvus de l'enregistrement auprès du conseil du Trésor.

Art. 5. La troisième section jugera et arrêtera les comptes de tous les comptables qui seront obligés par les règlements à donner un compte judiciaire. L'examen des comptes sera fait par les référendaires comptables dont il sera parlé au titre III. Le compte général présomptif sera arrêté et les comptes généraux de la Trésorerie seront jugés par la réunion de la troisième et de la première section. Les comptables qui se croiront lésés par ces jugements, auront le

droit de les faire reviser par la réunion de la première et de la deuxième section.

Art. 6. Le conseil suprême du Trésor a le droit de demander aux Ministres et aux chefs des différentes administrations de l'État toutes les informations et les documents qui se rapportent à l'exercice de ses fonctions. Il a aussi le devoir de dénoncer au Conseil privé et aux Ministres, en avisant en même temps le Ministre des finances, les infractions aux lois et aux règlements relatifs à l'administration financière de l'État et dont il aura pris connaissance en remplissant les attributions qui lui sont confiées. Il a aussi le mandat de présenter au Conseil privé, par l'intermédiaire du Ministre des finances, à la fin de chaque année financière, un rapport sur la situation générale du Trésor de l'État, sur la marche générale de la comptabilité de l'État et sur les réformes utiles qu'on pourrait introduire dans le service comptable et dans l'administration financière des dépenses et des recettes.

TITRE II

Formation du budget de l'État.

Art. 1^{er}. Trois mois avant que la gestion d'une année financière soit arrivée à son terme, le Ministre des finances arrêtera le budget de l'année suivante. Les recettes et dépenses seront distinctes suivant leur nature et spécifiées autant que possible. Le projet du budget sera soumis au conseil suprême du Trésor, pour entendre les avis et les idées qu'il pourra suggérer pour en rendre la rédaction meilleure et plus exacte.

Art. 2. A la fin de l'année budgétaire, on arrêtera un compte de caisse qui comprendra tous les paiements effectivement faits et toutes les recettes effectivement encaissées.

Art. 3. On ajoutera au budget présumptif déjà arrêté pour l'année suivante, et sous la dénomination de résidus actifs, toutes les différences entre les recettes présumées et les recettes encaissées ainsi que les autres crédits non réalisés, et sous la dénomination de résidus passifs, les différences entre les dépenses prévues et les paiements faits. Après trois mois de la nouvelle gestion, on réduira ces différences à leur juste valeur en réduisant les recettes présumées et arriérées et les dépenses à faire dans une plus juste mesure que celle qui avait été originairement prévue. Le budget définitif de l'année sera composé de ces divers éléments.

Art. 4. Un premier exemplaire du budget du tableau des résidus actifs et passifs et de leurs rectifications successives sera remis au

Ministre des finances ; un second exemplaire sera déposé au conseil suprême du Trésor.

TITRE III

Composition et organisation des trois sections du conseil suprême du Trésor.

Art. 1^{er}. Le conseil suprême du Trésor sera composé de dix conseillers, dont cinq indigènes, et cinq étrangers, et d'un président nommé par S. A. le Khédive. Il y aura un secrétaire général du conseil.

Art. 2. La première section sera composée de trois membres étrangers. Elle sera présidée tour à tour par un de ses membres, par ordre d'ancienneté d'âge. Le président restera en fonctions six mois.

Art. 3. La seconde section sera composée de cinq membres, c'est-à-dire de quatre conseillers, dont deux étrangers et deux indigènes, et du président du conseil, qui sera aussi président de section. Cette section choisira dans son sein un vice-président. Un des membres de cette section sera par elle délégué pour remplir les fonctions de ministère public.

Le président du conseil suprême déléguera un des référendaires, dont il est question à l'article 4 suivant, pour remplir les fonctions de substitut du ministère public. A la dépendance de cette section sera institué un bureau pour la tenue des livres en rapport aux budgets et pour l'enregistrement des actes soumis à son examen par le présent décret.

Art. 4. La troisième section sera composée de trois membres indigènes. A cette section sera ajouté un corps de trois référendaires des comptes. Deux de ces référendaires, parmi lesquels se trouvera celui qui a examiné le compte, interviendront avec vote dans la section appelée à les juger. Deux de ces référendaires seront étrangers.

Art. 5. La nomination des membres du conseil et du secrétaire général sera faite par décret de S. A. le Khédive. Les conditions de traitement et autres seront fixées par leurs contrats d'engagement respectifs.

Art. 6. La destitution, la privation des fonctions, aussi bien que retraite par autorité d'un membre du conseil suprême du Trésor, ne peut être ordonnée que par décret de S. A. le Khédive, rendu sur l'avis conforme de son Conseil privé.

Art. 7. Le conseil suprême fera son règlement pour le service inté-

rieur, pour l'organisation de son secrétariat général et de ses différents bureaux et pour la distribution des affaires.

Fait au Caire, le 11 mai 1876.

Signé: ISMAÏL.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

CONVENTION D'EXTRADITION CONCLUE A BRUXELLES LE 20 MAI 1876

S. M. le Roi des Belges et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant jugé opportun, afin de mieux assurer la répression des crimes dans leurs territoires respectifs, de se livrer réciproquement, sous certaines conditions, les personnes accusées ou condamnées du chef des crimes ci-après énumérés et qui auraient fui la justice de leur pays, Lesdites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure un Traité dans ce but, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le comte *d'Aspremont-Lynden*, officier de son ordre de Léopold, etc., sénateur, son Ministre des affaires étrangères,

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, *John Savile Lumley*, Esquire, officier du très-honorable ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Il est convenu que S. M. le Roi des Belges et S. M. Britannique, sur la demande faite en leur nom par leurs agents diplomatiques respectifs, se livreront réciproquement tous les individus, sauf, relativement à la Belgique, ceux qui sont nés ou naturalisés citoyens belges, et, relativement à l'Angleterre, les sujets de S. M. Britannique par naissance ou naturalisation, qui étant poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits ci-après spécifiés, commis sur le territoire de la Partie requérante, seront trouvés sur le territoire de l'autre Partie :

1^o Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide et l'empoisonnement) ou tentative de meurtre.

2^o Homicide commis sans préméditation ou guet-apens.

3° Contrefaçon ou altération de monnaie, ainsi que mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée.

4° Faux, contrefaçon ou altération, ou mise en circulation de ce qui est falsifié, contrefait ou altéré.

5° Soustraction frauduleuse ou vol.

6° Escroquerie d'argent, valeurs ou marchandises sous de faux prétextes.

7° Crimes de banqueroutiers frauduleux prévus par la loi.

8° Détournement ou dissipation frauduleux au préjudice d'autrui, d'effets, deniers, marchandises, quittances, écrits de toute nature, contenant ou opérant obligation ou décharge, et qui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

9° Viol, attentat à la pudeur sur une jeune fille de moins de douze ans, dans le cas prévu simultanément par la législation des deux pays.

10° Enlèvement de mineurs.

11° Enlèvement d'enfant.

12° Attentat à la liberté individuelle commis par des particuliers.

13° Vol avec effraction ou escalade.

14° Incendie.

15° Vol avec violence (comprenant l'intimidation).

16° Menaces d'attentat punissable d'une peine criminelle.

17° Prise d'un navire par les marins ou passagers, par fraude ou violence envers le capitaine.

18° Échouement, perte, destruction ou tentative d'échouement, de perte ou de destruction d'un navire à la mer par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage.

19° Attaque ou résistance à bord d'un navire en haute mer, avec violence, voies de fait envers le capitaine, par plus du tiers de l'équipage.

20° Révolte ou complot de révolte par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine.

21° Faux serment, faux témoignage et subornation de témoins.

22° Destruction ou dégradation de constructions, machines, plantations, récoltes, instruments d'agriculture, appareils télégraphiques, ouvrages d'art, navires, tombeaux ; dommages causés volontairement au bétail et à la propriété mobilière, délits qui sont réprimés en Angleterre sous le nom de *malicious injuries to property*.

23° A. Coups et blessures graves.

B. Attentats à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de dix ans.

C. Attentats à la pudeur avec violence sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe.

Toutefois, l'extradition ne sera accordée, dans le cas d'une personne accusée, que si la perpétration du crime est établie de telle façon que les lois du pays où le fugitif accusé sera trouvé justifieraient son arrestation et son emprisonnement si le crime avait été commis dans ce pays ; et dans le cas d'une personne prétendument condamnée, que sur la production d'une preuve qui, d'après les lois du pays où le fugitif a été trouvé, établirait suffisamment qu'il a été condamné.

En aucun cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le crime sera prévu par la législation sur l'extradition en vigueur dans les deux pays.

Art. 2. Dans les États de S. M. Britannique, autres que les colonies ou les possessions étrangères de Sa Majesté, la manière de procéder sera la suivante :

1. S'il s'agit d'une personne accusée :

La demande d'extradition sera adressée au premier secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères par le ministre ou autre agent diplomatique de S. M. le Roi des Belges. A cette demande seront joints un mandat d'arrêt ou autre document judiciaire équivalent, délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'accusé en Belgique, ainsi que les dépositions authentiques ou les déclarations faites sous serment ou sous affirmation solennelle devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement lesdits actes, et contenant, outre le signalement de la personne réclamée, toutes les particularités qui pourraient servir à établir son identité.

Ledit secrétaire d'État transmettra ces documents au premier secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires intérieures, qui, par un ordre de sa main et muni de son sceau, signifiera à l'un ou l'autre magistrat de police à Londres que la demande d'extradition a été faite, et le requerra, s'il y a lieu, de délivrer un mandat pour l'arrestation du fugitif.

A la réception d'un semblable ordre du secrétaire d'État, et sur la production de telle preuve qui, dans l'opinion de ce magistrat, justifierait l'émission du mandat si le crime avait été commis dans le Royaume-Uni, il délivrera le mandat requis.

Lorsque alors le fugitif aura été arrêté, il sera amené devant le magistrat de police qui a lancé le mandat, ou devant un autre magistrat de police à Londres. Si la preuve qu'on produira est de nature à justifier, selon la loi anglaise, la mise en jugement du prisonnier, dans le cas où le crime dont il est accusé aurait été commis en Angleterre, le magistrat de police l'enverra en prison pour attendre

le mandat du secrétaire d'État, nécessaire à l'extradition, et il adressera immédiatement au secrétaire d'État une attestation de l'emprisonnement avec un rapport sur l'affaire.

Après l'expiration d'un certain temps, qui ne pourra jamais être moindre de quinze jours depuis l'emprisonnement de l'accusé, le secrétaire d'État, par un ordre de sa main et muni de son sceau, ordonnera que le criminel fugitif soit livré à telle personne qui sera dûment autorisée à le recevoir au nom du Gouvernement de S. M. le Roi des Belges.

2. S'il s'agit d'une personne condamnée ;

La marche de la procédure sera la même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le mandat à transmettre par le Ministre ou autre agent diplomatique, à l'appui de la demande d'extradition, énoncera clairement le crime pour lequel la personne réclamée aura été condamnée, et mentionnera le fait, le lieu et la date du jugement. La preuve à produire devant le magistrat de police sera telle que, d'après la loi anglaise, elle établirait que le prisonnier a été condamné pour le crime dont on l'accuse.

Après que le magistrat de police aura envoyé la personne accusée ou condamnée en prison pour attendre l'ordre d'extradition du secrétaire d'État, cette personne aura le droit de réclamer une ordonnance d'*habeas corpus* ; l'extradition doit alors être différée jusqu'après la décision de la Cour sur le renvoi de l'ordonnance, et elle ne pourra avoir lieu que si la décision est contraire au demandeur.

Art. 3. Dans les États de S. M. le Roi des Belges, autres que les colonies ou possessions étrangères de Sa dite Majesté, on procédera de la façon suivante :

1. S'il s'agit d'une personne accusée ;

La demande d'extradition sera adressée au Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges, par le Ministre ou autre agent diplomatique de S. M. Britannique ; à cette demande seront joints un mandat d'arrêt ou autre document judiciaire équivalent délivré par un juge ou magistrat dûment autorisé à prendre connaissance des actes imputés à l'accusé dans la Grande-Bretagne, ainsi que les dépositions authentiques ou les déclarations faites sous serment ou sous affirmation solennelle devant ce juge ou magistrat, énonçant clairement lesdits actes, et contenant, outre le signalement de la personne réclamée, toutes les particularités qui pourraient servir à établir son identité,

Le Ministre des affaires étrangères transmettra le mandat d'arrêt, avec les pièces annexées, au Ministre de la justice, qui fera parvenir les documents à l'autorité judiciaire, à l'effet de voir rendre ledit

mandat d'arrêt exécutoire par la chambre du conseil du Tribunal de première instance du lieu de la résidence de l'inculpé, ou du lieu où il pourra être trouvé.

L'étranger pourra réclamer la liberté provisoire dans le cas où un Belge jouit de cette faculté et dans les mêmes conditions. La demande sera soumise à la chambre du conseil.

Le Gouvernement prendra l'avis de la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle l'étranger aura été arrêté.

L'audience sera publique, à moins que l'étranger ne réclame le huis clos.

Le ministère public et l'étranger seront entendus. Celui-ci pourra se faire assister d'un conseil.

Dans la quinzaine à dater de la réception des pièces, elles seront renvoyées avec l'avis motivé au Ministre de la justice, qui statuera et pourra ordonner que l'inculpé soit livré à la personne qui sera dûment autorisée au nom du Gouvernement de S. M. Britannique.

2. S'il s'agit d'une personne condamnée :

Le cours de la procédure sera le même que dans le cas d'une personne accusée, sauf que le jugement ou l'arrêt de condamnation délivré en original ou en expédition authentique, à transmettre par le Ministre ou l'agent diplomatique à l'appui de la demande d'extradition, énoncera clairement le crime pour lequel la personne réclamée aura été condamnée, et mentionnera le fait, le lieu et la date du jugement. La preuve à produire sera telle que, conformément aux lois belges, elle établirait que le prisonnier a été condamné pour le crime dont on l'accuse.

Art. 4. Un criminel fugitif peut cependant être arrêté sur un mandat délivré par tout magistrat de police, juge de paix, ou autre autorité compétente dans chaque pays, à la suite d'un avis, d'une plainte, d'une preuve ou de tout autre acte de procédure qui, dans l'opinion de la personne délivrant le mandat, justifierait ce mandat, si le crime avait été commis ou la personne condamnée dans la partie des États des deux contractants où elle exerce juridiction : pourvu que cependant, s'il s'agit du Royaume-Uni, l'accusé soit, dans un pareil cas, envoyé aussi promptement que possible devant un magistrat de police à Londres. Il sera relâché, tant dans le Royaume-Uni qu'en Belgique, si dans les quatorze jours une demande d'extradition n'a pas été faite par l'agent diplomatique de son pays, suivant le mode indiqué par les articles 2 et 3 de ce Traité.

La même règle s'appliquera aux cas de personnes poursuivies ou condamnées du chef de l'un des crimes spécifiés dans ce Traité et

commis en pleine mer, à bord d'un navire de l'un des deux pays et qui viendrait dans un port de l'autre.

Art. 5. Si le criminel fugitif qui a été arrêté n'est pas livré et emmené dans les deux mois après son arrestation (ou dans les deux mois après la décision de la Cour sur le renvoi d'une ordonnance d'*habeas corpus* dans le Royaume-Uni), il sera mis en liberté, à moins qu'il n'y ait un motif suffisant de le retenir en prison.

Art. 6. Lorsqu'une personne aura été extradée par l'une des Hautes Parties contractantes, cette personne, jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans le pays d'où elle a été extradée, ou qu'elle ait eu occasion de le faire, ne sera poursuivie pour aucun délit commis dans l'autre pays avant l'extradition, autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu.

Art. 7. Aucune personne accusée ou condamnée ne sera extradée, si le délit pour lequel l'extradition est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si la personne prouve, à la satisfaction du magistrat de police ou de la Cour devant laquelle elle est amenée pour l'*habeas corpus*, ou du Secrétaire d'État, que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de la poursuivre ou de la punir pour un délit d'un caractère politique.

Art. 8. Les mandats, dépositions, déclarations sous serment, délivrés ou recueillis dans les États de l'une des deux Hautes Parties contractantes, les copies de ces pièces, ainsi que les certificats ou les documents judiciaires établissant le fait de la condamnation, seront reçus comme preuve dans la procédure des États de l'autre Partie, s'ils sont revêtus de la signature ou accompagnés de l'attestation d'un juge, magistrat, ou fonctionnaire du pays ou ils ont été délivrés ou recueillis, pourvu que ces mandats, dépositions, déclarations, copies, certificats et documents judiciaires soient rendus authentiques par le serment ou affirmation solennelle d'un témoin, ou par le sceau officiel du ministère de la justice ou d'un autre ministre d'État.

Art. 9. L'extradition n'aura pas lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 10. Si l'individu réclamé par l'une des Hautes Parties contractantes, en exécution du présent traité, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances, du chef d'autres crimes commis sur leurs territoires respectifs, son extradition sera accordée à l'État dont la demande est la plus ancienne en date, à moins qu'il n'existe entre les Gouvernements qui l'ont réclamé un arrangement qui déciderait

de la préférence, soit à raison de la gravité des crimes commis, soit à raison de tout autre motif.

Art. 11. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné par les tribunaux du pays où il s'est réfugié son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été mis en liberté selon le cours régulier de la loi.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition n'en aura pas moins lieu, sauf à la partie lésée à faire valoir ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 12. Tout objet trouvé en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation sera, si l'autorité compétente en a ainsi ordonné, saisi pour être livré avec sa personne, lorsque l'extradition aura lieu. Cette remise ne sera pas limitée aux objets acquis par vol ou banqueroute frauduleuse, mais elle s'étendra à toute chose qui pourrait servir de pièces de conviction. Elle se fera même si l'extradition, après avoir été accordée, ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés.

Art. 13. Chacune des Hautes Parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur son territoire, la détention et le transport à la frontière des personnes qu'elle consentirait à extra-der en exécution du présent Traité.

Art. 14. Les stipulations du présent Traité seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes.

La demande d'extradition d'un criminel fugitif qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des Parties sera faite au Gouverneur ou au fonctionnaire principal de cette colonie ou possession, par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou possession, ou, si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère de la Partie, au nom de laquelle l'extradition est demandée par le Gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou accueillies en suivant toujours, aussi exactement que possible, les stipulations de ce Traité par les Gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui cependant auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur Gouvernement.

S. M. Britannique se réserve cependant le droit de faire des arrangements spéciaux dans les colonies anglaises ou possessions

étrangères pour l'extradition des criminels belges qui y auraient cherché refuge, en se conformant, aussi exactement que possible, aux stipulations du présent Traité.

Art. 15. Le présent Traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des pays respectifs.

Aussitôt que le Traité sera entré en vigueur, le Traité conclu entre les Hautes Parties contractantes le 31 juillet 1872 (1) sera considéré comme abrogé, excepté en ce qui concerne toutes poursuites qui pourraient avoir eu leur effet ou qui pourraient avoir commencé en vertu de ce traité.

Chaque Partie peut en tout temps mettre fin au Traité, en donnant à l'autre, six mois à l'avance, avis de son intention.

Art. 14. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible, dans les six semaines de la date de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce même Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le 20^e jour du mois de mai de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: C^{te} d'ASPREMONT-LYDEN.

(L. S.) *Signé*: SAVILE-LUMLEY.

ITALIE — PAYS-BAS

DÉCLARATION ANNULANT LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE COMMERCE DU 24 NOVEMBRE 1863, SIGNÉE A ROME LE 22 MAI 1876

Les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

I. La dénonciation du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et les Pays-Bas, faite par le Gouvernement italien, est retirée et considérée comme non avenue.

II. Le Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et les Pays-Bas, conclu le 24 novembre 1863 (2), continuera en conséquence à rester en pleine vigueur.

Fait en double exemplaire à Rome le 22 mai 1876.

(L. S.) *Signé*: MELEGARI.

(L. S.) *Signé*: WESTENBERG.

(1) Voir *Archives*, 1875, t. II, p. 313.

(2) Voir *Archives*, 1866, t. IV, p. 5.

EGYPTE

DÉCRET DU KHÉDIVE CONCERNANT LES RÈGLEMENTS RELATIFS
A L'UNIFICATION DE LA DETTE, EN DATE DU 25 MAI 1876.

Nous, Khédive d'Egypte, notre Conseil privé entendu, avons décrété et décrétons :

Est approuvé le règlement en date de ce jour dont la teneur suit, arrêté selon notre ordre par notre Ministre des finances et concernant l'exécution de notre Décret du 7 mai 1876, relatif à l'unification de la dette publique d'Egypte.

Fait au Caire, le 25 mai 1876.

Signé: ISMAÏL.

Règlement coucernant l'exécution du Décret de S. A. le Khédive, en date du 7 mai 1876 (1), relatif à l'unification de la dette publique d'Égypte.

Art. 1^{er}. Les titres de la dette publique d'Egypte 7 0/0, unifiée par décret du 7 mai 1876, seront délivrés, jouissance 15 juillet 1876, amortissables au pair en soixante-cinq ans par tirages semestriels.

Art. 2. Ces titres seront au porteur, par coupures de cinq cents francs, deux mille cinq cents francs, douze mille cinq cents francs et vingt-cinq mille francs, ou bien par coupures de vingt, cent, cinq cents et mille livres sterling, au choix des intéressés, lors de l'émission et d'ici au 15 juillet 1876.

Art. 3. Ils seront rédigés en langue française et langue anglaise, revêtus du timbre français ou anglais, au choix des intéressés, et aux frais du Gouvernement égyptien. Ils seront munis pour soixante-cinq ans de coupons semestriels payables les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le paiement du premier coupon aura lieu le 15 janvier 1877.

Art. 4. Ces titres seront signés par deux représentants du Gouvernement égyptien, dont un au moins choisi parmi les commissaires-directeurs de la caisse de la dette publique d'Égypte instituée par Décret du 2 mai 1876; ils ne pourront être frappés d'aucun impôt par le Gouvernement égyptien.

Art. 5 Les tirages semestriels d'amortissement s'effectueront au

1. Voir page 223.

Caire, en séance publique, par les commissaires-directeurs de la Caisse de la dette publique d'Égypte.

Ils auront lieu les 15 avril et 15 octobre de chaque année; le premier tirage aura lieu le 15 octobre 1876.

Le remboursement des titres sortis aux tirages s'effectuera en même temps que le paiement du coupon qui suivra le tirage, soit le 15 janvier 1877 pour les titres sortis au tirage du 15 octobre 1876.

Art. 6. Les coupons seront payés et les titres sortis au tirage seront remboursés en or, sans retenue d'aucune espèce, au Caire, à Paris et à Londres, la livre sterling au change fixe de vingt cinq francs.

Art. 7. Les titres de la dette unifiée étant délivrés valeur du 15 juillet 1876, tous les coupons des anciens titres arrivant à échéance avant cette date seront payés en or à leur échéance et sur leur présentation; quant aux fractions de coupons des anciens titres acquises aux porteurs au 15 juillet 1876, elles seront payées en or au moment de l'échange de ces anciens titres contre les titres de la dette unifiée.

Art. 8. L'échange des titres s'effectuera dans les conditions suivantes :

1° Pour les emprunts 7 0/0 1870, 1872 et 1873, l'échange se fera au pair, c'est-à-dire que les titres anciens seront échangés contre des titres nouveaux d'égale valeur nominale.

2° Pour les emprunts 7 0/0 1874, 1865 et 9 0/0 1867 l'échange se fera à 95 0/0, c'est-à-dire que pour 95 titres anciens on recevra 100 titres nouveaux chacun de valeur nominale égale à celle de chacun des 95 titres anciens. Les porteurs de l'emprunt 9 0/0 1867 recevront en outre en titres nouveaux la différence de 2 0/0 des intérêts, différence qui sera capitalisée à leur profit, de façon à ce que dans les mêmes conditions que pour les porteurs des autres titres il leur sera donné l'équivalent exact de leurs titres actuels.

3° Pour les dettes flottantes, l'échange se fera à 80 0/0 c'est-à-dire que pour 80 titres de 500 francs chacun des dettes flottantes, on recevra 100 titres nouveaux d'une valeur nominale de 500 francs chacun. Toutefois, les titres de la dette unifiée étant délivrés jouissance du 15 juillet 1876, les porteurs des titres des dettes flottantes dont l'échange est antérieur au 15 juillet 1876 recevront en addition du montant de leurs titres en nouveaux titres à 80 0/0 l'intérêt au taux de 7 0/0 l'an sur le montant de leurs titres desdites dettes flottantes, calculé de l'échéance à la date du 15 juillet 1876, tandis que les porteurs des titres des dettes flottantes dont l'échéance est postérieure au 15 juillet 1876 subiront un escompte au taux de

7 0/0 l'an sur le montant de leurs titres desdites dettes flottantes, calculé du 15 juillet 1876 à la date de l'échéance.

Art. 9. Il ne sera délivré aucune coupure des titres de la dette unifiée pour les fractions inférieures à 500 francs ou de 20 livres sterling; les soultes qui seront dues pour obtenir un titre de 500 francs ou 20 livres sterling devront être payées en espèces à 80 0/0 du nominal. Toutefois il pourra être délivré des récépissés provisoires pour les fractions, et plusieurs fractions pourront être réunies pour obtenir la délivrance d'un seul titre.

Art. 10. Tous les titres, soit des anciens emprunts, soit des dettes flottantes, présentés à l'échange, seront vérifiés par un représentant du Gouvernement égyptien. Ces anciens titres seront annulés lors de leur présentation.

Art. 11. Lorsque les titres, soit des anciens emprunts, soit des dettes flottantes, seront présentés à l'échange, si les nouveaux titres ne sont point encore en état d'être délivrés, il devra être remis aux porteurs des récépissés provisoires constatant le dépôt et contenant l'indication des titres déposés.

Art. 12. La remise des titres de la dette unifiée sera valablement effectuée aux porteurs soit des anciens titres, soit des récépissés provisoires qui auraient été délivrés en échange des titres déposés.

Art. 13. Les opérations d'échange de titres seront faites sans frais pour les porteurs, qui devront toutefois se présenter aux endroits qui seront indiqués pour l'échange des titres. Ces opérations commenceront le 31 mai 1876. Un avis ultérieur indiquera l'époque de leur clôture.

Art. 14. Toutes les opérations concernant l'unification de la dette publique d'Égypte seront effectuées par le Comptoir d'escompte de Paris et ses agences; elles seront centralisées à Paris, au siège de cet établissement, qui pourra désigner des correspondants pour l'échange des titres partout où il le jugera convenable.

Fait au Caire le 25 mai 1876.

Par ordre de Son Altesse le Khédive:

Le Ministre des finances d'Égypte

Signé: ISMAÏL SADDIK

RUSSIE — ESPAGNE

CONVENTION RELATIVE AUX SUCCESSIONS LAISSÉES DANS L'UN DES ÉTATS
PAR LES NATIONAUX DE L'AUTRE ÉTAT, SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG
LE 14/26 JUIN 1876.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi d'Espagne, désirant déterminer les droits des nationaux respectifs et les attributions des autorités judiciaires et consulaires de l'un et de l'autre pays en ce qui concerne les successions laissées dans l'un des deux États par les nationaux de l'autre État, ont résolu d'un commun accord de conclure dans ce but une Convention spéciale, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies :

M. Nicolas de *Giers*, gérant du ministère des affaires étrangères,

Et S. M. le Roi d'Espagne :

Don Pedro Alvarez de *Toledo y Acuna*, son chargé d'affaires *ad interim* à Saint-Petersbourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. En cas de décès d'un Espagnol en Russie ou d'un Russe en Espagne, soit qu'il fût dans le pays, soit qu'il fût simplement de passage, les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, les mêmes mesures conservatoires que celles qui, d'après la législation du pays, doivent être prises à l'égard des successions des nationaux, sous réserve des dispositions stipulées par les articles suivants.

Art. 2. Si le décès a eu lieu dans une localité où réside un consul général, consul ou vice-consul de la nation du défunt, ou bien à proximité de cette localité, les autorités locales devront en donner immédiatement avis à l'autorité consulaire, pour qu'il puisse être procédé en commun à l'apposition des scellés respectifs sur tous les effets, meubles et papiers du défunt.

L'autorité consulaire devra donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'elle aura été informée du décès la première.

Si l'apposition immédiate des scellés paraissait nécessaire, et que cette opération ne pût pour un motif quelconque, avoir lieu en commun, l'autorité locale aura la faculté de mettre les scellés préalablement, sans le concours de l'autorité consulaire, et *vice versa*, sauf à infor-

mer l'autorité qui ne sera pas intervenue et qui sera libre de croiser ensuite son sceau avec celui déjà apposé.

Le consul général, consul ou vice-consul aura la faculté de procéder à cette opération soit en personne, soit par un délégué dont il aura fait choix. Dans ce dernier cas, le délégué devra être muni d'un document émanant de l'autorité consulaire, revêtu du sceau du consulat et constatant son caractère officiel.

Les scellés apposés ne pourront être levés sans le concours de l'autorité locale et de l'autorité consulaire ou de son délégué.

Il sera procédé de la même manière à la formation de l'inventaire de tous les biens mobiliers ou immobiliers, effets et valeurs du défunt.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par l'autorité locale à l'autorité consulaire, ou *vice versa*, par l'autorité consulaire à l'autorité locale, pour l'inviter à la levée des scellés simples ou doubles et à la formation de l'inventaire, l'autorité à qui l'invitation a été adressée ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de l'avis, l'autre autorité pourrait procéder seule auxdites opérations.

Art. 3. Les autorités compétentes feront les publications prescrites par la législation du pays relativement à l'ouverture de la succession et de la convocation des héritiers ou créanciers, sans préjudice des publications qui pourront également être faites par l'autorité consulaire.

Art. 4. Lorsque l'inventaire aura été dressé conformément aux dispositions de l'article 2, l'autorité compétente délivrera à l'autorité consulaire, sur sa demande écrite et d'après cet inventaire, tous les biens meubles dont se compose la succession, les titres, valeurs, créances, papiers, ainsi que le testament, s'il en existe.

L'autorité consulaire pourra faire vendre aux enchères publiques tous les objets mobiliers de la succession susceptibles de se détériorer et tous ceux dont la conservation en nature entraînerait des frais onéreux pour la succession. Elle sera tenue toutefois de s'adresser à l'autorité locale, afin que la vente soit faite dans les formes prescrites par les lois du pays.

S'il existe des exécuteurs testamentaires n'ayant pas d'empêchement légal pour exercer leurs fonctions, et s'il est également constaté qu'il n'y a pas d'héritiers mineurs, absents ou incapables, l'autorité consulaire s'abstiendra d'intervenir dans les opérations ultérieures de la succession, laissant la plénitude de leurs attributions aux exécuteurs testamentaires.

Art. 5. L'autorité consulaire devra conserver, à titre de dépôt, soumise à la législation du pays les effets et valeurs

inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera et des revenus que l'on touchera, ainsi que la produit de la vente des meubles, si elle a eu lieu, jusqu'à l'expiration du terme de six mois à compter du jour de la dernière des publications faites par l'autorité locale, relativement à l'ouverture de la succession, ou du terme de huit mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait de publication par l'autorité locale.

Toutefois l'autorité consulaire aura la faculté de prélever immédiatement sur le produit de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les gages de domestiques, loyers, frais de justice et de consulat et autres de même nature, ainsi que les dépenses d'entretien de la famille du défunt, s'il y a lieu.

Art. 6. Sous la réserve des dispositions de l'article précédent, le consul aura le droit de prendre à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par délégués choisis par lui et agissant en son nom, et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourraient se trouver déposées soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers.

Art. 7. Si, pendant le délai mentionné à l'article 5, il s'élève quelque contestation à l'égard des réclamations qui pourraient se produire contre la partie mobilière de la succession de la part de sujets du pays ou de sujets d'une tierce puissance, la décision concernant ces réclamations, en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs, appartiendra exclusivement aux tribunaux du pays.

En cas d'insuffisance des valeurs de la succession pour satisfaire au paiement intégral des créances, tous les documents, effets ou valeurs appartenant à cette succession devront, sur la demande des créanciers, être remis à l'autorité locale compétente, l'autorité consulaire restant chargée de représenter les intérêts de ses nationaux.

Art. 8. A l'expiration du terme fixé par l'article 5, s'il n'existe aucune réclamation, l'autorité consulaire, après avoir acquitté, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes à la charge de la succession, entrera définitivement en possession de la partie mobilière de ladite succession, qu'elle liquidera et transmettra aux ayants droit, sans avoir d'autre compte à rendre qu'à son propre Gouvernement.

Art. 9. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des nationaux d'un des deux pays dans l'autre, les consuls généraux, consuls et vice-consuls respectifs représenteront de plein droit les

héritiers et seront officiellement reconnus comme leurs fondés de pouvoirs, sans qu'ils soient tenus de justifier de leur mandat par un titre spécial.

Ils pourront, en conséquence, se présenter soit en personne, soit par des délégués choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par-devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers, en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux.

Il est toutefois bien entendu que les consuls généraux, consuls et vice-consuls, étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Art. 10. La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles sont situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'État auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet État, à moins qu'un sujet du pays où la succession est ouverte n'ait des droits à faire valoir à ladite succession.

Dans ce dernier cas, et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'article 5, l'examen de cette réclamation sera déféré aux tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote-part qui doit lui être attribuée.

Lorsqu'il aura été désintéressé de cette quote-part, le reliquat de la succession sera remis à l'autorité consulaire, qui en disposera à l'égard des autres héritiers conformément aux dispositions de l'article 8.

Art. 11. Lorsqu'un Russe en Espagne ou un Espagnol en Russie sera décédé sur un point où il ne se trouve pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité locale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'apposition des scellés et à l'inventaire de la succession. Des copies authentiques de ces actes seront transmises dans le plus bref délai, avec l'acte de décès et le passe-port national du défunt, à l'autorité consulaire la plus voisine du lieu où sera ouverte la succession, ou, par l'intermédiaire du ministère des affaires

étrangères, au représentant diplomatique de la nation du défunt.

L'autorité locale compétente prendra à l'égard des biens laissés par le défunt toutes les mesures prescrites par la législation du pays, et le produit de la succession sera transmis dans le plus bref délai possible, après l'expiration du délai fixé par l'article 5, auxdits agents diplomatiques ou consulaires.

Il est bien entendu que dès l'instant que le représentant diplomatique de la nation du défunt, ou l'autorité consulaire la plus voisine, aura envoyé un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer aux prescriptions contenues dans les articles précédents.

Art. 12. Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également à la succession d'un sujet de l'un des deux États qui, étant décédé hors du territoire de l'autre État, y aurait laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 13. Les gages et effets ayant appartenu aux matelots ou passagers de l'un des deux pays, morts dans l'autre pays, soit à bord d'un navire, soit sur terre, seront remis entre les mains du consul de leur nation.

Art. 14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, le plus tôt que faire se pourra, et la Convention entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg le 14/26 juin de l'an de grâce 1876.

(L. S.) *Signé*: GIERs.

(L. S.) *Signé*: TOLEDO.

FRANCE — ESPAGNE

DECLARATION RELATIVE A LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ
DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE SIGNÉE A PARIS
LE 30 JUIN 1876.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, désirant assurer une protection complète et efficace à l'industrie manufacturière des nationaux des deux États,

les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Toute reproduction dans l'un des deux États des marques de fabrique et de commerce apposées dans l'autre, sur les marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, de même que toute mise en vente ou en circulation de produits revêtus de marques de fabrique ou de commerce, françaises ou espagnoles, contrefaites dans un pays étranger, seront interdites sur le territoire de l'un et de l'autre État et passibles des peines édictées par les lois respectives.

Les opérations illicites indiquées dans le présent article pourront donner lieu, devant les tribunaux et selon les lois du pays où elles auront été constatées, à une action en dommages-intérêts, valablement exercée, par la partie lésée, envers ceux qui s'en seront rendus coupables.

Art. 2. Les nationaux de l'un des deux États qui voudront s'assurer, dans l'autre État, la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce, seront tenus de remplir les formalités exigées par les lois et règlements de l'État qui doit accorder la garantie, à l'effet de constater que les marques ont été légitimement acquises, conformément à la législation de l'autre État, aux industriels et négociants qui en usent.

Art. 3. Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt après sa promulgation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 30 juin 1876.

(L. S.) *Signé* : DECAZES.

(L. S.) *Signé* : MARQUIS DE MOLINS.

FRANCE — MONACO

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A PARIS LE 8 JUILLET 1876

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. A. S. le Prince de Monaco ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention d'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à cet effet, savoir :

Le Président de la République française :

M. Gabriel-Jacques-Joseph-Alfred Villefort, Ministre Plénipoten-

taire, chargé du contentieux des affaires politiques au département des affaires étrangères, officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc;

Et S. A. S. le Prince de Monaco :

M. Charles-Antoine-Adalbert, marquis de *Maussabré Beufvier*, Ministre plénipotentiaire près le Gouvernement français, chevalier de l'Ordre de Saint-Charles de Monaco, etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et monégasque s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, poursuivis, mis en prévention ou en accusation, comme auteurs ou complices, pour un des crimes ou délits ci-après énumérés.

Art. 2. Les crimes et délits sont :

1° L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'infanticide ;

2° Le meurtre ;

3° Les menaces d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles ;

4° Les coups portés et les blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, une mutilation grave, ou la mort sans intention de la donner ;

5° L'avortement ;

6° L'administration volontaire et coupable, quoique sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

7° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfant ;

8° L'exposition ou le délaissement d'enfant ;

9° L'enlèvement des mineurs ;

10° Le viol ;

11° L'attentat à la pudeur avec violence ;

12° L'attentat à la pudeur sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou l'autre sexe âgé de moins de treize ans ;

13° L'attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ;

14° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

15° La bigamie ;

16° L'association de malfaiteurs ;

17° La contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de Banque, de titres publics ou privés, l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; le faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et l'usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

18° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite et altérée ;

19° La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques ; l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ;

20° Le faux témoignage et la subornation de témoins ;

21° Le faux serment ;

22° La concussion et les détournements commis par des fonctionnaires publics ;

23° La corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres ;

24° L'incendie ;

25° Le vol ;

26° L'extorsion dans les cas prévus par l'article 400, § 1^{er}, du Code pénal français ;

27° L'escroquerie ;

28° L'abus de confiance ;

29° Les tromperies en matière de marchandises, prévues en France par l'article 423 du Code pénal et les lois des 27 mars 1851, 5 mai 1855 et 27 juillet 1867 ;

30° La banqueroute frauduleuse et les fraudes dans les faillites prévues par les articles 591, 593, n^{os} 1 et 2, et 597 du Code de commerce français ;

31° Les actes attentatoires à la libre circulation sur les chemins de fer, prévus par les articles 16 et 17 de la loi française du 15 juillet 1845 ;

32° La destruction de constructions, de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ;

33° La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art, de titres, documents, registres et autres papiers ;

34° Les destructions, détériorations ou dégâts de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières ;

35° La destruction ou dévastation de récoltes, plants, arbres ou greffes ;

36° La destruction d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux;

37° L'opposition à la confection ou exécution de travaux autorisées par le pouvoir compétent;

38° Les crimes et délits maritimes prévus par les lois françaises du 10 avril 1825 et du 24 mars 1852;

39° Le recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus dans l'énumération qui précède.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives, lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque le total des peines prononcées sera au moins d'un mois d'emprisonnement;

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou de peine équivalente, ou lorsque le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande a été adressée.

Art. 3. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt

ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées, et, après examen, le Gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 6. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné, par voie diplomatique, au Ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera mis en liberté si, dans le délai de quinze jours, après son arrestation, le Gouvernement requis n'a été saisi de l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente Convention.

Art. 8. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son

extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au Gouvernement qui l'a livré.

Art. 11. L'extradition pourra être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 12. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture, le transfèrement des prévenus et le transport des objets mentionnés dans l'article 8 de la présente Convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 13. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite par les officiers compétents, en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Toutefois les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne seront exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'article 2 du présent Traité, et sous la réserve exprimée dans le paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus. Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des Commissions rogatoires, dans le cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur le territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie, conformément aux articles 5 et 6 du Code d'instruction criminelle français.

Art. 14. Les simples notifications d'actions, jugements ou pièces de procédure réclamées par la justice de l'un des deux pays seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays, sans engager la responsabilité de l'État, qui se borne à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement

au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à la personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 15. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour, calculés depuis sa résidence, lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 16. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie, sera accordée sur la simple production en original ou en expédition authentique de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 5, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 13 et 11.

Art. 17. La présente Convention sera exécutoire dix jours après la publication qui en sera faite dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Est abrogé l'article 18 de la Convention relative à l'Union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco, conclue le 9 novembre 1865.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 8 juillet 1876.

(L. S.) *Signé*: VILLEFORT.

(L. S.) *Signé*: Marquis DE MAUSSABRÉ BEUFVIER.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, SIGNÉE A ROME LE 17 JUILLET 1876

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art 1^{er}. Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions, dûment légalisées, des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant des citoyens de l'autre État.

Art. 2. La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes en Belgique et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Italie.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Italie et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Belgique.

Art. 3. Les officiers de l'état civil en Belgique et en Italie se donneront mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage.

Art. 4. Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés pendant le semestre précédent seront remises par le Gouvernement belge à la légation d'Italie à Bruxelles, et par le Gouvernement italien à la légation de Belgique à Rome.

Art. 5. Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état civil demandés de part et d'autre à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Art. 6. La présente Déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1876.

Fait en double expédition à Rome, le 17 juillet 1876.

(L. S.) *Signé*: VAN LOO.

(L. S.) *Signé*: MELEGARI.

BELGIQUE — PAYS-BAS

CONVENTION CONCERNANT LA MODIFICATION DU SYSTÈME DE SIGNAUX D'APPEL DES PILOTES ÉTABLI PAR LE PARAGRAPHE 1^{er} DE L'ARTICLE 16 DU RÈGLEMENT INTERNATIONAL DU 20 MAI 1843, SIGNÉE A LA HAYE LE 17 JUILLET 1876.

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, ayant pris connaissance des dispositions formulées, le 7 avril 1876, par les commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, afin de modifier le système de signaux d'appel de pilotes, établi par le paragraphe 1^{er} de l'article 16 du règlement international du 20 mai 1843, ont résolu d'approuver ces dispositions et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le comte Gabriel-Auguste *van der Straten-Ponthoz*, grand officier de l'Ordre de Léopold, chevalier grand-croix de l'Ordre de la Couronne de chêne et des Ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de Saint-Michel de Bavière, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi des Pays-Bas,

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, M. Pierre-Joseph-Auguste-Marie *van der Does de Willebois*, commandeur de l'Ordre du Lion néerlandais, grand officier des Ordres de la Couronne de chêne de Luxembourg et de Léopold de Belgique, etc., etc., son Ministre des affaires étrangères, et M. Guillaume-Frédéric *van Erp Taalman-Kip*, chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais, etc., etc., son Ministre de la marine ; Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les dispositions signées à Flessingue, le 7 avril 1876, par les commissaires permanents belges et néerlandais, pour la surveillance commune des services de pilotage dans l'Escaut, et ci-an-

nexées, sont approuvées; elles seront considérées comme insérées mot à mot dans la présente Convention et seront comprises dans les ratifications de cette dernière.

Art. 2. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à la Haye, en double original, le dix-septième jour du mois de juillet de l'an 1876.

(L. S.) *Signé*: C^{te} A. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé*: VAN DER DOES DE WILLEBOIS.

(L. S.) *Signé*: TAALMAN-KIP.

CONVENTION

Le Gouvernement belge et le Gouvernement néerlandais, désirant mettre, dans une certaine mesure, le paragraphe 1^{er} de l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843 en harmonie avec les prescriptions de la section 19 du *Merchant Shipping Acts Amendment*, proposées par le Gouvernement britannique, ont désigné à cette fin:

Le Gouvernement belge:

MM. J. van Haverbeke et Ch. de Boninge, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut;

Le Gouvernement néerlandais:

MM. Jonkheer H. P. de Kock et H. Engelsman-Heynhens, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut.

Lesquels, s'étant réunis à Flessingue, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1. A partir du 1^{er} octobre 1876, le 1^{er} paragraphe de l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843 sera conçu de la manière suivante:

Art. 16. Le signal d'appel d'un pilote sera:

A. De jour.

1^o Le pavillon national, ou ce pavillon encadré d'une bande blanche, hissé en tête du mât de misaine si le bâtiment a plus d'un mât, et en tête du grand mât s'il n'a qu'un mât;

2^o Le signal PT du code général des signaux;

B. de nuit:

1^o Un feu de Bengale bleu qui sera brûlé de quinze en quinze minutes;

2° Un feu blanc placé à intervalles réguliers au-dessus du bastin-gage, de manière à le rendre, à chaque exhibition, visible pendant une minute.

Ces signaux pourront se faire soit séparément, soit conjointement.

Art. 2. La présente Convention ne sera mise à exécution qu'après l'approbation des Gouvernements respectifs.

Fait en double expédition à Flessingue, le 7 avril 1876, dont une en français et une autre en néerlandais.

Les commissaires permanents belges

Signé: J. VAN HAVERBEKE.

Signé: Ch. DE BONINGE.

Les commissaires permanents néerlandais

Signé: H. DE KOCK.

Signé: KLEYNHENS.

ITALIE — BRÉSIL

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A RIO-DE-JANEIRO LE 6 AOUT 1876

S. M. le Roi d'Italie et S. A. la Princesse impériale du Brésil, régente au nom de S. M. l'Empereur Dom Pedro II, reconnaissant la nécessité de déterminer en termes formels et précis les attributions, prérogatives et immunités dont devront jouir les agents consulaires dans les deux pays dans l'exercice respectif de leurs fonctions, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le Roi d'Italie, M. le baron Charles-Albert *Cavalchini Carofoli* son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. l'Empereur du Brésil ;

Et S. A. la Princesse impériale régente, M. Jean-Maurice *Wanderley*, baron de *Cotepige*, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir et maintenir des consuls, vice-consuls et agents consulaires, dans les ports, villes ou endroits du territoire de l'autre où ceux-ci seraient nécessaires pour le développement du commerce et pour la

protection des droits et intérêts de leurs sujets respectifs, se réservant d'en excepter les localités où l'établissement de ces agents ne conviendrait pas.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires nommés par l'Italie et le Brésil ne pourront entrer dans l'exercice de leurs fonctions sans soumettre leurs nominations à l'*exequatur* en la forme respectivement établie dans chacun des deux pays.

Les autorités administratives et judiciaires des circonscriptions où seront nommés lesdits agents, sur la présentation de l'*exequatur*, qui leur sera délivré sans frais, les déclareront immédiatement être dans l'exercice de leurs fonctions et jouir des prérogatives et immunités que leur accorde la présente convention.

Jouiront des mêmes privilèges tous agents qui, en cas d'empêchement, absence ou mort des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, rempliraient leurs fonctions par intérim avec l'autorisation des autorités respectives.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de retirer l'*exequatur* donné à la nomination de l'un quelconque des fonctionnaires susdits, toutes fois qu'elle le juge convenable et déclare les motifs qui l'y ont déterminée.

Art. 3. Les consuls, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, pourront instituer des vice-consuls ou agents consulaires dans les différents ports, villes ou endroits de leur circonscription consulaire où le besoin s'en fera sentir pour le bien du service qui leur est confié, sauf, bien entendu, l'approbation et l'*exequatur* du Gouvernement territorial; ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les citoyens des deux pays, de même aussi que parmi les étrangers, et seront pourvus d'un brevet délivré par le consul qui les aura institués, et sous les ordres desquels ils devront rester.

Art. 4. Les consuls généraux, les consuls et leurs chanceliers, vice-consuls et agents consulaires jouiront des prérogatives et immunités généralement reconnues par le droit des gens, telles que l'exemption du logement militaire et de toute contribution directe que ce soit, tant personnelle que mobilière et somptuaire imposée par l'État, les autorités provinciales et municipales, sauf le cas où ils posséderaient des biens-fonds, exerceraient le commerce ou une industrie quelconque, car, dans ces cas, ils seront soumis aux mêmes charges et impositions que les nationaux.

Ils jouiront en outre de l'immunité personnelle, excepté pour les délits que la législation pénale en Italie qualifie *crimes*, et la légis-

lation pénale au Brésil qualifie de graves, *inaffiançaveis* (1); toutefois, s'ils sont négociants, on pourra leur appliquer la peine de l'arrestation pour faits de commerce.

Ils ne pourront être obligés à comparaître comme témoins devant les Tribunaux. Si l'autorité locale avait besoin d'obtenir desdits fonctionnaires quelque déclaration ou information, elle devra la demander par écrit, ou se transporter à leur domicile à l'effet de la recevoir personnellement.

Si l'une des Hautes Parties contractantes venait à nommer en qualité de son agent consulaire, sur le territoire de l'autre, un sujet de cette dernière, l'agent en question continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et restera soumis aux lois et aux règlements qui régissent les nationaux au lieu de sa résidence, mais sans qu'une semblable obligation puisse en aucune manière restreindre l'exercice de ses fonctions.

Cette dernière disposition ne s'étend pas aux prérogatives personnelles dont parle le paragraphe 3.

Art. 5. En cas de décès d'un fonctionnaire consulaire sans qu'il lui ait été désigné de remplaçant, l'autorité locale procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les archives, et à cet acte devront assister un agent consulaire d'une autre nation reconnue amie, résidant, s'il est possible, dans la circonscription, et deux sujets du pays dont le défunt représentait les intérêts, ou, à défaut de ceux-ci, deux personnes des plus notables de l'endroit.

De cet acte il sera dressé procès-verbal en double original, et l'un d'eux sera remis au consul dont relève l'agence consulaire vacante.

Lorsque le nouveau fonctionnaire devra prendre possession des archives, la levée des scellés se fera en présence de l'autorité locale et des personnes qui auront assisté à leur apposition et qui se trouveront sur les lieux.

Art. 6. Les archives consulaires seront inviolables et les autorités locales ne pourront, en aucun cas, les perquisitionner ou les séquestrer. Elles devront, à cette fin, être tenues séparément des livres ou des papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 7. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer à la façade extérieure de la maison du consulat l'écusson de leur nation, avec l'inscription suivante: Consulat général, vice-consulat ou agence consulaire de....., ainsi qu'arborer

(1) *Inaffiançaveis*, non cautionnables, c'est-à-dire pour lesquels on n'est pas admis à offrir caution.

le drapeau respectif les jours de fête, suivant les usages consacrés dans chaque pays.

Ils pourront également déployer leur drapeau sur les bateaux où ils s'embarqueront pour remplir des fonctions consulaires à bord des bâtiments mouillés dans le port. Ces signes extérieurs devront servir seulement à indiquer la demeure ou la présence du fonctionnaire consulaire, et ne pourront en aucun cas constituer le droit d'asile.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ou ceux qui les remplaceront, pourront s'adresser aux autorités de leur circonscription et, dans les cas d'urgence, et à défaut d'agents diplomatiques de leur nation, recourir au Gouvernement du pays où ils exercent leurs fonctions pour réclamer contre toute infraction des Conventions ou Traités existants entre les deux Parties contractantes, ou contre les abus dont auraient à se plaindre leurs nationaux.

Art. 9. Lesdits agents auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties, ou à bord des navires de leur nation, les déclarations ou autres actes que voudront y faire les capitaines, les hommes de l'équipage ou les passagers, les négociants ou tous sujets de leur nation, y compris les testaments ou dispositions relatives aux dernières volontés, les partages à l'amiable quand les héritiers sont tous majeurs et présents, les compromis, les délibérations et décisions arbitrales, et tout autre acte que ce soit relevant de la juridiction *gracieuse ou volontaire*.

Ce nonobstant, quand ces actes se rapporteront à des immeubles situés dans le pays, un notaire ou greffier public autorisé, de l'endroit, sera invité à assister à la passation des actes mêmes et à les signer avec lesdits agents, à peine de nullité.

Art. 10. Lesdits fonctionnaires auront en outre le droit de passer dans leurs chancelleries des actes conventionnels, quelle qu'en soit la nature, entre leurs compatriotes et entre ceux-ci et autres personnes du pays où ils résident, comme aussi tout autre acte que ce soit, de nature identique et intéressant exclusivement les nationaux de ce même pays, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés, ou à des affaires devant être traitées dans le territoire de la nation à laquelle appartient l'agent consulaire devant lequel l'acte est stipulé.

Les copies de ces documents, dûment légalisées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, revêtues du timbre officiel respectif, feront foi devant tout tribunal, tout juge et autorité quelconque d'Italie ou du Brésil, de même que si c'était les originaux, et auront réciproquement la même force et valeur que si elles avaient été faites en présence des notaires et autres officiers publics compé-

tents, pourvu qu'elles soient rédigées en la forme prescrite par les lois de l'État auquel le consul appartient, et qu'elles aient été préalablement soumises au timbre, à l'enregistrement et à l'insinuation, ainsi qu'à toutes autres formalités qui régissent la matière dans les pays où les actes doivent recevoir leur exécution.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront servir d'interprètes près des tribunaux, traduire et légaliser toute sorte de documents émanant des autorités et des fonctionnaires de leur pays, et ces traductions auront la même force et valeur au lieu de leur résidence que si elles avaient été faites par des interprètes jurés ou des traducteurs publics du territoire.

Art. 12. Le maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de leur nation sera de la compétence exclusive des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, et c'est à eux qu'il appartiendra de connaître des différends qui pourraient s'élever entre le capitaine, les officiers et les marins ou autres individus immatriculés, à quelque titre que ce soit, au rôle de l'équipage, y compris tout ce qui a rapport aux salaires et à l'exécution des accords réciproquement convenus.

Les autorités locales pourront intervenir seulement dans les cas où les désordres qui en pourraient résulter seraient d'une nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou lorsqu'une personne étrangère s'y trouverait impliquée.

Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter main-forte aux agents consulaires, si elles en sont requises, pour faire arrêter et conduire en prison les individus de l'équipage contre lesquels lesdits agents jugeraient convenable de procéder de la sorte, pour quelque motif que ce soit.

Art. 13. Pour faire arrêter ou renvoyer à bord ou dans leur pays les marins, ou tout autre personne que ce soit, de l'équipage, qui aurait déserté les navires marchands, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et prouver, au moyen de la production du journal de bord ou du rôle de l'équipage, ou au moyen d'une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Si la désertion a eu lieu à bord d'un navire de guerre, la preuve en devra être faite moyennant une déclaration en forme du commandant dudit vaisseau ou, en l'absence de celui-ci, du consul respectif.

Dans les localités où il n'existe pas d'agents consulaires, ces démarches seront exigées des commandants des navires, et à défaut de ceux-ci, de l'agent consulaire de la circonscription la plus rapprochée, en observant les mêmes formalités.

Sur la présentation de la demande ainsi justifiée, on ne pourra se refuser à livrer les individus dont il est question, et l'autorité locale prêtera toute assistance et aide pour la recherche, l'arrestation et la détention desdits déserteurs, lesquels seront retenus dans les prisons du pays à la requête et aux frais des susdits agents, tant que ceux-ci n'auront pas trouvé l'occasion de les faire partir.

Cette détention ne pourra durer plus de trois mois, passé lesquels, et moyennant avis préalable de trois jours à l'agent consulaire, le détenu sera mis en liberté et ne pourra plus, pour le même motif, être réemprisonné.

Ce néanmoins si le déserteur avait commis, à terre, quelque délit, les autorités locales pourront différer de le livrer jusqu'à ce que le tribunal compétent ait prononcé le jugement, et que celui-ci ait reçu pleine exécution.

Seront exceptés des dispositions du présent article les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu.

Art. 14. Pourvu qu'il n'existe pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs des bâtiments de l'un des deux pays, se dirigeant vers les ports de l'autre, volontairement ou par force majeure, les avaries seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs, sauf si des sujets du pays où résident lesdits fonctionnaires, ou d'une tierce puissance s'y trouvaient intéressés, auquel cas et à défaut de compromis ou d'accord entre tous les intéressés, elles devront être réglées par les autorités compétentes.

Art. 15. Dans les cas où un navire appartenant au Gouvernement ou aux sujets des Hautes Parties contractantes échouerait ou ferait naufrage dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales devront immédiatement donner avis du fait au fonctionnaire consulaire le plus rapproché du lieu du sinistre, et toutes les opérations relatives au sauvetage du navire, de la cargaison et des objets y existant seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires.

L'intervention des autorités locales aura pour but unique : de faciliter aux agents consulaires les moyens de secours nécessaires, de maintenir l'ordre et de garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et d'assurer l'exécution des dispositions qui doivent être observées pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvetées et pour la perception des droits respectifs.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée de l'agent consulaire, les autorités locales devront donner tous les soins nécessaires à la protection des individus et à la conservation des objets sauvetés.

L'intervention des autorités locales, dans tous ces cas, ne comportera la perception d'aucuns droits, sauf, ceux auxquels, dans des cas semblables, se trouveraient soumis les bâtiments nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires, les mesures préserveuses mentionnées dans le présent article seront exclusivement de la compétence de l'autorité locale.

Les marchandises ou les objets sauvetés n'auront à supporter aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient mis à la consommation intérieure et sauf le remboursement des frais causés par les opérations de sauvetage et par la conservation des objets sauvetés.

Si le navire échoué ou naufragé et les denrées et marchandises sauvétées, de même que les papiers trouvés à bord, fussent réclamés par leurs propriétaires respectifs ou leurs représentants, ils seront livrés à ceux-ci, et c'est eux que concerneront les opérations relatives au sauvetage, à moins qu'ils ne préfèrent les confier à l'agent consulaire.

Quand les intéressés dans la cargaison du navire se trouveront être sujets du pays où le sinistre est arrivé, les denrées et marchandises leur appartenant ou le produit de celles-ci, au cas où elles auront été vendues, ne resteront pas entre les mains des fonctionnaires consulaires, mais seront, au contraire, déposées pour être remises à qui de droit.

Art. 16. En cas de mort d'un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de l'autre partie, l'autorité locale compétente devra, sans délai, en faire part au consul général, au consul, vice-consul et agent consulaire respectif dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu, et ceux-ci, de leur côté, en devront également faire part à l'autorité locale s'ils viennent à en avoir connaissance avant elle.

Art. 17. Il appartient aux fonctionnaires consulaires du pays du défunt de faire tous actes nécessaires pour le recouvrement, la garde, la conservation, l'administration et la liquidation de la succession, comme aussi pour la consignation de celle-ci aux héritiers ou à leurs mandataires dûment autorisés, dans les cas suivants :

- 1° Quand les héritiers sont inconnus ;
- 2° Quand ils sont mineurs, absents ou incapables et de même nationalité que le défunt ;
- 3° Quand l'exécuteur nommé par le testament est absent ou n'accepte pas le mandat.

Art. 18. L'inventaire, l'administration et la liquidation de la succession regardent le magistrat territorial :

- 1° Quand il y a exécuteur nommé par le testament, qu'il se trouve présent et accepte le mandat ;

2° Quand il y a un conjoint survivant à qui il appartient, aux termes de la loi brésilienne, de demeurer en possession de l'hérédité, comme chef de famille (*cabeça de casal*);

Réciproquement la succession d'un Brésilien mort en Italie sera administrée et liquidée suivant les règles établies dans le présent paragraphe, en tant qu'elles ne seront pas contraires à la loi italienne;

3° Quand il y a héritier majeur et présent, qui, conformément aux lois des deux États, doit être inventariant;

4° Quand, simultanément avec des héritiers de la nationalité du défunt concourent des héritiers mineurs, absents ou incapables, de nationalité différente.

Paragraphe unique. Si, toutefois, dans n'importe laquelle de ces hypothèses un héritier mineur, absent ou incapable, de la nationalité du défunt, vient à concourir, le consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire adressera requête à l'autorité locale compétente, à l'effet d'être nommé pour exercer les fonctions de tuteur ou de curateur, laquelle nomination lui sera accordée. Le partage effectué, le fonctionnaire consulaire procédera au recouvrement de la quotité héréditaire revenant à ceux qu'il représente, et continuera à administrer les biens et les personnes des mineurs et incapables.

Il reste entendu que le partage accompli et la consignation des biens faite au consul général, au consul, vice-consul, agent consulaire ou à leurs fondés de pouvoir, l'ingérence de l'autorité locale cessera, sauf par rapport aux effets dont traite la seconde partie, n° 2, de l'article 24.

Le père ou le tuteur nommé dans le testament exercera les fonctions de la tutelle à l'égard des héritiers mineurs respectifs, dans lequel cas, le consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire reste investi des attributions de curateur desdits mineurs. Si le père ou le tuteur désigné venait à mourir ou à être écarté, on observera les dispositions de la première partie du présent paragraphe.

Art. 19. Aux mineurs, enfants de sujets italiens, nés au Brésil, on fera application de l'état civil du père jusqu'à la majorité, aux termes de la loi du 10 septembre 1860, et par les effets et dans la mesure des stipulations de la présente convention. Réciproquement, les fonctionnaires consulaires du Brésil en Italie recueilleront et administreront les successions de leurs compatriotes décédés, s'il arrivait que l'hypothèse du n° 2 de l'article 17 se réalisât, ou bien encore ils représenteront les mineurs fils du même défunt en la manière établie au paragraphe unique de l'article 18.

Art. 20. Les légataires universels sont assimilés aux héritiers.

Art. 21 Quand tous les héritiers sont majeurs ils pourront, d'un commun accord, procéder à l'inventaire, à l'administration et à la liquidation de la succession [respective, devant le juge territorial ou le fonctionnaire consulaire.

Art. 22. Le fonctionnaire consulaire, dans les cas où, en vertu de l'article 17, le recouvrement, l'inventaire, la garde, l'administration et la liquidation de la succession sont de sa compétence exclusive devra observer les dispositions ci-après :

1° Si l'inventaire de tous les biens peut être mené à terme dans un seul jour, il procédera à cette opération aussitôt après la mort et il prendra lesdits biens sous sa propre garde et administration ;

2° Si l'inventaire ne peut s'achever dans cet espace de temps, il mettra immédiatement les scellés sur les meubles et les papiers du défunt et dressera ensuite la liste de tous les biens auxquels il donnera la destination énoncée dans la présente Convention ;

3° Les actes spécifiés aux deux numéros précédents seront mis à exécution en présence de l'autorité locale, si celle-ci, déjà informée par le fonctionnaire consulaire, croit devoir y assister, et en présence de deux témoins ayant qualité ;

4° Si, après la mort et après avoir observé les dispositions de l'article 16, l'autorité locale, s'étant rendue à la résidence du défunt, n'y rencontrait pas le fonctionnaire consulaire, elle apposera ses propres scellés.

Si à l'arrivée du fonctionnaire consulaire l'autorité locale se trouvait présente, les scellés seront levés et ledit fonctionnaire procédera en présence de ladite autorité à l'inventaire des biens, si celle-ci y veut assister.

Au cas où l'autorité mentionnée ne fût pas présente, le fonctionnaire consulaire s'adressera à elle par écrit, l'invitant à comparaître dans un délai jamais moindre de trois jours ni excédant la huitaine, afin de donner suite à la levée des scellés et aux autres actes énumérés. En cas de non-comparution de l'autorité locale, le fonctionnaire consulaire procédera seul de lui-même ;

5° Si, au cours des opérations précitées, on venait à trouver un testament parmi les papiers du défunt, ou s'il existait un testament quelque autre part, l'ouverture en sera faite, selon les formalités légales, par les mains du magistrat territorial, qui en remettra copie authentique au fonctionnaire consulaire dans le terme de quatre jours ;

6° Le fonctionnaire consulaire remettra copie authentique à l'autorité locale, dans le terme de quatre jours, des procès-verbaux tant de l'apposition que de la levée des scellés, ainsi que de l'inventaire des biens ;

7° Le fonctionnaire consulaire donnera avis, dans les journaux de l'endroit, de la mort de la personne de l'hérédité de laquelle il s'agit, dans la quinzaine qui suivra le jour où il en aura reçu lui-même la nouvelle;

Art. 23. Les contestations au sujet de la validité des testaments seront soumises, dans chaque pays respectif, à l'autorité judiciaire compétente.

Art. 24. Le fonctionnaire consulaire, après avoir mis à exécution les actes qui sont spécifiés dans l'article 22, devra se conformer, pour l'administration, de même que pour la liquidation de l'hérédité, aux règles suivantes :

1° Il payera, avant tout, les frais des funérailles, qui seront faites suivant le rang et la fortune du défunt;

2° Il vendra immédiatement aux enchères publiques, dans les formes voulues par les lois et les usages en vigueur, les effets qui pourraient se détériorer et dont la conservation serait difficile et coûteuse. Pour la vente des immeubles, le fonctionnaire consulaire sera tenu de demander l'autorisation du magistrat territorial;

3° Il recouvrera, soit par voie amiable, soit judiciairement, les créances, les loyers, les dividendes d'actions, tous intérêts d'inscriptions de la dette publique, titres et autre rente ou somme quelconque due à la succession, en en délivrant quittance aux débiteurs;

4° Il payera, sur les sommes revenant à la succession, ou avec le produit de la vente des biens tant meubles qu'immeubles, les charges et les dettes passives de la succession, et exécutera les legs dont elle se trouvera grevée, conformément aux dispositions testamentaires :

5° Si le fonctionnaire consulaire, alléguant l'insuffisance de l'actif de la succession, se refusait à payer la totalité ou partie des créances dûment constatées, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, au cas où ils le jugeront convenable à leurs intérêts, l'autorisation de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux pays, le fonctionnaire consulaire devra immédiatement remettre à l'autorité judiciaire ou aux syndics, suivant la compétence, tous les documents, effets et valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, ledit fonctionnaire restant chargé de représenter les héritiers absents, mineurs ou incapables.

Art. 25. La survenance d'héritiers de nationalité différente n'interrompra pas le recouvrement et l'administration de la succession dans les cas prévus par l'article 17, à moins que les héritiers ne se présentent avec un arrêt rendu en vertu d'un jugement prouvant

leur capacité à la suite d'une action ou procédure, dans le cours de laquelle le fonctionnaire consulaire respectif aura été dûment entendu.

Art. 26. Si la mort a lieu dans une localité où il n'existe pas de fonctionnaire consulaire, l'autorité locale en donnera immédiatement avis au Gouvernement, en insérant dans ladite communication tous les éclaircissements qu'elle aura pu obtenir sur l'évènement et sur ses circonstances, et elle procédera à l'apposition des scellés, à l'inventaire des biens et à tous les actes subséquents de l'administration de la succession. Dans les mêmes termes et sans retard, ladite communication sera transmise au fonctionnaire compétent, qui pourra se rendre sur les lieux ou nommer, sous sa propre responsabilité, un agent pour le représenter, et lui ou son représentant, recevra la succession, en continuant la liquidation, si déjà elle n'était pas terminée.

Art. 27. Si le défunt avait appartenu à quelque compagnie commerciale, on procédera dans la forme prescrite par les lois commerciales des pays respectifs:

§ 1. Si, à l'époque du décès, les biens ou partie des biens d'une succession dont l'administration et la liquidation se trouve régie par la présente Convention fussent ou soumis à l'*embargo*, ou hypothéqués, ou séquestrés, le fonctionnaire consulaire ne pourra prendre possession desdits biens avant qu'on ait levé l'*embargo*, l'hypothèque ou le séquestre.

§ 2. Si durant la liquidation, l'*embargo*, l'hypothèque, ou le séquestre survenaient sur les biens de la succession, le fonctionnaire consulaire conserve toujours le droit d'être entendu et de veiller à l'observation des formalités voulues par la loi, et il pourra, dans tous les cas, demander ce qu'il jugera utile, dans l'intérêt de la succession et aussi bien pour le jugement commercial que pour celui de l'hypothèque; si l'exécution a lieu, il touchera les quote-parts liquides ou les parts restantes revenant à la succession.

Art. 28. La succession liquidée, le fonctionnaire dressera, d'après les documents, un aperçu estimatif de la masse à diviser et le remettra à l'autorité locale compétente, en l'accompagnant d'un rapport sommaire sur l'administration et la liquidation.

§ 1. Ces deux documents pourront, si l'autorité locale l'exige, être collationnés avec les originaux, qui, à cette fin, seront en vue dans les archives consulaires.

§ 2. L'autorité locale ordonnera que l'aperçu et le rapport soient joints aux copies authentiques des procès-verbaux d'apposition et de levée des scellés, ainsi que de l'inventaire des biens, et fera la divi-

sion en formant les quotités et déterminant les compensations, s'il y a lieu.

§ 3. En aucun cas les consuls ne seront juges des contestations relatives aux droits des héritiers et aux collations à l'hérédité, à la légitime et au tiers disponible. Ces contestations seront soumises aux Tribunaux compétents.

§ 4. L'autorité locale, après avoir prononcé l'arrêté de partage, remettra au fonctionnaire consulaire une copie de celui-ci et du compte y relatif.

Art. 29. Si quelqu'un des sujets des Hautes Parties contractantes venait à décéder sur le territoire de l'autre, sa succession, en ce qui regarde l'ordre de succession et le partage, sera réglée d'après la loi du pays auquel le défunt appartenait, quelle que soit la nature des biens, en observant toutefois les dispositions spéciales de la loi locale qui régissent les immeubles.

Si cependant il arrivait qu'un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes concourût, dans son propre pays, avec des héritiers étrangers, il aura le droit de préférer que sa quotité héréditaire soit réglée aux termes des lois de sa patrie.

Art. 30. Le fonctionnaire consulaire ne pourra remettre ou consigner la succession aux légitimes héritiers, ou à leurs fondés de pouvoir, qu'après avoir payé toutes les dettes passives que le défunt pourra avoir contractées dans l'État où est survenue sa mort, et qu'après qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès, sans qu'il se soit présentée de revendication aucune contre la succession.

Art. 31. Avant de procéder à quelque distribution que ce soit du produit de la succession, les droits fiscaux devront être acquittés dans le pays où la succession aura été ouverte.

Ces droits seront les mêmes que payent, ou que payeraient les sujets du pays, dans des cas analogues.

Le fonctionnaire consulaire devra, au préalable, déclarer aux autorités fiscales les noms des héritiers et leur degré de parenté, et une fois les droits acquittés, les susdites autorités feront la mutation du domaine et le transfert de la possession de l'hérédité sur le nom de l'héritier, aux termes de ladite déclaration.

Art. 32. Les frais que le fonctionnaire consulaire sera dans la nécessité de faire dans l'intérêt de la succession ou d'une partie d'elle qui ne se trouverait pas sous sa garde et son administration, aux termes de la présente Convention, seront bonifiés par l'autorité locale compétente, et payés comme frais de tutelle ou de curatelle sur le montant de la succession même.

Art. 33. Si la succession d'un sujet de l'une des deux Hautes Parties

contractantes, décédé dans le territoire de l'autre, devenait vacante, c'est-à-dire s'il n'y avait pas de conjoint survivant ou d'héritier en degré successible, celle-ci demeurera acquise par dévolution au fisc de l'État dans lequel le décès sera survenu.

Trois avis seront successivement publiés par les soins du juge territorial, de trois en trois mois, dans les journaux de l'endroit où aura été ouverte la succession et dans ceux de la capitale de l'État. Ces avis devront contenir les prénoms et nom de famille du défunt, le lieu et la date de sa naissance, si on les connaît, la profession exercée par lui, l'époque et le lieu de sa mort. Des avis semblables seront publiés par les soins du même magistrat dans les journaux de l'endroit où est née la personne de l'hérédité de qui il s'agit, et dans ceux de la ville la plus proche.

Si, après deux ans d'écoulés à partir du jour du décès, le conjoint survivant ou l'héritier ne se sera pas présenté, soit en personne, soit par l'entremise d'un fondé de pouvoirs, le juge territorial, par voie de jugement qui devra être notifié au fonctionnaire consulaire, ordonnera la consignation de la succession à l'État. L'administration du fisc prendra alors possession de ladite succession, en restant tenue de rendre compte aux héritiers qui se présenteraient dans le délai où le droit de pétition d'hérédité peut avoir son effet en faveur des sujets nationaux dans des circonstances identiques.

Art. 34. Les consuls généraux, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront déléguer tout ou partie des attributions de leur compétence, aux termes de la présente Convention, et les agents ou délégués nommés par les consuls, sous leur propre responsabilité, pour les représenter, agiront dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés, mais ne jouiront d'aucun des privilèges accordés par l'article 4.

Art. 35. Les autorités locales se borneront à prêter aux fonctionnaires consulaires toute l'assistance nécessaire dont elles seraient requises par ceux-ci en vue de l'exacte observation des stipulations de la présente Convention, et tout agissement en contradiction avec celle-ci sera nul.

Art. 36. Les consuls généraux, les consuls et leurs chanceliers, les vice-consuls, de même que les agents consulaires jouiront, dans les deux pays, sous la condition de réciprocité, de toutes autres attributions, prérogative et immunité quelconque qui ait déjà été accordée ou pourra être accordée dans l'avenir aux agents de même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 37. La présente Convention devra être approuvée et ratifiée par les deux Hautes Parties contractantes, et les ratifications en

seront échangées à Rio-de-Janeiro, dans le plus bref délai possible.

Elle sera en vigueur pour cinq ans à compter du jour de l'échange des ratifications; toutefois, si douze mois avant l'expiration du terme des cinq ans, aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié à l'autre son intention formelle d'en faire cesser les effets, elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes fasse la notification sus indiquée, de sorte qu'elle expirera seulement dans l'intervalle d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires ont signé la présente Convention en double, y apposant le sceau de leurs armes.

Fait à Rio-de-Janeiro, le jour six du mois d'août de l'année du Seigneur 1876.

(L. S.) *Signé*: A. CAVALCHINI.

(L. S.) *Signé*: Baron de COTEGIPE.

GRANDE-BRETAGNE

PROCLAMATION DU VICE-ROI DES INDES RELATIVE AU NOUVEAU TITRE D'IMPÉRATRICE DES INDES, CONFÉRÉ A LA REINE D'ANGLETERRE PAR LA LOI VOTÉE PAR LE PARLEMENT LE 27 MAI 1876, EN DATE DU 18 AOUT 1876.

Comme Vice-Roi et Gouverneur général des Indes, je porte par ceci à la connaissance des gouverneurs, administrateurs, princes, chefs, nobles et peuples de cet empire, la loi votée par le Parlement impérial de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le 27 mai 1876, ainsi que la proclamation datée de la cour de Windsor du 28 avril 1876 (1), trente-neuvième année du règne de Sa Majesté. En outre, je donne publiquement, avis, par ceci, que c'est mon intention de tenir à Delhi, le 1^{er} janvier 1877, une assemblée impériale pour faire connaître aux sujets de Sa Majesté dans l'Inde les sentiments bienveillants qui lui ont fait faire à son titre une addition créée spécialement pour montrer l'intérêt de Sa Majesté pour cette grande dépendance de sa couronne, et sa confiance royale dans la fidélité et l'affection des princes et peuples de l'Inde. Je me propose d'inviter à cette assemblée les gouverneurs, lieutenants-gouverneurs et chefs d'administration de toutes

(1) Voir p. 218.

les parties des possessions indiennes de Sa Majesté, ainsi que les princes, chefs et nobles qui unissent dans leur personne l'antiquité du passé à la prospérité du présent, et qui contribuent si dignement à la splendeur et à la stabilité de ce grand Empire. Je vais donner de suite dans le conseil des ordres en rapport avec l'importance historique de ce fait et conformément au désir qu'éprouvent tous les sujets de Sa Majesté dans l'Inde de témoigner l'affection qu'ils ont pour leur auguste Souveraine par des réjouissances publiques et des démonstrations de fidélité.

Signé: LYTTON

FRANCE — BELGIQUE

DÉCLARATION ÉCHANGÉE ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE CONCERNANT
LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, SIGNÉE A
BRUXELLES LE 25 AOUT 1876.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se soumettre réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant des citoyens de l'autre État.

Art. 2. La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes en France et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Belgique.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Belgique et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en France.

Art. 3. Les officiers de l'état civil en France et en Belgique se donneront mutuellement avis, par voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrits dans les actes de mariage.

Art. 4. Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés pendant le semestre précédent seront remises par le Gouvernement français à la légation de Belgique à Paris, et par le Gouvernement belge à la légation de France à Bruxelles.

Par dérogation à ce qui précède, la première remise d'actes ne comprendra que le dernier trimestre de l'année 1876.

Art. 5. Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état civil demandés, de part et d'autre, à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Art. 6. La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} octobre 1876.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, l'ont signée en double original, le 25 août 1876.

(L. S.) Signé: Baron BAUDE.

(L. S.) Signé: Baron LAMBERMONT.

BELGIQUE — BRÉSIL

DÉCLARATION RELATIVE A LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE, SIGNÉE A RIO-DE-JANEIRO LE 2 SEPTEMBRE 1876

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil, désirant assurer une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière des nationaux des deux États, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre des mêmes droits que les nationaux pour tout ce qui a rapport aux marques de fabrique ou de commerce, de quelque nature qu'elles soient :

Les nationaux de l'un des deux pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des deux pays.

La présente déclaration sera exécutoire dès la date de la publication officielle dans les deux pays. Toutefois, en cas de non-approbation

par la législature belge dans le délai d'un an à partir de la signature, elle serait en ses effets nulle et non avenue dès l'origine.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Rio de Janeiro, le 2 septembre 1876.

(L. S.) *Signé*: BARTHOLEYNS DE FOSSELAERT.

(L. S.) *Signé*: BARAÔ DE COTEGIPE.

GRANDE-BRETAGNE — CHINE

TRAITÉ RELATIF A L'AFFAIRE DU YUNNAN, SIGNÉ A CHIEFOO, PROVINCE DE SHANTUNG, LE 13 SEPTEMBRE 1876

Convention passée entre *Li-Hung-Chang*, Commissaire impérial chinois, Plénipotentiaire, grand secrétaire d'État, et M. Thomas Wade, commissaire et Plénipotentiaire anglais.

Au commencement du printemps de cette année (1876) M. Thomas Wade a reçu du comte de Derby, secrétaire d'État aux affaires étrangères, une dépêche en date du 1^{er} janvier, lui prescrivant d'insister sur le règlement des trois questions suivantes :

a) Réparation de l'assassinat de M. Margary, dans le Yunnan.

b) Obligation pour la Chine — si cet empire est vraiment désireux de tenir ses promesses — de mettre en pratique les termes qui règlent depuis l'année dernière les rapports des hauts officiers asiatiques avec les Pouvoirs européens.

c) Obtenir du Gouvernement chinois que les règlements commerciaux tels qu'ils ont été établis en septembre dernier soient strictement observés.

Section I^{re}. — Affaire du Yunnan.

1. M. Thomas Wade a fait de cette réclamation une note séparée qui sera soumise au Trône impérial par les soins du ministre des affaires étrangères et de S. Exc. Li-Hung-Chang. Une copie de la réponse impériale à cette note sera remise à M. Wade.

Les ministres chinois enverront dans différentes provinces non-seulement des copies de la note de M. Wade, mais encore des copies de la réponse impériale. Elles y seront affichées. Pour que M. Wade soit certain de la stricte exécution de cette clause, des officiers

anglais, escortés de mandarins, seront autorisés à parcourir les susdites provinces en qualité d'inspecteurs.

2. Un édit impérial sera envoyé au vice-roi et au gouverneur du Yunnan, à l'effet de désigner un mandarin intelligent et habile qui traitera avec un officier anglais d'un arrangement commercial entre le Yunnan et la Birmanie.

3. Pendant cinq ans, à dater du 1^{er} janvier 1877, l'Angleterre aura la liberté d'avoir un représentant à Tali-fu ou dans toute autre ville de la province de Yunnan. Cet agent aura pour mission de préparer une base à des transactions d'affaires, s'il y a lieu d'en établir. Il devra être secondé dans ses recherches par les autorités chinoises. L'Angleterre aura la faculté — avant l'expiration des cinq années — d'indiquer l'époque à laquelle la contrée pourra être ouverte au commerce.

4. Une somme de deux cent mille taëls (un million cinq cent mille francs) est réclamée par M. Thomas Wade pour être distribuée aux familles des Européens qui ont souffert ou péri dans le Yunnan, pour couvrir les dépenses faites en investigations, et pour indemniser divers marchands anglais qui ont eu à supporter des vexations de la part de certains officiers chinois.

5. Après le règlement de cette affaire, une lettre de l'Empereur de Chine, exprimant un sentiment de regret sur la mort de M. Margary, sera envoyée en Angleterre par un messenger impérial. Le rang et les noms de cet émissaire, ainsi que le rang et les noms des personnes de sa suite, seront soumis à M. Wade, afin qu'il puisse en informer son Gouvernement. M. Wade se réserve également le droit de vérifier les titres qui doivent accréditer la mission chinoise en Angleterre.

Section II. — Code d'étiquette.

Sont comprises sous ce titre les formes qui doivent régir les rapports internationaux et la manière de procéder dans les causes criminelles internationales.

I. Dans un mémoire, en date du 28 septembre 1875, le prince Kung avait voulu non-seulement formuler un règlement d'étiquette applicable aux relations avec les étrangers, mais encore prouver son désir d'étendre ce règlement aux missions chinoises.

A l'avenir, afin d'éviter les malentendus, il est convenu que le Tsung Li Yamèn — ministère des affaires étrangères — invitera les légations européennes à lui adresser un code d'étiquette qui servira de règle aussi bien aux signataires chinois qu'aux signataires européens.

Devant nommer des ambassadeurs et des consuls à l'étranger, la Chine considère ce règlement des rapports officiels comme indispensable.

II. Le traité de 1858, article 16, dit que tout Chinois coupable d'avoir commis un crime sur la personne d'un Anglais sera arrêté et jugé par les autorités chinoises et conformément aux lois de l'empire du Milieu. Si le crime a été commis par un Chinois sur un Anglais, le coupable sera jugé par des Anglais et selon les lois de la Grande-Bretagne.

Conformément à l'article de ce traité, le Gouvernement anglais avait établi à Shanhaï une Cour suprême. De son côté, la Chine avait créé un Tribunal dans la même localité. Mais le président de ce Tribunal, soit par faiblesse, soit par crainte d'impopularité, n'a jamais su rendre la justice avec équité et fermeté.

En conséquence, il est convenu que le Tsung Li Yamèn enverra une circulaire à toutes les légations européennes pour les inviter à lui faire connaître quelle est la meilleure manière d'avoir une bonne justice dans les ports ouverts aux étrangers.

Toutefois, et dès ce jour, il est entendu que si un crime est commis sur un sujet anglais dans les ports ou dans l'intérieur de l'Empire, M. Wade ou son successeur aura le droit d'envoyer un de ses agents sur les lieux du délit, afin d'aider aux investigations de la police chinoise.

Afin d'éviter une équivoque à ce sujet, M. Wade remettra une note explicative au Tsung Li Yamèn; celui-ci devra en accuser réception et lui donner son adhésion.

Il est bien entendu qu'aussi longtemps que les lois des deux Puissances différeront entre elles, il n'y aura qu'une règle et que cette règle sera la suivante : Si un Chinois accusé d'un crime contre un Anglais est jugé par les autorités chinoises, les autorités anglaises pourront assister en personne aux débats, mais sans intervention de leur part. Il en sera de même si le coupable est un Anglais jugé par une Cour anglaise.

Mais si le représentant d'une des deux nationalités n'est pas satisfait de la sentence rendue, il aura le droit de protestation. La peine qui frappera un coupable sera appliquée d'après la loi de la nation à laquelle appartiendra le juge.

Section III. — Commerce.

1. D'après les termes du Traité, le *Lékin*, ou taxe provinciale, ne peut frapper les marchandises qui se trouvent déposées dans les con-

cessions ou terrains appartenant aux Européens. M. Thomas Wade insistera auprès de son Gouvernement pour exiger que le droit de perception du *Lékin* s'arrête aux limites desdites concessions. La Chine devra permettre, en outre, qu'Ichang, dans la province de Hupch, Wuhu, dans Anhwei, Minchou, dans le Chekiang, et Peihai, dans la province de Canton, soient ajoutés aux cinq ports déjà ouverts aux Européens et autorisés à recevoir des consuls.

Le ministre anglais sera libre d'envoyer des agents de sa nation en résidence à Chanking, afin que ces derniers puissent étudier les ressources commerciales de la province de Szechuen. Mais les marchands européens ne pourront avoir sur ce point ni magasins ni dépôts d'aucune sorte, et cette défense durera jusqu'à ce que les bateaux à vapeur aient réussi à remonter jusqu'à Chungking. Plus tard, s'il y a lieu, cette prohibition sera levée.

Dans un esprit de conciliation, la Chine permettra aux bateaux à vapeur étrangers de débarquer et de prendre des passagers et des marchandises dans les ports suivants du Yangtze ou le Grand-Fleuve; Ta' tung, Aaking, dans le Anhwei; Huk'ow, dans le Kiangri; Wusüeh, Linghi-K'ow et Sha-shi, dans le Huk'wang. Le débarquement et l'embarquement à bord des bateaux à vapeur ne pourra se faire qu'à l'aide d'embarcations indigènes. Les marchandises européennes accompagnées d'un certificat de douane ne seront pas soumises à la taxe du *Lékin*. Les produits chinois mis à bord de ces bateaux ne pourront pas être débarqués pour être vendus en Chine.

Il sera interdit aux étrangers de résider dans ces ports, d'y avoir des magasins ou des comptoirs.

2. La limite des concessions anciennes est déjà connue; la limite les nouvelles sera fixée par les consuls anglais, les consuls des nations signataires du Traité, et les autorités chinoises.

3. M. Wade engagera son Gouvernement à établir un règlement nouveau pour la vente de l'opium. Lorsque cette drogue sera introduite dans un des ports ouverts, elle sera examinée par des inspecteurs et mise en dépôt. Afin d'éviter la fraude, l'opium ne sera délivré aux acheteurs que lorsque ces derniers auront acquitté, en douane, le *Lékin*. Le tarif de cette taxe sera fixé par les gouverneurs des provinces.

4. Par différents Traités avec les Européens, la Chine a déjà autorisé la circulation des marchandises étrangères lorsqu'elles étaient accompagnées d'une quittance des douanes. Le Tsung Li Yamèn devra établir des quittances uniformes pour tous les ports. Les étrangers et les marchands indigènes, sans exception, pourront en faire usage.

5. Lorsque les marchandises importées auront trois ans de séjour en douane, la faculté d'en payer les droits en drawback sera suspendue.

6. Les autorités de Hong-kong se plaignent de ce que les bateaux de douanes chinoises en surveillance dans les eaux de la colonie anglaise tracassent leurs négociants indigènes et les bâtiments marchands. L'Angleterre, la Chine et les autorités de Hong-kong désigneront trois officiers d'un même grade à l'effet de s'entendre pour faire un règlement qui fasse cesser cet abus.

7. Les nouveaux règlements seront mis en vigueur pour tous les ports six mois après qu'un édit impérial aura approuvé le présent Traité. La date à laquelle les marchandises européennes devront être exemptes du *Lékin*, et l'opium soumis à cette taxe, sera connue aussitôt que M. Wade se sera entendu à ce sujet avec tous les signataires du traité de 1858.

ARTICLE SUPPLÉMENTAIRE

L'année prochaine, l'Angleterre se propose d'envoyer une mission d'exploration, de Pékin aux Indes anglaises, par la voie de Kansuh et Koko'nor ou par Szechuen jusqu'au Thibet et de là dans l'Inde. Lorsque ce projet sera mis à exécution, le Tsung Li Yamèn délivrera à la mission les passe-ports nécessaires; des instructions seront également envoyées aux fonctionnaires chinois du Thibet, afin que les explorateurs puissent voyager en toute sécurité et ne rencontrent aucun obstacle sur leur chemin.

Fait à Chefoo, dans la province de Shantung, le 13 septembre 1876.

(L. S.) *Signé*: LI HUNG CHANG.

(L. S.) *Signé*: FRANCIS THOMAS WADE.

GRANDE-BRETAGNE

PROCLAMATION DE LA REINE VICTORIA PROROGÉANT LE PARLEMENT AU
12 DÉCEMBRE 1876, SIGNÉE A BALMORAL LE 21 OCTOBRE 1876

Victoria Regina,

Notre Parlement ayant été prorogé jusqu'au 31 octobre courant,
Nous, de l'avis de notre conseil privé, lançons par la présente notre

proclamation royale et publions et déclarons que ledit Parlement sera de nouveau prorogé jusqu'au jeudi 12 décembre de l'année 1876.

Donné dans notre château de Balmoral, le 21 octobre de l'an de grâce 1876 et dans la quarantième année de notre règne. Dieu garde la Reine.

ALLEMAGNE — TONGA

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ SIGNÉ A NUKUALOJA

LE 1^{er} NOVEMBRE 1876

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., au nom de l'Empire, d'une part, et le Roi de Tonga, d'autre part, animés du désir de maintenir et de consolider leurs relations et intérêts réciproques, ont résolu de conclure un Traité d'amitié. A cette fin, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

L'Empereur d'Allemagne, le capitaine Ernest-Guillaume-Henri-Hugo-Édouard *Knorr*, commandant du bâtiment de Sa Majesté *Hertha*, etc.; et M. Théodore-Auguste-Louis *Weber*, consul d'Allemagne pour Tonga et Samoa;

Et S. M. le Roi de Tonga, M. *Urliani Tugi*, Président de l'Assemblée législative de Tonga, et le Révérend *Schirley-Waldemar Baker*, ministre wesleyanien, comme interprète;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs, ont conclu le Traité suivant:

Art. 1^{er} Entre l'Empire allemand et le Royaume de Tonga, ainsi qu'entre leurs suzerains et peuples, il y aura désormais paix et amitié perpétuelles, sans distinction de personnes ni de lieux.

Art. 2. Les sujets des deux Parties contractantes jouiront dans les deux pays de la protection la plus complète pour leurs personnes et leurs biens. Ils jouiront en cette matière dans les deux pays des mêmes droits et privilèges que les indigènes. Les Tonganiens en Allemagne et les Allemands à Tonga seront exempts de toute fonction publique et service militaire, tant sur mer que sur terre, ainsi que de tous les impôts de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires et toute autre prestation. De plus, ils ne seront en aucun cas soumis pour leurs biens mobiliers et immobiliers à d'autres taxes, impôts, etc., que les sujets indigènes ou les sujets des nations les plus favorisées.

Art. 3. Les Tonganiens qui séjournent ou habitent en Allemagne,

ainsi que les Allemands qui habitent et séjournent à Tonga, jouiront d'une liberté de conscience entière et de la liberté de leur culte, et les deux Gouvernements ne permettront plus que leurs sujets respectifs soient troublés ou molestés à cause de leur foi ou dans l'exercice de leur culte, dans les maisons privées, chapelles, églises ou autres lieux, toujours à la condition que les mœurs, usages et lois du pays soient dûment respectés. Les sujets des deux États auront le droit d'enterrer leurs compatriotes, qui mourront à Tonga ou en Allemagne, dans des endroits convenables qu'ils désigneront à cet effet; le consentement des autorités locales, et en aucun cas les cérémonies d'enterrement et les usages religieux ne seront entravés en cette occasion.

Art. 4. Entre tous les États de l'Empire allemand et tous les pays de Tonga il y aura réciproquement liberté entière de commerce. Les sujets des deux Parties contractantes entreront en pleine sécurité avec leurs navires et leurs marchandises dans tous les ports, places et eaux d'Allemagne et de Tonga. A ce sujet les Tonganiens en Allemagne, et les Allemands à Tonga jouiront des mêmes droits que les indigènes.

Art. 5. De même, tous les navires de guerre des deux Parties contractantes auront le droit d'entrer dans tous les ports des deux pays, d'y jeter l'ancre et d'y rester, d'y faire des vivres et des réparations, conformément aux lois et aux usages du pays. Afin de faciliter les parcours, et surtout pour aider à l'établissement d'un dépôt de stations dans son pays, le Roi de Tonga accorde à l'Empire allemand tous les droits et lui abandonne l'usage libre d'un emplacement convenable et du terrain nécessaire dans le groupe des îles Vavao, toujours sans préjudice des droits de suzeraineté du Roi de Tonga.

Art. 6. Les sujets des deux Parties contractantes pourront transporter leur domicile en pleine liberté dans n'importe quelle partie des deux pays, y demeurer, y voyager, y faire le grand et le petit commerce, fixer eux-mêmes le prix de leurs marchandises; à cette fin, il sera conclu un Traité spécial de commerce et de navigation. En outre, ils pourront acquérir des terrains, construire ou louer des maisons ou des magasins, Dans tous les cas, les sujets des deux États. seront soumis aux lois du pays, sans pouvoir être tenus de payer des taxes spéciales.

Art. 7. Un Traité spécial devant être conclu entre les deux États pour améliorer les relations des deux Parties contractantes, il sera réservé à ce Traité toutes les dispositions légales ainsi que celles relatives à l'état civil; les dispositions relatives à une représentation consulaire réciproque seront réservés à un Traité consulaire spécial.

Art. 8. Chacune des deux Parties contractantes ne tolérera dans son pays ni monopole, ni indemnité, ni privilège au détriment du commerce du pavillon et des sujets de l'autre nation.

Art. 9. Les deux Parties contractantes conviennent, en raison de articles mentionnés, de s'accorder réciproquement tous les droits et privilèges qui pourront être accordés à l'avenir aux nations les plus favorisées.

Art. 10. Le présent Traité entrera en vigueur à partir du jour de la signature ; et il perdra sa validité si la ratification de la part du Gouvernement allemand n'est pas donnée dans le délai d'un an.

Art. 11. Le présent Traité, composé de onze articles, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Nukualoja, dans le délai d'un an.

Signé et scellé par les Plénipotentiaires au port de Nukualoja, à Tonga-Tabu, à bord du bâtiment de Sa Majesté *Hertha*, le 1^{er} novembre 1876.

(L. S.) *Signé*: E. KNORR ; TH. WEBER.

(L. S.) *Signé*: WILLIAM URLIANI TUGI.

(L. S.) *Signé*: SCHIRLEY WALDEMAR BAKER.

FRANCE — ROUMANIE

DÉCLARATION COMMERCIALE PROVISOIRE SIGNÉE A PARIS

LE 5 NOVEMBRE 1876

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie et le Gouvernement de la République française, désirant régler provisoirement les relations entre les deux pays pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'une Convention de commerce,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance roumaine qui seront importés en Roumanie seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, étant convenus de s'assurer certains avantages spéciaux pour l'échange et la

circulation des produits des districts limitrophes, ces avantages ne seront pas réclamés par la France.

S'il n'est expressément renouvelé, le présent arrangement provisoire cessera le 12 mai (30 avril) 1877.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 5 novembre 1876.

(L. S.) *Signé*: C. A. ROSETTI.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

ITALIE — ROUMANIE

DÉCLARATION RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ITALIE ET LA ROUMANIE SIGNÉE A ROME LE 16 NOVEMBRE 1876

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie, désirant régler provisoirement les relations entre les deux pays, pendant la période de temps nécessaire pour la négociation d'une Convention de commerce, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance italienne qui seront importés en Roumanie, et les produits d'origine ou de provenance roumaine qui seront importés en Italie, seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

S'il n'est pas expressément renouvelé, le présent arrangement provisoire cessera le 30 avril (12 mai) 1877.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Déclaration en double expédition, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome le 16 novembre 1876.

(L. S.) *Signé*: MELEGARI.

(L. S.) *Signé*: GHEORGHIAN.

ÉGYPTE

DÉCRET CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE FAIT AU CAIRE LE 18 NOVEMBRE 1876

Nous, Khédivé d'Égypte,

Considérant que le décret du 7 mai 1876 (1), relatif à l'unification des dettes de l'État et de la Daïra, nécessite, dans son application, certaines modifications ;

Considérant le décret du 2 mai 1876, instituant la Caisse de la Dette publique, et voulant affermir mieux encore les attributions des commissaires-directeurs de ladite Caisse ;

Considérant que la suppression de la loi de la Moukabalah soulève des objections unanimes de la part des intéressés, et que la Chambre des délégués a émis le vœu qu'elle fût maintenue ;

Dans notre ferme désir d'assurer la marche régulière des services publics, tout en sauvegardant les intérêts des créanciers par des garanties plus efficaces,

Notre Conseil privé entendu,

Avons décrété et décrétons :

TITRE PREMIER

FINANCES

Art. 1^{er}. Les dettes de la Daïra, comme il est indiqué aux tableaux A et B insérés dans le présent décret, sont séparées des dettes de l'État et ne rentrent pas dans l'unification de la dette publique générale. Ces dettes feront l'objet d'un arrangement spécial.

Art. 2. La loi de la Moukabalah est rétablie et est considérée comme n'ayant jamais cessé d'être en vigueur. Toutefois, les réductions annuelles produites par les effets de la loi de la Moukabalah ne seront appliquées qu'à partir de l'année 1886, et il sera tenu compte aux contribuables, jusqu'à la fin de l'année 1885, d'un intérêt de 5 p. 100 sur les sommes qui devraient être déduites.

Tous les produits de la Moukabalah seront appliqués à l'amortissement des emprunts 1864, 1865 et 1867 de la dette unifiée.

Pour l'emploi des sommes disponibles provenant de la Moukabalah, il est fait certaines réserves qui sont consignées à l'article 6, relatif à l'amortissement.

(1). Voir p. 223.

Art. 3. Il est établi une administration spéciale des chemins de fer et du port d'Alexandrie, qui sera placée sous la direction d'une commission, comme il sera indiqué ci-après.

Les revenus des chemins de fer et du port d'Alexandrie seront directement appliqués au paiement des intérêts et de l'amortissement d'une série d'obligations privilégiées, ayant une hypothèque spéciale sur les chemins de fer et le port d'Alexandrie, pour une somme de dix-sept millions de livres sterling, rapportant 5 p. 100 d'intérêts amortissables en soixante-cinq ans, jouissance du 15 octobre 1876.

Ces obligations seront offertes par préférence aux porteurs des emprunts 1862, 1868 et 1873, en échange des obligations de ces emprunts, qui rapportent 7 p. 100, lesquelles obligations seront annulées.

L'annuité nécessaire au service des obligations privilégiées 5 p. 100, s'élevant à 885,744 livres sterling, et payables en deux semestrialités de 442,872 livres sterling chacune, formera la première charge sur les revenus des chemins de fer et du port d'Alexandrie, et restera, en tous cas, la première obligation de la commission de la dette publique.

Art. 4. Les emprunts de 1864, 1865 et 1867 sont déduits de la dette unifiée.

Ils continueront à jouir de leurs intérêts jusqu'à leur amortissement complet.

Ils seront amortis dans les termes de leurs contrats respectifs. Toutefois, cet amortissement se fera au taux de 80 (quatre-vingts) au lieu du taux de 100, et le premier amortissement semestriel à opérer sera reculé de six mois, c'est-à-dire qu'il se fera, pour l'emprunt 1864, le 1^{er} avril 1877; pour l'emprunt 1865, le 7 juillet 1877; et, pour l'emprunt 1867, le 22 mai 1877.

Art. 5. La majoration de 25 p. 100 accordée par le décret du 7 mai dernier aux porteurs de la dette flottante, est réduite à 10 p. 100.

Par effet de ces mesures, l'état financier sera le suivant:

	Liv. st.	Liv. st.
A. La majoration portée dans le tableau d'unification annexé au décret du 7 mai, à.....		6.204.327
est réduite:		

1° De la majoration entière sur les

A reporter : 6.204.327

Report : 6.204.327

2,906,151 liv. st. de la dette flottante de la Daïra, ci.....	726.537	
2° De la majoration sur les emprunts 1864, 1865 et 1867, ci.....	306.796	
3° De la réduction de la majoration accordée aux dettes flottantes de la Malieh et de la Daïra sur la Malieh, soit 5,170,993 liv. st., dont les 3/5 (trois cinquièmes) représentant le 15 p. 100 à déduire, ci.....	3.102.597	4.135.930
		<u>2.068.397</u>
Le dette unifiée de.....		91.000.000
est, par ces divers retraits, réduite comme suit :		
1° Dette consolidée de la Daïra.....	5.900.280	
2° Dette flottante de la Daïra.....	2.906.151	
3° Emprunts 1864, 1865, 1867.....	4.392.616	
4° Chemins de fer et port d'Alexandrie.....	17.000.000	
5° Diverses majorations.....	4.132.930	34.343,977
		<u>56.656.023</u>
Il revient au Gouvernement, en représentation du port d'Alexandrie, donné en garantie, 2 millions en titres de la dette générale, ci.....		2.000.000
Solde à la disposition du Gouvernement, ci.....		<u>343.977</u>
Total de la dette unifiée.....		59.000.000

Cette dette de cinquante-neuf millions de livres sterling est dotée d'une annuité de quatre millions cent soixante dix-sept mille sept cent vingt livres sterling représentant l'amortissement en soixante-cinq ans et l'intérêt à 7 p. 100 sur le capital, jouissance du 15 juillet 1876.

Cette annuité est payable en deux semestrialités de deux millions

quatre-vingt-huit mille huit cent soixante livres sterling chacune.

Les revenus qui sont actuellement attribués à la Caisse de la dette publique par notre décret du 7 mai 1876 lui restent affectés, sauf les modifications qui résulteront du présent décret et qui seront réglées par les contrôleurs généraux dont il est parlé ci-après et par les commissaires-directeurs de la dette publique.

Les deux millions de livres en titres de la dette générale qui reviennent au Gouvernement pour le port d'Alexandrie ne pourront être aliénés qu'après paiement intégral des livres sterling sept cent quatre mille dues aux entrepreneurs du port le 1^{er} janvier 1877.

TITRE II

AMORTISSEMENT

Art. 6. Les opérations de l'amortissement se feront par les soins des commissaires de la Caisse de la dette publique. Pour augmenter le fonds d'amortissement, il sera fait un prélèvement du septième des intérêts à 7 p. 100 qui sont affectés au service de cette dette, soit 1 p. 100 (un pour cent) sur le capital restant à amortir, au commencement de chaque année.

Les fonds provenant de ce prélèvement seront ajoutés aux sommes disponibles de la Moukabalah, et seront également employés à l'amortissement par voie de rachats publics, sous réserve de ce qui est dit plus loin à défaut de rachats publics.

Cette retenue pourtant ne se fera que jusqu'à la fin de l'année 1885, au maximum, et si, avant cette époque, la dette unifiée est réduite à quarante millions de livres sterling, le paiement des intérêts de 7 p. 100 sera repris à ce moment.

Les fonds provenant de la Moukabalah seront versés intégralement à la Caisse de la dette publique, chargée du service de l'amortissement. La commission de la Caisse de la dette publique prendra sur les fonds versés la somme nécessaire à l'amortissement des emprunts 1864, 1865 et 1867, et elle consacrera le solde disponible à l'amortissement de la dette générale unifiée.

Dans le cas où, après qu'il aura été pourvu au service de la dette publique, les revenus seraient insuffisants pour faire face aux dépenses budgétaires du Gouvernement, telles qu'elles sont fixées dans le tableau annexé au présent décret, le Comité des finances, composé du Ministre des finances et de deux contrôleurs généraux, en préviendra la Commission de la dette publique, qui retiendra sur les fonds disponibles provenant de la Moukabalah et destinés à l'amortissement de la dette unifiée, la somme nécessaire pour combler la différence.

Pour être en mesure de subvenir à cette obligation, la Commission de la dette publique conservera dans ses caisses, en Égypte, sur les produits disponibles de la Moukabalah affectés à l'amortissement de la dette publique, une somme de six cent mille livres sterling par an. Cette somme ne pourra être envoyée en Europe qu'après une déclaration du comité des finances dont il est parlé plus haut.

Si, d'autre part, il existe un excédant de revenus après qu'il aura été fait face aux charges de la dette publique et aux dépenses budgétaires susmentionnées, cet excédant devra être ajouté à l'amortissement.

L'amortissement, tant par la retenue de 1 p. 100 que pour les sommes restant disponibles de la Moukabalah et les excédants budgétaires, se fera par rachats publics, en tant qu'il sera possible de les effectuer au-dessous du cours de soixante quinze.

Dans les cas où, pendant la période de la Moukabalah, les rachats ne pourraient se faire à un taux inférieur à soixante-quinze, l'amortissement se fera par tirage au taux de soixante-quinze. Aussitôt que les augmentations de revenus produiront un excédant budgétaire de cent cinquante mille livres sterling par an, l'amortissement se fera au taux de quatre-vingts.

TITRE III

ADMINISTRATION. — CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX

Art. 7. Il sera nommé deux contrôleurs généraux, l'un contrôleur général des recettes, l'autre contrôleur général de la comptabilité et de la dette publique.

Art. 8. Les fonctions du contrôleur général des recettes sont les suivantes :

1° La perception de tous les revenus de l'État et leurs versements dans les caisses respectives ;

2° Il aura sous sa direction tous les agents de perception, sauf les fonctionnaires chargés de la perception des droits judiciaires et autres auprès des tribunaux de la réforme ;

3° Il nous proposera leur nomination par l'intermédiaire du Ministre des finances.

Il aura droit de les suspendre de leurs fonctions et il pourra aussi les révoquer après enquête régulière et avis conforme du Comité des finances, composé du Ministre des finances et des deux contrôleurs généraux.

Les agents de perception des impôts dans les moudirihs seront

choisis parmi les sujets du pays qui ne sont frappés d'aucune incapacité légale prévue par les règlements.

4° Il veillera à ce que les agents de perception ne recouvrent que les impôts autorisés. Les rôles des contributions directes ne devront être mis en recouvrement qu'après avoir été revêtus de son visa.

5° Il veillera à ce que les produits en nature formant partie des revenus soient réalisés au mieux des intérêts du Trésor. Le Comité des finances avisera aux meilleurs moyens de réalisation.

Art. 9. Le contrôleur général de la comptabilité et de la dette publique devra remplir, en même temps les fonctions de conseiller près le Ministère des finances.

Ces fonctions seront les suivantes :

1° Il veillera à l'exécution de tous les règlements qui touchent aux dettes de l'État, sans préjudice des attributions qui appartiennent à la commission de la dette publique ;

2° Il contrôlera la comptabilité générale du Trésor et de toutes les caisses de l'État ;

3° Les Ministres ou chefs d'administration seront chargés d'ordonner toutes les dépenses. Pour être acquittés, les mandats ou assignations qu'ils délivreront devront être revêtus du visa du contrôleur général ;

4° Le contrôleur général n'aura pas à apprécier l'utilité des dépenses faites par le Gouvernement. Il ne pourra refuser son visa que sur les mandats qui dépasseraient les crédits ouverts ou qui ne permettraient pas de subvenir aux dépenses prévues pour la période de l'exercice budgétaire restant à courir.

Art. 10. Les contrôleurs généraux prendront part à la préparation du budget. Ils ne pourront empiéter sur les attributions des Ministres, qui restent seuls juges de la nécessité d'affecter le crédit à telle ou telle nature de service. En conséquence, le budget sera préparé par le Ministre des finances, qui centralisera toutes les demandes des crédits faites par les chefs d'administration.

Le budget ainsi préparé sera soumis au Conseil des Ministres qui appellera dans son sein les deux contrôleurs généraux.

Le budget examiné et revisé, s'il y a lieu, sera soumis par le Conseil à notre approbation.

Le Ministre des finances et les contrôleurs généraux veilleront à la stricte exécution du budget.

Art. 11. Le Comité des finances approuvera préalablement les marchés ayant pour conséquence un engagement pécuniaire dont l'importance dépasserait le douzième des crédits annuels ou qui s'appliquerait à plusieurs années.

Art. 12. Le Comité des finances aura fonctions d'arrêter les règlements généraux en matière de comptabilité publique, sous notre approbation.

Art. 13. Les deux contrôleurs généraux seront l'un anglais, l'autre français.

Art. 14. La nomination et le choix des contrôleurs généraux nous appartiendront, mais pour être assuré nous-mêmes sur les garanties que présenteront les personnes dont nous ferons choix, nous nous adresserons officieusement aux Gouvernements anglais et français et n'engagerons que les personnes munies de l'autorisation ou de l'acquiescement de leurs Gouvernements.

Si l'un ou l'autre de ces Gouvernements, à l'époque où les nominations doivent se faire, ne donnait cette autorisation ou cet acquiescement, notre choix se porterait sur des fonctionnaires supérieurs des deux pays, soit en activité de service, soit en retraite.

Art. 15. Les contrôleurs généraux seront nommés pour cinq ans. En cas de démission ou de décès il sera procédé pour leur remplacement de la même manière que pour leur nomination.

Art. 16. Les deux contrôleurs généraux auront le même rang et jouiront du même traitement.

Art. 17. Ils ne relèveront que de nous.

COMMISSION DE LA DETTE PUBLIQUE

Art. 18. La Commission de la dette publique est permanente jusqu'à l'entier amortissement de la dette.

Art. 19. Les commissaires auront le droit d'envoyer les fonds qu'ils auront encaissés directement à la Banque d'Angleterre et à la Banque de France. Ils auront les pouvoirs nécessaires pour faire ces envois, mais ils devront, au préalable, se concerter avec le Ministre des finances et les contrôleurs généraux.

Art. 20. Un commissaire anglais fera partie de la Commission de la dette publique. La nomination et le choix de ce commissaire nous appartiendront; mais pour être assuré sur les garanties que présentera la personne dont nous ferons choix, nous nous adresserons officieusement au Gouvernement anglais et n'engagerons qu'une personne munie de l'autorisation ou de l'acquiescement de son Gouvernement. Si le Gouvernement anglais, à l'époque où cette nomination doit se faire, ne donnait cette autorisation ou cet acquiescement, notre choix se porterait sur un fonctionnaire supérieur de l'administration anglaise, en activité de service ou en retraite.

Art. 21. Les marchandises ou denrées, données pour le paiement

des impôts dans les Moudiriehs spécialement affectées au service de la dette, seront mises à la disposition exclusive des commissaires de la dette, qui auront la faculté de les réaliser, en se concertant toutefois avec le Ministre des finances et les contrôleurs généraux sur les meilleurs moyens de réalisation.

Art. 22. Les membres de la Commission de la dette publique ne pourront accepter d'autres fonctions en Égypte.

CHEMINS DE FER ET PORT D'ALEXANDRIE.

Art. 23. Les chemins de fer actuellement en exploitation et le port d'Alexandrie seront placés sous une administration spéciale, qui ne relèvera que de nous. Elle sera composée de cinq administrateurs, dont deux Anglais, un Français et deux indigènes.

Un des deux administrateurs anglais remplira les fonctions de président.

Art. 24. L'adjonction de l'administration du port d'Alexandrie à l'administration spéciale des chemins de fer, et l'application de ses revenus au service de la dette privilégiée ne pourront, en aucun cas, porter atteinte aux contrats existants actuellement avec les entrepreneurs, ni modifier les rapports du Gouvernement avec ces derniers, à l'égard des travaux qui restent à exécuter.

Art. 25. La nomination et le choix des administrateurs nous appartiendront; mais, pour être assuré nous-même sur les garanties que présenteront les administrateurs étrangers dont nous ferons choix, nous nous adresserons officieusement aux Gouvernements anglais et français et n'engagerons que les personnes munies de l'autorisation ou de l'acquiescement de leurs Gouvernements.

Dans le cas où l'un ou l'autre de ces Gouvernements ne donnerait son autorisation ou son acquiescement, notre choix se porterait sur des fonctionnaires supérieurs de l'ordre civil ou militaire des deux pays ou de leurs grandes compagnies de chemins de fer en activité de service ou en retraite.

Art. 26. Les administrateurs étrangers seront nommés pour cinq ans. En cas de démission ou de décès, il sera procédé pour leur remplacement de la même manière que pour leur nomination.

Art. 27. L'administration, formée ainsi qu'il est dit ci-dessus, restera en fonctions jusqu'à ce que toutes les obligations privilégiées spécialement créées aient été amorties ou remboursées. Le port d'Alexandrie étant compris dans cette garantie pour une somme de deux millions de livres sterling, pour être libéré de la garantie et détaché de l'administration commune lorsque deux millions de

livres de ces titres privilégiés auront été amortis ou remboursés.

Les chemins de fer, étant compris dans cette garantie pour quinze millions de livres sterling en titres privilégiés, pourront être libérés par l'amortissement ou le remboursement de quinze millions de ces titres.

Art. 28. Les administrateurs proposeront à notre choix et nomination les employés supérieurs des chemins de fer et du port.

Ils nommeront directement les autres employés.

Ils auront droit de suspendre tous les employés de leurs fonctions; ils pourront aussi les révoquer après enquête régulière.

Ils auront seuls le droit de faire des modifications aux tarifs et aux règlements en vigueur, sous notre sanction.

Ils seront exclusivement chargés de faire les contrats d'achat du matériel roulant et fixe et des matériaux nécessaires à l'exportation des chemins de fer et au service du port.

Ils statueront sur les nécessités de réparation du matériel et de la voie ainsi que de l'entretien du port, le tout sous notre approbation.

Art. 29. Il sera pourvu par les ressources générales du budget aux dépenses extraordinaires qui auront été décidées par les administrateurs et approuvées par nous.

Art. 30. Toutes les recettes des chemins de fer et du port d'Alexandrie, au fur et à mesure de leur encaissement, sauf ce qui est nécessaire pour les dépenses ordinaires de l'entretien et de l'exploitation, et sauf les droits des entrepreneurs du port prévus par les contrats, seront versées à la caisse de la dette publique, à laquelle elles sont affectées.

Art. 31. La commission de la dette publique ouvrira un compte spécial pour le service des obligations privilégiées 5 p. 100. Elle devra occuper les fonds qui lui seront versés par l'administration des chemins de fer et du port aux Banques d'Angleterre et de France, et également à un compte spécial pour le service de l'emprunt privilégié sur les chemins de fer et le port.

Art. 32. Dans le cas où les versements faits par l'administration des chemins de fer et du port seraient insuffisants pour le service de cette dette, la commission de la dette publique devra pourvoir à ce service en prévalant, comme une première charge, le montant nécessaire sur les ressources générales qui lui sont affectées.

Art. 33. Toutes les dispositions de nos décrets des 2 et 7 mai 1876, qui ne sont pas contraires aux présentes restent en vigueur.

Fait au Caire, le 18 novembre 1876.

Signé: ISMAÏL.

BELGIQUE — MONACO

DÉCLARATION CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE D'ACTES DE
L'ÉTAT CIVIL, SIGNÉE A PARIS LE 25 NOVEMBRE 1876

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. A. le Prince de Monaco, désirant assurer la communication des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement, aux époques déterminées, et sans frais, des expéditions, dûment légalisées, des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant les citoyens de l'autre État.

Art. 2. La transmission des actes de décès s'étendra en outre aux personnes mortes en Belgique et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile dans la Principauté de Monaco.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes dans la Principauté de Monaco et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Belgique.

Art. 3. Les officiers de l'état civil, en Belgique et dans la Principauté de Monaco, se donneront mutuellement avis par la voie diplomatique des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage.

Art. 4. Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés pendant le semestre précédent seront remises par le Gouvernement belge au consulat général de Monaco, à Bruxelles, et par le Gouvernement monégasque au consulat de Belgique, à Monaco.

Par dérogation à ce qui précède, la première remise d'actes ne comprendra que le dernier trimestre de l'année 1876.

Art. 5. Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état civil, demandés de part et d'autre à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Art. 6. La présente Déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} octobre 1876.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, l'ont signée à Paris, en double original, le 25 novembre 1876.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges,

(L. S.) *Signé*: Baron BEYENS.

Le Ministre plénipotentiaire de son S. A. S. le Prince de Monaco,

(L. S.) *Signé*: Marquis de MAUSSABRÉ-BEUFVIER.

GRANDE-BRETAGNE — ROUMANIE

DÉCLARATION RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA ROUMANIE, SIGNÉE A LONDRES
LE 30 NOVEMBRE 1876

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de S. A. le Prince Charles de Roumanie, désirant régler provisoirement les relations entre les deux pays pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'une Convention de commerce, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance britannique qui seront importés en Roumanie, et les produits d'origine ou de provenance roumaine qui seront importés dans le Royaume-Uni, seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de S. A. le Prince Charles de Roumanie et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, étant convenus de s'assurer certains avantages spéciaux pour l'échange et la circulation des produits des districts limitrophes, ces avantages ne seront pas réclamés par le Royaume-Uni.

S'il n'est expressément renouvelé, le présent arrangement provisoire cessera le 20 mai (30 avril) 1877.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Londres, le trentième jour de novembre mil huit cent soixante-seize.

(L. S.) *Signé*: DERBY.

(L. S.) *Signé*: JON GHICA.

GRANDE - BRETAGNE — AUTRICHE - HONGRIE

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A BUDE-PESTH, LE 5 DÉCEMBRE 1876

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie, d'autre part, animés du même désir de régler et d'étendre les relations commerciales entre leurs États et possessions respectifs, ont résolu, à l'expiration du Traité de commerce du 16 décembre 1865 (1) et de la Convention supplémentaire du 30 décembre 1869, de conclure un nouveau Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir :

S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande le très-honorable sir André *Buchanan*, membre de son très-honorable Conseil privé, grand-croix du très-honorable ordre du Bain, son ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de S. M. Impériale, Royale Apostolique;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie, le comte Jules *Andrassy de Csik-Szent-Hiraly et Krasna Horka*, grand-croix de son ordre de Saint-Etienne, général major dans l'armée de Sa Majesté, conseiller intime Ministre de la maison de l'Empereur et des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont accepté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er} Les sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique qui résident temporairement ou d'une façon permanente sur les territoires ou possessions, y compris les colonies et possessions étrangères, de S. M. Britannique, et les sujets de S. M. Britannique qui résident temporairement ou d'une manière permanentë dans la monarchie austro-hongroise, jouiront pendant la durée du présent Traité, pour leur résidence et pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits et ne payeront pas d'impôts autres ou plus

(1) Voir *Archives* 1866, t. I, p. 355.

élevés que les nationaux de la nation la plus favorisée à ce sujet.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie, de même que toutes les marchandises de provenance austro-hongroise en général, importés dans les territoires et possessions, y compris les colonies et possessions étrangères, de S. M. Britannique, de même que toutes les marchandises de provenance britannique en général importées dans la monarchie austro-hongroise, destinées à la consommation, à l'entrepôt, à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement pendant la durée de ce traité et particulièrement ne doivent être sujets à de plus hautes, ou autres impositions que les produits ou marchandises de la nation la plus favorisée à cet égard.

Il ne devra être perçu de droits autres ou plus élevés dans la monarchie autrichienne, pour l'exportation de marchandises en destination des territoires et possessions, y compris les colonies et possessions de S. M. Britannique, comme dans les territoires et possessions, y compris les colonies et possessions étrangères de S. M. Britannique il ne pourra être perçu de droits autres ou plus élevés pour l'exportation de marchandises destinées à l'Autriche-Hongrie, que pour l'exportation des marchandises en destination à la nation la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes s'assurent pareillement le même traitement de la nation la plus favorisée au sujet du transit des marchandises du territoire de l'une sur le territoire de l'autre.

Art. 3. Toute réduction dans le tarif des droits de transit des marchandises, de même que toute faveur ou toute franchise accordée aux sujets de l'une des Hautes Puissances contractantes ou au commerce de la nation la plus favorisée, sera pareillement et sans conditions accordée à l'autre.

Art. 4. les stipulations des articles précédents 1 et 3, relativement au traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée ne seront pas appliquées:

1. Sur les anciens privilèges accordés aux sujets turcs pour le commerce turc dans la Monarchie austro-hongroise.

2. Aux faveurs qui sont, ou seront accordées, de la part de la Monarchie austro-hongroise, uniquement pour favoriser le commerce de frontières, ou aux réductions et exemptions de droits de douanes n'existant dans la susdite Monarchie que pour certaines frontières ou pour les habitants de certains districts.

3. Aux obligations imposées à l'une des Hautes Puissances contractantes par une union douanière déjà conclue ou à conclure.

Art. 5. Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne mettra en vigueur une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui

ne serait pas applicable dans les mêmes circonstances à la nation la plus favorisée.

Art. 6. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la même protection que les indigènes, concernant le droit de propriété, les marques de commerce et de fabrique ou autres marques et désignations des marchandises et de leur emballage ainsi que les échantillons et modèles des produits de l'industrie.

Les sujets de S. M. Britannique ne pourront prétendre dans les États de la Monarchie austro-hongroise au droit exclusif de propriété d'une marque de fabrique, échantillon ou modèle, qu'après en avoir déposé deux exemplaires à la Chambre de commerce de Vienne et à la Chambre de commerce de Bude-Pesth.

Art. 7. Le présent Traité entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1877 et sera observé jusqu'au 31 décembre de la même année.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié aussitôt que possible et les ratifications devront être échangées à Vienne, le plus tard le 31 décembre 1876.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont ajouté le sceau de leurs armes.

Fait à Bude-Pesth le 5 décembre de l'an du Seigneur 1876.

(L. S.) *Signé*: ANDRÉ BUCHANAN.

(L. S.) *Signé*: ANDRASSY.

BELGIQUE — PAYS-BAS

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A BRUXELLES LE 16 JANVIER 1876

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le comte d'Aspremont-Lynden, officier de son Ordre de Léopold, etc.

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, le baron Gericke de Herwoynen, commandeur de son Ordre du Lion néerlandais, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement belge et le Gouvernement des Pays-Bas

s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, accusés ou prévenus, à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, commis sur le territoire de la Partie requérante :

1° Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille ;

2° Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement ;

3° Menaces d'un attentat contre les personnes dans les cas prévus simultanément par les lois sur l'extradition en vigueur dans les deux pays ;

4° Avortement ;

5° Blessures ou coups volontaires prévus à la fois par les lois d'extradition en vigueur dans les deux pays ;

6° Viol ou tout autre attentat à la pudeur commis avec violence ;

7° Attentat aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans ;

8° Bigamie ;

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

10° Enlèvement de mineurs ;

11° Contrefaçon, falsification ou altération de monnaie contrefaite, falsifiée ou altérée ;

12° Contrefaçon ou falsification à l'égard des sceaux de l'État, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques, de papier-monnaie et de timbres-poste ; usage de sceaux, billets, effets, marques, poinçons ou timbres falsifiés ; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, marques ou poinçons ;

13° Faux et usage de faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passe-ports, feuilles de route et certificats :

14° Faux témoignage, subornation de témoins, faux serment ;

15° Corruption de fonctionnaires publics, concussion, soustraction ou détournement commis par des percepteurs ou dépositaires publics ;

16° Incendie volontaire ;

17° Destruction ou renversement volontaire, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui ;

18° Pillage, dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte ;

19° Perte, échouement, destruction ou dégât illégal et volontaire

de vaisseaux ou autres navires par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage (baraterie);

20° Émeute et rébellion des passagers à bord d'un vaisseau contre le capitaine, et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs, punissables à la fois selon les lois des deux pays;

21° Le fait volontaire d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer, dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays;

22° Vol;

23° Escroquerie;

24° Abus de blanc-seing,

25° Détournement ou dissipation, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, de biens ou valeurs qui n'ont été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié (abus de confiance);

26° Banqueroute frauduleuse;

Sont compris dans les qualifications précédentes, la tentative, la complicité et le recel, lorsqu'ils sont punissables d'après la législation des deux pays.

Lorsque le crime ou délit motivant la demande d'extradition aura été commis sur le territoire d'un pays tiers, il pourra être donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. L'extradition n'aura pas lieu :

1° Dans le cas d'un crime ou d'un délit commis dans un pays tiers, lorsqu'une demande d'extradition aura été formée concurremment à raison du même fait par le Gouvernement de ce dernier pays;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays requis et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté;

3° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 3. L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même crime ou délit dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne pourra être accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié.

Art. 5. L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée ni extradé à un pays tiers

pour un crime ou un délit quelconque non prévu par la présente Convention et antérieur à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la Convention, antérieur à l'extradition mais autre que celui qui a motivé l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé, et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente Convention. Le consentement de ce Gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. Les dispositions du présent Traité ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique ou connexe à un semblable crime ou délit. La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'article 1^{er} ne peut par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'État auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. L'extradition sera demandée par la voie diplomatique; elle ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'État réclamanant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Art. 9. L'étranger dont l'extradition est demandée pour l'un des faits mentionnés à l'article 1^{er} pourra être arrêté provisoirement dans chacun des deux pays, d'après les formes et les règles prescrites par les législations respectives.

Art. 10. En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'étranger dont l'extradition peut être demandée pour l'un des faits mentionnés à l'article 1^{er} pourra être arrêté provisoirement, d'après les formes et les règles prescrites par la législation du pays auquel l'extradition est demandée :

L'arrestation provisoire pourra être demandée.

En Belgique, par tout juge d'instruction ou tout procureur du Roi ;

Dans les Pays-Bas, par tout juge d'instruction (juge-commissaire) ou tout officier de justice.

Art. 11. L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté si, dans le délai de quinze jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, il ne reçoit communication de l'un des documents mentionnés à l'article 7.

Quant à l'étranger arrêté en Belgique, le délai de quinze jours court à partir de son arrestation.

Art. 12. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois, une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire, dans l'un des États, à l'autorité judiciaire dans l'autre État.

Toute commission rogatoire ayant but de demander une audition de témoins devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 13. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figurera comme témoin.

Art. 14. Lorsque dans une cause pénale non politique la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée utile ou

nécessaire, la demande en sera faite, par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Art. 15. Le transit, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre Partie et n'appartenant pas au pays de transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais de transit seront à la charge du pays réclamant.

Art. 16. Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires (à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales exigeant plusieurs vacations), et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Art. 17. La présente Convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, les Conventions du 3 octobre 1862 (1) et du 8 septembre 1868 cesseront d'être en vigueur et seront remplacées par la présente Convention, laquelle continuera à sortir ses effets pendant six mois après qu'elle aura été dénoncée par l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 16 janvier 1877.

(L. S.) *Signé*: C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: L. GERICKE

(1) Voir *Archives* 1870, t. II, p. 673.

BELGIQUE — ROUMANIE

DÉCLARATION, RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS ENTRE LES DEUX ÉTATS PENDANT LA PÉRIODE DE TEMPS NÉCESSAIRE POUR LA NÉGOCIATION ET LA CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE COMMERCE, SIGNÉE A BRUXELLES LE 14 MARS 1877.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. A. le Prince Charles de Roumanie, désirant régler provisoirement les relations entre les deux pays pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'une Convention de commerce, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Les produits d'origine ou de provenance belge qui seront importés en Roumanie et les produits d'origine ou de provenance roumaine qui seront importés en Belgique seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de S. A. le Prince Charles de Roumanie et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, étant convenus de s'assurer certains avantages spéciaux pour l'échange et la circulation des produits des districts limitrophes, ces avantages ne seront pas réclamés par la Belgique.

S'il n'est expressément renouvelé, le présent arrangement provisoire cessera le 12 mai (30 avril) 1877.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Déclaration en double expédition et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le 14 mars 1877, et à Bucharest, le 8/20 mars 1877.

(L.S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: JONESCU.

RUSSIE — ESPAGNE

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A SAINT-PÉTERSBOURG

LE 9/21 MARS 1877

Un ukas, en date du 5 septembre a promulgué la Convention suivante, conclue le 9/21 mars 1877, ratifiée à Ploësti le 8/20 juillet, et dont les ratifications ont été échangées le 14 juillet :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi d'Espagne, ayant jugé utile de régler par une Convention l'extradition des mal-fauteurs entre leurs États respectifs, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le prince Alexandre *Gortchacow*, son chancelier de l'Empire, etc. ;

Et S. M. le Roi d'Espagne, don Pedro Alvarez de *Toledo y Acuna*, son chargé d'affaires *ad interim* à Saint-Pétersbourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs sujets, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Hautes Parties contractantes, pour un des actes punissables mentionnés à l'article 2 ci-dessous, et qui se seront réfugiés sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation ou de poursuite pour une action volontaire, commise sur le territoire de l'État par lequel l'extradition est demandée, et qui, d'après la législation de l'État requérant et de l'État requis peut entraîner une peine plus grave que celle d'un an d'emprisonnement.

L'extradition aura lieu aussi dans les cas où le crime ou délit pour lequel elle est demandée aura été commis hors du territoire de la Partie requérante, pourvu que la législation du pays requis autorise dans ce cas la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Avec ces restrictions aura lieu pour les actions punissables suivantes, y compris le cas de tentative et de participation, savoir :

1° Toute sorte d'homicide volontaire, blessures et lésions volontaires ;

2° Bigamie, rapt, viol, avortement, attentat à la pudeur commis

avec violence, attentat à la pudeur commis sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans, prostitution ou corruption de mineurs par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance ;

3° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant ;

4° Incendie ;

5° Dommages apportés volontairement aux chemins de fer, télégraphes, mines, digues ou autres constructions hydrotechniques, navires, et tout acte volontaire qui en aura rendu dangereux l'usage ou l'exploitation.

6° Extorsion, association de malfaiteurs, rapine, vol ;

7° Contrefaçon, introduction, émission de monnaie fausse ou altérée, ainsi que de papier-monnaie faux ou altéré, contrefaçon de rentes ou obligations sur l'État, de billets de banque ou de tout autre effet public ; introduction ou usage de ces mêmes titres.

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits.

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce ou de banque, et usage d'écritures falsifiées ;

8° Faux témoignage, fausse expertise, provocations de témoins et d'experts à commettre de faux témoignages, calomnie ;

9° Soustractions commises par des officiers ou dépositaires publics, concussion ou corruption de fonctionnaires publics ;

10° Banqueroute frauduleuse ;

11° Abus de confiance ;

12° Escroquerie et fraude.

13° Fait de baraterie ;

14° Sédition parmi l'équipage dans le cas où des individus, faisant partie de l'équipage d'un bâtiment, se seraient emparés du bâtiment par fraude ou violence, ou l'auraient livré à des pirates ;

15° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes ne pourront en aucun cas être obligées à livrer leurs propres sujets.

Elles s'engagent à poursuivre, conformément à leurs lois, les crimes et délits commis par leurs sujets contre les lois de la Partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans le cas où ces crimes et délits pourront être classés dans une des catégories énumérées dans l'article 2 de la présente Convention.

Lorsqu'un individu est poursuivi, d'après les lois du pays du prévenu, à raison d'une action punissable commise sur le territoire de l'autre pays, le Gouvernement de ce pays est tenu à fournir les informations, les actes d'instruction judiciaire avec le corps du délit et tout autre éclaircissement nécessaire pour l'expédition du procès.

Art. 4. Les crimes et délits politiques, ainsi que les actions ou omissions connexes à ces crimes et délits, sont exceptés de la présente Convention.

L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait relatif à ce crime ou délit.

Il ne pourra plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition, si elle n'a pas été l'objet de la demande, à moins qu'après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime ou délit qui a motivé l'extradition, il ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois ou y soit retourné par la suite.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne d'un Souverain étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 5. L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsqu'elle sera demandée à cause de la même infraction, dont l'individu réclamé subit ou a déjà subi la peine dans le pays auquel l'extradition a été demandée ou pour laquelle il y aurait été poursuivi et acquitté ou absous ;

2° Si, à l'égard de l'infraction qui a motivé la demande d'extradition, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 6. Si un sujet des Hautes Parties contractantes, ayant commis dans un tiers État un des crimes ou délits énumérés à l'article 2, se sera réfugié sur le territoire de l'autre Partie, l'extradition en sera accordée, lorsque, d'après les lois en vigueur, il ne serait pas justiciable par les Tribunaux de ce pays, et à condition qu'il ne soit pas réclamé par le Gouvernement du pays où l'infraction a été commise, ou qu'il n'y ait pas été jugé, ou n'ait pas subi la peine à laquelle il aurait été condamné.

Les mêmes règles seront observées pour l'étranger qui aura commis, dans les circonstances ci-dessus indiquées, les infractions susdites contre un sujet de l'une des Parties contractantes.

Art. 7. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger dans les pays des Parties contractantes, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition pourra informer celui du pays auquel appartient l'individu réclamé, de la demande qui lui a été adressée, et si ce Gouvernement réclame à son tour l'accusé ou le prévenu pour le faire juger par ses Tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été adressée pourra, à son choix, le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient. Si le condamné ou le prévenu dont l'extradition est demandée en conformité de la présente Convention, par l'une des deux Parties contractantes, est réclamé aussi par un autre ou par d'autres Gouvernements pour d'autres crimes ou délits commis par le même individu, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'État sur le territoire duquel aura été commise l'infraction la plus grave, et lorsque les diverses infractions auraient toutes la même gravité, il sera livré au Gouvernement de l'État dont la demande aura une date plus ancienne, et enfin il sera livré au Gouvernement de l'État auquel il appartient si les circonstances requises par l'article 6 de la présente Convention viennent à se réaliser.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit, en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine, et il en sera de même si l'individu réclamé est détenu pour dettes ou autres obligations civiles, en vertu d'un arrêt ou autre acte à titre exécutoire, passé devant l'autorité compétente, antérieur à la demande d'extradition.

En dehors de ce dernier cas, l'extradition sera accordée lors même que l'individu réclamé viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits par-devant les autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'une des Parties contractantes à l'autre, par voie diplomatique et sur la production d'un arrêt de condamnation ou d'un acte d'accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que leur dénomination et l'article du Code pénal applicable à ces faits, en vigueur dans le pays qui demande l'extradition. Les actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un Tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, s'il est possible, le signalement de l'individu réclamé ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Afin d'éviter tout danger de fuite, il demeure entendu que le Gouvernement auquel la demande d'extradition aura été adressée procédera, dès que les documents indiqués dans cet article lui auront été remis, à l'arrestation immédiate du prévenu, sauf à se prononcer par la suite au sujet de ladite demande.

Art. 10. L'arrestation provisoire d'un individu pour l'un des faits prévus dans l'article 2 devra être effectuée non-seulement sur l'exhibition d'un des documents mentionnés à l'article 9, mais également sur avis, transmis par la poste ou par télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministère des affaires étrangères du pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue si dans le délai de deux mois à compter du jour où elle a été effectuée l'extradition du détenu n'a pas été demandée par la voie diplomatique et dans les formes établies par la présente Convention.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments ou outils ayant servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, et même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra aussi les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays où il s'est réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais, après la conclusion du procès. Une semblable réserve est également stipulée à l'égard du droit du Gouvernement, auquel la demande d'extradition est adressée, de retenir provisoirement lesdits objets lorsqu'ils seraient nécessaires pour l'instruction d'une poursuite pénale occasionnée par le même fait qui a donné lieu à la demande ou par un autre fait quelconque.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux occasionnés par la remise et le transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des Hautes Parties contractantes sur leurs territoires respectifs.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Il est entendu que ce port devra toujours être sur le territoire de la Partie contractante à qui la demande aura été faite.

Art. 13. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, connexe à une demande d'extradition, un des Gouvernements contractants jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Partie contractante, ou autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire, rédigée dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans le pays dont provient la requête sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition devra avoir lieu.

Art. 14. Dans le cas où dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend l'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui aura été faite par l'autre Gouvernement. Si les témoins requis consentent à partir, les passe-ports nécessaires leur seront aussitôt délivrés et ils recevront en même temps une somme destinée aux frais de route et de séjour, conformément à la distance et au temps nécessaire pour le voyage, d'après les règlements et les tarifs du pays où ils auront à faire leur déposition.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution, pendant leur séjour obligatoire dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni pendant le voyage, soit en allant, soit en revenant.

Art. 15. Si, à l'occasion d'un procès criminel non politique, instruit dans l'un des pays contractants, il est jugé nécessaire de procéder à la confrontation avec le prévenu d'individus détenus dans l'autre pays, ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires, la demande devra en être faite par voie diplomatique, et, sauf le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plus tôt possible les détenus et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un pays à l'autre des individus détenus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités énoncées aux articles précédents, sauf les cas mentionnés aux articles 12 et 14, seront supportés par le Gouvernement qui en aura fait la demande, dans les limites du territoire respectif.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé convenable, les individus susdits seront conduits au port qui aura été désigné par l'agent diplomatique ou consulaire de la Partie réclamante, aux frais de laquelle ils seront embarqués.

Art. 16. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux d'une Partie contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement dont le condamné est sujet.

Chacun des Gouvernements respectifs donnera pour cet effet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 17. Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les Gouvernements respectifs, en exécution de la présente Convention, devront être accompagnés d'une traduction française.

Les Gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à la restitution des frais nécessaires pour l'accomplissement des stipulations comprises dans l'article 13 et dans l'article 16.

Art. 18. Par la présente Convention et dans les limites de ses stipulations, il est adhéré réciproquement aux lois en vigueur dans les pays des Parties contractantes qui auraient pour objet de régler la marche ultérieure de l'extradition.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation, dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'États des Hautes Parties contractantes. Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 9/21 mars de l'an de grâce 1877.

(L. S.) *Signé*: GORTCHACOW.

(L. S.) *Signé*: TOLEDO.

FRANCE — DANEMARK

CONVENTION D'EXTRADITION SIGNÉE A PARIS LE 28 MARS 1877

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé pour Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

M. le Président de la République française,

M. le duc *Decazes*, Ministre des affaires étrangères, etc., etc.;

Et S. M. le Roi de Danemark :

M. le comte de *Moltke Heitfeldt*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements français et danois s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, les individus trouvés soit en France et dans les colonies françaises, soit en Danemark et dans les colonies danoises, et poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les autorités compétentes de celui des deux pays où l'infraction a été commise pour les crimes et délits énumérés dans l'article 2 ci-après.

Les nationaux respectifs sont exceptés de l'extradition. Les deux Gouvernements se réservent, en outre, la faculté de ne pas livrer les étrangers fixés et domiciliés dans le pays, à moins que la demande d'extradition ne concerne un fait commis par l'étranger avant son arrivée dans le pays requis et que celui-ci n'y soit domicilié depuis moins de deux ans.

Art. 2. Les crimes et délits susceptibles de motiver l'extradition sont :

1^o Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail, personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner;

3^o Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement, attentat à la pudeur commis avec violence, attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de treize ans, s'il s'agit d'un individu

réclamé par la France, et de moins de douze ans s'il s'agit d'un individu réclamé par le Danemark; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4° Enlèvement d'enfant et attentat à la liberté individuelle commis par des particuliers;

5° Incendie;

6° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

7° Vol commis sans violence ni menaces et vol commis à l'aide de violence ou menaces;

8° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés dans les cas prévus par les articles 305 à 307 du Code pénal français et le paragraphe 245 du Code pénal danois:

9° Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon et falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture et usages de documents contrefaits, fabriqués ou falsifiés;

10° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes;

11° Faux serment;

12° Concussion et détournement commis par des fonctionnaires publics;

13° Banqueroute frauduleuse;

14° Escroquerie; abus de confiance dans les cas prévus simultanément par la législation des deux pays;

15° Échouement, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipages; rébellion et mutinerie de l'équipage d'un navire;

16° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative des faits ci-dessus énumérés. Dans tous les cas, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait incriminé est punissable à la fois d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Le même individu ne pourra d'ailleurs pas être poursuivi ou puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins de son consentement exprès ou de son retour volontaire, communiqué au Gouvernement qui l'a livré, ou à moins qu'après avoir subi sa peine ou avoir été acquitté du chef du crime ou délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés. Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé, et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées, et, après examen, le Gouvernement, à qui l'extradition est réclamée, statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 6. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur l'avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis soit régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent sera mis en liberté si, dans le délai d'un mois après son arrestation, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de

l'un des documents mentionnés dans l'article 5 de la présente Convention.

Art. 8. Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, et qui seraient découverts ultérieurement ; sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 10. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'acte ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 11. Les frais d'arrestation, d'entretien ou de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article 8, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux États, dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres, sur le territoire des États intermédiaires, seront à la charge de l'État réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu extradé sera conduit au port de l'État requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 12. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article 5 ci-des-

sus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 3 et 10.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à convictions, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 8.

Art. 14. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Français ou à un Danois paraîtra nécessaire au Gouvernement français, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à la personne par l'autorité compétente, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 15. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Ce dernier devra être dédommagé par l'État intéressé à sa comparution, des frais de voyage et de séjour ainsi que de sa peine et de la perte de son temps; il pourra lui être fait sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé. Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité, dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 16. Les stipulations du présent traité sont applicables aux colonies et aux possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes, où il sera procédé de la manière suivante.

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession étrangère de l'une des Parties sera faite au gouverneur ou fonctionnaire principal de cette colonie ou possession, par le principal agent consulaire de l'autre dans cette colonie ou posses-

sion, ou, si le fugitif s'est échappé d'une colonie ou possession étrangère, de la Partie au nom de laquelle l'extradition est demandée, par le gouverneur ou le fonctionnaire principal de cette colonie ou possession.

Ces demandes seront faites ou accueillies, en suivant toujours aussi exactement que possible les stipulations de ce Traité, par les gouverneurs ou premiers fonctionnaires, qui cependant auront la faculté ou d'accorder l'extradition ou d'en référer à leur Gouvernement.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire le trentième jour, à partir de l'échange des ratifications, et elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 mars 1877.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: MOLTKE-HVITFELDT.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1877 LE TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 9 AVRIL 1863, SIGNÉE A ROME LE 26 AVRIL 1877.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863 (1), devant cesser d'être en vigueur le 30 du mois courant et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1877.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) *Signé*: A. VAN LOO (L. S.) *Signé*: MELEGARI.

(1) Voir *Archives* 1863, t. III. p. 326.

BELGIQUE — ROUMANIE

DÉCLARATION PROROGÉANT DE NEUF MOIS LA DURÉE DU RÉGIME INAUGURÉ PAR LA DÉCLARATION DU 14 MARS/20 MARS 1877, EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉE A BUCHAREST LE 30 AVRIL/12 MAI 1877.

M. *Hoorickx*, Agent diplomatique et consul général de Belgique, et M. *Kogalniceano*, Ministre des affaires étrangères de Roumanie, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, s'étant réunis aujourd'hui au ministère des affaires étrangères, il a été donné lecture de la déclaration échangée à Bruxelles le 14 et à Bucharest le 20 mars (1), entre S. Exc. M. le comte d'Aspremont-Lynden et M. Jonescu.

M. l'Agent et consul général de Belgique et M. le Ministre des affaires étrangères ayant constaté que les circonstances n'ont pas permis aux deux Gouvernements de pousser plus avant les négociations directes pour une Convention de commerce, M. le Ministre des affaires étrangères a été autorisé, en vertu d'une loi promulguée le 25 mars 1877, à prolonger de neuf mois la durée du régime inauguré par la déclaration des 14 et 20 mars, et M. l'Agent de Belgique étant autorisé, de son côté, à déclarer que son Gouvernement accepte cette prorogation, il a été pris réciproquement acte de ces engagements, et ont, l'Agent de Belgique et le Ministre des affaires étrangères, apposé leur signature au bas du présent protocole.

Bucharest, ce 30 avril/12 mai 1877.

Signé: FRÉDÉRIC HOORICKX.

Signé: KOGALNICEANO.

PAYS-BAS — ROUMANIE

DÉCLARATION PROROGÉANT LE TRAITÉ DE COMMERCE
SIGNÉE A BUCHAREST LE 30 AVRIL/12 MAI 1877

M. *Kogalniceano*, Ministre des affaires étrangères de Roumanie,
M. *Keun*, Consul général des Pays-Bas,

Dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, s'étant réunis aujourd'hui au ministère des affaires étrangères, il a été donné

(1) voir p. 302

lecture de la déclaration échangée à Bucharest le 26 décembre 1876, et à la Haye, le 25 janvier 1877, entre S. Exc. M. Van der Doës de Villebois et M. Ionesco.

M. le Ministre des affaires étrangères et M. le Consul général des Pays-Bas ayant constaté que les circonstances n'ont pas permis aux deux Gouvernements de pousser plus avant les négociations directes pour une convention de commerce, M. le Ministre des affaires étrangères a été autorisé, en vertu d'une loi promulguée le 25 mars 1877, à prolonger de neuf mois la durée du régime inauguré par la Déclaration des 26 décembre 1873 et 25 janvier 1877, et M. le Consul général des Pays-Bas étant autorisé, de son côté, à déclarer que son Gouvernement accepte cette prorogation, il a été pris réciproquement acte de ces engagements et ont, le Ministre des affaires étrangères et le Consul général des Pays-Bas, apposé leur signature au bas du présent protocole.

Bucharest, ce 30 avril (12 mai) 1877.

(L. S.) *Signé*: KOGALNICEANO.

(L. S.) *Signé*: J. A. KEUN.

GRANDE-BRETAGNE — DAHOMEY

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A PACOOTEH WHYDAH,
WHYDAH LE 12 MAI 1877

Traité entre le capitaine George *Lydiard Sullivan*, de la marine royale, commandant le navire de Sa Majesté *Sirius*, pour S. T. G. M. Victoria, Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Impératrice des Indes, et l'Avogah de Dahomey, *Sachloca*, le second Avogah de Dahomey, *Chotadong* pour Gelele, Roi de Dahomey.

Art. 1^{er}. Il est entendu qu'il y aura à l'avenir paix et amitié entre S. T. G. M. Victoria et S. M. Gelele, de Dahomey en Afrique, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs.

Art. 2. Les sujets de S. T. G. M. Victoria, Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Impératrice des Indes, jouiront d'une entière liberté de commerce, et ils auront tout droit et liberté d'entrer avec leurs navires et cargaisons dans toutes les localités et ports des possessions de S. M. Gelele; de vendre et de faire du commerce dans toutes les parties desdites possessions; de louer, occuper et posséder toutes maisons ou magasins pour les besoins de leur commerce, et ils recevront la plus complète protection et sécurité de la part de S. M. le

Roi de Dahomey, du Gouverneur et de la population du royaume.

Les sujets de S. M. Britannique qui se trouvent ou résident ou trafiquent dans le Royaume de Dahomey seront spécialement protégés dans leurs diverses occupations ou affaires de commerce, contre toute tracasserie de la part de tous les sujets de S. M. Gelele et des étrangers résidant dans le pays; ils seront autorisés à hisser sur leurs maisons et leurs fabriques le drapeau du royaume de Dahomey, seul ou conjointement avec le drapeau anglais, et le Roi Gelele s'engage à publier une proclamation invitant ses sujets, ainsi que tous les étrangers établis dans le pays, à ne plus attaquer, inquiéter, ou menacer la personne des sujets anglais, sous peine de répression sévère.

Art. 4. L'exportation des esclaves dans les pays étrangers est abolie pour toujours dans les possessions du Roi de Dahomey, et la loi élaborée et proclamée avec un Traité précédent entre S. M. la Reine d'Angleterre et le Roi Gezo de Dahomey, en date du 13 janvier 1852, restera en vigueur pour toujours.

Art. 5. Aucun sujet britannique ne sera forcé à l'avenir d'assister aux cérémonies du royaume de Dahomey, dans lesquelles ont lieu des sacrifices humains.

Art. 6. Attendu qu'en conséquence d'insultes et de violences commises envers un des sujets de S. M. la Reine dans le pays de Dahomey, une amende de 500 tonneaux d'huile a été infligée à ce royaume et qu'un blocus a été établi pour assurer le paiement de ladite amende, il est convenu par la présente, au nom de S. M. la Reine, que l'amende sera réduite à 400 tonneaux d'huile et que le blocus sera immédiatement levé, aux conditions suivantes : à savoir que 200 tonneaux d'huile seront livrés immédiatement et le complément endéans les douze mois qui suivront cette date. S. M. le Roi Gelele accepte ces conditions et s'engage, par la présente, à compléter le paiement des 400 tonneaux d'huile endéans le délai.

Signé à Pacooteh Whydah Whydah, le douzième jour de mai 1877.

(L. S.) Signé: GEORGE LYDIARD
SULIVAN, capitaine et officier
doyen de la côte occidentale
de l'Afrique.

(L. S.) Signé: SACHLOCA, l'avoyah
de Dahomey.
(L. S.) Signé: CHOTADATONG,
second avoyah de Dahomey.

Témoins du traité:

Signé: Arthur. H. ALINGTON, commandant du *Boxer*.

Signé: Frédéric MAXWELL HÉRON, commandant du *Seagul*.

ROUMANIE — SUISSE

DÉCLARATION PROROGÉANT L'ÉCHÉANCE DE L'ARRANGEMENT COMMERCIAL
PROVISOIRE CONCLU LE 28 DÉCEMBRE 1876, SIGNÉE A VIENNE
LE 13 JUIN 1877

Le Gouvernement de S. A. le Prince de Roumanie et le Gouvernement de la Confédération suisse ayant reconnu l'utilité de proroger l'échéance de l'arrangement provisoire, réglant les relations commerciales entre la Roumanie et la Suisse, du 28 décembre 1876, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

L'arrangement provisoire, réglant les relations commerciales entre la Roumanie et la Suisse, du 28 décembre 1876, continuera de rester en vigueur pendant neuf mois, comptés à partir du 30 avril (12 mai) 1877.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 13 juin 1877.

(L. S.) *Signé* : J. DE BALATCHANO.

(L. S.) *Signé* : TCHUDI.

BELGIQUE — LUXEMBOURG

CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 23 OCTOBRE
1872, SIGNÉE A LA HAYE LE 21 JUIN 1877

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement du grand-duché du Luxembourg, voulant assurer d'une manière plus prompte et plus complète l'extradition des criminels, le comte Auguste Van der *Straten-Ponthoz*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près la Cour des Pays-Bas, d'une part, et le baron Félix de *Blochausen*, ministre d'État, président du Gouvernement du grand-duché du Luxembourg, d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente Déclaration, convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'ar-

ticle 1^{er} de la Convention du 23 octobre 1872 (1) pourra être livré sur la production d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Art. 2. Le délai de dix jours fixé à l'article 5 de ladite Convention est remplacé par celui de quinze jours.

Art. 3. Lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande pourvu que la législation du pays requis autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Art. 4. La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays.

Les dispositions qui précèdent auront la même durée que la convention du 23 octobre 1832, à laquelle elles se rapportent.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à La Haye, le 21 juin 1877.

(L. S.) *Signé*: Comte AUGUSTE VAN DER STRATEN-PONTHOZ

(L. S.) *Signé*: F. DE BLOCHAUSEN.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

DÉCLARATION RELATIVE AU TRAITEMENT ET AU REPATRIEMENT DES INDIGENTS RESPECTIFS, SIGNÉE A BRUXELLES LE 7 JUILLET 1877

Le Gouvernement royal belge et le Gouvernement impérial allemand sont convenus de ce qui suit relativement au traitement des indigents d'un des pays sur le territoire de l'autre et à leur repatriement.

Art. 1^{er}. Chacune des deux Parties contractantes s'engage à procurer, dans les limites de son territoire, aux indigents appartenant à l'autre, les secours qu'elle accorde à ses propres indigents en vertu des dispositions légales sur l'assistance publique.

Si l'une des Parties fait reconduire ou renvoie dans son pays un

(1) Voir *Archives*, 1875, t. II, p. 339.

indigent de l'autre, elle fournira à cet indigent les ressources nécessaires pour gagner la frontière.

Art. 2. Le renvoi d'un indigent sera différé aussi longtemps que l'état de sa santé l'exigera.

Les femmes ne pourront être séparées de leur mari, ni les enfants au-dessous de seize ans de leurs parents, excepté dans les cas prévus par l'article suivant.

Art. 3. Les indigents que l'état de leur santé ou leur âge met dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins de leur existence, les orphelins, les enfants abandonnés et les aliénés ne seront repatriés, s'ils sont traités ou entretenus à charge de la bienfaisance publique, que sur une demande préalable adressée, par voie diplomatique, par l'un des deux Gouvernements à l'autre.

Art. 4. La demande de repatriement ne peut être rejetée sous le prétexte que l'indigent dont il s'agit aurait perdu sa nationalité, pour autant qu'il n'en ait pas acquis une autre.

De même les individus renvoyés ou reconduits aux frontières de leur pays et qui auraient perdu leur nationalité, sans en avoir acquis une autre, ne pourront être repoussés par l'État dont ils sont originaires.

Art. 5. Les indigents à repatrier d'origine belge seront remis, par les autorités allemandes compétentes, au commissariat de police en chef à Liège, et les indigents à repatrier d'origine allemande seront remis, par les autorités belges, à la direction de la police à Aix-la-Chapelle.

La désignation du lieu où la remise doit s'effectuer pourra être modifiée du consentement des deux Parties.

Art. 6. Le remboursement des dépenses faites, conformément aux articles précédents, du chef de secours, d'entretien, de traitement médical ou de repatriement d'indigents, ne pourra être réclamé ni de la caisse de l'État auquel appartiennent ces indigents, ni de celle de leur commune, ni d'aucune autre caisse publique du pays. Il en sera de même, le cas échéant, des frais d'inhumation.

Art. 7. Le repatriement pourra ne pas avoir lieu, s'il est convenu entre les intéressés que l'indigent continuera à recevoir des secours au lieu de sa résidence, moyennant le remboursement des frais par qui de droit.

Art. 8. Ceux qui ont fait l'avance de secours ou d'autres frais pour un indigent pourront en poursuivre le remboursement devant les tribunaux ou toute autre autorité compétente du pays auquel appartient cet indigent, soit contre celui-ci lui-même, soit contre ceux qui sont obligés civilement à pourvoir à son entretien.

Art. 9. Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de

dénoncer la présente Convention moyennant avis préalable donné six mois d'avance.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration en double original.

Bruxelles, le 7 juillet 1877.

(L. S.) *Signé*: C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: C^{te} DE BRANDENBURG.

ITALIE — BRÉSIL

DÉCLARATION RELATIVE A LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE SIGNÉE A RIO-DE-JANEIRO, LE 21 JUILLET 1877

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil, désirant assurer à l'industrie manufacturière de leurs États complète et efficace protection, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Les sujets des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les territoires et possessions de l'autre Partie des mêmes droits que les nationaux en tout ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce de quelque nature que ce soit.

Les nationaux de l'un des deux pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété de leurs marques respectives de fabrique et de commerce devront remplir toutes les formalités nécessaires prescrites par la législation respective des deux pays.

Fait en double exemplaire à Rio-Janeiro, le 21 juillet 1877.

(L. S.) *Signé*: R. CANTAGALLI

(L. S.) *Signé*: DIEGO VELHO D'ALBUQUERQUE.

GRANDE-BRETAGNE — EGYPTE

CONVENTION RELATIVE A LA SUPPRESSION DU COMMERCE DES ESCLAVES SIGNÉE A ALEXANDRIE LE 4 AOUT 1877

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de S. A. le Khédive d'Égypte mutuellement animés du sincère désir de coopérer à l'extinction du

trafic des esclaves, et ayant résolu de conclure une Convention afin d'atteindre ce but, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de S. A. le Khédive, ayant déjà édicté une loi à l'effet d'interdire dans les États soumis à son autorité la traite des esclaves nègres ou abyssins, s'engage à prohiber dorénavant d'une manière absolue l'importation sur tout le territoire de l'Égypte et de ses dépendances et le transit par voie de terre et par voie de mer à travers ce territoire des esclaves nègres ou abyssins et à punir sévèrement, d'après les lois égyptiennes en vigueur ou selon qu'il sera fixé ci-après, toute personne qui sera trouvée se livrant directement ou indirectement à la traite des esclaves nègres ou abyssins.

Le Gouvernement de S. A. le Khédive s'engage, en outre, à prohiber d'une manière absolue la sortie hors du territoire égyptien ou de ses dépendances de tous nègres ou Abyssins quelconques, à moins qu'il ne soit établi d'une manière certaine que ces nègres ou Abyssins sont libres ou affranchis.

Il sera constaté dans les lettres d'affranchissement ou les passe-ports qui leur seront délivrés par l'autorité égyptienne, avant leur départ, qu'ils pourront disposer d'eux-mêmes sans restriction ni réserve.

Art. 2. Tout individu qui, sur le sol égyptien ou sur les confins de l'Égypte et de ses dépendances vers le centre de l'Afrique, sera trouvé se livrant directement ou indirectement au trafic des esclaves nègres ou abyssins sera, ainsi que ses complices, considéré par le Gouvernement du Khédive comme coupable de vol avec meurtre; s'il relève de la juridiction égyptienne, il sera traduit devant un Conseil de guerre; dans le cas contraire il sera immédiatement déféré, pour être jugé aux Tribunaux compétents d'après les lois de son pays, avec les procès-verbaux dressés par l'autorité supérieure égyptienne du lieu où le trafic aura été constaté et tous autres documents ou éléments de conviction remis par ladite autorité et devant servir comme preuves au jugement des trafiquants, en tant que ces lois le permettent.

Tous les esclaves nègres ou abyssins trouvés en la possession d'un trafiquant seront mis en liberté et traités conformément aux prévisions de l'article 3 ci-après et de l'annexe A, qui fait partie de la présente Convention.

Art. 3. Eu égard à l'impossibilité de renvoyer chez eux les esclaves (nègres ou abyssins) délivrés des mains des trafiquants et affranchis, sans les exposer à succomber de fatigue ou de misère, ou bien à retomber en esclavage, le Gouvernement égyptien continuera à prendre envers eux et leur appliquer les mêmes mesures qu'il a

déjà prises et qui sont énumérées dans l'annexe A susmentionnée.

Art. 4. Le Gouvernement égyptien usera de toute l'influence qu'il pourrait avoir parmi les tribus de l'Afrique centrale dans le but d'empêcher les guerres qu'elles se font pour se procurer et pour vendre des esclaves.

Il s'engage à poursuivre comme assassins tous les individus qui seront trouvés se livrant soit à la mutilation, soit au trafic des enfants ; si ces individus relèvent de la juridiction égyptienne, ils seront traduits devant un Conseil de guerre ; dans le cas contraire, ils seront déférés aux Tribunaux compétents pour être jugés suivant les lois de leur pays avec les procès-verbaux et autres documents et éléments comme il est dit à l'article. 2.

Art. 5. Le Gouvernement égyptien s'engage à publier une ordonnance spéciale, dont le texte sera annexé à la présente Convention, interdisant entièrement tout trafic d'esclaves, dans le territoire égyptien, à partir d'une date spécifiée dans l'ordonnance et réglant la punition des personnes coupables de contravention aux dispositions de l'ordonnance.

Art. 6. Dans le but de rendre plus efficace la répression de la traite des esclaves (nègres ou abyssins), dans la mer Rouge, le Gouvernement égyptien consent à ce que les croiseurs britanniques visitent, recherchent et, au besoin détiennent, pour le remettre ensuite à l'autorité égyptienne la plus rapprochée ou la plus convenable, afin qu'il soit jugé, tout bâtiment égyptien qui sera trouvé se livrant à la traite des esclaves (nègres ou abyssins) de même que tout bâtiment égyptien qui sera justement soupçonné d'être destiné à ce trafic, ou qui s'y sera livré pendant le voyage dans lequel il aura été rencontré.

Ce droit de visite ou de détention pourra être exercé dans la mer Rouge, dans le golfe d'Aden, le long de la côte d'Arabie et de la côte orientale d'Afrique, et dans les eaux maritimes de l'Égypte et de ses dépendances.

Tous les esclaves (nègres ou abyssins) capturés par un croiseur britannique à bord d'un bâtiment égyptien resteront à la disposition du Gouvernement britannique, qui s'engage à prendre des mesures efficaces dans le but d'assurer leur liberté.

Le bâtiment et la cargaison ainsi que l'équipage seront livrés pour être jugés à l'autorité égyptienne la plus rapprochée ou la plus convenable.

Néanmoins, dans tous les cas où le commandant du croiseur qui aura effectué la capture se trouverait dans l'impossibilité de consigner à un dépôt britannique les esclaves capturés, ou quand, sous d'autres circonstances, il paraîtrait être opportun et dans l'intérêt des esclaves

(nègres ou abyssins) capturés, qu'ils soient remis aux autorités égyptiennes, le Gouvernement égyptien s'engage, sur la demande qui lui en sera faite par le commandant du croiseur britannique ou par un officier député par lui à cet effet, à se charger des nègres ou Abyssins capturés et à leur assurer leur liberté avec tous les autres privilèges réservés aux nègres et Abyssins capturés par les autorités égyptiennes.

Le Gouvernement britannique, de son côté, consent à ce que tout bâtiment naviguant sous pavillon britannique dans la mer Rouge, dans le golfe d'Aden, et le long de la côte d'Arabie et de la côte orientale d'Afrique, ou dans les eaux intérieures de l'Égypte et de ses dépendances, qui sera trouvé se livrant à la traite des esclaves (nègres ou abyssins) puisse être visité, saisi et détenu par les autorités égyptiennes, mais il est convenu que le bâtiment et sa cargaison, ainsi que l'équipage, seront livrés, pour être jugés, à l'autorité anglaise la plus rapprochée.

Les esclaves (nègres ou abyssins) capturés seront libérés par le Gouvernement égyptien et resteront à sa disposition.

Si le Tribunal compétent juge mal fondée la saisie, la détention ou la poursuite, le Gouvernement du croiseur sera exposé à payer au Gouvernement du bâtiment adverse une compensation appropriée aux circonstances.

Art. 7. La présente Convention entrera en vigueur à partir du jour de la signature pour l'Égypte proprement dite, jusqu'à Assouan, et dans un délai de trois mois, à dater de la signature, pour les possessions égyptiennes de la haute Afrique et le littoral de la mer Rouge.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Alexandrie, le 4 août 1877.

(L. S.) *Signé*: C. VIVIAN.

(L. S.) *Signé*: CHÉRIF.

SUÈDE ET NORWÈGE — FRANCE

TRAITÉ RELATIF A LA RÉTROCESSION DE L'ÎLE SAINT-BARTHÉLEMY PAR
LA SUÈDE A LA FRANCE, SIGNÉ A PARIS LE 10 AOÛT 1877 (1)

Le Président de la République française et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ayant reconnu, d'un mutuel accord, les avantages qui doivent résulter de la réunion de l'île de Saint-Barthélemy aux possessions françaises, ont décidé de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, duc de *Glücksberg*, Ministre des affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. le baron *Adelsward*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. le Roi de Suède et de Norwège, rétrocède à la France l'île de Saint Barthélemy et renonce, en conséquence, pour lui et tous ses descendants et successeurs, à ses droits et titres sur ladite colonie. Cette rétrocession est faite sous la réserve expresse du consentement de la population de Saint-Barthélemy et, en outre, aux conditions énumérées dans un protocole spécial qui sera annexé au présent Traité et considéré comme en formant partie intégrante.

Art. 2. Le présent traité et le protocole annexe seront ratifiés et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 10 août 1877.

(L. S.) Signé : DECAZES.

(L. S.) Signé : G. ADELSWARD.

(1) Voir protocole annexe, p. 331

FRANCE — BELGIQUE

CONVENTION RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'UN CHEMIN DE FER DE
CAMBRAI A DOUR, SIGNÉE A PARIS LE 23 SEPTEMBRE 1877

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir de procurer aux nationaux des deux pays de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer de Cambrai à Dour, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. le duc *Decazes*, Ministre des affaires étrangères, etc., etc.

S. M. le Roi des Belges, M. le baron *Beyens*, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à assurer, dans les limites des Conventions intervenues entre lui et la compagnie du chemin de fer du Nord, l'exécution d'un chemin de fer de Cambrai à la frontière de Belgique, vers Dour.

De son côté, le Gouvernement belge s'engage, dans les limites des conventions intervenues entre lui et la société des chemins de fer des bassins houillers du Hainaut, à laquelle a été substituée depuis la société anonyme de construction de chemins de fer, à assurer l'exécution d'un chemin de fer de Dour à la frontière de France, vers Cambrai.

Art. 2. Le raccordement, à la frontière, des deux tronçons français et belge, du chemin de fer de Cambrai à Dour, sera effectué conformément aux indications suivantes :

1^o En plan. — L'axe du chemin de fer traverse la frontière en courbe de 500 mètres de rayon. Cette courbe franchit la frontière au point F, à 7 mètres 12 de son point de départ situé sur le territoire français, et à 60 mètres de son extrémité sur le territoire belge.

Le point F est distant :

De 99^m.75 au sud-ouest de la borne-frontière plantée, en 1819, sur la rive gauche du canal de décharge de la scierie appartenant aux héritiers Dazin, et occupée par M. le comte Camille de Louvencour ;

De 13^m.91 de l'angle nord-est de la maison appartenant au sieur Bottiau-Duhaut, fabricant de tabac et débitant de boissons ;

Et de 17^m.38 de l'angle sud-est de la même maison.

La tangente à la courbe de raccordement, au point commun, passera à 81^m. 11 au sud-ouest de la borne frontière et à 13^m. 91 de l'angle nord-est de la maison Bottiau-Duhaut ;

2° En profil. — Le dessus des rails sera établi à 0^m. 33 en contre-bas du seuil de la maison précitée du sieur Bottiau-Duhaut, et à 5^m. 33 en contre-haut de la face supérieure de la borne frontière précitée.

Du côté de la France, le profil, à partir du point de jonction F, montera avec une rampe de 0^m. 010 par mètre, et du côté de la Belgique il descendra avec une pente de 0^m. 006 par mètre.

Les procès-verbaux de la Conférence internationale, close à Bruxelles le 5 août 1876, ainsi que les plan et profil qui les accompagnent, sont approuvés par les Hautes Parties contractantes, à l'exception de la proposition de relever de 1^m. 50 le niveau des rails à la frontière, ce niveau restant fixé à 0^m. 33 en contre-bas du seuil de la maison du sieur Bottiau-Duhaut.

Il pourra être établi près de Bettrechies, latéralement au chemin de fer, un garage horizontal destiné à recevoir les produits que les carrières et usines françaises voisines de la frontière expédieront vers l'intérieur de la France et que la douane belge ne consent pas à recevoir dans la station de Roisin-Autreppe.

A Cambrai, comme à Dour, le chemin de fer objet de la présente Convention sera accordé à ceux existants, de manière à ce que les locomotives et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction, sur son territoire, des deux tronçons de chemin de fer dont il s'agit.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de 1^m. 44 au moins, et 1^m. 45 au plus.

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'obtenir que la section comprise entre les stations frontières des deux chemins de fer français et belge, et située partie sur le territoire français et partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie ou administration.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui sera soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se

réservent de s'entendre ultérieurement, en ce qui concerne cette exploitation, par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration à laquelle sera confiée l'exploitation commune des parties française et belge du chemin de fer sera tenue de désigner, tant en France qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux Gouvernements s'engagent à faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible d'après les mêmes principes, et à faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements feront, d'un commun accord, en sorte que dans les stations dans lesquelles, tant en France qu'en Belgique, le chemin de fer sera relié avec ceux existant dans les deux pays, il y ait, autant que possible, correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs. Ils se réservent de déterminer le minimum des trains destinés au transport des voyageurs, minimum qui ne pourra, dans aucun cas, être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Sur tout le parcours du chemin de fer, il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États, quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises, passant de l'un des deux États dans l'autre, ne seront pas traités sur le territoire de l'État dans lequel ils entreront moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la police concernant les voyageurs, seront réglées de la manière la plus favorable que le permet la législation du chacun des deux États.

Art. 10. Pour favoriser, autant que possible, l'exploitation du chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées, en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États, et spécialement celles qui sont déjà ou seront ultérieurement accordées sur tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages transportés de l'un dans l'autre des deux pays, à destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destina-

tion, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Les deux Gouvernements se confèrent respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations-frontière des deux pays.

Art. 11. Les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation du chemin de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations-frontière, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement, par chaque convoi pour voyageurs, les voitures de la poste des deux Gouvernements, avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et des courriers qui convoient les malles, dans un ou deux compartiments d'une voiture ordinaire de 2^e classe ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste, et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets.

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États, dans les stations qui seront désignées à cet effet, un emplacement sur lequel pourront être établis les bâtiments ou hangars nécessaire au service de la poste, dont le prix de location sera fixé de gré à gré ou à dire d'experts.

5° Établir, autant que faire se pourra, entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, la conformité qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi du chemin de fer pour le service postal entre les stations-frontière.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service du chemin de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long du chemin de fer, par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé ladite Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 23 septembre 1877.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: BEYENS.

SUÈDE ET NORWÈGE — FRANCE

PROTOCOLE ANNEXE AU TRAITÉ SIGNÉ A PARIS LE 10 AOÛT 1877,
PORTANT RÉTROCESSION DE L'ÎLE DE SAINT-BARTHÉLEMY A LA FRANCE,
SIGNÉ A PARIS LE 31 OCTOBRE 1877.

Les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs Gouvernements à l'effet de régler la rétrocession de l'île Saint-Barthélemy à la France, stipulée par le Traité signé à Paris le 10 août dernier (1), sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La population de l'île de Saint-Barthélemy ayant été consultée conformément à l'article 1^{er} de la Convention ci-dessus rappelée et s'étant prononcée en faveur d'une réunion de cette île aux possessions françaises, les sujets de la Suède domiciliés dans ladite île ou dans les îlots qui en dépendent sont déliés de tout lien de sujétion envers S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ses descendants et successeurs, et la nationalité française leur sera acquise de plein droit à dater du jour de la prise de possession par l'autorité française.

Art. 2. Toutefois il demeurera loisible aux personnes domiciliées dans l'île de Saint-Barthélemy et étant en possession de la qualité de sujets de la Couronne de Suède de s'assurer, si elles le préfèrent, la conservation de cette qualité, moyennant une déclaration individuelle faite à cet effet devant l'autorité de l'île ; mais, dans ce cas, le Gouvernement français se réserve la faculté d'exiger qu'elles transportent leur résidence hors du territoire de Saint-Barthélemy.

Le délai dans lequel pourra se faire la déclaration d'option prévue au paragraphe précédent sera d'un an à dater du jour de l'installation de l'autorité française dans l'île de Saint-Barthélemy.

Pour les personnes qui, à cette date, n'auront pas l'âge fixé pour la majorité par la loi française, le délai d'un an courra à partir du jour où elles atteindront cet âge.

(1) Voir p. 326

Art. 3. La France succède aux droits et obligations résultant de tous actes régulièrement faits par la Couronne de Suède ou en son nom pour des objets d'intérêt public ou domanial concernant spécialement la colonie de Saint-Barthélemy et ses dépendances.

En conséquence, les papiers et documents de toute nature relatifs auxdits actes qui peuvent se trouver entre les mains de l'administration suédoise, aussi bien que les archives de la colonie, seront remis au Gouvernement français.

Art. 4. La reprise de possession de l'île de Saint-Barthélemy et de ses dépendances au nom de la France, et la remise des titres et archives prévue par l'article précédent seront effectuées le plus tôt possible après l'échange des ratifications du Traité de rétrocession. La date et les formalités de cette reprise de possession seront réglées au nom de la Suède par le Gouvernement suédois de Saint-Barthélemy, et au nom de la France par le Gouverneur de la Guadeloupe, lesquels recevront à cet effet la délégation de leurs Gouvernements respectifs.

Art. 5. En échange des propriétés domaniales possédées par la Couronne de Suède dans l'île de Saint-Barthélemy, le Gouvernement français versera au Gouvernement suédois une somme de 80,000 fr., représentant l'évaluation desdites propriétés telle qu'elle a été fixée de commun accord.

Art. 6. Le Gouvernement français versera, en outre, entre les mains du Gouvernement suédois, à titre d'indemnité tant pour le rapatriement que pour le pensionnement des fonctionnaires suédois de Saint-Barthélemy qui ne passeront pas au service de la France, une somme totale une fois payée de 320,000 fr.

Moyennant ce versement, le Gouvernement suédois demeurera seul chargé du service des pensions de retraite auxquelles lesdits fonctionnaires pourront avoir droit, des frais de leur retour en Europe, et de toutes indemnités qu'il y aura lieu de leur allouer pour suppression d'emploi.

Art. 7. En ce qui concerne les fonctionnaires de l'île qui, conservant leurs fonctions actuelles, passeront au service de l'État français, il est entendu qu'ils seront soumis, pour la liquidation ultérieure de leurs pensions de retraite, à la législation française. Leurs services antérieurs à la reprise de possession de Saint-Barthélemy par la France seront considérés à cet effet comme services rendus à l'État français.

Fait à Paris, le 31 octobre 1877.

(L. S.) *Signé*: DECAZES.

(L. S.) *Signé*: AKERMAN.

FRANCE — ESPAGNE

CONVENTION DE COMMERCE SIGNÉE A PARIS LE 8 DÉCEMBRE 1877.

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Espagne, ayant reconnu l'opportunité de reviser et de compléter les clauses de la Convention de commerce du 18 juin 1865, en vue de donner aux relations commerciales entre les deux pays une nouvelle extension, ont résolu de conclure, pour cet objet, une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. Gaston-Robert *Robin*, marquis de *Banneville*, Ministre des affaires étrangères, grand officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, etc.,

Et M. Jules *Ozenne*, Ministre du commerce et de l'agriculture, grand officier de la Légion d'honneur, etc., etc. ;

Et S. M. le Roi d'Espagne,

S. Exc. Don Mariano *Roca de Togores*, marquis de *Molins*, grand d'Espagne de première classe, chevalier de la Toison d'or, grand-croix de Charles III, chevalier de Calatrava, grand-croix de la Légion d'honneur, de l'Académie espagnole, sénateur, son ambassadeur à Paris, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La Convention de commerce du 18 juin 1865 est maintenue dans toutes celles de ses dispositions qui ne sont pas modifiées par la présente Convention.

Art. 2. Les droits inscrits dans les Tarifs A et B annexés à la Convention du 18 juin 1865 ne pourront dans aucun cas être augmentés.

Art. 3. Aussitôt que le Traité conclu entre la France et l'Italie, le 6 juillet 1877, sera ratifié et mis à exécution, l'Espagne acceptera comme représentant les droits à la valeur mentionnés dans les Tarifs conventionnels en vigueur, les diverses taxes spécifiques inscrites dans ledit Traité.

Art. 4. Le tarif applicable aux vins de France importés en Espagne soit en fûts, soit en bouteilles, est fixé de la manière suivante, tous droits extraordinaires ou additionnels compris :

Vins mousseux..... (par hectolitre). 20 piécettes.

Vins non mousseux..... (par hectolitre). 6 —

Art. 5. Le Tarif applicable aux vins d'Espagne de toute sorte

importés en France, soit en fûts, soit en bouteilles, est fixé, tous droits extraordinaires ou additionnels compris, par hectolitre, à 3 fr. 50 c.

Art. 6. Les articles de fabrication française désignés sous les numéros 17, 46 et 260 du Tarif espagnol, en date du 17 juillet 1877, sont soumis, à leur importation en Espagne, au Tarif suivant, tous droits additionnels ou extraordinaires compris, savoir :

Bijouterie, joaillerie en argent, même ornée de perles ou de pierres fines (l'hectogramme).....	3 piécettes.
Ouvrages en cuivre rougé ou jaune et bronze doré, argentés, nickelés (les 100 kilogrammes).....	250 —
Bijouterie fausse (le kilogramme).....	10 —

Art. 7. Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importés dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation, perçus pour le compte de l'État, des provinces et des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit et la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Sont et demeurent abrogés les articles relatifs au commerce et à la navigation, des anciens Traités conclus entre la France et l'Espagne, et l'article 2 additionnel au Traité signé le 20 juillet 1814.

Art. 10. La présente Convention aura une durée de deux années à dater du jour de l'échange des ratifications.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier, dans ce délai, un Traité de commerce et de navigation; toutefois, si ce Traité n'avait pu être conclu à l'expiration de cette période de deux années, la présente Convention pourra être prorogée d'un commun accord.

Art. 11. La présente Convention, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays.

En foi de quoi les, Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 8 décembre 1877.

(L. S.) *Signé*: BANNEVILLE

(L. S.) *Signé*: OZENNE.

(L. S.) *Signé*: Marquis de MOLINS.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 1878 LE TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 9 AVRIL 1863 ENTRE LA BELGIQUE ET L'ITALIE, SIGNÉ A BRUXELLES LE 10 DÉCEMBRE 1877.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie du 9 avril 1863 (1) devant cesser d'être en vigueur le 31 du mois courant, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

La Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie du 6 avril 1863 continuera à rester en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 1878.

En foi de quoi, ils ont signé la présente déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 1877.

(L. S.) *Signé* : C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé* : C. DE BARRAL.

FRANCE — ALLEMAGNE

ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉ A BERLIN LE 11 DÉCEMBRE 1877

En vertu de l'article 17 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg (2) et de l'article 14 du règlement de service annexé à cette Convention, les soussignés; sous réserve d'approbation, pour la France, de S. Exc. le Ministre de l'intérieur, et pour l'Allemagne, de S. Exc. le grand maître des postes de l'Empire, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er} La taxe des télégrammes (ordinaires) échangés directement entre la France et l'Allemagne est fixée uniformément et par mot :

En France, à vingt centimes (0 fr. 20);

En Allemagne, à seize pfennig (0 m. 16).

(1) Voir *Archives* 1863, t. III, p. 326.

(2) Voir p. 88.

Les deux administrations se réservent toutefois, après expérience satisfaisante des résultats du tarif ci-dessus, de s'entendre au sujet d'un abaissement ultérieur de taxes.

Art. 2 La taxe payée d'avance pour la réponse à un télégramme sera celle d'un télégramme ordinaire de dix mots. Quand l'expéditeur demandera à affranchir une réponse d'une longueur différente, il désignera le nombre des mots dans le texte du télégramme. Toutefois l'affranchissement ne pourra dépasser la taxe d'un télégramme de 30 mots.

La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'un télégramme ordinaire de 10 mots.

Les télégrammes multiples à destination d'une même localité seront taxés comme un seul télégramme; mais il sera perçu, à titre de droit de copie, autant de fois fr. 0,50 = m. 0, 40 par télégramme ne dépassant pas 100 mots, qu'il y aura de destinations moins une. Au delà de 100 mots ce droit sera augmenté de fr. 0,50 = 0,40 par série ou fraction de série de 100 mots. La totalité des mots à taxer, y compris les adresses, entrera dans le compte.

La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est fixée à fr. 0,40 = m. 0,08 par mot. Elle s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales.

Art. 3. Si le télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée en informe le bureau d'origine par un avis contenant l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise. Le bureau d'origine remet à l'expéditeur cet avis, pour lequel il est perçu un droit de fr. 0, 50 = m. 0,40.

Art. 4. Il ne sera fait aucun compte entre la France et l'Allemagne à l'égard des taxes perçues, chaque administration conservant l'intégralité des sommes encaissées, y compris les taxes des réponses payées d'avance et toutes les taxes accessoires de quelque nature qu'elles soient, sauf les exceptions résultant de l'application des articles 5 et 6 ci-dessous.

Art. 5. Les dispositions des articles ci-dessus seront applicables aux correspondances échangées entre l'Allemagne et l'Algérie (ou la Tunisie).

Il sera toutefois perçu, pour ces correspondances, une taxe additionnelle de fr. 0,15 = m. 0,12 par mot exclusivement attribuée à la France pour le transit sous-marin.

Tant qu'il n'existera pas de communication directe entre la Corse et le continent français, l'Allemagne tiendra compte à la France des frais du transit italien pour les télégrammes en provenance de l'Allemagne et à destination de Corse.

Art. 6. Les télégrammes échangés entre la France et l'Allemagne, qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix de transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la Convention télégraphique internationale.

Les télégrammes intérieurs de chaque pays, qui, par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, le parcours des lignes télégraphiques de l'autre, donneront lieu, au profit du pays qui aura donné le passage, à un droit fixe de fr. 0,50 par télégramme.

Art. 7. Les dispositions de la Convention internationale en vigueur seront applicables aux relations directes entre la France et l'Allemagne, dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

Art. 8. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1878.

Il formera, avec la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et son règlement de service, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre la France et l'Allemagne.

Cet arrangement demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les délégués des deux administrations l'ont signé en double expédition.

Fait à Berlin le 11 décembre 1877.

*Pour l'administration des télégraphes
de l'Empire d'Allemagne,*

(L. S.) *Signé: BUDDE.*

*Pour l'administration des lignes
télégraphiques de France,*

(L. S.) *Signé: PAUL DUPRÉ.*

BELGIQUE — BRÉSIL

TRAITÉ ADDITIONNEL D'EXTRADITION SIGNÉ A BRUXELLES
LE 12 DÉCEMBRE 1877

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur du Brésil, ayant jugé utile de modifier sur certains points le Traité conclu à Bruxelles, le 21 juin 1873, pour l'arrestation et l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Guillaume-Bernard-Ferdinand-Charles comte d'*Aspremont-Lynden*, officier de son Ordre de Léopold, etc., son Ministre des affaires étrangères, membre du Sénat ;

S. M. l'Empereur du Brésil, le sieur Thomaz Fortunato de Brito, baron d'*Arinos*, commandeur de l'Ordre du Christ du Brésil, etc. ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 5 du Traité du 21 juin 1873 pourra être livré sur la production d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Art. 2. Le délai de trois semaines stipulé au paragraphe 3 de l'article 6 du Traité du 21 juin 1873 est porté à deux mois.

Art. 3. Lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la Partie requérante, il pourra être donné suite à cette demande, pourvu que la législation du pays requis autorise, dans ce cas, la poursuite des mêmes faits commis hors de son territoire.

Art. 4. Le présent Traité additionnel sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rio-de-Janeiro dans le délai de trois mois à partir du jour de la signature.

Il sera exécutoire dix jours après sa publication et aura la même durée que le Traité du 21 juin 1873.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original à Bruxelles, le 12 du mois de décembre 1877.

(L. S.) *Signé*: Comte d'ASPREMONT-LYNDEN.

(L. S.) *Signé*: ARINOS.

FRANCE — SUÈDE ET NORWÈGE

DÉCRET ÉTENDANT AUX ROYAUMES UNIS DE SUÈDE ET NORWÈGE LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION CONCLUE AVEC L'ANGLETERRE LE 24 JANVIER 1874, DATÉ DE VERSAILLES LE 4 MARS 1878.

Le Président la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 10 du Traité de commerce conclu, le 14 février 1865 (1), avec les Royaumes unis de Suède et de Norwège;

Vu l'article 4 de la Convention conclue avec l'Angleterre, le 24 janvier 1874 (2), et le Protocole annexé à la déclaration signée le même jour;

Vu les Décrets des 19 juin, 24 août et 21 décembre 1875, et 20 mars 1876;

Sur la demande présentée par le Gouvernement de Suède et de Norwège,

Décète :

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 4 de la Convention conclue avec l'Angleterre le 24 janvier 1874, et le Protocole annexé à la déclaration du même jour sont applicables aux Royaumes unis de Suède et de Norwège.

Art. 2. Toutefois les contestations sur les sucres bruts importés de ce pays continueront à être réglées conformément aux lois et règlements applicables aux produits similaires français.

Art. 3. Le Ministre de l'agriculture et du commerce et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait à Versailles, le 4 mars 1878.

Signé : M^{al} DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA:

(1) Voir *Archives* 1865, t. III, p. 11.

(2) Voir *Archives* 1875, t. III, p. 283.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 6 AOÛT 1863 AU 31 DÉCEMBRE 1878. SIGNÉE A ROME LE 5 MARS 1878

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie du 6 août 1863 devant cesser d'être en vigueur le 31 mars 1878, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en prolonger la durée, les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus de signer la Déclaration suivante :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie du 6 août 1863 continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1878.

En foi de quoi ils ont signé la présente Déclaration faite en double et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le 5 mars 1878.

(L. S.) *Signé*: A. PAGET.

(L. S.) *Signé*: DEPRETIS.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A TURIN, LE 6 AOÛT 1863

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

S.M. le Roi d'Italie et S.M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désireux d'étendre et faciliter les relations de commerce entre leurs domaines et sujets respectifs, ont résolu de conclure un traité dans ce but et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir :

S. M. le Roi d'Italie, Jean *Manna*, sénateur du Royaume, grand officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, ministre secrétaire d'État pour l'agriculture, l'industrie et le commerce ;

Et S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-

lande, sir James *Hudson*, commandeur du très honorable Ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de S. M. le Roi d'Italie;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord dans la stipulation des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre tous les États et possessions des deux Hautes Parties contractantes une liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets de chacune des Parties contractantes auront la faculté d'entrer librement et avec sécurité, avec leurs bâtiments et leurs cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des États et possessions de l'autre où il est ou sera permis aux étrangers de venir, et jouiront respectivement dans les États et possessions de l'autre des mêmes droits, privilèges, liberté, faveurs, immunités et franchises en matière de commerce et de navigation dont jouissent et jouiront les nationaux.

Art. 2. A l'importation dans les États et possessions de S. M. Britannique de toute marchandise, produite ou manufacturée dans les États ou possessions de S. M. le Roi d'Italie, quelle qu'en soit la provenance, et pareillement à l'importation dans les États et possessions de S. M. le Roi d'Italie de toute marchandise produite ou fabriquée dans les États de S. M. la Reine d'Angleterre, quelle qu'en soit la provenance, il ne sera prélevé d'autres ou plus élevées taxes d'entrée que celles qui sont ou seront payées pour les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

Il ne pourra être maintenu ou établi par l'une des Parties contractantes aucun droit à l'importation dans ses États ou possessions, de quelle marchandise que ce soit produite ou fabriquée dans les États ou possessions de l'autre, sans que ce droit ne soit de la même manière appliqué à l'importation des marchandises similaires produites ou fabriquées dans tout autre pays.

S. M. le Roi d'Italie s'engage de plus à ne pas prohiber dans ses domaines et possessions l'importation de toute marchandise produite ou fabriquée dans les domaines et possessions de S. M. Britannique, quelle qu'en soit la provenance.

Art. 3 A l'exportation de toute marchandise des États ou possessions de l'une des Parties contractantes destinée aux États ou possessions de l'autre, il ne sera pas payé de droits autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus pour les articles similaires d'un pays étranger quelconque. Il ne sera imposé de droit à l'exportation de quelle marchandise que ce soit des États ou possessions de l'une des Parties contractantes destinée aux États ou possessions de l'autre, sans qu'un

pareil droit ne soit appliqué de la même manière à l'exportation des articles similaires pour tout autre pays étranger.

Art. 4. Les sujets de l'une des deux Parties contractantes jouiront dans les États et possessions de l'autre de l'égalité de traitement avec les nationaux dans tout ce qui a rapport au commerce de transit, et de plus dans ce qui concerne l'emmagasinage, les droits de réimportation, les faveurs et les *drawbacks*.

Art. 5. Tous les articles qui peuvent ou pourront être importés légalement dans les ports des États et possessions de S. M. Britannique, sur des bâtiments anglais, pourront pareillement être importés dans les mêmes ports sur des bâtiments italiens, sans être soumis à d'autres droits ou plus élevés que ceux auxquels ces articles seraient soumis s'ils avaient été importés par des bâtiments anglais; et réciproquement tous les produits qui peuvent ou pourront légalement être importés dans les ports des États et possessions de S. M. le Roi d'Italie, sur des bâtiments italiens, pourront pareillement être importés sur des bâtiments anglais, sans être tenus à des droits autres ou plus élevés que ceux que les mêmes articles auraient à payer s'ils étaient importés sur des bâtiments italiens. Cette égalité de traitement réciproque sera toujours obligatoire, soit que les marchandises proviennent directement du lieu d'origine, ou de toute autre localité.

La même égalité complète de traitement sera obligatoire pour l'exportation de façon que dans les États et possessions de l'une et l'autre des parties contractantes se paieront sur la sortie des produits qui peuvent ou pourront légalement être exportés, les mêmes droits d'exportation et seront accordés les mêmes faveurs et *drawbacks*, que l'exportation ait été faite sur des bâtiments italiens ou des bâtiments anglais et quelle que soit leur destination pour un port de l'une ou de l'autre Partie contractante ou d'une puissance tierce.

Art. 6. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou tout autre droit similaire et équivalent de quelle que nature qu'il soit ou quelle dénomination il puisse prendre, ne pourra être perçu au profit de l'État, des fonctionnaires publics, d'individus privés, de corporations ou d'établissements de quelle espèce que ce soit, si les mêmes droits ne sont pareillement exigés des bâtiments nationaux. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments respectifs, de quelque port ou localité qu'ils viennent, et quelle que soit leur destination.

Art. 7. Pour tout ce qui se rapporte au stationnement, au chargement et le déchargement des bâtiments dans les ports, bassins, docks, darses, rades et rivières des États ou possessions des deux pays, on ne pourra accorder aucuns privilèges aux bâtiments nationaux qui

ne soient pareillement accordés aux vaisseaux de l'autre pays, l'intention des deux Parties contractantes étant à ce sujet que les bâtiments de l'une et de l'autre soient traités sur un pied de complète égalité,

Art. 8. Pour ce qui touche au commerce de côte ou cabotage, les Parties contractantes tombent d'accord que les sujets et bâtiments de l'une jouiront dans les États et possessions de l'autre des mêmes privilèges et seront traités de la même façon que les sujets et bâtiments nationaux.

Cette disposition, en tant qu'elle concerne le cabotage colonial, sera restreinte au commerce sur les côtes des possessions des colonies de S. M. la Reine de la Grande Bretagne qui en ont fait ou en feront la demande à Sa Majesté en vertu de l'Acte relatif aux colonies, qui permet le commerce de cabotage sur leurs côtes aux vaisseaux étrangers.

Art. 9. Les bâtiments qui, d'après les lois anglaises, sont considérés comme bâtiments anglais, et ceux qui, d'après la loi italienne, sont considérés comme bâtiments italiens, seront respectivement considérés anglais et italiens par les effets du présent Traité.

Art. 10. Les Parties contractantes tombent d'accord que tout privilège, faveur ou exemption en matière de commerce et de navigation qui est accordé ou sera accordé à l'avenir aux sujets ou habitants de tout autre État, s'étendra immédiatement et sans conditions aux sujets et habitants de l'autre Partie contractante, l'intention des deux Parties étant que le commerce et la navigation de chacun des deux pays soit mis à tous les points de vue sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les taxes *ad valorem* qui sont perçues à l'importation dans les États de S. M. le Roi d'Italie seront calculées sur la valeur au lieu de la production ou fabrication de l'objet importé, avec l'augmentation des frais de transport, d'assurances et de commission nécessaires pour l'introduction en Italie et dans ses ports ou possessions, jusqu'au port de débarquement.

Pour l'exécution du paiement de ces taxes, l'importateur doit faire à la douane une déclaration par écrit dans laquelle sont indiquées la valeur et la nature des objets importés avec les augmentations indiquées ci-dessus. Si les autorités de la douane croient que la valeur déclarée est insuffisante, elles pourront saisir les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré augmenté de 5 p. 100.

Ce paiement, de même que la restitution de tout droit perçu sur cette marchandise, sera effectué dans les quinze jours à partir de la déclaration.

Art. 12. Pour ce qui touche les marques de fabrique et les dessins de tout genre pour les articles manufacturés, les sujets de chacune des Parties contractantes auront, dans les États et possessions de l'autre, les mêmes droits que les nationaux.

Art. 13. Chaque Partie contractante aura la faculté de nommer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires résidant dans les villes et les ports des États et possessions de l'autre. Les consuls généraux, les consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront d'ailleurs exercer leurs fonctions sans avoir été approuvés et admis suivant les formalités en usage par le Gouvernement près duquel ils sont envoyés. Ils exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, franchises et immunités de toute espèce qui sont accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. 14. Les sujets de chacune des Parties contractantes se conformeront aux lois du pays :

1° Ils devront avoir la pleine liberté, pour eux et pour leurs familles, d'entrer, voyager ou résider en quelque lieu que ce soit des États et possessions de l'autre Partie contractante.

2° Ils auront la faculté de louer ou de posséder les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui leur seront nécessaires.

3° Ils pourront exercer leur commerce soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'agents qu'ils jugeront à propos d'employer.

4° Ils ne seront dans aucun cas soumis, pour leurs personnes ou leurs propriétés, pour les passe-ports, les permis de séjour ou d'établissement, ou pour l'exercice de leur commerce ou industrie, à aucune taxe générale ou locale, ni à aucun impôt ou obligations quelconques qui seraient différentes ou supérieures à celles qui pèsent ou pourront peser sur les sujets nationaux.

Art. 15. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts dans les États et possessions de l'autre du service militaire obligatoire soit dans l'armée, dans la garde nationale, soit dans la milice. Ils seront pareillement exempts de toutes fonctions judiciaires ou municipales de même que de toute espèce de contributions en argent ou en nature imposées en compensation du service personnel, et finalement de tout emprunt forcé, prestations ou réquisitions militaires.

Art. 16. Les sujets de chacune des Parties contractantes auront pleine liberté, dans les États et possessions de l'autre, d'acquérir, de posséder et disposer de toute espèce de propriétés que les lois du pays permettent aux étrangers d'acquérir et de posséder, quelle que

soit leur nationalité. Ils pourront acquérir et disposer de leur propriété pour acheter, vendre, léguer, permuter pour donation de mariage, testament, succession *ab intestat* ou de toute autre façon, aux mêmes conditions établies par les lois locales pour tous les étrangers. Leurs héritiers ou représentants pourront leur succéder dans ces propriétés, en prendre possession, soit en personne, soit par des agents à leur compte, de la même manière et dans les mêmes formes légales exigées pour les nationaux. A défaut d'héritiers ou de représentants, leurs propriétés seront traitées de la même manière que si elles appartenaient à un sujet du pays placé dans les mêmes conditions.

Dans tous ces cas ils ne payeront pas sur la valeur de leurs propriétés de taxes différentes ou plus élevées, droits ou charges que ce qui est payé par les sujets nationaux. Les sujets de chacune des Parties contractantes pourront dans tous les cas exporter leurs propriétés ou le produit de leur vente en toute liberté et sans être soumis pour cette exportation à un droit quelconque comme étranger ou à tout autre droit différent de ceux auxquels sont soumis dans un cas pareil les sujets du pays.

Art. 17. Les habitations, établissements industriels, les magasins et les boutiques tenus par des sujets de chacune des Parties contractantes dans les États et possessions de l'autre, aussi bien que les locaux qui leur appartiennent destinés au commerce seront respectés. Dans le cas d'une perquisition ou d'une visite domiciliaire dans ces habitations ou locaux et dans le cas d'examiner des livres, des papiers ou des comptes, il ne pourra y être procédé qu'après l'autorisation légale ou l'ordre écrit d'un Tribunal ou autre autorité compétente.

Les sujets de chacune des deux Parties contractantes pourront, dans les États et possessions, faire valoir leurs droits et les défendre devant les Tribunaux. Dans un cas pareil ils jouiront des droits et privilèges des nationaux et pourront comme ceux-ci confier la défense de leur cause aux avocats, procureurs et agents qui légalement ont le droit d'exercer ces professions.

Art. 18. Les vaisseaux de guerre ou bâtiments marchands de l'une des Parties contractantes qui, par nécessité ou par accident, se trouveraient forcés à se réfugier dans les ports de l'autre, pourront y être radoubés, auront la faculté de s'approvisionner et reprendre la mer, et dans tous ces cas ils ne seront tenus à payer d'autres droits ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les navires nationaux. Mais si le capitaine d'un bâtiment marchand se trouvait dans la nécessité de disposer d'une partie de sa cargaison pour le paiement de ses dépenses, il devrait dans ce cas se conformer aux règlements et aux tarifs locaux.

S'il arrive qu'un vaisseau de guerre ou un bâtiment marchand de l'une des Parties contractantes échoue ou fait naufrage sur les côtes des États ou possessions de l'autre, ses parties ou fragments, sa mâtüre ou tout autre objet lui appartenant, de même que toutes les marchandises qui auront été sauvées, y compris celles qui auraient été jetées à la mer, ou le produit de leur vente, et tous les papiers trouvés à bord du navire échoué ou naufragé, seront restitués au propriétaire ou à ses agents, s'il les réclame. Dans le cas où le propriétaire ou ses ayants droit manqueront, tous les objets seront consignés entre les mains des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires britanniques ou italiens du district où le naufrage ou l'échouement aura eu lieu, après la demande que l'intéressé devra faire dans le délai fixé par les lois locales. Les consuls, propriétaires ou leurs représentants ne seront tenus qu'au paiement des dépenses occasionnées pour la conservation de la propriété, y compris celles du sauvetage et autres semblables qui, dans des cas analogues, seraient dues par les navires nationaux.

Les marchandises et objets sauvés du naufrage ne seront pas soumis aux droits de douane, à moins qu'ils ne soient déclarés comme objets de consommation, et dans ces cas ils ne payeront que les droits qui seraient dus s'ils avaient été importés sur des bâtiments nationaux.

Dans le cas où un vaisseau doit, par nécessité, entrer dans un port, soit qu'il ait échoué ou fait naufrage, les consuls généraux, consuls, vice-consuls sont autorisés à intervenir pour qu'on donne les secours nécessaires à leurs nationaux; dans le cas où ces agents ne se trouveraient pas à proximité, la requête du capitaine, du propriétaire ou de leurs représentants suffira.

Art. 19. Les consuls généraux, consuls vice-consuls et agents consulaires de chacune des Parties contractantes résidant dans les États et possessions de l'autre, recevront des autorités locales la plus grande assistance qui se puisse donner d'après les lois du pays pour l'arrestation des déserteurs des navires de leur nation.

Art. 20. Le présent Traité de commerce et de navigation, dès qu'il sera ratifié, abrogera les Traités en vigueur entre les Parties contractantes, conclus le 5 avril 1847 et 30 décembre 1854, entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et celui de la Toscane, du 29 avril 1845, entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et celui des Deux-Siciles, le 27 février 1851, et le 9 août 1854 entre le Gouvernement de la Grande-Bretagne et celui de la Sardaigne, et restera en vigueur pour dix années à compter de la date de l'échange des ratifications du présent Traité, et, outre ce terme, douze mois après

que l'une des Parties contractantes aurait fait connaître à l'autre qu'elle a l'intention d'en faire cesser les effets, chacune d'elles se réservant le droit de faire cette déclaration à l'expiration des neuf premières années et dans tout temps ultérieur.

Art. 21. Le présent Traité sera ratifié par les deux Parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les Plénipotentaires respectifs ont signé en double le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Turin, le 6 août 1863.

(L. S.) *Signé*: JEAN MANNA.

(L. S.) *Signé*: JAMES HUDSON.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGEANT JUSQU'AU 31 MAI 1878 LE TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 9 AVRIL 1863, SIGNÉE A ROME LE 29 MARS 1878.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie du 9 avril 1863 (1) devant cesser d'être en vigueur le 31 du mois courant et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit:

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 mai 1878.

En foi de quoi, ils ont signé la présente déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 29 mars 1878.

(L. S.) *Signé*: A. VAN LOO.

(L. S.) *Signé*: L. CORTI.

(1) Voir *Archives* 1863, t. III, p. 326.

BELGIQUE — ESPAGNE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A MADRID

LE 4 MAI 1878

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Espagne, désirant introduire certaines modifications dans le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Espagne signé le 12 février 1870 (1), et dans la Convention commerciale du 5 juin 1875 (2), ont résolu de conclure à cet effet un nouveau Traité et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

S. M. le Roi des Belges, S. Exc. M. Édouard *Anspach*, officier de son Ordre de Léopold, etc., son Ministre Plénipotentiaire près S. M. Catholique,

Et S. M. le Roi d'Espagne, S. Exc. Don Manuel *Silvela Deleivielleuse*, grand-croix de l'Ordre royal et distingué espagnol de Charles III, etc., sénateur du Royaume, son Ministre d'État, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les États des deux Hautes Parties contractantes.

Les Belges en Espagne et les Espagnols en Belgique, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et des industries, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition autre ou plus élevée que les propres nationaux. Ils y jouiront réciproquement, en outre, quant à leur personne et à leurs biens, du traitement de la nation la plus favorisée. Le même traitement est garanti aux Belges dans les provinces espagnoles d'outre-mer.

Art. 2. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer librement leur religion, d'après les lois des deux pays, de posséder dans le territoire de l'autre des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux, par testament, donation ou autrement ; ils jouiront réciproquement dans les territoires l'un de l'autre du droit égal à celui des nationaux de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, selon les lois du pays et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait

(1) Voir *Archives Diplomatiques*, 1874, t. III, p. 139.

(2) Voir p. 65.

pas dû par les nationaux. S'il survenait des contestations entre les divers postulants au sujet du droit qu'ils auraient aux propriétés de la succession, elles devront être résolues par les juges, d'après les lois du pays où les propriétés sont situées et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières constituées et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous les droits et d'ester en justice devant les Tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et possessions de l'autre Puissance, sans autres conditions que de se conformer aux lois desdits États et possessions.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 4. Les Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer et les Espagnols en Belgique sont exempts tant du service militaire de terre et de mer que du service dans les gardes ou milices nationales, et ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés immobilières ou mobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 5. Les Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et les Espagnols en Belgique, jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter des dessins ou des modèles industriels ou de fabrique, et d'user des marques de fabrique ou de commerce ne peut avoir, au profit des Belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et réciproquement au profit des Espagnols en Belgique, une durée plus longue que celle fixée par les lois du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique, ainsi que la marque de fabrique ou de commerce, appartiennent au domaine public dans le pays d'origine, ils ne peuvent être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les droits des citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes dans tous les États de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Les Belges ne pourront revendiquer en Espagne et dans les pro-

vinces d'outre-mer la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Madrid, au bureau du commerce et de l'industrie du Ministère des travaux publics.

Réciproquement, les Espagnols ne pourront revendiquer en Belgique la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du Tribunal de commerce à Bruxelles.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de substituer les stations compétentes pour recevoir le dépôt prescrit par le présent article, en se donnant mutuellement et en temps utile connaissance de ces substitutions.

Art. 6. Les voyageurs de commerce belges, voyageant en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer pour compte d'une maison établie en Belgique, seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs nationaux ou comme ceux de la nation la plus favorisée.

Et réciproquement il en sera de même pour les voyageurs espagnols en Belgique.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés par ces commis voyageurs, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Art. 7. Seront considérés comme belges en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et comme espagnols en Belgique, les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 8. Les navires belges qui entreront en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, sur lest ou chargés, soit par mer, soit par rivière ou canaux, quel que soit leur lieu de départ ou de destination, seront traités sous tous les rapports comme les navires nationaux. Ils ne seront assujettis, à leur entrée, sortie, passage ou séjour, à des droits ou formalités autres ou plus élevés, de quelque nature, origine ou destination que ce soit, que les navires nationaux.

Il en sera de même pour les navires espagnols en Belgique.

En ce qui concerne le cabotage, les Hautes Parties contractantes se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les objets de toute nature, importés dans les ports d'Espa-

gne sous pavillon belge, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits et ne seront assujettis à d'autres charges et formalités que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Et réciproquement il en sera de même pour les objets de toute nature importés en Belgique sous pavillon espagnol.

Les objets de toute nature exportés par navires belges ou par navires espagnols des ports de l'un des deux États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux imposés à l'exportation sous pavillon national.

Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature qui pourraient être accordées, dans les États des deux Parties contractantes, à des marchandises importées ou exportées par navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Quant aux provinces d'outre-mer de l'Espagne, il est entendu que les marchandises qui y seront importées sous pavillon belge jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les marchandises importées dans les ports de la Belgique ou de l'Espagne et de ses provinces d'outre-mer, par les navires de l'un ou de l'autre État, pourront être mises en entrepôt, livrées au transit ou à l'exportation, sans être assujetties à des droits autres ou plus élevés, de quelque nature que ce soit, que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 11. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchan-

disent pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 12. Les navires belges entrant dans un port d'Espagne ou de ses provinces d'outre-mer, et réciproquement les navires espagnols entrant dans un port de Belgique, et qui n'y viendraient débarquer qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront mutuellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 13. Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Espagne ou dans ses provinces d'outre-mer soit par terre, soit par mer, et les produits du sol et de l'industrie de l'Espagne et de ses provinces d'outre-mer qui seront pareillement importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au même traitement, et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée.

Art. 14. A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, et à l'exportation vers l'Espagne et ses provinces d'outre-mer, il ne sera perçu en Belgique d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 15. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes de guerre.

Art. 16. Toute réduction de tarif des droits d'entrée et de sortie, toute faveur, toute immunité que l'une des Hautes Parties contractantes accordera à une tierce puissance en matière de commerce ou de navigation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

De plus, aucune des Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne serait pas appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf

les mesures spéciales que les deux pays se réservent d'établir dans un but sanitaire ou en vue d'événements de guerre.

Art. 17. Pendant toute la durée du présent Traité les marchandises belges ci-après énumérées seront taxées comme suit, à leur entrée Espagne :

		Piécettes.
Papier continu non collé ou à demi collé pour l'impression.....	100 kil.	10 00
Papier à écrire.....	—	30 00
Peaux de veaux tannées et corroyées et peaux vernies.....	kilog.	2 50
Autres peaux tannées et corroyées.....	—	1 25
Machines motrices.....	100 kil.	2 00

Pendant le même temps les minerais espagnols ne seront soumis à des droits d'exportation plus élevés que ceux fixés dans le tarif actuellement en vigueur en Espagne.

Art. 18. Sont abolis, pour les marchandises belges, les droits extraordinaires et transitoires établis en vertu de la loi des douanes d'Espagne du 1^{er} juillet 1877, à l'exception des pétroles et des autres huiles minérales et végétales.

Art. 19. Les navires, marchandises et effets belges ou espagnols qui auraient été pris par des pirates, dans les limites de la juridiction de l'une des Parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leur propriétaire en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les Tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les Tribunaux, et sur la réclamation, qui devra en être faite dans le délai d'un an, par les Parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 20. Aussitôt que le présent Traité sera ratifié, le Traité du 12 février 1870 et la Convention commerciale du 5 juin 1875 cesseront d'avoir aucune valeur.

Le présent Traité demeurera en vigueur pendant six années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le Traité continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les ratifications seront échangées à Madrid dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en en double original en français et en espagnol, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Madrid, le 4 mai 1878.

(L. S.) *Signé*: ED. ANSPACH.

(L. S.) *Signé*: MANUEL SILVELA.

Palais, 4 mai 1878.

*« Monsieur le Ministre plénipotentiaire de S. M. le
Roi des Belges, etc. »*

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le jour même de la ratification du Traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui entre l'Espagne et la Belgique, le Gouvernement espagnol mettra à la disposition du Gouvernement belge, à raison de la renonciation aux Traités antérieurs, la somme de 125,000 piécettes, moyennant quoi les contestations douanières pendantes entre les deux pays seront finalement réglées.

« Quant à l'estimation de la valeur des produits et des marchandises belges pour l'avenir, les intéressés pourront soumettre directement par écrit leurs observations, dans les délais réglementaires ou dans la première quinzaine de janvier de chaque année, au Conseil établi à cet effet; ce Conseil décidera dans le sens qu'il jugera le plus équitable et le plus conforme à la vérité des faits. Quand les intéressés seront empêchés de s'adresser directement au Conseil d'estimation, ils pourront le faire par l'intermédiaire de la Légation de Belgique à Madrid.

« Je saisis cette occasion pour réitérer, etc.

« MANUEL SILVELA. »

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 9 AVRIL 1863 AU 30 JUIN 1878, SIGNÉE A ROME LE 29 MAI 1878.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863 (1), devant cesser d'être en vigueur le 31 du mois courant, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863 continuera à rester en vigueur jusqu'au 30 juin 1878.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 29 mai 1878.

(L. S.) *Signé* : A. VAN LOO.

(L. S.) *Signé* : L. CORTI.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGÉANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 9 AVRIL 1863 AU 31 DÉCEMBRE 1878, SIGNÉE A ROME LE 26 JUIN 1878.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863 (2), devant cesser d'être en vigueur le 30 du mois courant, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1878.

(1) Voir *Archives dipl.* 1863, t. III, p. 326.

(2) Voir *Archives dipl.* 1863, t. III, p. 326.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 26 juin 1878.

(L.S.) Signé: A. VAN LOO.

(L.S.) Signé: CAIROLI

BELGIQUE — ITALIE

CONVENTION CONSULAIRE SIGNÉE A BRUXELLES LE 22 JUILLET 1878

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Belges. M. *Frère-Orban*, grand-croix de son Ordre de Léopold, etc., etc., Ministre d'État, son Ministre des affaires étrangères,

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le comte de *Barral de Monteaupard*, grand cordon des ordres des Saints Maurice et Lazare d'Italie, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement, dans les États de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Lesdits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités

qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le Gouvernement territorial de chacune des deux Hautes Parties contractantes leur délivrera, sans aucuns frais, l'*exequatur* nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente Convention.

Art. 3. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'État qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime qualifié et puni comme tel par la législation locale; ils seront exempts du logement militaire, de tout service, tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde nationale ou civique ou milice; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'État, des provinces ou des communes et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'État où lesdits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, lesdits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

Art. 4. Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'État qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle, et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer, au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries, un écusson aux armes de leur nation, avec une inscription portant ces mots: *consulat général, consulat, vice-consulat, ou agent consulaire de Belgique ou d'Italie*.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la capitale du pays, s'il s'y trouve une légation. Ils pourront, de même, arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. Les chancelleries consulaires seront, en tout temps, inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun

prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Art. 7. En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chancelliers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au Ministère des affaires étrangères en Belgique, ou au Ministère des affaires étrangères en Italie, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs, et jouiront, pendant la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Art. 8. Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leur pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Italiens ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette Convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

Art. 9. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'État, de la province ou de la commune des pays respectifs, dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux Traités ou Conventions existant entre la Belgique et l'Italie et pour protéger les droit et les intérêts de leurs nationaux. S'il n'était pas fait droit à leurs réclamations, lesdits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au Gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation. Lesdits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident, et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient

rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions desdits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original ou copie, ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les Tribunaux de Belgique et d'Italie.

Art. 11. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous différends qui se seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits agents le jugeront convenable.

Art. 12. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation, qui seraient prévenus ou accusés d'avoir déserté lesdits bâtiments, pour les renvoyer à bord ou les transporter dans leur pays. A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes des pays respectifs, et leur feront, par écrit, la demande de ces déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à

la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition serait différée jusqu'à ce que le Tribunal qui a le droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 13. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires des pays respectifs.

Si, cependant, des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans lesdites avaries, et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Art. 14. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés sur les côtes d'Italie et des navires italiens sur les côtes de Belgique seront respectivement dirigées par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Italie, et par les consuls généraux, consuls et vice-consuls d'Italie en Belgique, et jusqu'à leur arrivée, par les agents consulaires respectifs, là où il existera une agence; dans les lieux et ports où il n'existerait pas d'agence, les autorités locales auront, en attendant l'arrivée du consul dans l'arrondissement duquel le naufrage aurait eu lieu et qui devrait être immédiatement prévenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les autorités locales n'auront d'ailleurs à intervenir que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Il est bien entendu que ces marchandises ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être livrées à la consommation dans le pays où le naufrage aurait eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera des frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneraient lieu les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Art. 15. En cas de décès d'un Belge en Italie, ou d'un Italien en Belgique, s'il n'y a aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire institué par le défunt, les autorités locales compétentes informeront de la circonstance les consuls ou agents consulaires de la nation à laquelle le défunt appartient, afin qu'il puisse en être immédiatement donné connaissance aux parties intéressées.

En cas de minorité ou d'absence d'héritiers, ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les Tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 16. La présente Convention restera en vigueur pendant six ans à partir de l'échange des ratifications, qui sera fait à Bruxelles dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période, son intention de ne pas renouveler cette Convention, celle-ci continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Bruxelles, le 22 juillet 1878.

(L. S.) *Signé*: FRÈRE-ORBAN.

(L. S.) Comte DE BARRAL.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — ESPAGNE
FRANCE — ITALIE — PORTUGAL, CONFÉDÉRATION SUISSE

CONVENTION RELATIVE AUX MESURES A PRENDRE CONTRE LE PHYLLOXERA
VASTATRIX, SIGNÉE A BERNE LE 17 SEPTEMBRE 1878

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie, S. M. Catholique le Roi d'Espagne, le Président de la République française, S. M. le Roi

d'Italie, S.M. Très-Fidèle le Roi de Portugal, la Confédération suisse;

Considérant les ravages croissants du phylloxera et reconnaissant l'opportunité d'une action commune en Europe pour enrayer, s'il est possible, la marche du fléau dans les pays envahis, et pour tenter d'en préserver les contrées jusqu'à ce jour épargnées;

Après avoir pris connaissance des actes du Congrès phylloxérique international qui s'est réuni à Lausanne du 6 au 18 août 1877,

Ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : le sieur Henri de *Rœder*, lieutenant général, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse; le sieur Adolphe *Weymann*, son conseiller intime de régence et conseiller-rapporteur à la Chancellerie de l'Empire;

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie : le sieur *Maurice*, baron d'*Ottenfels-Gschwind*, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse;

S. M. Catholique le Roi d'Espagne : le sieur don Narciso *Gracia de Loygorri*, vicomte de *la Vega*, son chargé d'affaires près la Confédération suisse; le sieur don Mariano de la *Paz Graells*, conseiller d'agriculture, industrie et commerce au Ministère du fomento, professeur d'anatomie comparée et de physiologie à l'Université centrale;

Le Président de la République française : le sieur Bernard comte d'*Harcourt*, ambassadeur de France près la Confédération suisse; le sieur George *Halna du Frétay*, inspecteur général de l'agriculture;

S.M. le Roi d'Italie : le sieur Louis-Amédée *Melegari*, sénateur, son Ministre d'État et son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse; le sieur Adolphe *Targioni Tozzetti*, professeur de zoologie et d'anatomie comparée à l'Institut royal des Études supérieures pratiques et de perfectionnement de Florence, directeur de la Station d'entomologie agricole de Florence;

S. M. Très-Fidèle le Roi de Portugal : le sieur João Ignacio *Ferreira Lapa*, son conseiller, directeur et professeur à l'Institut général d'agriculture de Lisbonne et commissaire technique à l'Exposition de Paris en 1878;

La Confédération suisse : le sieur Numa *Droz*, conseiller fédéral, chef du département fédéral de l'intérieur : le sieur Victor *Fatio*, docteur en philosophie, sciences naturelles;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les États contractants s'engagent à compléter, s'ils ne

l'ont déjà fait, leur législation intérieure en vue d'assurer une action commune et efficace contre l'introduction et la propagation du phylloxera.

Cette législation devra spécialement viser :

1° La surveillance des vignes, jardins, serres et pépinières, les investigations et constatations nécessaires au point de vue de la recherche du phylloxera, et les opérations ayant pour but de le détruire autant que possible ;

2° La délimitation des territoires envahis par la maladie, au fur et à mesure que le fléau s'introduit ou progresse à l'intérieur des États ;

3° La réglementation du transport des plants de vigne, débris et produits de cette plante, ainsi que des plants, arbustes et produits de l'horticulture, afin, d'empêcher que la maladie ne soit transportée hors des foyers d'infection dans l'intérieur de l'État même ou par voie de transit dans les autres États ;

4° Le mode d'emballage et la circulation de ces objets, ainsi que les précautions et dispositions à prendre en cas d'infractions aux mesures édictées.

Art. 2. Le vin, les raisins de table sans feuilles et sans sarments, les pepins de raisin, les fleurs coupées, les produits maraîchers, les graines de toute nature et les fruits sont admis à la libre circulation internationale.

Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins, serres et orangeries ne pourront être introduits d'un État dans un autre que par les bureaux de douane qui seront désignés à cet effet par les États contractants limitrophes et dans les conditions définies à l'article 3.

Les vignes arrachées et les sarments secs sont exclus de la circulation internationale.

Les États limitrophes s'entendront pour l'admission, dans les zones frontières, des raisins de vendange, marcs de raisin, composts, terreaux, échelas et tuteurs déjà employés, sous la réserve que lesdits objets ne proviendront pas d'un territoire phylloxéré.

Les plants de vigne, boutures et sarments ne pourront être introduits dans un État que de son consentement, et ne pourront être admis au transit international que par les bureaux de douane désignés et dans les conditions d'emballage ci-dessous indiquées.

Art. 3. Les objets énumérés au 2° et au 5° alinéa de l'article précédent, comme étant admis au transit international par des bureaux de douane désignés, devront être accompagnés d'une attestation de l'autorité du pays d'origine, portant :

a) Qu'ils proviennent d'un territoire réputé préservé de l'invasion

phylloxérique, et figurant comme tel sur la carte spéciale établie et tenue à jour dans chaque État contractant;

b) Qu'ils n'y ont pas été récemment importés.

Les plants de vigne, boutures et sarments ne pourront circuler que dans des caisses en bois parfaitement closes au moyen de vis, et néanmoins faciles à visiter et à refermer.

Les plants, arbustes et produits divers des pépinières, jardins, serres et orangeries seront solidement emballés; les racines seront complètement dégarnies de terre; elles pourront être entourées de mousse et seront, en tous cas, recouvertes de toile d'emballage, de manière à ne laisser échapper aucun débris et à permettre les constatations nécessaires.

Le bureau de douane, chaque fois qu'il le jugera utile, fera examiner ces objets par des experts officiels qui dresseront procès-verbal lorsqu'ils constateront la présence du phylloxéra.

Ledit procès-verbal sera transmis à l'État pays d'origine, afin que les contrevenants soient poursuivis, s'il y a lieu, par les voies de droit, conformément à la législation dudit État.

Aucun envoi, admis à la circulation internationale, par quelque point que ce soit, ne devra contenir des feuilles de vigne.

Art. 4. Les objets arrêtés à un bureau de douane, comme n'étant pas dans les conditions d'emballage prescrites par l'article précédent, seront refoulés à leur point de départ aux frais de qui de droit.

Les objets sur lesquels les experts constateraient la présence du phylloxera seront détruits aussitôt et sur place, par le feu, avec leur emballage. Les véhicules qui les auront transportés seront immédiatement désinfectés par un lavage suffisant au sulfure de carbone, ou par tout autre procédé que la science reconnaîtrait efficace et qui serait adopté par l'État. Chaque État prendra des mesures pour assurer la rigoureuse exécution de cette désinfection.

Art. 5. Les États contractants, afin de faciliter leur communauté d'action, s'engagent à se communiquer régulièrement:

1° Les lois et ordonnances édictées par chacun d'eux sur la matière;

2° Les principales mesures prises en exécution desdites lois et ordonnances, ainsi que de la présente Convention;

3° Les rapports ou extraits de rapports des différents services organisés à l'intérieur et aux frontières contre le phylloxéra;

4° Toute découverte d'une attaque phylloxérique dans un territoire réputé indemne, avec indication de l'étendue et, s'il est possible, des causes de l'invasion (cette communication sera toujours faite sans aucun retard);

5° Toute carte qui sera dressée pour la délimitation des territoires préservés et des territoires envahis ou suspects ;

6° Des renseignements sur la marche du fléau dans les régions où il a été constaté ;

7° Le résultat des études scientifiques et des expériences pratiques faites dans les vignobles phylloxérés ;

8° Tous autres documents pouvant intéresser la viticulture au point de vue spécial.

Ces différentes communications seront utilisées par chacun des États contractants pour les publications qu'il fera sur la matière, publications qui seront également échangées entre eux.

Art. 6. Lorsque cela sera jugé nécessaire, les États contractants se feront représenter à une réunion internationale chargée d'examiner les questions que soulève l'exécution de la Convention et de proposer les modifications commandées par l'expérience et par les progrès de la science.

Ladite réunion internationale siégera à Berne.

Art. 7. Les ratifications seront échangées à Berne dans le délai de six mois à partir de la date de la signature de la présente Convention, ou plus tôt si faire se peut.

La présente Convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

Tout État peut y adhérer ou s'en retirer en tout temps moyennant une déclaration donnée au Haut Conseil fédéral suisse, qui accepte la mission de servir d'intermédiaire entre les États contractants pour l'exécution des articles 6 et 7 ci-insérés.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, le dix-septième jour du mois de septembre de l'an 1878.

Suivent les signatures.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE, ÉCHANGÉE A BERLIN
LE 18 OCTOBRE 1878

Le Gouvernement belge et le Gouvernement impérial allemand, désirant assurer réciproquement à leurs nationaux le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Les Belges seront admis à l'assistance judiciaire en Allemagne, et les Allemands en Belgique, comme les nationaux eux-mêmes, conformément à la loi du pays dans lequel le procès est engagé.

Dans tous les cas, le certificat d'indigence devra être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où il sollicite l'assistance, le certificat d'indigence sera légalisé par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Les Belges admis en Allemagne et les Allemands admis en Belgique au bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés, de plein droit, de toute caution ou dépôt, qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers, comme tels, plaidant contre les nationaux, d'après la législation du pays où l'action sera introduite.

La présente Déclaration remplace, en ce qui concerne la Belgique et la Prusse, la Déclaration signée à la Haye, le 21 août 1822, et en ce qui concerne la Belgique et le grand-duché de Hesse, la Déclaration signée à la Haye, le 9 mars 1826.

Elle entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1879 et sortira ses effets pendant six mois après la dénonciation qui en aura été faite par l'une des deux Parties contractantes.

La présente Déclaration sera échangée contre une Déclaration conforme du chancelier de l'Empire allemand.

Fait à Berlin, le 18 octobre 1878.

(L. S.) *Signé*: NOTHOMB.

(L. S.) *Signé*: B. BÜLOW.

BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

CONVENTION MONÉTAIRE SIGNÉE A PARIS LE 5 NOVEMBRE 1878

S. M. le Roi des Belges, le Président de la République française, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération suisse,

Désirant maintenir l'Union monétaire établie entre les cinq États et reconnaissant la nécessité d'apporter à la Convention du 23 dé-

cembre 1865 (1) les modifications réclamées par les circonstances, ont résolu de conclure, à cet effet une nouvelle Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. Eudore *Pirmez*, membre de la Chambre des représentants; M. Auguste *Garnier*, conseiller de la légation de Belgique à Paris, et M. Adolphe *Saintelette*, commissaire des monnaies;

Le Président de la République française, M. Léon *Say*, Ministre des finances; M. Charles *Jagerschmidt*, Ministre plénipotentiaire, M. Paul-Auguste-Gabriel *Musnier de Pleignes*, directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances; M. Jean-Louis-André *Ruau*, directeur de l'administration des monnaies et médailles;

S. M. le Roi des Hellènes, M. Nicolas-P. *Delyanni*, chargé d'affaires de Grèce à Paris;

S. M. le Roi d'Italie, M. le comte Charles *Rusconi*, référendaire au Conseil d'État; M. le commandeur César *Baralis*, directeur de la monnaie de Milan, et M. Constantin *Ressman*, secrétaire de légation de première classe;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. Charles *Feer-Herzog*, membre Conseil du national, et M. Charles-Édouard *Lardy*, conseiller de la légation suisse à Paris;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse demeurent constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le titre, le poids, le diamètre et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Art. 2. Les types des monnaies d'or frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes sont ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES	TITRE		POIDS		DIAMÈTRE
	Titre droit	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	Poids droit.	Tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans.	
	Francs.	Millièmes.	Millièmes.	Grammes.	Millièmes.
Or.....	100	900	1	32.258 06	35
	50			16.129 03	23
	20			6.451 61	21
	10			3.225 80	19
	5			1.612 90	17

(1) Voir *Archives*, 1867, t. II. p. 532.

Les Gouvernements contractants admettront sans distinction, dans leurs caisses publiques, les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des cinq États, sous réserve toutefois d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. 100 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 3. Le type des pièces d'argent de 5 francs, frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes, est déterminé, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DE LA PIÈCE	TITRE		POIDS		DIAMÈTRE
	Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	Poids droit.	Tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans.	
Argent. 5 francs.	900 millièmes	2 millièmes.	25 grammes.	3 millièmes.	37 millimètres.

Les Gouvernements contractants recevront réciproquement dans leurs caisses publiques lesdites pièces d'argent de cinq francs, sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. 100 au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes que dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES	TITRE		POIDS		DIAMÈTRE.	
	Titre droit.	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans.	Poids droit.	Tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans.		
	Fr. c.	Millièmes.	Millièmes.	Grammes.	Millièmes.	Millimètres.
Argent . . . {	2 »	835	3	10 »	5	27
	1 »			5 »		23
	» 50			2 50	7	18
	» 20			1 »	10	16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 p. 100 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Art. 5. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'arti-

cl 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a émises, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement. L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

Art. 6. Les caisses publiques de chacun des cinq États accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants, conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

Art. 7. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante en pièces d'or ou d'argent fabriquées dans les conditions des articles 2 et 3, à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à 100 francs. Cette obligation sera prolongée pendant une année à partir de l'expiration de la présente Convention.

Art. 8. Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer ses coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent (1).

Ces monnaies seront admises de nouveau dans les caisses publiques des autres États contractants dès que le régime du cours forcé du papier-monnaie aura été supprimé en Italie.

Il est entendu que lorsque les opérations relatives au retrait de la circulation internationale des monnaies italiennes d'appoint en argent auront été terminées, l'application des dispositions de l'article 7 sera suspendue à l'égard de l'Italie.

Art. 9. Le monnayage des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2, à l'exception de celui des pièces de 5 francs d'or, qui demeure provisoirement suspendu, est libre pour chacun des États contractants.

Le monnayage des pièces de 5 francs d'argent est provisoirement suspendu. Il pourra être repris lorsqu'un accord unanime se sera établi, à cet égard, entre tous les États contractants.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondant à 6 francs par habitant.

(1) Voir p. 373.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État, est fixé :

Pour la Belgique, à	fr. 33,000,000
Pour la France et l'Algérie, à	240,000,000
Pour la Grèce, à	10,500,000
Pour l'Italie, à	170,000,000
Pour la Suisse, à	18,000,000

Seront imputées sur les sommes ci-dessus les quantités déjà émises jusqu'à ce jour par les États contractants.

Art. 11. Le millésime de fabrication sera inscrit, en conformité rigoureuse avec la date du monnayage sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les cinq États.

Art. 12. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, ainsi que toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent, et spécialement de tout ce qui parviendrait à leur connaissance au sujet de la contrefaçon ou de l'altération de leurs monnaies dans les pays faisant ou non partie de l'Union, notamment en ce qui touche aux procédés employés, aux poursuites exercées et aux répressions obtenues ; ils se concerteront sur les mesures à prendre en commun pour prévenir les contrefaçons et les altérations, les faire réprimer partout où elles se seraient produites et en empêcher le renouvellement.

Ils prendront, en outre, les mesures nécessaires pour mettre obstacle à la circulation des monnaies contrefaites ou altérées.

Art. 13. Toute demande d'accession à la présente Convention, faite par un État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, ne peut être accueillie que du consentement unanime des Hautes Parties contractantes.

Art. 14. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 15. La présente Convention, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1880, restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite reconduction, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation qui en sera faite.

Art. 16. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signé*: EUDORE PIRMETZ. (L. S.) *Signé*: GARNIER. (L. S.) *Signé*: AD. SAINCTELETTE. (L. S.) *Signé*: LÉON SAY. (L. S.) *Signé*: CH. JAGERSCHMIDT. (L. S.) *Signé*: P. MUSNIER DE PLEIGNES. (L. S.) *Signé*: L. RUAU. (L. S.) *Signé*: N. P. DELYANNI. (L. S.) *Signé*: C. RUSCONI. (L. S.) *Signé*: C. BARALIS. (L. S.) *Signé*: RESSMAN. (L. S.) *Signé*: FEER-HERZOG. (L. S.) *Signé*: LARDY.

BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

ARRANGEMENT RELATIF A L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION MONÉTAIRE DU 5 NOVEMBRE 1878, SIGNÉ A PARIS, LE 5 NOVEMBRE 1878.

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse ayant résolu d'un commun accord d'exécuter, avant l'entrée en vigueur de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq États, les dispositions contenues dans le paragraphe 1^{er} de l'article 8 de ladite Convention, dispositions ainsi conçues :

« Le Gouvernement italien ayant déclaré vouloir supprimer les coupures divisionnaires de papier inférieures à cinq francs, les autres États contractants s'engagent, pour lui faciliter cette opération, à retirer de leur circulation et à cesser de recevoir dans leurs caisses publiques les monnaies italiennes d'appoint en argent ; »

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le retrait des monnaies italiennes de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, qui existent en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, devra être achevé le 31 décembre 1879.

A partir de cette date, ces monnaies cesseront d'être reçues dans les caisses publiques des États susmentionnés.

Art. 2. Les pièces retirées de la circulation en Belgique, en Grèce

et en Suisse seront, dans le mois qui suivra la clôture du retrait, remises au Gouvernement français, qui, se chargeant de les centraliser pour les transmettre au Gouvernement italien, en effectuera le remboursement, au comptant, aux Gouvernements des trois États précités, en y ajoutant les frais.

Art. 3, Le compte des pièces retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse sera arrêté entre la France et l'Italie au 31 janvier 1880.

Les Gouvernements français et italien ayant évalué le montant des pièces divisionnaires italiennes existant dans les quatre États à la somme de 100,000,000, dont 13,000,000 en Belgique, en Grèce et en Suisse, et 87,000,000 en France, ce compte comprendra d'abord, jusqu'à concurrence de 13,000,000 au maximum, les pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, et jusqu'à concurrence de 87,000,000 au maximum, les pièces retirées de la circulation en France.

Il comprendra ensuite, et séparément, l'excédant de ces sommes, s'il y a lieu.

Ladite somme de 100,000,000 et l'excédant éventuel prévu au paragraphe précédent seront portés au débit du Gouvernement italien, dans un compte courant dont les intérêts seront réglés au taux de 3 p. 100, l'an payables en numéraire, à partir du jour où les pièces retirées auront cessé d'avoir cours dans les quatre États.

Art. 4. Le Gouvernement français transmettra au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera sur la frontière française ou à Civita-Vecchia, les pièces qui auront été centralisées conformément aux articles précédents. Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse seront comprises dans ces envois jusqu'à concurrence de 13,000,000, et celles provenant de la France jusqu'à concurrence de 87,000,000.

Art. 5. Le remboursement par le Gouvernement italien des pièces qui lui auront été remises jusqu'à concurrence de 100,000,000, formant la première partie du compte prévu à l'article 3, aura lieu à Paris. Il s'effectuera soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera dans les conditions suivantes :

1° Au comptant :

Pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse	fr. 13,000,000
Pièces provenant de la France.	17,000,000
	<hr/>
<i>A reporter.</i>	30,000,000

	<i>Report.</i>	
2° Dans le courant de l'année 1881		30,000,000
Id. id. 1882		23,300,000
Id. id. 1883		23,300,000
		23,400,000
TOTAL fr.		100,000,000

Le Gouvernement italien se réserve d'ailleurs la faculté de se libérer par anticipation.

Art. 9. S'il s'est produit des excédants de retrait en sus des 13 et 87,000,000 dont il est question aux articles 3 et 4, les pièces composant ces excédants seront tenues à la disposition du Gouvernement italien, qui en remettra la contre-valeur au comptant lorsqu'il en prendra livraison.

Il est toutefois entendu que la livraison et le remboursement s'effectueront, au plus tard, en même temps que la dernière des annuités spécifiées à l'article 5.

Dans le cas où, au contraire, la totalité des pièces retirées n'atteindrait pas la somme de 100,000,000 la diminution dans les paiements à effectuer portera sur la dernière des annuités ci-dessus spécifiées.

Art. 7. Le Gouvernement italien s'engage, conformément à sa déclaration énoncée au paragraphe 1^{er} de l'article 8 de la Convention monétaire conclue en date de ce jour, à retirer de la circulation et à détruire, au plus tard dans les six mois qui suivront la remise de la totalité des pièces divisionnaires visées à l'article 5, la totalité de ses coupures de papier inférieures à cinq francs. Il s'engage, en outre, en vue de rétablir définitivement sa circulation métallique, à n'en point émettre de nouvelles.

En exécution de l'article 12 de la Convention monétaire précitée, le Gouvernement italien communiquera aux autres Gouvernements de l'Union un État des retraits et des destructions qu'il aura effectués, et ce dans le délai de quatre mois après l'accomplissement de ces opérations.

Art. 8. Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que la première des annuités spécifiées à l'article 5, les frais de toute nature, y compris les frais de transport à la frontière, auxquels donneront lieu les opérations prévues par le présent arrangement, ces frais ne pouvant, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

Art. 9. Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées, à Paris, en même temps que celles de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les cinq États.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signé*: EUDORE PIRMEZ. (L. S.) *Signé*: GARNIER. (L. S.) *Signé*: AD. SAINCTELETTE. (L. S.) *Signé*: LÉON SAY. (L. S.) *Signé*: CH. JAGERSCHMIDT. (L. S.) *Signé*: P. MUSNIER DE PLEIGNES. (L. S.) *Signé*: L. RUAU. (L. S.) *Signé*: N.-P. DELYANNI. (L. S.) *Signé*: C. RUSCONI. (L. S.) *Signé*: C. BARALIS. (L. S.) *Signé*: RESSMAN. (L. S.) *Signé*: FEER-HERZOG. (L. S.) *Signé*: LARDY.

BELGIQUE — FRANCE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

DÉCLARATION RELATIVE A LA FABRICATION DE LA MONNAIE D'ARGENT PENDANT L'ANNÉE 1879, SIGNÉE A PARIS LE 5 NOVEMBRE 1878

Les soussignés, délégués des Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, s'étant réunis en conférence, en exécution de l'article 4 de la déclaration monétaire du 3 février 1876 (1), dont l'application avait été reportée, d'un commun accord, à l'année 1878, et dûment autorisés à cet effet, ont, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grèce et de Suisse s'engagent, pour l'année 1879, à ne pas fabriquer et à ne pas laisser fabriquer de pièces d'argent de 5 francs.

Art. 2. Le Gouvernement italien est exceptionnellement autorisé à faire fabriquer, pendant l'année 1879, une somme de 20 millions de francs en pièces d'argent de 5 francs.

Art. 3. Les cinq Gouvernements contractants s'engagent à ne pas délivrer de bons de monnaie d'argent pendant l'année 1879.

Art 4. la présente Déclaration, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1879, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

(1) Voir p. 163.

En foi de quoi, les délégués respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en cinq expéditions, à Paris, le 5 novembre 1878.

(L. S.) *Signé*: LÉON SAY. (L. S.) *Signé*: CH. JAGER-SCHMIDT. (L. S.) *Signé*: P. MUSNIER DE PLEIGNES. (L. S.) *Signé*: L. RUAU. (L. S.) *Signé*: EUDORE PIRMEZ. (L. S.) *Signé*: GARNIER. (L. S.) *Signé*: AD. SAINTELETTE. (L. S.) *Signé*: N. P. DELYANNI. (L. S.) *Signé*: C. RUSCONI. (L. S.) *Signé*: C. BARAJIS. (L. S.) *Signé*: RESSMAN. (L. S.) *Signé*: FEER-HERZOG. (L. S.) *Signé*: LARDY.

GRANDE-BRETAGNE — ITALIE

DÉCLARATION PROLONGEANT LA DURÉE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 6 AOÛT 1863, JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1879, SIGNÉE A ROME LE 5 DÉCEMBRE 1878.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, du 6 août 1863 (1), devant cesser d'être en vigueur à dater du 31 décembre 1878, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en prolonger la durée, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Italie, signé le 6 août 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1879.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration, faite en double, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le 5 décembre 1878.

(L. S.) *Signé*: A. B. PAGET.

(L. S.) *Signé*: B. CAIROLI.

(1) Voir p. 340.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGEANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1879, LE TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 9 AVRIL 1863, SIGNÉE A ROME LE 8 DÉCEMBRE 1878.

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863 (1), devant cesser d'être en vigueur le 31 du mois courant, et les deux Gouvernements ayant reconnu l'utilité d'en proroger l'échéance, les soussignés, régulièrement autorisés à cet effet, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Italie, du 9 avril 1863, continuera à rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1879.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration en double exemplaire et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, ce 8 décembre 1878.

(L. S.) Signé: A. LEGHAIT.

(L. S.) Signé: B. CAIROLI.

AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

DÉCLARATION PROROGEANT L'ÉCHÉANCE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, DU 23 AVRIL 1867, AU 31 JANVIER 1879, SIGNÉE A VIENNE LE 31 DÉCEMBRE 1878.

Dans le but de régler les relations de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pendant l'intervalle entre l'expiration du Traité du 23 avril 1867 et l'échange des ratifications d'un nouveau Traité signé à Vienne le 27 de ce mois, les soussignés, munis des pouvoirs nécessaires, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité de commerce et de navigation conclu le 23 avril 1867 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie reste provisoirement en vigueur jusqu'à l'échange des ratifications du Traité conclu le 27 de ce mois,

(1) Voir *Archives* 1863, t. III. p. 326.

éventuellement jusqu'au 31 janvier 1879; toutefois avec cette réserve que l'Italie consent pour sa part à l'application immédiate aux importations italiennes par l'Autriche-Hongrie du tarif *B* annexé au Traité du 27 de ce mois au lieu du tarif *B* du Traité du 23 avril 1867 et des tarifs conventionnels conclus entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la France et indiqués dans l'article 8 dudit Traité.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Déclaration, etc.
Vienne, le 31 décembre 1878.

(L. S.) *Signé*: SCHWEGEL

(L. S.) *Signé*: ROBILAND.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

DÉCLARATION RELATIVE A LA TAXE A PERCEVOIR PAR LA BELGIQUE SUR LES CORRESPONDANCES TÉLÉGRAPHIQUES ÉCHANGÉES, PAR LA VOIE BELGE, ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE, SIGNÉE A BERLIN LE 31 DÉCEMBRE 1878.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, voulant faciliter l'application d'un tarif par mot aux correspondances télégraphiques échangées par la voie de Belgique, entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

Les télégrammes échangés entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, en passant par le réseau télégraphique de la Belgique, seront soumis à une taxe de transit de 5 centimes par mot, au profit de ce dernier pays.

Les administrations respectives régleront, de commun accord, le mode de décompte dont lesdites correspondances feront l'objet.

Le présent arrangement prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1879, pour une durée indéfinie, sauf la dénonciation qui pourrait en être faite, une année à l'avance, par l'une des Hautes Parties contractantes.

Fait en double à Berlin, le 31 décembre 1878.

(L. S.) *Signé*: NOTHOMB.

(L. S.) *Signé*: BULOW.

BELGIQUE — GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION RELATIVE A LA TAXE A PERCEVOIR PAR LA BELGIQUE SUR
LES CORRESPONDANCES TÉLÉGRAPHIQUES ÉCHANGÉES, PAR LA VOIE
BELGE, ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉE A
LONDRES LE 31 DÉCEMBRE 1878.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, voulant faciliter l'application d'un tarif par mot aux correspondances télégraphiques échangées par la voie de Belgique entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

Les télégrammes échangés entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, en passant par le réseau télégraphique de la Belgique, seront soumis à une taxe de transit de 5 centimes par mot au profit de ce dernier pays.

Les administrations respectives régleront, de commun accord, le mode de décompte dont lesdites correspondances feront l'objet.

Le présent arrangement prendra cours à dater du 1^{er} janvier 1879, pour une durée indéfinie, sauf la dénonciation qui pourrait en être faite, une année à l'avance, par l'une des Hautes Parties contractantes.

Fait en double expédition à Londres, le 31 décembre 1878.

(L. S.) *Signé* : SOLVYNS.

(L. S.) *Signé* : SALISBURY.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME

DES SEIZIÈME ET DIX-SEPTIÈME ANNÉES

(1876-1877)

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

1844		
Septembre ... 26	<i>France, Grand Duché de Luxembourg.</i> Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs	136
1851		
Novembre ... 3	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de littérature et d'art.....	122
1863		
Août..... 6	<i>Grande-Bretagne, Italie.</i> Traité de commerce et de navigation	340
1873		
Mai..... 9/21	<i>Russie, Autriche-Hongrie.</i> Convention postale.....	5
Octobre..... 30	<i>Portugal, Suisse.</i> Convention d'extradition.....	12
Décembre..... 31	<i>Italie, Suisse.</i> Convention pour la rectification de la frontière Italo-Suisse, entre Brusio et Tirano.....	16
—	31 <i>Italie, Suisse.</i> Compromis arbitral pour la fixation définitive de la frontière au lieu dit : Alpe di Cravall-rola.....	19
1874		
Avril..... 13/25	<i>Allemagne, Grèce.</i> Convention relative aux fouilles archéologiques à entreprendre sur le territoire de l'ancienne Olympie.....	22
Mai..... 4/16	<i>Russie, Pérou.</i> Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	25
Août..... 14	<i>Belgique, Pérou.</i> Traité d'extradition.....	31
Septembre.... 24	<i>France, Pérou.</i> Convention postale.....	37
Octobre..... 3/15	<i>Russie, Autriche-Hongrie.</i> Traité d'extradition.....	43
Oct., 31, Nov., 12	<i>Russie, Allemagne.</i> Convention relative aux successions des nationaux d'un État décédés dans l'autre État....	50
Décembre.... 10	<i>France, Italie.</i> Déclaration relative à la délimitation des frontières à l'intérieur du tunnel des Alpes.....	55

1875

Mal.....	20	<i>France, Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Confédération-Argentine, Danemark, Espagne, États-Unis, Italie, Pérou, Portugal, Russie, Suède et Norvège Suisse, Turquie, Venezuela.</i> Convention pour la création d'un bureau international des poids et mesures.....	56
Juin.....	5	<i>Belgique, Espagne.</i> Convention relative à la réforme des droits de douanes.....	65
—	8	<i>Autriche-Hongrie, Hawaï.</i> Traité de commerce et de navigation.....	67
—	14	<i>France, Grand Duché de Luxembourg.</i> Déclaration relative à la communication réciproque des actes de l'état civil.....	72
—	22	<i>Autriche-Hongrie, Roumanie.</i> Traité de commerce.....	72
—	29	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention affranchissant du droit additionnel les bâtiments prenant un pilote pour l'une des stations de l'Escaut.....	88
Juillet.....	10/22	<i>France, Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Suisse, Turquie.</i> Convention télégraphique.....	88
Juillet.....	16	<i>France.</i> Loi réglant les rapports du Sénat et de la Chambre des Députés.....	94
—	18	<i>Italie, Autriche-Hongrie.</i> Arrangement télégraphique particulier.....	96
—	19	<i>Grande-Bretagne, Tunis.</i> Traité de paix, d'amitié et de commerce.....	99
—	24	<i>Grande-Bretagne, Portugal.</i> Décision arbitrale du Maréchal de Mac-Mahon, Président de la République française, dans un litige entre la Grande-Bretagne et le Portugal, relatif à la possession des îles situées dans la baie de Delégoa ou Lorenzo-Marques à la côte orientale d'Afrique.....	114
Août.....	3	<i>Italie, Pays-Bas.</i> Convention consulaire.....	116
—	11	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Déclaration abrogeant le paragraphe 3 de l'article 4 de la convention du 3 novembre 1851 relative à la propriété littéraire.....	121
Septembre...	10	<i>Belgique, Allemagne.</i> Déclaration relative aux marques de fabrique.....	129
—	12	<i>France, Grand duché de Luxembourg.</i> Traité d'extradition.....	129
Novembre....	15	<i>France, Egypte.</i> Déclaration complémentaire au traité relatif à la juridiction consulaire en Egypte.....	138
Décembre....	7	<i>Autriche-Hongrie, Suisse.</i> Traité pour la réglementation des conditions de résidence des nationaux des deux pays.....	139
—	12	<i>Autriche-Hongrie, Principauté de Liechtenstein.</i> Convention prorogeant l'échéance du traité douanier du 23 décembre 1863 au 31 décembre 1876.....	143
—	18	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Déclaration télégraphique.....	144

1875

Décembre	21	<i>France, Allemagne.</i> Décision prise par la commission mixte de liquidation siégeant à Strasbourg sur l'apurement et le remboursement des primes de militaires alsaciens-lorrains disparus.....	145
—	21	<i>France, Pays-Bas.</i> Décret étendant au Pays-Bas les dispositions de l'article 4 de la convention conclue avec la Grande-Bretagne, le 24 janvier 1874.....	146
—	23	<i>Allemagne.</i> Ordonnance réglant la juridiction des consuls allemands en Egypte.....	147
Déc. 26, Janv., 7		<i>Grande-Bretagne.</i> Déclaration d'accession à la convention internationale signée à St-Petersbourg, le 10/22 juillet 1875.....	150

1876

Janvier	6	<i>Autriche-Hongrie, Roumanie.</i> Arrangement télégraphique particulier.....	151
—	27	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Accession à l'Union générale des Postes pour les colonies françaises et l'Inde britannique.....	155
Février.....	3	<i>Belgique, République Sud-Africaine.</i> Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.....	157
—	3	<i>France, Grèce, Italie, Suisse.</i> Déclaration monétaire...	163
—	3	<i>Paraguay, République-Argentine.</i> Traité de commerce et de navigation.....	165
—	3	<i>Paraguay, République-Argentine.</i> Traité d'amitié et de paix.....	170
—	3	<i>République-Argentine, Paraguay.</i> Traité de délimitation.....	176
—	11/23	<i>Russie, Espagne.</i> Convention consulaire.....	179
—	17	<i>Belgique, Grande-Bretagne.</i> Convention de poste relative à des arrangements particuliers faisant suite au traité de Berne.....	186
—	29	<i>Italie, Autriche-Hongrie.</i> Convention relative au rachat des chemins de fer de la haute Italie.....	191
Mars.....	15	<i>Belgique, Luxembourg.</i> Déclaration télégraphique.	197
—	15/27	<i>Roumanie, Russie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	198
—	25	<i>Belgique, Danemark.</i> Traité d'extradition.....	205
Avril.....	10/22	<i>Russie, Allemagne.</i> Convention relative à la jonction du chemin de fer de la Vistule avec celui de Marienbourg. — Mlawka.....	211
—	12	<i>France, Brésil.</i> Déclaration relative à la protection des marques de fabrique.....	215
—	22	<i>France, Pays-Bas.</i> Convention pour l'échange des mandats de poste.....	215
—	28	<i>Grande-Bretagne.</i> Proclamation de la reine Victoria sanctionnant le vote du Parlement, lui conférant le titre d'Impératrice des Indes.....	218
Mal.....	2	<i>Égypte.</i> Décret du Khédive relatif à l'unification des dettes Égyptiennes.....	220
—	5/17	<i>Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Russie, Suède et Norvège,</i>	

1876

	<i>Suisse, Turquie.</i> Procès-verbal d'échange des ratifications de la convention internationale conclue à St-Petersbourg le 10/22 Juillet 1875.....	222
Mai.....	7 <i>Égypte.</i> Décret du Khédive relatif à l'unification des dettes égyptiennes.....	223
—	11 <i>Belgique, Italie.</i> Déclaration prorogeant l'échéance du traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863.	227
—	11 <i>Égypte.</i> Décret du Khédive relatif à l'organisation du Ministère des finances.....	227
—	20 <i>Belgique, Grande-Bretagne.</i> Convention d'extradition...	232
—	22 <i>Italie, Pays-Bas.</i> Déclaration annulant la dénonciation du traité de commerce conclu le 24 novembre 1863.	239
—	25 <i>Égypte.</i> Décret du Khédive concernant les règlements relatifs à l'unification de la dette.....	240
Juin.....	14/26 <i>Russie, Espagne.</i> Convention relative aux successions laissées dans l'un des États par les nationaux de l'autre État.	243
—	30 <i>France, Espagne.</i> Déclaration relative à la garantie réciproque de la propriété des marques de fabrique et de commerce.....	247
Juillet.....	8 <i>France, Monaco.</i> Convention d'extradition.....	248
—	17 <i>Belgique, Italie.</i> Déclaration concernant la communication réciproque des actes de l'État civil.....	255
—	17 <i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention concernant la modification du système de signaux d'appel des pilotes, établi par le paragraphe 1 ^{er} de l'article 16 du règlement international du 20 mai 1843.....	256
Août.....	6 <i>Italie, Brésil.</i> Convention consulaire.....	258
—	18 <i>Grande-Bretagne.</i> Proclamation du Vice-Roi des Indes, relative au nouveau titre d'Impératrice des Indes conféré à la Reine d'Angleterre, par la loi votée par le Parlement, le 27 mai 1876.....	271
—	25 <i>France, Belgique.</i> Déclaration relative à la communication réciproque des actes de l'État civil.....	272
Septembre ...	2 <i>Belgique, Brésil.</i> Déclaration relative à la protection des marques de fabrique et de commerce.....	273
—	13 <i>Grande-Bretagne, Chine.</i> Traité relatif à l'affaire du Yunnan.....	274
Octobre.....	21 <i>Grande-Bretagne.</i> Proclamation de la Reine prorogeant le Parlement au 12 décembre 1876.....	278
Novembre ...	1 <i>Allemagne, Tonga.</i> Traité de paix et d'amitié.....	279
—	5 <i>France, Roumanie.</i> Déclaration commerciale provisoire.	281
—	16 <i>Italie, Roumanie.</i> Déclaration commerciale provisoire...	282
—	18 <i>Égypte.</i> Décret concernant la dette publique.....	283
—	25 <i>Belgique, Monaco.</i> Déclaration concernant la communication réciproque des actes de l'État civil.....	292
—	30 <i>Grande-Bretagne, Roumanie.</i> Déclaration commerciale provisoire.....	293
Décembre.....	5 <i>Grande-Bretagne, Autriche-Hongrie.</i> Traité de commerce.	294

1877

Janvier.....	16 <i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention d'extradition.....	295
--------------	---	-----

1877

Mars.....	14	<i>Belgique, Roumanie.</i> Déclaration réglant provisoirement les relations entre les deux États pendant la période de temps nécessaire à la négociation et la conclusion d'une convention de commerce.....	302
Mars.....	9/21	<i>Russie, Espagne.</i> Convention d'extradition.....	303
—	28	<i>France, Danemark.</i> Convention d'extradition.....	340
Avril.....	26	<i>Belgique, Italie.</i> Déclaration prorogeant au 31 décembre 1877 le traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863.....	345
Avril 30/Mai....	12	<i>Belgique, Roumanie.</i> Déclaration prorogeant de neuf mois la durée du régime inauguré par la déclaration du 14 mars 1877 en ce qui concerne les relations commerciales.....	316
Avril. 30/Mai..	12	<i>Pays-Bas, Roumanie.</i> Déclaration prorogeant le traité de commerce du 26 décembre 1876.....	346
—	12	<i>Grande-Bretagne, Dahomey.</i> Traité de commerce et de navigation.....	317
Juin.....	13	<i>Roumanie, Suisse.</i> Déclaration prorogeant l'échéance de l'arrangement commercial provisoire conclu le 28 décembre 1876.....	319
—	21	<i>Belgique, Luxembourg.</i> Convention additionnelle au traité d'extradition du 23 octobre 1872.....	319
Juillet.....	7	<i>Belgique, Allemagne.</i> Déclaration relative au traitement des indigents d'un des pays sur le territoire de l'autre et à leur repatriement.....	320
Juillet.....	21	<i>Italie, Brésil.</i> Déclaration relative à la protection des marques de fabrique.....	322
Août.....	4	<i>Grande-Bretagne, Égypte.</i> Convention relative à la suppression du commerce des esclaves.....	322
—	10	<i>Suède et Norvège, France.</i> Traité relatif à la rétrocession de l'île Saint-Barthélemy, par la Suède à la France..	326
Septembre....	23	<i>France, Belgique.</i> Convention relative à l'établissement d'un chemin de fer de Cambrai à Dour.....	327
Octobre.....	31	<i>Suède et Norvège, France.</i> Protocole annexe au traité du 10 août 1877, portant rétrocession de l'île Saint-Barthélemy à la France.....	331
Décembre....	8	<i>France, Espagne.</i> Convention de commerce.....	333
—	10	<i>Belgique, Italie.</i> Déclaration prorogeant le traité de commerce et de navigation conclu le 9 avril 1863 jusqu'au 1 ^{er} avril 1877.....	335
—	11	<i>France, Allemagne.</i> Arrangement télégraphique.....	335
—	12	<i>Belgique, Brésil.</i> Traité additionnel d'extradition.....	338

1878

Mars.....	4	<i>France, Suède et Norvège.</i> Décret étendant à la Suède et Norvège les dispositions de l'article 4 de la convention conclue avec l'Angleterre, le 24 janvier 1874.	339
Mars.....	5	<i>Grande-Bretagne, Italie.</i> Déclaration prorogeant l'échéance du traité de commerce du 6 août 1863 au 31 décembre 1878.....	340
—	29	<i>Belgique, Italie.</i> Déclaration prorogeant l'échéance du	

	1878	
	traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863	
	au 31 mars 1878.....	347
Mal.....	4 Belgique, Espagne. Traité de commerce et de navigation.	348
—	29 Belgique, Italie. Déclaration prorogeant l'échéance du traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863, jusqu'au 30 juin 1878.....	355
Juin.....	26 Belgique, Italie. Déclaration prorogeant l'échéance du traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863, au 31 décembre 1878.....	355
Juillet.....	22 Belgique, Italie. Convention consulaire.....	356
Septembre...	17 Allemagne, Autriche-Hongrie, Espagne, France, Italie, Portugal, Confédération Suisse. Convention relative aux mesures à prendre contre le phylloxera vastatrix	361
Octobre.....	18 Belgique, Allemagne. Déclaration relative à l'assistance judiciaire	363
Novembre...	5 Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse. Convention monétaire.....	366
—	5 Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse. Arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la convention monétaire du 5 novembre 1878.....	371
—	5 Belgique, France, Grèce, Italie, Suisse. Déclaration relative à la fabrication de la monnaie d'argent pendant l'année 1879.....	374
Décembre....	5 Grande-Bretagne, Italie. Déclaration prorogeant la durée du traité de commerce et de navigation du 6 août 1863, jusqu'au 31 décembre 1879.....	375
—	8 Belgique, Italie. Déclaration prorogeant jusqu'au 31 décembre 1879 le traité de commerce et de navigation du 9 avril 1863.....	376
—	31 Autriche - Hongrie, Italie. Déclaration prorogeant l'échéance du traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867 au 31 janvier 1879.....	376
—	31 Belgique, Allemagne. Déclaration relative à la taxe à percevoir par la Belgique sur les correspondances télégraphiques échangées par la voie Belge entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.....	377
—	31 Belgique, Grande-Bretagne. Déclaration relative à la taxe à percevoir sur les correspondances télégraphiques échangées par la voie Belge entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.....	378

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME

DES SEIZIÈME ET DIX-SEPTIÈME ANNÉES.

F. AMYOT.